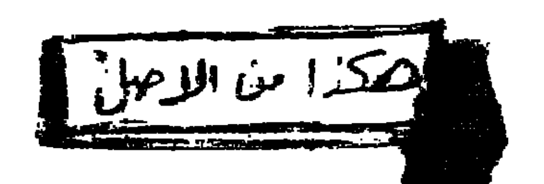


DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 14180 – 5 F — MARDI 11 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le pari de l'embargo

«NOUS devons démontrer que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas.» Cette phrase, extraite de la déclaration publiée dimanche 9 septembre à Helsinki par MM. Bush et Gorbatchev, a dû tout particulièrement irriter Saddam Hussein. De la même façon, il est certain que le dictateur de Bagdad – aussi bon spectateur que manipulateur de télévision – n'aura guère apprécié les images de la conférence de presse des deux présidents que retransmettait en direct la chaîne CNN dont il est friand : lui qui rêvait d'enfoncer un coin entre Washington et Moscou, pour ne rien dire de nombreuses capitales européennes, était condamné à assister à la démonstration publique d'une connivence certaine entre son ennemi officiel et son ancien allié.

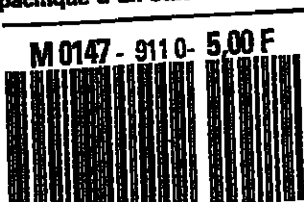
La veille, pourtant, Saddam Hussein avait encore exhorté M. Gorbatchev à se ressaisir, à «réhabiliter» l'Union soviétique en tant que super-puissance et à regagner bien vite «le camp de la justice». Peine perdue : si M. Gorbatchev veut toujours bien continuer à explorer les voies d'une solution politique de la crise du Golfe, il n'a rien retiré, bien au contraire, de sa condamnation sans appel de l'invasion du Koweït.

LA journée de dimanche, cependant, n'a pas été entièrement négative pour Saddam Hussein : il craignait de plus en plus, en dépit de toutes ses rodomontades, une intervention américaine qui pourrait lui coûter ses plus performantes installations industrielles et militaires, et peut-être la vie. Le voilà rassuré au moins pour quelques semaines, sinon quelques mois.

Soucieux de ne pas fissurer le nouveau front américano-soviétique, M. Bush a été contraint en effet d'exclure beaucoup plus clairement qu'auparavant toute opération préventive contre l'Irak.

PLUS que jamais depuis le début de la crise déclenchée par Saddam Hussein, la suite des événements va dépendre – sauf imprévu – de l'efficacité de l'embargo décrété contre Bagdad et de ses effets sur la société irakienne. MM. Bush et Gorbatchev paraissent penser qu'un embargo sévère, quitte à le renforcer encore s'il le faut, suffira à amener le dictateur à résipiscence. Saddam Hussein, lui, est bien placé pour savoir qu'il pourra faire supporter à sa population, plus longtemps qu'on ne le pense généralement, des pénuries et des rationnements de toutes sortes. N'a-t-il pas toujours à sa disposition, pour «convaincre» ses adversaires d'accepter nombre d'entorses alimentaires à l'embargo, plusieurs milliers d'otages dont il est bien décidé à se servir sans ménagement ?

MM. Bush et Gorbatchev ont soigneusement évité d'aborder le sujet au cours de leur conférence de presse ; ils n'en sont pas moins conscients de cette faiblesse majeure qui ouvre la voie à tous les jeux de propagande et à toutes les manipulations des opinions publiques. C'est dire que le temps ne joue pas nécessairement contre Saddam Hussein et en faveur d'un retour pacifique à un état de droit.



M 0147 - 911 0- 5,00 F

Après le sommet Bush-Gorbatchev à Helsinki

La perspective d'une opération militaire américaine contre l'Irak s'éloigne

Bagdad et Téhéran vont renouer leurs relations diplomatiques

Se déclarant «unis», MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont affirmé, à l'issue de leur rencontre, dimanche 9 septembre à Helsinki, leur volonté d'appliquer pleinement les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'encontre de l'Irak et de ne pas avoir recours à la force contre l'Irak. Les présidents américain et soviétique ont averti que si les mesures actuelles ne parvenaient pas à faire plier M. Saddam Hussein ils étaient «prêts à en considérer d'autres, supplémentaires, en harmonie avec la charte des Nations unies». M. Mikhaïl Gorbatchev a, en outre, opposé une fin de non-recevoir aux ultimes tentatives, samedi, du président Saddam Hussein, de semer la discorde entre les Etats-Unis et l'URSS. Par ailleurs, après la visite à Téhéran de M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, l'Irak et l'Iran ont décidé de renouer leurs relations diplomatiques.

HELSINKI

de nos envoyés spéciaux

«Etre certain que nous sommes ensemble.» C'était l'objectif que M. George Bush avait assigné au sommet d'Helsinki en l'annonçant il y a une semaine. Jugé à cette aune, l'événement a tenu sa promesse. Les présidents américain et soviétique étaient en droit d'estimer, dimanche soir 9 septembre, avoir accompli leur mission : profiter de la solennité qui entoure leurs rencontres en tête à tête pour proclamer au monde le caractère inacceptable de l'annexion du Koweït par l'Irak. Cela fut fait et bien fait. Mais ceux qui attendaient de ce troisième rendez-vous *«en moins de neuf mois»* un peu plus que cette noble profession de foi de l'après-guerre froide, auront ressenti quelque déception. Certes, les deux hommes s'accordent plus que jamais – et cela reste essentiel – sur le but poursuivi : contraindre Saddam Hussein à lâcher sa proie. Mais ils n'ont pas caché, lors de la conférence de presse commune tenue au terme de leurs six heures d'entretiens, que cette connivence primordiale sur l'objectif recherché ne signifiait pas une identité de vues sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Voilà pourquoi dans le déroulement de la crise du Golfe le sommet d'Helsinki aura plus servi aux Américains et aux Soviétiques à consolider leur entente qu'à lui donner un nouvel élan. A la veille du sommet, Saddam Hussein avait pourtant essayé une nouvelle fois de semer la zizanie dans le couple Bush-Gorbatchev. Adressé avec un brin d'impertinence aux *«maîtres de la Maison Blanche et du Kremlin»*, son message télévisé fut accueilli par ses destinataires avec le plus méprisant silence.

Vingt-quatre heures plus tard, le président irakien eut droit à sa réponse. *«Nous sommes unis,* affirment MM. Bush et Gorbatchev dans leur déclaration conjointe, *par la conviction que l'agression irakienne ne peut être tolérée. Aucun ordre international n'est possible si des Etats plus grands peuvent engloutir leurs voisins plus petits (...).»*

JEAN-PIERRE LANGELLIER et CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 4

Lire également

Le président libérien capturé

Le président du Libéria, M. Samuel Doe, a été blessé lors d'une fusillade et capturé par les rebelles de Prince Johnson.

Page 10

Le secret de Polichinelle du brigadier Labourdette

«Tout le monde savait», affirme le principal inculpé du trafic d'armes entre Beyrouth et la France

L'enquête sur le trafic d'armes organisé par des policiers français en poste à Beyrouth réserve-t-elle de nouvelles surprises ? Après la trêve estivale, le juge d'instruction marseillais M. Patrick Ardid, organise cette semaine les premières confrontations entre quelques-uns des vingt-quatre inculpés parmi lesquels on trouve treize policiers et deux gendarmes. Il a d'ores et déjà longuement entendu le brigadier Jean-Claude Labourdette, principale figure du trafic dont les déclarations risquent de faire du bruit. Le trafic ? *«Un secret de Polichinelle, une pratique très répandue, tout le monde savait»*, a-t-il confié sur procès-verbal au juge d'instruction en ajoutant, non sans humour, qu'il pratiquait *«les mêmes prix que ceux des catalogues»*, et non sans avoir précisé qu'il fut aussi au Liban un correspondant officieux de la DGSE, les services secrets français.

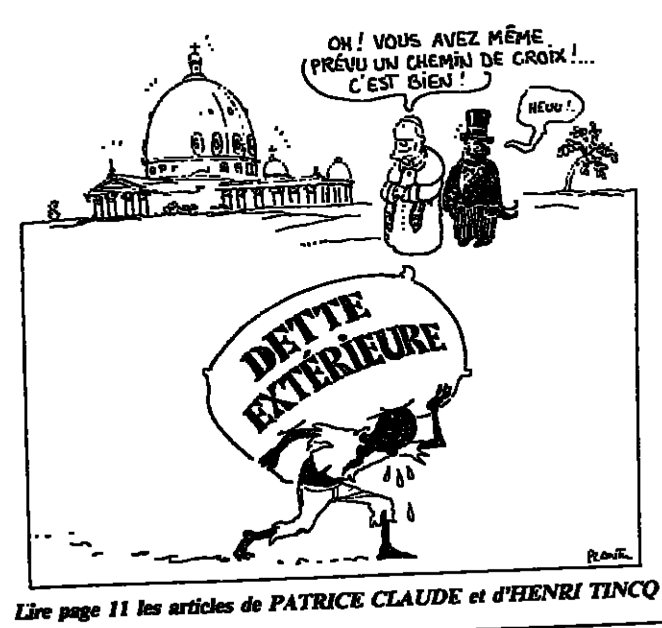
L'affaire était devenue le feuilleton de l'été. Faisant «tomber» un par un cinq policiers affectés à la sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth, les enquêteurs marseillais et leurs collègues de la sixième division de la Direction centrale de la police judicidiaire découvraient l'ampleur des dégâts à la mi-juillet. A l'origine, un trafic sans envergure : les fonctionnaires détachés reconnurent d'abord quelques expéditions d'armes de guerre vers la France par le système des bagages personnels qu'ils confiaient à leurs «amis» gendarmes de retour de mission.

Puis, mises bout à bout, ces «imprudences de collectionneurs» ont fait frémir. Entre cent et cent cinquante armes, selon une estimation judiciaire, se sont ainsi évanouies dans la nature.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite page 14 - section B

Jean-Paul II à Yamoussoukro



Lire page 11 les articles de PATRICE CLAUDE et d'HENRI TINCQ

Hollywood ou le désarroi florissant

Le Festival de Deauville a illustré la bonne santé du cinéma américain sur fond de société morose

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

Les lampions ornés de rayures rouges et blanches et d'étoiles hollywoodiennes se sont éteints dimanche 9 septembre. Neuf jours durant, la collection d'automne du cinéma américain aura paradé sur les planches au cours du seizième Festival de Deauville.

On y fêta quelques invités de marque tels que Jane Russel, Bugs Bunny, John Voight ou Robert Duvall. On y remarqua quelques absents de qualité, comme Martin Scorsese, Warren Beatty et Spike Lee qui avaient préféré Venise, ou *58 minutes pour mourir* (suite du *Piège de cristal* et gros succès au box office américain), qui s'était abstenu de miser au casino deauvillois. Et on y retrouva ces films-machines à sous dont seul Hollywood maîtrise le mécanisme, le simpliste «conte de fées moderne» *Pretty Woman*, en tête des recettes aux Etats-Unis cette année, *Days of Thunder*, où Tom Cruise adapte son personnage de *Top Gun* à la course automobile, *The Freshman* avec Marlon Brando en majesté, *Robocop 2*, qui voit le flic automate inventé naguère par Paul Verhœven perdre quelques boulons. Tandis que le même Verhœven confirmait, avec *Total Recall*, sa maîtrise du grand spectacle.

Dans des catégories plus légères, deux bonnes surprises ont marqué les derniers jours du défilé. La transposition du livre à l'écran, et de Lima à la Nouvelle-Orléans, de *la Tante Julia et le Scribouillard*, beau roman de Vargas Llosa qui inspirait quelques craintes. Mais la grâce pétillante de Barbara Hershey et l'abattage d'un Peter Falk lancé dans un numéro de cabot éblouissant permettaient à Jon Amiel, réalisateur doté d'une belle énergie, de signer une comédie habile et enlevée qui a obtenu le prix du public. Et le cinéaste (très) indépendant Henri Jaglom parvenait avec *Eating* à rendre passionnante, émouvante et hilarante une question pour laquelle on n'éprouvait pas forcément un intérêt prononcé : la boulimie alimentaire comme réponse aux angoisses des bourgeoises californiennes.

Le commerce hollywoodien se porte comme un charme (3,3 milliards de dollars de recettes pour les huit premiers mois de 1990). Le moral américain va beaucoup moins bien, à en croire les vingt-sept nouveaux films présentés à Deauville.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire la suite page 17 - section B

CHAMPS ÉCONOMIQUES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,60 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Allemagne

Une seconde République de Weimar ?

par Maurice Duverger

LA République de Bonn l'emporte sur la République de Weimar par deux supériorités fondamentales : une monnaie solide et des gouvernements efficaces. Elles se maintiendront dans l'Allemagne unifiée si le système politique de la RFA est introduit en RDA, comme l'a été le mark. Malheureusement, le mécanisme qui maintient la force du premier est moins évident que celui d'où résulte la puissance du second.

En elle-même, la Constitution de Bonn n'est pas meilleure que la Constitution de Weimar, qui n'était pas mauvaise. Leurs destins divergents tiennent avant tout à la différence des lois électorales. Les disputes entre les partis de l'Est et de l'Ouest vont-elles affaiblir celle de 1949, pilier fondamental de la démocratie allemande ?

De 1920 à 1933, les députés étaient élus suivant une proportionnelle classique, assez proche de celle qui fait des ravages dans l'Italie d'aujourd'hui. La discipline germanique ne pouvait pas écarter les conséquences inéluctables d'un tel scrutin dans un pays à peine unifié, où la multiplicité des partis était enracinée. En permettant aux citoyens de disperser librement leurs suffrages, il rendait impossible la formation de majorités cohérentes et stables.

Une nation où la démocratie n'était pas encore implantée solidement ne pouvait pas supporter longtemps qu'elle prenne un visage de désordre et d'impuissance. Très vifs en 1945, les souvenirs de cette époque furent alors éclairés par un livre qui fit grand bruit : *Democraty or Anarchy*, d'Hermens. Réfugié aux Etats-Unis sous Hitler, ce politiste allemand accusait la proportionnelle d'avoir été le facteur essentiel de l'avènement du nazisme. Bien qu'elle fût outrée, l'accusation reposait sur un dossier solide, mis en lumière par une analyse sérieuse. Très sensibles au danger ainsi souligné, les auteurs de la loi électorale de la RFA s'appliquèrent à l'écarter. Ils y réussirent par un mécanisme beaucoup plus subtil qu'il n'apparaît au premier abord. Donner à chaque citoyen deux bulletins, l'un pour élire une moitié des députés par un vote majoritaire dans des circonscriptions à siège unique, le second pour choisir l'autre moitié par un scrutin proportionnel sur des listes dans le cadre de chaque Land. Cela paraît très simple. Mais l'efficacité de la combinaison tient à deux éléments essentiels, moins visibles.

D'une part, il n'y a pas de second tour dans le scrutin majoritaire, le candidat placé en tête étant élu quel que soit le total des voix réunies par ses concurrents. Comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne l'ont montré depuis longtemps, on aboutit ainsi à une bipolarisation autour de grandes formations présentant un candidat unique dans chaque circonscription, l'une et l'autre pouvant d'ailleurs englober des tendances assez diverses. Effectivement, le Parti social-démocrate et la Démocratie chrétienne ont seuls des élus dans cette première moitié des députés, les autres organisations ne présentant même pas de candidat, en général.

Mais elles participent largement à la compétition dans les Lander, où leurs chances sont d'autant plus grandes que la proportionnelle s'applique à l'ensemble des sièges, et pas seulement à la moitié correspondant au scrutin de liste qui sert de base au décompte des suffrages. Très équitable, cette disposition est aussi très dangereuse, car elle tend à annuler l'effet du scrutin majoritaire, en multipliant les petits partis autour des deux grands qu'il a dégagés. L'efficacité de la démocratie est ici sauvegardée par le second élément essentiel de la loi électorale de 1949 : aucune formation ne peut obtenir des sièges de liste si elle ne réunit pas un total atteignant au moins 5 % des voix exprimées dans l'ensemble du pays.

Ce barrage ne supprime pas les partis régionaux puisqu'ils peuvent se coaliser avec des proches, comme le fait la CSU bavaroise avec la CDU des autres Lander. Il n'empêche pas l'influence importante de petits partis, comme les libéraux le prouvent. Il permet l'apparition de partis nouveaux, comme les Verts l'ont montré ces dernières années. Il interdit seulement *que la colonne vertébrale du Bundestag*, formée par les élus des circonscriptions, ne soit paralysée par une dispersion des autres députés en groupuscules multiples qui empêcheraient toute majorité solide.

Mesquins calculs électoraux

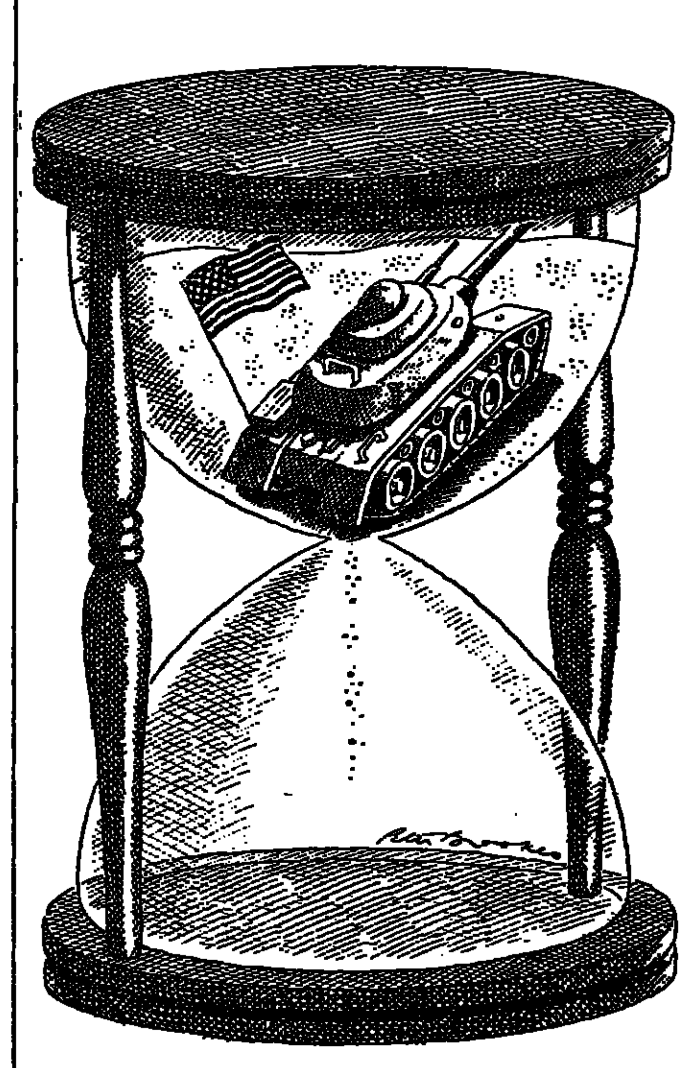
Les débats actuels des deux parlements allemands tournent autour de cette règle fondamentale. Sera-t-elle maintenue, supprimée ou affaiblie ? Pour ouvrir à certaines formations exiguës de la RDA les portes de l'Assemblée de la grande Allemagne, certains proposent que le barrage des 5 % ne fonctionne plus qu'à l'intérieur de chaque Land. D'autres suggèrent qu'on se borne à réduire le barrage national à 3 % ou 4 %. Même si cette dernière mesure paraît minime, elle comporte un risque de déstabilisation de la démocratie germanique.

Comme dans les années 30, le mécanisme de dispersion inclus dans la technique de la proportionnelle coïnciderait avec une évolution sociologique poussant dans le même sens. On tendrait ainsi à reconstituer le mélange explosif qui a porté Hitler au pouvoir.

La crise des partis qui commence dans la Communauté des Douze menace déjà la Grèce, l'Espagne et même la France de les détacher du bloc de l'Europe de la décision, de type britannique, pour les précipiter dans l'Europe de l'impuissance, de type italien. Est-ce le moment de favoriser dans l'Allemagne unifiée une désagrégation des majorités qui s'annonce déjà en RFA avec la poussée des Verts et l'apparition des pseudo-« républicains » ? Le sort des petits partis de l'Est condamnés à s'allier à *des grands ou à disparaître n'est pas* plus pitoyable que celui de leurs homologues de l'Ouest confrontés au même destin voici quarante ans. A leur tour, il faut payer le prix de la démocratie.

Derrière la sollicitude qui les entoure, de mesquins calculs électoraux se profilent. Ils ne pèseraient pas lourds si leur risque à long terme était exactement mesuré. Le chancelier Kohl renoncerait sans doute à affaiblir l'image d'homme d'Etat que lui vaut l'unification, s'il avait conscience d'introduire en même temps un ver rongeur des majorités parlementaires. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le danger fondamental vient d'un affaiblissement de la mémoire. Qui se souvient aujourd'hui que le premier président de la République fédérale, Théodore Heuss, tint à honorer de sa présence un colloque de science politique à Heidelberg dont l'objectif était de renforcer le caractère majoritaire de la loi électorale de 1949 ? Le prestige exceptionnel de cet homme sage et pondéré donne à ce geste une portée plus actuelle que jamais.

TRAIT LIBRE



The Times, 6 septembre

COURRIER

Occultisme en vitrine

Découvrant la Bibliothèque publique d'information du centre Georges-Pompidou, quelle ne fut pas ma surprise de voir trôner au cœur de la section « Science » un rayon « Sciences occultes », d'importance (en volume !) égale à celle de la partie mathématiques !

Si $E=mc^2$ a déjà été maintes fois plus ou moins douloureusement vérifié, les livres sur les OVNI ou les Mémoires de l'au-delà n'ont pas à ma connaissance fait l'objet de validation expérimentale. A quand les œuvres complètes de Mao au rayon Sciences économiques, la Bible au rayon histoire et, pourquoi pas, en ces temps de sécheresse, les sourciers à Matignon ?

LUC SDIKA
Ablon

Proche et Moyen-Orient

Les récents événements concernant l'Irak et les pays qui l'entourent montrent, à l'évidence, l'incertitude dans laquelle se trouvent nombre de commentateurs quant à l'appartenance de tel ou tel de ces Etats au Proche ou au Moyen-Orient. Il convient de déterminer cette appartenance à partir d'un critère objectif. Je propose celui-ci : le Proche-Orient est composé des pays asiatiques de langues sémitiques, actuellement surtout de langue arabe. Le Moyen-Orient commence donc avec l'Iran.

ERNEST-MARIE LAPERROUSAZ
Ecole pratique des hautes études, Paris

De petits avions contre les incendies

L'un des problèmes des aéro-clubs est le financement des heures de vol, de l'achat et de l'entretien du matériel volant, principalement à l'usage de la clientèle des jeunes apprentis pilotes. Pourquoi ne pas utiliser ce capital de bonne volonté pour assurer des vols de surveillance au-dessus des zones sensibles aux incendies de forêts ? Vu la vitesse des avions et leur indépendance vis-à-vis du terrain, il leur serait possible par une liaison radio avec la gendarmerie locale de communiquer dans des délais très courts tous les renseignements relatifs à un départ éventuel de l'incendie, y compris la présence suspecte d'individus dans le voisinage.

Cette idée me semble être réalisable, même a partir des équipements actuels. Son coût serait bien inférieur à celui d'un incendie et mobiliserait beaucoup de jeunes qui cherchent des possibilités de remplir une tâche utile.

PIERRE COROLLER
Bron

La vraie chasse au gaspi

Le gouvernement relance la chasse au gaspi. Mais les économies d'énergie dans les transports ne peuvent s'improviser à l'occasion d'une crise et ne sont pas qu'une question de civisme.

L'imprévoyance saute aux yeux. Les crédits d'Etat pour les transports urbains stagnent lamentablement depuis plusieurs années. Le développement du tramway est en panne et, encouragées par l'Etat, certaines municipalités soucieuses de prestige lui préfèrent un Val trois fois plus coûteux après des « débats » sans fin. Quant aux bus, ils sont englués dans des embouteillages en croissance exponentielle.

Souhaitons que cette crise amène le gouvernement à concevoir enfin une politique cohérente des transports, calquée sur celle de nos voisins suisses et allemands, et à mettre en œuvre deux programmes prioritaires : la relance des transports publics urbains : le transport combiné rail-route des marchandises selon la formule allemande de la « route roulante ».

JEAN SIVARDIÈRE
Secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports

Enseignement

Physique et orthographe

par Jean-Paul Louis

A peu près au même moment deux querelles se développent : le dernier carré des « littéraires » attaque la (modeste) réforme de l'orthographe, tandis que les « scientifiques » protestent car le ministre a supprimé l'enseignement de la physique et de la chimie dans les classes de sixième et de cinquième.

On connaît les arguments des uns et des autres : l'orthographe est inséparable du reste de la langue, et céder sur ce point c'est aggraver le déclin de la culture ; la France manque de scientifiques et d'ingénieurs, et si on ne sensibilise pas *très tôt les jeunes à ces disciplines* le déficit ne cessera pas.

A quoi sert l'orthographe ? Réponse : à sélectionner les élites. Ainsi se protégeait la République naissante, par le biais des concours administratifs, contre le retour des fils des classes privilégiées.

Or il est clair qu'aujourd'hui la sélection des élites ne se fait plus (ou pratiquement plus) par le biais des « humanités », mais par des épreuves de type « scientifique ». Sans compter qu'à la notion de sélection des élites s'est substituée la nécessité de donner des compétences techniques au plus grand nombre. Par ailleurs, les élites actuellement au pouvoir sont passées par des écoles scientifiques ou commerciales, et ce qui paraissait évident il y a quelques générations (maintenir telle quelle l'orthographe) ne l'est plus : quand on est passé par une formation scientifique, la complexité de l'orthographe française apparaît comme une fantaisie incompréhensible et une gêne. Et même si cette élite n'envisage pas une réforme radicale (cette élite est modérée, fait faire du latin à ses enfants, les envoie au conservatoire de musique ou en stage linguistique, etc.), elle est mûre pour encourager une réforme.

Deux cultures à réconcilier

Pour protester contre la réforme, on a vu naître une coalition contre nature de différents groupes que tout semblait opposer : les agrégés, comme les anarchistes patentés (Cavanna, Renaud). C'est que ces groupes ont conscience qu'à part leurs talents individuels ils ne maîtrisent qu'une seule technique qui les distingue de la masse : l'orthographe.

Cette réaction est typique d'une attitude crispée. Dans un pays où la culture littéraire a toujours été séparée de la culture scientifique, la classe littéraire cherche à camper sur ses avantages acquis, oubliant l'essentiel. L'argument des plus subtils du camp littéraire c'est qu'en touchant à l'orthographe on sabote l'enseignement de la culture et on écarte encore plus les jeunes de la lecture des textes. Si nos maîtres-penseurs acceptaient de regarder les choses telles qu'elles sont au lieu de conceptualiser dans leurs tours d'ivoire, ils verraient que l'échec de l'apprentissage traditionnel est de toute façon patent : si le niveau moyen des Français a bénéficié de l'enseignement de masse, ce niveau moyen est effectivement insuffisant au regard de légitimes ambitions culturelles. Cela dit sans catastrophisme ni passéisme : est-on sûr que le niveau était tellement satisfaisant il y a quelques décennies ?

Plutôt que d'accuser le laxisme des autorités actuelles, la classe littéraire devrait d'abord battre sa coulpe : si elle avait participé à l'évolution du monde moderne, si elle s'était un minimum intéressée aux techniques, si elle avait tenté de combler le fossé qui sépare les deux cultures, elle aurait travaillé aux réformes nécessaires, et elle aurait pu ainsi participer à un mouvement général de montée du niveau aussi bien dans le domaine scientifique et technique que dans le domaine littéraire. Mais cela aurait été contraire à sa tradition. Elle aurait dû faire quelques aggiornamentos, et elle aurait dû travailler : car si, selon elle, les scientifiques doivent acquérir une vraie culture humaniste, pourquoi les littéraires devraient-ils être ignares, non seulement en sciences, mais en technique ? Elle aurait pu aussi participer à un dépoussiérage de la culture littéraire traditionnelle. Est-il normal que les jeunes enfants *subissent à l'école primaire* des heures innombrables sur des leçons aussi passionnantes que : comment distinguer sans, cent, s'en, sang ? S'étonnera-t-on qu'après ce gâchis ces mêmes jeunes n'ont pas de goût pour la lecture ? Où auraient-ils acquis ce goût ?

La culture scientifique et technique, malgré des victoires qui semblent irrésistibles actuellement, n'est pas si dominante que cela. Les Etats-Unis nous montrent l'exemple d'un pays avancé dominé par les financiers et les avocats (sans compter les lobbies fondamentalistes), où les études scientifiques périclitent, où le tissu industriel se dégrade, s'attirant ainsi l'ironie dévastatrice et la domination japonaises. La récente volonté de supprimer la physique et la chimie en sixième et cinquième (par manque de moyens, par manque de professeurs) montre bien les limites de cette domination, et l'on comprend que des sociétés et des cultures moins armées que les nôtres dans ces domaines puissent céder complètement devant les poussées irrationnelles. Enfin la communauté scientifique française, doit elle aussi, beaucoup évoluer et agir pour accomplir les tâches nécessaires.

Il est temps de combler le fossé entre les « deux cultures ». Les littéraires les plus responsables doivent participer intelligemment à la gestion culturelle de notre société. En participant à des réformes qui auront lieu car elles sont sociologiquement inéluctables, ils les rendront plus intelligentes. Ils aideront à la définition d'une éducation qui respecte la double nécessité de la culture générale et de l'apprentissage des techniques.

▶ Jean-Paul Louis est directeur du département d'électricité de l'Ecole normale supérieure de Cachan.

Le Monde

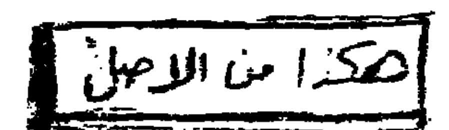
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN :0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex



Le déploiement américain et ses implications

MM. Baker et Brady « satisfaits » de leurs tournées pour obtenir un financement international

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a achevé, samedi 8 septembre, une tournée effectuée dans plusieurs pays arabes pour obtenir un soutien financier à la campagne militaire et diplomatique menée par Washington afin de contraindre l'Irak à se retirer du Koweït.

Parallèlement, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est rendu en France, en Grande-Bretagne, en Corée du Sud et au Japon. Il a estimé que sa tournée était un « succès ». M. Baker, de son côté, peut se targuer d'avoir obtenu des Saoudiens, du gouvernement koweïtien en exil et des Emirats arabes unis (EAU) la promesse d'une contribution de plusieurs milliards de dollars.

Le coût total de l'opération visant à endiguer les ambitions du président irakien Saddam Hussein et à l'obliger à retirer ses troupes du Koweït est estimé à *quelque 28 milliards de dollars par l'administration américaine* : 18 milliards pour le déploiement militaire américain dans le Golfe (une *précédente évaluation du* Pentagone faisait état de 11,3 milliards pour l'année fiscale 1991 qui commence le 1er octobre, plus *environ 2,5 milliards* pour l'année qui s'achève le 30 septembre); et 10,5 milliards pour soutenir l'économie de la Jordanie, de l'Egypte et de la Turquie, directement affectées par la crise du Golfe et le boycottage commercial de l'Irak décrété par l'ONU.

L'émir du Koweït en exil, Cheikh Djaber Al Ahmed Al Sabah, a promis 5 *milliards de dollars, a confirmé* vendredi M. Baker dans l'avion qui l'amenait d'Abou-Dhabi au Caire. Selon le secrétaire d'Etat *américain, au moins la moitié* de cette somme est destinée au financement du déploiement des troupes américaines. *Le reste ira à des pays comme la Jordanie*, la Turquie et l'Egypte.

Des responsables américains et saoudiens *ont d'autre part confirmé que l'A*rabie saoudite avait offert plusieurs milliards de dollars, pour couvrir notamment *tout le carburant, l'eau et les transports* pour les quelque 100 000 militaires américains actuellement déployés dans la *région. M. Baker, qui a rencontré ven*dredi à Abou-Dhabi le président des Emirats arabes unis, Cheikh Zaid Bin Sultan Al Nahayan, *s'est félicité de ce que ce der*nier avait fait montre d'une *« attitude très positive, sensible et coopérative »*.

Enfin, M. Baker a obtenu la promesse de l'Egypte d'envoyer des troupes supplémentaires dans la région : *« Nous soutenons les Saoudiens autant que nous le pouvons... Nous avons l'intention d'envoyer davantage de troupes dans un proche avenir »* a déclaré le président Moubarak au cours de ses entretiens samedi avec M. Baker, qui s'était fait fort d'obtenir *l'accord du Congrès pour entériner la* décision du président Bush d'effacer les 7 milliards de dollars de la dette militaire *égyptienne. M. Brady a semble-t-il eu des* réponses plus évasives. Tokyo, qui s'est déjà engagé à verser 1 milliard de dollars, *a été surpris par les nouvelles demandes* américaines, sans toutefois les rejeter, selon un haut responsable américain. *D'après un autre responsable américain*, la contribution supplémentaire demandée au Japon s'élèverait à plus de 2 milliards de dollars.

Les trois autres pays visités par M. Brady ont, comme le Japon, exprimé *leur soutien général à la campagne menée* par les Etats-Unis, sans s'engager sur des chiffres spécifiques.

Sur le terrain, le déploiement militaire américain se poursuit et le général Norman Schwarzkopf, commandant des forces américaines en Arabie saoudite, s'est rendu samedi dans les Emirats arabes unis pour y avoir des entretiens. De leur côté, les commandants des forces navales de vingt pays se sont réunis dimanche à Bahrein sous la coprésidence de la France et *des Etats-Unis pour coordonner les opéra*tions de la flotte internationale.

Des navires de guerre italiens envoyés dans la région du Golfe ont commencé à participer activement au blocus naval durant le week-end, tandis que la Suède et l'Espagne se disaient prêtes à envoyer des troupes si les Nations unies leur en faisaient la demande.

Quant à la Belgique, qui a envoyé le mois dernier deux dragueurs de mines dans le Golfe, elle n'est pas *« prête »*, a déclaré le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt, à participer au financement du déploiement militaire américain.

Les ministres européens des affaires étrangères se sont mis d'accord vendredi sur l'octroi d'une aide à la Jordanie, à l'Egypte et à la Turquie, mais ont fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à participer à l'effort militaire américain. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Un détachement militaire français en Arabie saoudite

Une centaine de militaires français – des cadres de métier et des engagés – ont quitté, dimanche 9 septembre, la base d'Etain (Meuse) pour mettre en œuvre six hélicoptères Gazelle et Puma, ainsi que des jeeps et des camions, en Arabie saoudite à la demande des autorités locales.

C'est l'échelon de commandement dont l'installation avait été annoncée par le gouvernement français (*le Monde* du 30 août) et qui sera implanté à Yenbo, sur la côte de la mer Rouge, à environ 300 kilomètres au nord de Djeddah.

Les moyens de ce détachement ont été acheminés par avions de transport civils (un Boeing 747) et militaires (deux Hercules C 130 et quatre Transall).

Les hommes de cet élément de commandement appartiennent au *3e régiment d'hélicoptères de com*bat (d'Etain), au 4e régiment d'hélicoptères de commandement et de *manœuvre (à Phalsbourg)* et au 1er régiment d'infanterie (à Sarrebourg).

Depuis la crise du Golfe, c'est la première fois que la France déploie un détachement à terre en Arabie saoudite où, déjà, on recense près d'un millier de conseillers militaires ou industriels pour aider les Saoudiens à mettre en œuvre et à entretenir des matériels de guerre d'origine française.

L'Irak dément les informations d'origine syrienne concernant des explosions dans une usine chimique

L'agence de presse irakienne a démenti dimanche soir 9 septembre les informations d'origine syrienne selon lesquelles des explosions se seraient produites dans la journée dans la région d'El Qaem, proche de la frontière avec la Syrie. L'agence INA a qualifié de *« pure invention »* ces informations selon lesquelles les habitants des villages syriens de la région d'Abou-Kamal ont pu entendre une série de 46 explosions, suivie d'appels à des dons de sang lancés par les haut-parleurs des mosquées d'El Qaem.

El Qaem est une petite communauté agricole située sur les berges de l'Euphrate à 280 km au nord-ouest de Bagdad. Dans un article daté le 25 août de Varsovie, le *Washington Post* citait des techniciens polonais de retour d'Irak selon lesquels environ 70 Américains avaient été transférés sur le site d'une usine chimique située dans les environs d'El Qaem, pour y servir, semble-t-il, de *« boucliers humains »* afin de décourager un éventuel bombardement américain. Les otages américains, hommes en majorité, mais aussi femmes et enfants, étaient arrivés en deux groupes, le premier le 15 août et le second deux jours plus tard. Ils étaient logés dans un hôtel à environ 1500 mètres de l'usine, selon les Polonais. Ces derniers avaient précisé que l'usine fabriquait des engrais chimiques et employait plusieurs centaines d'étrangers. Interrogé, le département d'Etat à Washington ne pouvait confirmer dimanche soir si des explosions s'étaient produites à l'usine chimique d'El Qaem et si des otages occidentaux s'y trouvaient toujours au moment de l'explosion.

Par ailleurs, la radio koweïtienne émettant quelque part en Arabie saoudite, a annoncé samedi que trois officiers irakiens avaient été exécutés à Bagdad pour complot contre la vie du président Saddam Hussein. Il s'agirait de trois membres de la garde présidentielle; les capitaines Mouhsin Karam et Ali Ahmed Hassan et le lieutenant Najm Hamid. Enfin, un opposant irakien, en exil en Grande-Bretagne depuis une vingtaine d'années, est décédé jeudi à Londres, sa mort semant le trouble et la suspicion parmi ses amis, bien que les médecins légistes aient conclu à une mort naturelle. M. Selim Fakhry, âgé de soixante-neuf ans, était *le secrétaire* du Mouvement de délivrance démocratique qui se propose d'instaurer en Irak une démocratie à l'occidentale. Ancien militaire, ayant participé au coup d'Etat du général Kassem, M. Fakhry était un des opposants les plus influents et les plus actifs au régime irakien. Il est mort d'une crise cardiaque au moment où il parlait avec un journaliste du Sunday Telegraph. – *(AFP, Reuter, AP.)*

La Jordanie est la première victime économique de l'embargo

AKABA

de notre envoyé spécial

A proximité de la frontière irako-jordanienne, les travaux de doublement de la grand-route continuent. Il s'agit d'améliorer *encore cet axe qui, du port* d'Akaba vers Bagdad, traverse toute la Jordanie. Ce chantier, financé *par l'Irak, témoigne* des relations étroites qui se sont nouées entre les gouvernements d'Amman et de Bagdad au début de la guerre Irak-Iran.

Le président Saddam Hussein n'avait alors pas de voisin plus utile que le souverain hachémite. Le débouché irakien sur le Golfe étant paralysé par les combats, la *route transjordanienne était vitale* pour l'Irak. Outre le va et vient des camions-citernes ravitaillant en pétrole irakien la Jordanie et de quelques autres poids lourds se dirigeant encore vers Bagdad, cet axe est essentiellement utilisé désormais par les milliers de personnes qui fuient chaque jour le Koweït et l'Irak. Rien à voir avec *la circulation incessante* des convois qui acheminaient le plus gros des importations et exportations irakiennes voilà quelques années.

Et même rien à voir, constatent les douaniers jordaniens, avec le trafic qui existait encore au début du mois d'août. Depuis le commencement de la nouvelle crise et la décision de l'embargo contre l'Irak, 22 000 camions inutiles encombrent les parcs de stationnement des compagnies *jordaniennes* de transport.

Ne pas choisir son camp

Akaba est devenu un port fantôme; ses installations considérablement développées au cours de la dernière décennie semblent vides. Seule, la partie réservée aux ferry est en pleine activité puisqu'elle sert à évacuer vers leur pays les réfugiés égyptiens. Ce ne sont pas ces gens qui vont remplir les nombreux hôtels de luxe désespérément en *mal de touristes*, les annulations s'étant multipliées ces dernières semaines.

Le roi Hussein est de nouveau en péril, vingt ans, mois pour mois, après ce « septembre noir » où, en réprimant la résistance palestinienne, *il* avait de justesse sauvé son trône. Tiraillé entre ses relations on ne peut plus contradictoires avec le « maître de Bagdad » d'un côté et les Occidentaux de l'autre, il est pris entre deux feux et aimerait éviter de devoir choisir clairement son camp. Il a voulu la semaine dernière se rendre à Moscou, mais M. Gorbatchev n'avait pas le temps de le recevoir. Réticent, il a déclaré du bout des lèvres que la Jordanie appliquerait les *sanctions contre l'Irak mais son* gouvernement s'y est tardivement résolu et encore ne respecte-t-il l'embargo qu'incomplètement.

Cependant, celui-ci coûte fort cher à une économie déjà fragile avant la crise. A tel point que si des compensations et secours financiers (un minimum de deux milliards de dollars, selon lui) ne sont pas accordés rapidement à la Jordanie, le roi Hussein risque d'avoir à faire face à une nouvelle *explosion sociale et politique*. D'autant que l'opinion publique jordanienne, elle, a choisi, en manifestant dans la presse et parfois dans la rue son hostilité à l'intervention américaine. Ce parti pris en faveur de l'Irak est particulièrement net au sein de l'importante communauté palestinienne avec laquelle le régime n'a cessé d'avoir des rapports pour le *moins* tendus.

*D'abord inquiets, sinon irrités, de voir le roi tarder à faire respec*ter l'embargo, les Américains laissent entendre aujourd'hui à Amman qu'ils sont assez satisfaits, conscients que le pays ne peut guère aller plus loin dans l'effort.

A Akaba, la réduction du trafic maritime aura été spectaculaire. Le 25 août, on comptait encore quinze à vingt navires marchands dans le port, le 28 il n'y en avait plus que cinq. Les transports routiers entre Jordanie et Irak ont, eux *aussi, nettement diminué à* ceci près que quelques marchandises prennent toujours le chemin de *l'Irak, étant admis que les contrats* signés avant le 6 août peuvent être honorés, ce qui prendra des jours *ou des semaines*.

Et puis il y a cette exception majeure : la poursuite de l'approvi*sionnement de la Jordanie* en pétrole irakien qui se fait uniquement par la route. L'Arabie saoudite a proposé d'assurer les besoins *de la Jordanie pour le mois de sep*tembre mais ne s'est pas engagée au delà. Le roi Hussein a réussi à *faire valoir auprès des Occidentaux* qu'il ne pouvait se permettre d'acheter l'or noir sur le marché international, à quelque trente dollars le baril quand l'Irak le lui offrait à la moitié de ce prix. Quant au transport aérien entre la mer et Bagdad, là aussi les sanctions internationales semblent respectées. De même pour les transac*tions bancaires destinées à l'Irak* ou au Koweït.

Economies presque intégrées

Toutefois, mettant à l'épreuve la « compréhension » dont elle bénéficiait jusqu'alors, la Jordanie a informé les Nations unies, dès le début de ce mois, que tout en se conformant à la résolution 661 du Conseil de sécurité, elle continuerait à pourvoir l'Irak en produits pharmaceutiques, en matériel médical, ainsi qu'en denrées ali*mentaires « à des fins humanitaires »*. Sans attendre de feu vert international, le samedi 8 septembre, un groupement d'associations bénévoles jordaniennes a fait partir vers Bagdad vingt camions de quarante tonnes chacun contenant des médicaments, du lait et d'autres nourritures.

L'Irak était de loin le principal partenaire économique de la Jordanie. Un quart des exportations jordaniennes allaient à ce pays. M. Faleh Fanek, économiste en vue à Amman, estime à un cinquième du produit national brut les pertes *« immédiates et directes »* causées à son pays par l'embargo. Et il souligne que *« les pertes indirectes seront énormes »* en indiquant par exemple que près de 16 % de la main d'oeuvre jordanienne produisait biens et services pour l'Irak. *« Après dix ans de pleine coopération, les deux économies étaient devenues presque intégrées »* remarque-t-il.

Conséquence indirecte : la paralysie des exportations de phosphates, *potasse et dérivés. Or il* s'agit là de la principale richesse du pays, 70 % du total des exporta*tions. Les navires qui transportent* ces minerais arrivaient à Akaba avec des chargements destinés souvent à l'Irak. Les armateurs ne *peuvent accepter le manque à* gagner d'un aller à vide, d'autant que le prix des assurances a fortement augmenté, ce qui affecte l'ensemble du transport maritime pour la Jordanie.

Sur le plan financier, le royaume hachémite peut faire son deuil de ses créances – importantes – sur l'Irak qui a décidé de ne plus payer ses dettes. Finis les prêts du Koweït alors que l'Arabie saoudite, principal bailleur de fonds pour combler *le déficit budgétaire de la* Jordanie, boude le royaume.

En plus des pertes de marchés en *Irak et au Koweït, du déclin du* tourisme, de l'arrêt des transferts de salaires gagnés par les « palestino-jordaniens » vivant dans l'émirat, il faut compter avec le fardeau que font peser les réfugiés qui se bousculent en Jordanie. Ceux-ci, ainsi que les Palestiniens de retour, provoquent dans un si petit pays un surcroît de consommation imprévu et coûteux. *Depuis le* 1er septembre, le gouvernement a supprimé partiellement ses subventions pour trois produits de base : sucre, riz et lait concentré, en distribuant des tickets de rationnement. Mesure impopulaire qui est déjà à l'origine d'un marché noir.

Risques sociaux

Le gouvernement a par ailleurs annoncé *le 5 septembre* une réduction de 25 % de ses dépenses, sans préciser lesquelles, et il prévoit une extension des économies d'énergie (limitation de l'usage de l'électricité dans les bâtiments et lieux publics) en vigueur depuis quinze jours – les rues d'Amman ne sont plus éclairées en début et fin de nuit. Si le gouvernement ne parvient pas à enrayer la crise économique et financière, il abusera vraisemblablement de la planche à *billets avec le risque d'accroître* l'inflation qui atteint 14 % et pourrait, selon les experts, doubler avant la fin de l'année.

Dans ces conditions, les conséquences sociales sont sans doute *les plus inquiétantes. Le chômage* – 20 % – pourrait doubler à brève échéance. C'était déjà des restric*tions imposées de l'extérieur – par* le FMI – qui, avec de brutales hausses de prix, avaient déclenché de graves émeutes en Jordanie en avril *1989. Le roi Hussein avait* dû faire marche arrière et concéder l'organisation d'élections législatives, *les premières depuis* vingt-deux ans. Ce scrutin a donné trente-et-un sièges aux islamistes, dont *vingt aux frères musulmans* qui, aujourd'hui, font cause commune avec l'extrême-gauche et les *communistes pour défendre la* position de l'Irak, condamner les Etats-Unis et dénoncer ces autres *restrictions voulues par l'étranger* que sont les dispositions de l'embargo.

Le trône du « petit roi » est une fois de plus menacé. Certes, il n'a jamais cessé de l'être, *disent* certains de ses partisans comme pour se rassurer. Mais, pour se tirer *d'affaire et surmonter les* immenses difficultés auxquelles fait face son royaume, il aura *besoin de tout son talent d'équili*briste, qu'il vient d'exercer encore en parvenant à ne pas trop mécon*tenter les Américains tout en gar*dant des relations avec le président irakien et à se poser en éventuel *médiateur susceptible de faciliter* une solution diplomatique au conflit.

FRANCIS CORNU

LA CRISE DU GOLFE

Le sommet d'Helsinki

La perspective d'une opération militaire américaine contre l'Irak s'éloigne

Suite de la première page

« Rien de moins que l'application totale des résolutions du Conseil de sécurité n'est acceptable, ont poursuivi MM. Bush et Gorbatchev. *Rien de moins qu'un retour au statut du Koweït d'avant le 2 août ne peut mettre fin à l'isolement de l'Irak (...). Nous devons démontrer sans laisser place au moindre doute, que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas. »* Cette réaffirmation de l'inadmissible pouvait difficilement être plus claire et nette. *« Saddam Hussein ne nous divisera pas »* ajoutera M. Gorbatchev, comme pour ôter toute illusion sur ce point au principal intéressé.

Embargo et exception humanitaire

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont donc réitéré leur ligne de conduite commune : appliquer pleinement les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ils ont toutefois confirmé *« l'exception humanitaire »* prévue par la résolution 661, qui décrétait l'embargo militaire, commercial et financier contre l'Irak. Le Comité des sanctions des Nations unies jugera de l'opportunité d'une telle entorse à l'embargo en s'assurant qu'elle ne profite qu'à ceux à qui elle doit profiter, en priorité aux enfants. Il doit être clair, a souligné M. Bush, *« qu'on ne peut interpréter cela comme une brèche dans l'embargo »*.

Avant Helsinki, on s'interrogeait à l'infini sur l'aspect militaire de la crise. L'URSS était-elle disposée à donner son aval, fût-il implicite, à une opération armée américano-arabe contre l'Irak ? Accepterait-elle d'envisager le jour venu de participer, fût-ce modestement, à une action militaire sous la bannière de l'ONU ? M. Bush demanderait-il à M. Gorbatchev de mettre un peu la main à la pâte, fût-ce de manière symbolique ? Helsinki a coupé court à ces spéculations. Car MM. Bush et Gorbatchev y ont réaffirmé ensemble, le second avec beaucoup plus d'insistance que le premier, leur *« préférence pour une solution politique »* de la crise du Golfe.

Mais qu'adviendra-t-il si, comme cela est pour l'instant probable, Saddam Hussein ne rend pas sa liberté et son indépendance au Koweït. Réponse de MM. Bush et Gorbatchev : *« Si les mesures actuelles échouent à faire cesser l'agression, nous sommes prêts à en considérer d'autres, supplémentaires, en harmonie avec la Charte des Nations unies. »* Lesquelles ? Personne ne le dit. Les Soviétiques auraient-ils toujours à l'esprit l'idée de confier une éventuelle mission d'ordre militaire au Comité d'état-major de l'ONU dans le cadre du chapitre 7 de la Charte ? Rien ne le prouve, au contraire.

M. Gorbatchev s'est en effet montré franchement hostile à toute solution militaire *« aux conséquences imprévisibles »*, même dans l'hypothèse où l'armée irakienne refuserait de quitter le Koweït. Au point de manifester, – une fois n'est pas coutume, – quelque agacement lorsque les journalistes se firent plus pressants : *« Je ne vois pas très bien l'intérêt de répondre à nouveau à cette question ... »*

Jouant parfaitement le jeu, M. Bush s'est bien gardé de mettre son homologue dans l'embarras : *« Nous n'avons pas*, a-t-il dit, *discuté des actions militaires. Cette question est trop hypothétique... Je n'ai pas demandé au président Gorbatchev d'envoyer des troupes dans la région du Golfe. Si les Soviétiques décidaient de le faire, à l'invitation des Saoudiens, nous en serions heureux. Mais je n'ai rien demandé. Avec les vingt-trois pays déjà actifs sur le terrain la sécurité de l'Arabie saoudite est pratiquement garantie. »*

Mieux : dans son souci de rassurer les dirigeants et les généraux soviétiques, M. Bush est allé plus loin. Il a promis à M. Gorbatchev que les troupes américaines ne resteraient pas dans la région *« un jour de plus que nécessaire »*. *« Elles resteront jusqu'à ce que les résolutions de l'ONU soient appliquées. Et pour moi, plus tôt elles partiront mieux ce sera. »*

Est-ce parce que M. Bush savait qu'il ne ferait pas fléchir M. Gorbatchev sur ce point, compte tenu du déclin militaire de l'URSS et du climat *« isolationniste »* qui règne dans la population soviétique à l'égard de toute nouvelle aventure susceptible de raviver le souvenir afghan ? Ou parce que son désir d'apaiser les craintes de son partenaire lui dictait la plus grande réserve ? Ou bien pour préserver avant tout la cohésion de la communauté internationale face aux Sadddam Hussein en herbe qui menacent le nouvel ordre du monde ? Toujours est-il que le président américain n'a apparemment demandé aucun gage à son *alter ego* soviétique.

Il a laissé le beau rôle à M. Gorbatchev, en lui permettant d'affirmer sa différence : celle d'un médiateur en puissance, susceptible de prendre langue avec toutes les parties en conflit et d'en être écouté. Le chef du Kremlin fut dispensé de dissiper l'ambiguïté fondamentale de sa position, celle qui consiste à défendre le droit international, aux charmes récemment découverts, tout en refusant l'éventuel recours à la force qui permettrait seul de le faire respecter. M. Gorbatchev a seulement souscrit à un engagement vague et lointain en acceptant, lorsque l'ONU aura eu gain de cause dans le Golfe, l'ouverture de discussions sur des *« structures régionales de sécurité »* pour promouvoir la paix et la stabilité. Soulignant le « rôle clé » des pays arabes dans la crise, M. Bush en a profité pour rappeler que celle-ci *« n'oppose pas les Etats-Unis et Saddam »* mais *« Saddam et l'ONU »*.

Le dialogue entre Moscou et Bagdad

On pouvait supposer, à la veille de la rencontre d'Helsinki, que le président américain demanderait à son interlocuteur de mettre à profit, d'une façon ou d'une autre sa qualité d'ancien allié de l'Irak qui garde un contact direct avec Bagdad (M. Tarek Aziz, le ministre des affaires étrangères irakien, a encore fait une visite à Moscou au début de la semaine dernière). *« Vous voyez que je n'ai pas eu besoin de demander au président Gorbatchev d'entrer en contact avec Saddam Hussein »* nota M. George Bush après que le président soviétique eut assez longuement expliqué la nature du dialogue qu'il entretient et qu'il entend poursuivre avec Bagdad.

M. Gorbatchev avait tenu à souligner que, face à la crise du Golfe, il ne s'était pas concerté uniquement avec les Américains, mais aussi avec la Chine, l'Inde, les pays européens et les Etats arabes. Cette relation particulière avec le président irakien ne dissimule rien : *« Nous lui avons dit ce que nous avons dit publiquement. Nous avons envisagé avec lui divers moyens de mettre un terme à cette situation et nous essayons aussi de faire comprendre à Saddam Hussein que si l'Irak avait l'intention de provoquer un conflit militaire, il en résulterait une tragédie avant tout pour les Irakiens mais aussi pour toute la région et pour l'ensemble du monde. » « C'est un dialogue difficile, mais que nous jugeons utile* a poursuivi M. Gorbatchev. *Et les contacts que nous avons eus jusqu'ici avec les Irakiens nous permettent d'espérer que nos relations avec eux peuvent avoir un usage positif profitable à nous tous. »*

Les conseillers soviétiques restent en Irak

Bien que ces relations ne dissimulent rien, selon M. Gorbatchev, les motifs pour lesquels les Soviétiques n'ont toujours pas décidé de rappeler leurs conseillers en Irak n'ont pas été élucidés. M. Bush aura sur ce sujet essuyé un échec à Helsinki. L'entente soviéto-américaine aurait en effet gagné en crédibilité s'il avait obtenu le rappel de ces conseillers militaires dont la fonction paraît assez peu compatible avec l'opposition de principe de Moscou. M. Gorbatchev s'est contenté de faire valoir l'obligation de respecter les contrats passés, fût-ce dans le domaine militaire. Il a précisé que le nombre de ces experts irait décroissant et qu'il était déjà passé de cent quatre-vingt-seize depuis le début de la crise à cent cinquante aujourd'hui.

Même si M. Bush a noté que ce n'était pas là un sujet d'irritation *« majeur »*, c'en était quand même un, d'autant que M. Chevarnadze avait laissé entendre, il y a quelques jours, que des mesures beaucoup plus radicales allaient être prises. M. Gorbatchev craint-il qu'une décision de rappel de ces conseillers militaires ne transforme les quelque sept mille Soviétiques présents en Irak en otages, comme les Occidentaux ? Ou bien ses atermoiements sur cette question relèvent-ils de la volonté plus générale de ne pas braquer contre lui le maître de Bagdad ? *« Il ne faut pas exclure l'Irak de la communauté internationale »*, a encore déclaré M. Gorbatchev tout en ajoutant que ce que font ses dirigeants *« conduisent ce pays dans une impasse »*.

Cette volonté de maintenir le dialogue avec Bagdad n'implique pas que Moscou revienne sur sa fermeté de principe quant à l'application des résolutions de l'ONU. *« Nous n'allons pas tourner casaque devant ceux qui nous accusent de nous coucher et de perdre notre prestige »*, lança M. Gorbatchev.



Ce qui était une réponse au message dans lequel Saddam Hussein, la veille, déplorait que l'URSS ne soit plus ce qu'elle avait été et appelait son président à se ressaisir.

Ne pas être à la remorque

Le souci de ne pas paraître être à la remorque des Etats-Unis, celui de montrer que l'URSS reste une grande puissance et entend bien dire son mot sur les affaires du Proche-Orient, était patent dans les propos tenus par M. Gorbatchev. Usant de quelques minauderies, il dévoila que, dans le secret de leur tête-à-tête, M. Bush lui avait confié être revenu sur sa vieille conviction que l'URSS n'avait pas à se mêler des affaires du Proche-Orient. *« Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il est très important que nous coopérions sur ce sujet comme sur les autres sujets de politique internationale. »* Autrement dit, il y a bien toujours deux super-puissances.

Elles sont en désaccord sur l'analyse profonde de la crise, à savoir sur l'opportunité d'établir ou non un lien entre le problème du Golfe et les autres problèmes de la région, notamment celui des Palestiniens. Ce lien, M. George Bush l'a une fois de plus récusé mais sans faire beaucoup d'efforts pédagogiques, tout en affirmant qu'il entendait poursuivre la recherche d'une solution à la question palestinienne et qu'il est partisan, depuis des années, de l'application de la résolution 242. Lier ces deux problèmes, a-t-il dit, équivaut à *« diluer »* les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'encontre de l'Irak. M. Gorbatchev a clairement exprimé son désaccord sur ce point : *« Je pense qu'il y a un lien, pas un lien direct, mais incontestablement les deux sont liés. Car l'incapacité de trouver une solution aux problèmes généraux du Moyen-Orient rend plus aigu le problème particulier du Golfe. »*

M. Gorbatchev cependant n'a pas eu explicitement recours à l'idée d'une conférence internationale sur l'ensemble des problèmes du Moyen-Orient que son ministre des affaires étrangères a avancée à plusieurs reprises récemment. Les Soviétiques ne seront parvenus à insérer dans la déclaration commune qu'une pâle allusion à la nécessité de *« travailler activement en vue de résoudre tous les conflits du Moyen-Orient »* qui n'engagent l'administration américaine sur rien de précis.

M. Bush en URSS avant la fin de l'année

Bref, si M. Bush a besoin jusqu'à un certain point de la coopération soviétique dans l'affaire irakienne, les rôles ne sont pas inversés et l'URSS n'est pas en mesure de lui imposer son point de vue. Elle l'est d'autant moins que parallèlement à son entrée parmi les nations respectueuses du droit international, elle est en situation de demande sur le plan économique. M. George Bush a clairement présenté la solidarité de Moscou à l'ONU sur l'affaire irakienne comme l'une des raisons qu'ont les Etats-Unis de porter assistance à l'URSS sur le plan économique. Il ne s'est pas vraiment engagé davantage qu'à Houston, lors du sommet des sept pays les plus industrialisés au mois de juillet, mais il a paru pourtant faire preuve d'une plus grande ouverture : *« J'attache beaucoup d'importance*, a-t-il dit, *au succès de la perestroïka. La remarquable coopération dont l'URSS a fait preuve aux Nations unies m'incite à recommander une coopération aussi étroite que possible dans le domaine économique, et c'est ce que je dirai au Congrès à mon retour. »*

M. Bush a également mentionné la présence auprès de lui d'hommes d'affaires américains venus à Helsinki pour s'entretenir avec les Soviétiques de diverses possibilités d'investissements, notamment dans le domaine de l'exploitation pétrolière. Le ministre américain du commerce, M. Bob Mosbacher, conduira cette délégation en URSS en début de semaine. Cette façon de lier sans ambages en public les questions diplomatiques, les nouvelles relations Est-Ouest, avec la question des gros sous a évidemment fait réagir M. Gorbatchev. *« Il serait simpliste et superficiel de penser qu'on peut acheter l'Union soviétique avec des dollars »*, a-t-il déclaré, tout en étant contraint d'*« avouer qu'effectivement l'Union soviétique recherche une coopération en cette période très grave de changements de grande ampleur dans son économie »*. La question du Golfe aura occupé la quasi-totalité des six heures de l'entretien qu'ont eu les deux présidents. Ils ont l'un et l'autre brièvement confirmé, lors de la conférence de presse, qu'ils escomptaient toujours que les deux accords sur la réduction des armes conventionnelles et des armes nucléaires stratégiques seront conclus avant la fin de l'année. L'entourage de M. Bush a également confirmé que le président entendait se rendre à Moscou avant cette échéance, en principe donc pour y signer le traité « Start » avec son homologue soviétique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER et CLAIRE TRÉAN

Les cinq résolutions déjà adoptées

La déclaration conjointe d'Helsinki mentionne les cinq résolutions déjà adoptées par le Conseil de sécurité depuis le début de la crise. En voici la liste et la teneur de chacune :

• La résolution 660, adoptée le 2 août, le jour même de l'invasion du Koweït par l'Irak : le Conseil de sécurité *« exige »* à l'unanimité *« le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces irakiennes sur les positions qu'elles occupent »*.

• La résolution 661, adoptée le 6 août : le Conseil *« prône »* le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak par 13 voix pour et 2 abstentions (Cuba et Yémen). Tous les Etats, même ceux non membres de l'ONU, sont invités à le respecter jusqu'au retrait des troupes irakiennes du Koweït. Ce texte affirme en outre que *« les fournitures à usage strictement médical »* ne *sont pas touchées par l'embargo »*. Il affirme aussi que *« dans des cas où des considérations humanitaires le justifient »* des produits alimentaires pourraient être exclus de l'embargo. Un comité des sanctions, formé des membres du Conseil de sécurité, est chargé de formuler les critères selon lesquels des produits alimentaires ne seraient pas soumis à embargo.

• La résolution 662, adoptée à l'unanimité le 9 août : *« L'annexion du Koweït par l'Irak, quels qu'en soient la forme et le prétexte, n'a aucun fondement juridique et est nulle et non avenue »*. Tous les Etats, organisations internationales et institutions spécialisées sont invités à ne pas reconnaître l'annexion.

• La résolution 664, adoptée à l'unanimité le 18 août : le Conseil exige que l'Irak *« autorise et facilite le départ immédiat du Koweït et de l'Irak des nationaux des Etats tiers »*.

• La résolution 665, adoptée le 25 août : Le Conseil autorise – sans prononcer le mot – l'usage de la force afin de faire respecter l'embargo contre l'Irak. La résolution est adoptée par 13 voix et deux abstentions (Yémen, Cuba). Le texte *« demande aux Etats membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien et déploient des forces navales dans la région de prendre des mesures qui soient en rapport avec les circonstances du moment selon qu'il sera nécessaire, sous l'autorité du Conseil de sécurité, pour arrêter tous les navires marchands qui arrivent ou qui partent afin d'inspecter leur cargaison et de s'assurer de leur destination et de faire appliquer strictement les dispositions de la résolution 661 relatives aux transports maritimes »*.

La déclaration conjointe

« Nous devons démontrer que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas »

Voici le texte intégral de la « déclaration conjointe des Etats-Unis et de l'Union soviétique » publiée à l'issue de la rencontre, dimanche 9 septembre, dans la capitale finlandaise des présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev :

» Nous sommes unis pour estimer que l'agression par l'Irak ne doit pas être tolérée. Aucun ordre international pacifique n'est possible si des Etats plus importants peuvent dévorer leurs voisins plus faibles.

» Nous réaffirmons la déclaration commune de nos ministres des affaires étrangères du 3 août 1990 et notre soutien aux résolutions 660, 661, 662, 664 et 665 du Conseil de Sécurité des Nations unies. Aujourd'hui, nous appelons une nouvelle fois le gouvernement de l'Irak à se retirer inconditionnellement du Koweït pour permettre la restauration du gouvernement légitime du Koweït, et à libérer tous les otages actuellement retenus en Irak et au Koweït.

» Rien de moins que la mise en œuvre complète des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies n'est acceptable.

» Rien de moins qu'un retour au statut du Koweït prévalant avant le 2 août ne peut mettre un terme à l'isolement de l'Irak.

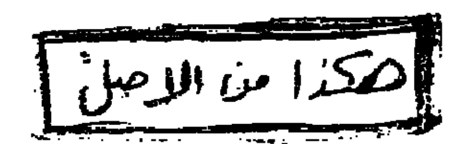
» Nous appelons dans son ensemble la communauté mondiale à adhérer aux sanctions adoptées par les Nations-unies, et nous nous engageons à œuvrer, individuellement et de concert, pour assurer une pleine application des sanctions.

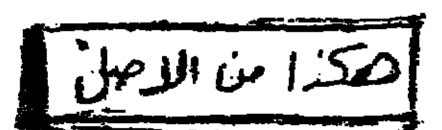
» Dans le même temps, les Etats-Unis et l'Union soviétique admettent que la résolution 661 du Conseil de Sécurité des Nations unies autorise, dans des circonstances humanitaires, l'importation de produits alimentaires en Irak et au Koweït. Le comité des sanctions fera les recommandations nécessaires au Conseil de sécurité sur ce qui pourrait constituer des circonstances humanitaires.

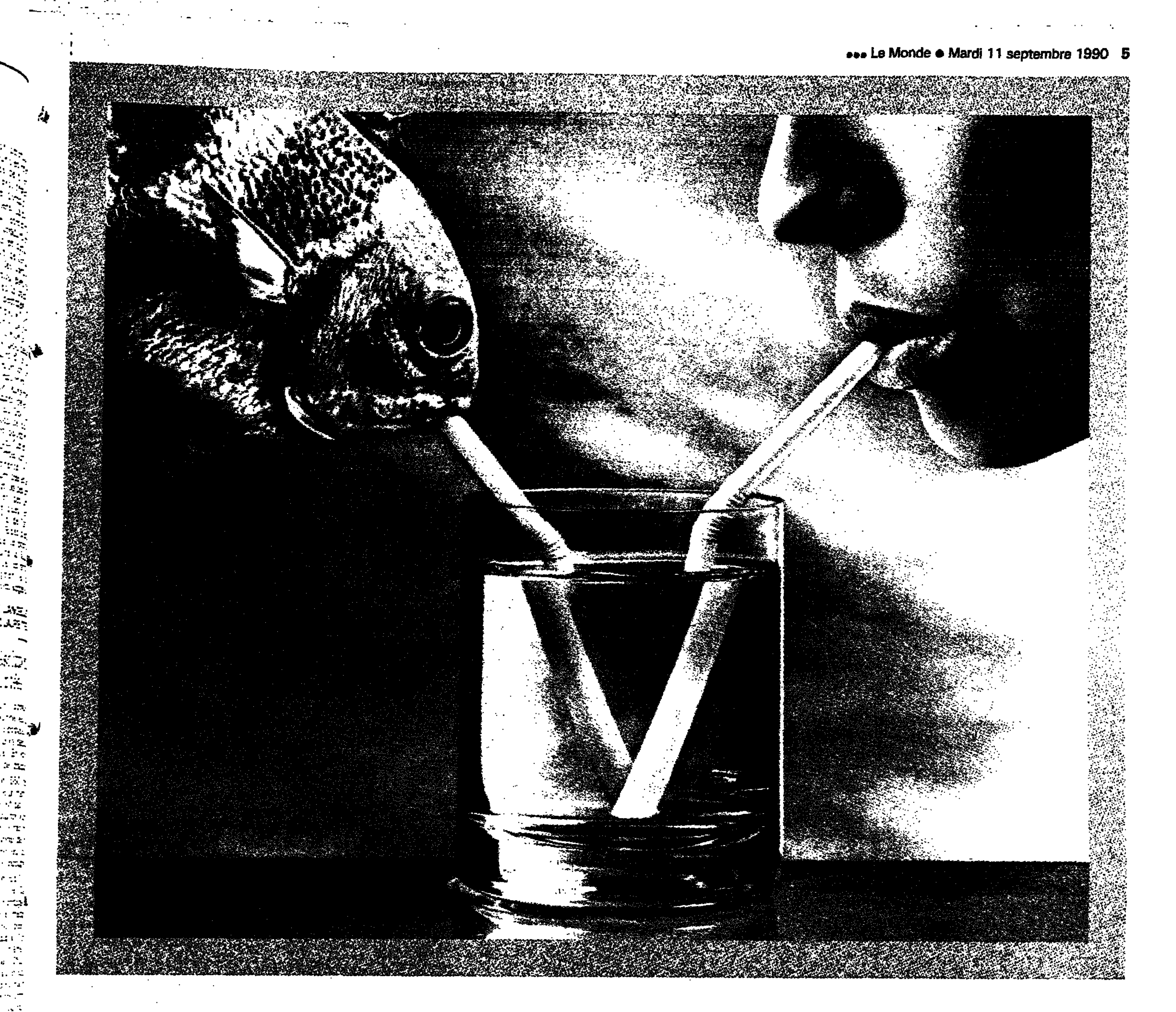
» Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont d'accord pour que toute importation de cette nature soit strictement contrôlée par les agences internationales appropriées afin de s'assurer que la nourriture parvienne uniquement à ceux à qui elle est destinée, et en priorité pour répondre aux besoins des enfants.

» Notre préférence va à une résolution pacifique de la crise, et nous serons unis contre l'agression irakienne tant que la crise durera. Toutefois, nous sommes déterminés à ce qu'il soit mis un terme à cette agression, et si les mesures déjà prises échouaient, nous sommes prêts à envisager des mesures supplémentaires conformes à la charte des Nations unies. Nous devons démontrer sans aucun doute possible que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas.

» Dès que les objectifs assignés par le Conseil de sécurité des Nations unies mentionnés ci-dessus seront atteints, et que nous aurons démontré que l'agression ne paie pas, les présidents convieront leurs ministres des affaires étrangères à œuvrer avec des pays dans et hors de la région pour le développement de structures régionales de sécurité et en faveur de mesures pour la promotion de la paix et de la stabilité. Il est essentiel de travailler activement à la résolution de tous les conflits subsistants au Moyen-Orient et dans le golfe Persique. Les deux parties continueront à se consulter et à prendre des mesures en vue d'atteindre ces objectifs plus vastes en temps voulu. »







Plus besoin d'être un poisson pour boire de l'eau de mer !

Quand on sait que 70 % de la surface du globe sont recouverts d'eau, on ne peut s'empêcher de penser à une tragique ironie : 400 millions d'hommes vivent en bordure de mer et manquent d'eau potable. En association avec les spécialistes et les autorités, les chercheurs de Du Pont de Nemours ont réussi à transformer l'eau de mer en eau potable. La solution : le filtre PERMASEP*, une fibre creuse et ultra-fine pour le dessalement des eaux de mer ou saumâtres. Chaque jour, ce sont ainsi deux milliards de litres d'eau potable qui sont produits dans plus de quarante pays !

Du Pont de Nemours fournit à des millions d'êtres humains ce qu'ils désirent le plus : un verre d'eau fraîche.

Du Pont et la vie.

PERMASEP fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde. Une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie, permet aux hommes de Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information concernant *Du Pont de Nemours*, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours



De meilleurs produits pour une vie meilleure.



LA CRISE DU GOLFE

Les réactions au sommet d'Helsinki

Satisfaction générale dans les capitales occidentales

La France s'est félicitée des résultats de la rencontre d'Helsinki. Celle-ci a donné lieu à « une démonstration éclatante de la cohésion des membres permanents du Conseil de sécurité » de l'ONU, a déclaré M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Elysée et invité, dimanche 9 septembre, du « Grand Jury RTL-*le Monde* ». *« Tous deux se sont situés sur la base de l'application pleine et entière d'un embargo sans faille. Ils ont voulu montrer,* a-t-il ajouté, *que c'est cette ligne-là qui doit permettre d'opposer à la logique de guerre – dans laquelle Saddam Hussein nous a malheureusement placés – une détermination, une pression qui doivent conduire à trouver une solution qui ne soit pas celle de l'escalade de la guerre. » « Ces deux pays ont une position qui est exactement la même que celle de la France depuis plusieurs semaines. »*

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, avait estimé, samedi 8 septembre, avant le sommet, qu'il fallait encourager l'Union soviétique à envoyer des forces dans le Golfe. *« Je pense que si M. Gorbatchev acceptait* [de dépêcher des navires de guerre dans la région], *ce serait une bonne chose. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois »*, a déclaré Mme Thatcher lors d'une visite en Ecosse. Elle a cité en exemple la participation de la marine soviétique dans l'opération internationale de déminage du Golfe au cours de la guerre Iran-Irak, une coopération qui fut *« très bonne »*, selon elle.

Israël rassuré

Ce sommet d'Helsinki était *« une très bonne idée »*, a-t-elle fait savoir, dimanche soir, par l'intermédiaire de son porte-parole, et Londres était *« très satisfait du résultat »* qui *« envoie à Saddam Hussein un signal très fort et clair lui demandant de se retirer du Koweït »*.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, s'est également félicité des résultats du sommet, a-t-on indiqué à Bonn. *« Le signal de la solidarité témoignée par le président américain George Bush et le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev démontre à nouveau l'influence positive exercée sur la paix internationale par la fin des divergences Est-Ouest, une victoire que les grandes puissances travaillent ensemble à assurer »*, a dit M. Genscher.

Pour sa part, Israël a poussé un soupir de soulagement en voyant le président Bush écarter la possibilité d'une conférence internationale de paix englobant la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe. Lors de la conférence de presse donnée à l'issue des entretiens, le président Bush avait fait valoir que toute tentative d'associer la crise du Golfe au conflit israélo-arabe atténuait la portée des résolutions des Nations unies adoptées depuis l'invasion du Koweït par l'Irak. *« Je crois qu'il a raison »*, a estimé M. Avi Pazner, conseiller du président du conseil israélien, M. Itzhak Shamir. *« Si on veut trouver une solution à la crise actuelle, il ne faut pas détourner l'attention sur d'autres choses. » « Après tout, le conflit israélo-palestinien ne menace pas la paix au Proche-Orient. L'Irak, si »*, a-t-il ajouté.

D'autre part, le secrétaire d'Etat américain James Baker a tenté, dimanche soir, de dissiper l'impression que le président soviétique avait exclu le recours à la force contre l'Irak. La déclaration commune publiée à l'issue du sommet *« n'exclut pas »* le recours à la force, a souligné M. Baker. *« Je crois qu'on pourrait apporter comme conclusion à la conférence de presse que les Soviétiques n'ont pas encore accepté le recours à la force*, a reconnu le chef de la diplomatie américaine, *mais le simple fait que nous ayons une déclaration commune qui n'exclut pas cette option et qui dit que des mesures supplémentaires seront envisagées fait, je crois, progresser la position des Soviétiques. »*

Les *« mesures supplémentaires »* peuvent être de nouvelles sanctions contre l'Irak, des sanctions contre les pays qui violeraient manifestement l'embargo décrété par le Conseil de sécurité et le recours aux articles 42 et 51 de la Charte des Nations unies, *« qui impliquent le recours à la force »*, a-t-il expliqué.

Enfin à Tokyo, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a salué lundi *« la ferme alliance américano-soviétique »* face à l'Irak. Le Japon, a-t-il ajouté, soutiendra d'éventuelles nouvelles sanctions que le Conseil de sécurité pourrait prendre contre Bagdad, y compris un blocus aérien du pays. – *(AFP, Reuter.)*

M. Hussein souligne la « futilité » de la rencontre soviéto-américaine

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Après le sommet Bush-Gorbatchev d'Helsinki, alors que le gouvernement irakien n'avait toujours pas officiellement réagi, lundi matin 10 septembre, à la déclaration commune américano-soviétique, la très officielle agence de presse INA a promptement stigmatisé, dimanche soir, le refus du président Bush de lier les résolutions de l'ONU sur la Palestine à celles concernant le conflit irako-koweïtien. Cela révèle la haine que nourrit le président Bush pour la nation arabe, affirme l'INA, qui ajoute que le président américain aurait dû appeler les résolutions de *l'ONU des résolutions américaines.* Sans nommer spécifiquement l'Union soviétique, l'INA déclare : *« Nous ne nous étonnons pas des déclarations de M. Bush, étant donné que la politique des grands de ce monde est mue par leurs intérêts matériels, les pressions électorales et leurs très sévères difficultés internes. »*

Nul doute, toutefois que M. Saddam Hussein, qui avait appelé samedi le président Gorbatchev à se démarquer des Etats-Unis et à *« restaurer l'Union soviétique dans son rôle de contrepoids à l'injustice américaine »*, aura été déçu. Dans un discours aux accents islamiques de plus en plus prononcés, où le mot de Dieu revenait à toutes les phrases, le président irakien avait en effet, par avance, quasiment rejeté les conclusions prévisibles de ce sommet, en déclarant : *« Les tentatives de ceux qui désirent revenir à la situation d'avant le 2 août sont irréalistes et futiles. »* Tentant, une nouvelle fois, de créer une brèche entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, le président Saddam Hussein avait dit que M. Gorbatchev *« devait profiter de ce moment critique pour restaurer l'Union soviétique dans son rôle de puissance qui soutient le droit et la justice »*.

Dans son message signé *« Saddam Hussein, serviteur croyant de Dieu »*, le président irakien affirmait : *« Vous vous réunissez pour choisir entre le bien et le mal pour l'humanité. Les anges rôderont d'un côté et les diables de l'autre, chacune des parties prêchant pour elle. Dieu est par-dessus tout. »*

Dénonçant, une nouvelle fois, la présence des troupes américaines en Arabie saoudite – appelée en Irak le Nejd et le Hejaz, du nom des deux provinces réunifiées par Ibn Seoud lors de la création de son royaume, – le président irakien, qui a visiblement mis de côté toute la doctrine panarabe du parti Baas, ajoutait : *« Chacun doit se souvenir que la Ka'ba* (la pierre noire de La Mecque, autour de laquelle les Musulmans doivent tourner sept fois au cours du pèlerinage) *est le lieu vers lequel un milliard de musulmans se tournent cinq fois par jour pour prier. Les envahisseurs seront défaits, leurs drapeaux déchirés, la puissance de Dieu guidera les croyants. »* Seul contre tous, le président irakien, qui a encore répété que le Koweït était *« une partie de l'Irak »*, a d'autre part affirmé que *« toute intervention étrangère compliquait les choses et ne les résolvait pas »*.

F. Ch.

M. Chirac approuve la proposition de M. Gorbatchev de réunir une conférence internationale

SAINT-RAPHAËL

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas avec les jeunes de son mouvement que M. Jacques Chirac aura des difficultés si l'on en juge par l'ovation que lui ont réservée les centaines de militants à la clôture de l'université d'été du RPR à Saint-Raphaël, dimanche 9 septembre. Selon un schéma bien tramé, qui a été approuvé par les instances de son mouvement et que chaque orateur, avant lui, avait fidèlement suivi, M. Chirac a longuement exposé la ligne politique actuelle du RPR : approbation globale de l'action conduite par M. Mitterrand dans la crise irakienne, mais contestation catégorique de la politique du gouvernement dans tous les autres domaines. Le tout conclu par un appel à l'union de l'opposition et à son renforcement en vue des prochains scrutins nationaux afin d'y reconquérir le pouvoir.

En répétant ses arguments dans ces divers domaines, M. Chirac a voulu remplir un rôle pédagogique auprès de ses jeunes auditeurs en leur demandant d'être *« les adversaires de l'intolérance mais aussi les combattants de l'espérance »*, aussi bien pour les affaires du monde que dans les questions nationales. Il leur a assigné également la tâche de lutter contre le sous-développement *« qui n'est pas acceptable au regard de la dignité humaine »*.

Reprenant longuement son analyse de la crise du Golfe, il a redit que *« le seul gendarme du monde, c'est l'ONU car elle seule peut agir sans humilier »*. M. Chirac s'est refusé *« à polémiquer avec le président de la République à propos de l'expression « logique de guerre »*. Sans citer le nom de M. Giscard d'Estaing qui avait contesté le bien-fondé de cette formule, le président du RPR a estimé qu'il était *« stupéfiant de reprocher l'usage de cette phrase en l'extrayant du discours général sur ce sujet »*.

Il a jugé également *« positive »* la position de M. Mitterrand dans sa dernière conférence de presse et il s'est dit satisfait de constater que M. Rocard envisageait le renforcement de la défense européenne dans le cadre de l'UEO.

Mais il souhaite aussi que la France *« prenne l'initiative de proposer une charte contraignante de non-prolifération des technologies avancées »*. Quant à la conférence internationale proposée par M. Gorbatchev, il y voit *« une solution à laquelle la France peut parfaitement se rallier pour autant que préalablement les valeurs et les principes qui sont les siens – c'est-à-dire le retrait des forces irakiennes et la libération des otages – auront été défendus et respectés. »* De toute façon, M. Chirac continue de penser que *« la diplomatie ne doit jamais perdre ses droits et qu'elle doit tout faire pour trouver une solution »*.

« Le temps de l'effort »

Pour lui, actuellement, la crise ne doit pas être assimilée à un troisième choc pétrolier. Il avait même précisé en parlant aux journalistes : *« Je crois que de toute façon le prix du pétrole continuera de monter. Mais même s'il atteint 40 dollars le baril à la fin de l'année, ce ne sera pas pour autant un choc pétrolier. »* Cela pour M. Chirac ne justifie donc pas que *« les socialistes se servent de la hausse du pétrole comme un prétexte pour modifier leur politique. En réalité, les socialistes depuis deux ans ont échoué »*. Après une critique point par point de tous les secteurs, l'ancien premier ministre a affirmé : *« Le temps des illusions est terminé, nous entrons dans le temps de l'effort. L'Etat doit donner l'exemple en réduisant ses dépenses, en allégeant les charges des gens et des entreprises qui travaillent pour diminuer le chômage et pour développer la formation. L'Etat doit cesser de considérer qu'il a vocation à tout faire. »* Et il a conclu : *« Notre vision est fondamentalement différente de celle des socialistes. Méfiez-vous du consensus qui est le compromis et la confusion et qui aboutit à l'immobilisme. »*

Les militants avaient auparavant débattu avec M. Balladur qui avait été très bien compris et qui avait obtenu un franc succès en répondant à une question sur une éventuelle victoire de l'opposition en 1993 en ces termes : *« Si M. Mitterrand se retirait, nul n'en serait plus heureux que moi. Mais s'il ne se laissait pas aller à ce bon mouvement, alors on ne pourrait pas refuser la confiance que nous auraient accordée les Français. »* Sans préciser davantage, l'ancien ministre d'État avait ajouté : *« On s'accommoderait de cette situation pour faire au mieux »*.

ANDRE PASSERON

M. Pasqua regrette que M. Mitterrand n'ait pas proposé une médiation

M. Charles Pasqua, invité de l'émission 7 sur 7, dimanche 9 septembre à TF 1, a estimé que *« l'analyse du président de la République était bonne »* sur la crise du Golfe. Il a toutefois regretté que *« compte tenu des relations privilégiées de la France avec un certain nombre de pays arabes, M. Mitterrand n'ait pas pris l'initiative de proposer une médiation »*.

Le président du groupe RPR du Sénat a ajouté : *« Je suis persuadé que le président de la République et Michel Rocard aimeraient bien faire passer l'opposition du stade de la concertation au stade de la co-gestion. Cela est exclu. Nous ne ferons rien qui puisse gêner le gouvernement et la politique étrangère de la France, mais, dans le même temps, nous gardons la possibilité de faire connaître nos observations le moment venu. Pour le moment, nous ne le faisons pas, mais cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout. »*

De même que M. Chirac, dans une conversation avec les journalistes à Saint-Raphaël, avait parlé de *« l'antisémitisme »* de M. Le Pen, M. Pasqua a jugé que la démarche du président du Front national était *« incompréhensible »*, qu'elle était due à *« sa volonté de se singulariser »* et qu'elle était *« inspirée par son aversion à l'égard de tout ce qui concerne Israël et par son antisémitisme »*.

Le sénateur des Hauts-de-Seine a vivement critiqué la gestion socialiste avec les mêmes arguments que tous les autres dirigeants du RPR. Il a enfin constaté que le débat sur les structures de l'opposition était terminé et qu'il convenait désormais *« d'organiser l'Union pour la France et d'appeler les Français à se rassembler »*. Il n'a adressé aucun reproche aux dirigeants de son parti.

« L'Humanité » critique sévèrement Moscou

Rien ne va plus entre la direction du PCF et le Kremlin ! *L'Humanité* du lundi 10 septembre affirme, à la « une », que le sommet d'Helsinki entre MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev n'a rien changé, bien au contraire, à la logique de guerre. L'éditorialiste de l'organe central du PCF, M. Claude Cabanes, membre du comité central, affirme que le communiqué commun des deux présidents *« ne contient aucun élément susceptible de faire baisser la tension qui est à son comble dans le Golfe »*.

A l'évidence, M. Cabanes est très fâché de l'attitude de M. Gorbatchev. *« Personne ne sera étonné que George Bush pousse ses feux »*, écrit-il pour faire sentir aux communistes, par opposition non dite, combien ils doivent s'étonner de l'attitude du président de l'Union soviétique. Jouant des contradictions internes au PC soviétique – *« Sommes-nous réellement du même côté de la barricade* [que les Américain] *? »*, s'interrogeait, dimanche, la *Pravda* que cite M. Cabanes – le rédacteur en chef de *l'Humanité* indique que *« les deux interlocuteurs ont réaffirmé leur « unité » et la communauté de leurs points de vue sur la crise »*.

Réaction de dépit

Si l'anti-américanisme du PCF pousse M. Cabanes à s'en prendre directement à M. Bush, l'anti-gorbatchévisme public du PCF n'est pas encore tel qu'il le conduise à condamner nommément l'hôte du Kremlin. Ainsi, *l'Humanité* reste dans le flou en écrivant : *« On aurait pu penser que Moscou fasse entendre la voix angoissée de ceux qui, à travers le monde, craignent l'irréparable et son cortège de sang ; on aurait pu penser que Moscou propose haut et fort les moyens de la négociation pour l'évacuation du Koweït et la libération des otages. Cela n'a pas été le cas : on ne peut que le regretter. »*

La semaine dernière, déjà, *M. André Lajoinie avait préparé* le terrain de cette réaction de dépit de la direction du PCF. Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale s'était érigé en censeur de M. Gorbatchev *(le Monde* du 6 septembre), lui dictant la conduite pacifiste à tenir face à M. Bush. Avant lui, M. Georges Marchais avait rappelé le dirigeant soviétique à un impératif socialiste, version Colonel-Fabien, en espérant *« fermement »* qu'il profiterait de sa rencontre avec le président américain *« pour faire pression sur lui dans le bon sens »*.

Manifestement, *l'Humanité* estime que M. Gorbatchev n'a pas répondu aux attentes du PCF. Ce n'est pas vraiment une surprise. Les dirigeants communistes français n'ont jamais beaucoup cru à la perestroïka, inquiets qu'ils étaient de voir l'URSS abandonner progressivement certains principes fondateurs. De retour d'Union soviétique, M. Cabanes lui-même, à l'occasion de la dernière réunion du comité central (1), avait fait une description apocalyptique de la vie quotidienne (*le Monde* des 24 et 25 juin). Avant le XXVIIe congrès de décembre, le PCF prend à nouveau ses distances avec la *« nouvelle pensée »* en cours à Moscou, cette fois sur le plan international, pour ne pas dire internationaliste.

O. B.

(1) La prochaine session qui se tiendra du 20 au 22 septembre examinera le projet de résolution du congrès.

LA CRISE DU GOLFE

M. Bush pourrait se rendre en Arabie saoudite en novembre

• Le président George Bush pourrait se rendre auprès des troupes américaines en Arabie saoudite, probablement lors de la fête du Thanksgiving, le 22 novembre, selon le magazine américain *US News and World Report*. A cette occasion, M. Bush visiterait également l'Egypte et d'autres pays du Golfe, ajoute le magazine. Selon *US News and World Report*, qui cite, dans son édition du lundi 10 septembre des sources proches de la Maison Blanche, le président américain aurait manifesté son désir de se rendre dans le Golfe le plus vite possible, mais ses conseillers l'ont averti qu'il était encore trop tôt pour que l'on puisse garantir sa sécurité.

• Le président Mitterrand effectuera prochainement une visite en Egypte, a déclaré dimanche soir, au Caire, M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'est entretenu samedi avec le président Hosni Moubarak de la *« coopération étroite »* entre la France et l'Egypte. De source diplomatique française, on indique que M. Mitterrand doit se rendre en Egypte en novembre pour participer à l'inauguration de l'université francophone d'Alexandrie.

• A Londres, le ministre-adjoint au Foreign Office, M. William Waldegrave, a estimé que les gouvernements occidentaux, en particulier les Etats-Unis, devraient chercher une solution au problème palestinien une fois achevé le retrait des troupes irakiennes du Koweït. M. Waldegrave a souhaité que les Etats-Unis fassent pression sur Israël pour résoudre la question palestinienne. *« Si nous ne réglons pas ce problème – et cela veut dire qu'il faut être beaucoup plus clair avec nos amis israéliens que dans le passé. – nous verrons des soldats américains dans le désert encore et encore »*, a-t-il déclaré.

• A Ankara, le président Turgut Ozal, dont le pays s'est rallié aux sanctions contre l'Irak décidées par les Nations unies, a préparé samedi son pays à un éventuel rôle militaire dans la crise du Golfe. *« On ne peut pas obtenir la paix sans être déterminé à tout faire pour cela et être prêt à faire des sacrifices, voire à se battre si besoin est »*, a-t-il affirmé. De sources militaires étrangères, on rapporte qu'Ankara s'apprête à envoyer deux frégates dans le Golfe pour aider à renforcer le blocus économique de l'Irak et a rassemblé plus de 5 000 soldats, qui pourraient rejoindre la force multinationale en Arabie saoudite. D'autre part, la Turquie a massé 95 000 hommes, soutenus par des chars et des missiles sol-air le long des 240 kilomètres de sa frontière avec l'Irak, face à 55 000 Irakiens, selon des sources militaires occidentales.

• Les Etats-Unis et l'OTAN n'étaient pas préparés à l'invasion du Koweït par l'Irak, le mois dernier, et ils n'avaient aucun plan de riposte, a confié le général John Galvin, commandant en chef de l'OTAN en Europe, dans un entretien au Spiegel. *« Nous ne pouvions pas être préparés à cela »*, estime le général américain, ajoutant que cela avait entraîné de sérieux problèmes de commandement lors de l'envoi d'une force multinationale en Arabie saoudite. – *(AFP, Reuter.)*

La rentrée de Pékin sur la scène internationale

Il y a, grosso modo, un an, la Chine populaire était redevenue un paria dont l'isolement rappelait celui qu'elle avait connu pendant la phase la plus aiguë de la guerre froide, dans les années 50, avant que, l'un après l'autre, les pays d'Europe occidentale, puis les Etats-Unis, ne se décident à reconnaître le pouvoir communiste à Pékin comme une réalité incontournable. Tout l'Occident avait remis au ban des nations le régime de M. Deng Xiaoping, coupable d'avoir violé la morale internationale en ordonnant à son armée de tirer sur une foule désarmée.

Qu'en est-il aujourd'hui ? M. Deng n'est pas revenu en odeur de sainteté auprès des opinions publiques occidentales, mais son régime apparaît à nouveau comme une quantité non négligeable sur l'échiquier mondial, en un temps où tout soutien est bon à prendre face à M. Saddam Hussein.

Le retour de Pékin dans les instances mondiales par la petite porte avait, il est vrai, commencé dès l'été 1989 lorsque Paris avait déroulé le tapis rouge à un ministre chinois des affaires étrangères trop heureux de saisir l'occasion de la conférence internationale sur le Cambodge pour rencontrer ses homologues occidentaux – avant de torpiller ladite conférence au profit des protégés de la Chine, les Khmers rouges.

Mais, depuis, l'administration Bush avait été la seule à s'engager véritablement en reprenant langue avec la Chine, au grand dam du Congrès. Paris et les autres capitales européennes boudaient Pékin, principalement par désintérêt envers un gouvernement perçu comme incapable de surmonter l'épreuve de la succession dynastique dans la perspective de la disparition de M. Deng.

M. Saddam Hussein aidant, le « crime » de M. Deng s'estompe dans les mémoires. D'autant qu'après l'invasion du Koweït, on s'est souvenu que la Chine est toujours membre du Conseil de sécurité des Nations unies et qu'elle est donc *en mesure de gêner – surtout* depuis que son discours tiers-mondiste a remplacé pour un temps celui de l'idylle avec l'Occident – toute démarche internationale musclée envers l'Irak.

La Chine aurait pu, en toute logique, opter pour l'admonestation hautaine des parties en présence. La seule promesse implicite d'assistance financière occidentale lui a paru préférable à l'image de la vertu non alignée. Signe du désarroi qui *l'étreignait* encore début août, la direction chinoise a cependant mis plusieurs jours, après l'invasion du Koweït, à saisir la balle au bond. Il a fallu l'intervention énergique de M. Richard Solomon, secrétaire d'Etat adjoint américain, pour lui arracher la promesse de ne pas vendre des armes à l'Irak.

Deux fers au feu

Pékin n'est cependant pas allé jusqu'à promettre explicitement de ne pas vendre d'armes à d'autres parties impliquées dans le conflit et a affirmé clairement, malgré ses *votes au Conseil de sécurité*, qu'il ne souhaitait pas voir la force l'emporter sur la diplomatie et qu'il voulait favoriser une hypothétique *« solution arabe »*.

Ce conflit, dans une région que la Chine connaît encore très mal, lui a cependant posé un dilemme : venant tout juste de normaliser ses relations avec l'Arabie saoudite, elle craignait de voir Ryad revenir sur sa décision de rompre avec le régime de Taïwan pour reconnaître le continent communiste. *Mais* celui-ci n'était pas prêt à abandonner pour autant sa tactique habituelle consistant à maintenir deux fers au feu. Il est significatif, par exemple, que le télégramme de condoléances publié par Pékin pour la mort du frère de l'émir Jaber, tué dans l'invasion irakienne, et en qui la Chine saluait le *plus haut* responsable des Jeux asiatiques prévus fin septembre dans sa capitale, ait « omis » de *préciser les circonstances de son* trépas.

En même temps, Pékin semble avoir compris que le *meilleur parti* à prendre était de monnayer, à sa faible valeur, son droit de veto. La *Chine a été, avec l'Union soviétique*, l'un des deux membres du club des « Cinq » à faire traîner *l'adoption de la résolution du* Conseil de sécurité sur l'usage éventuel de la force pour faire respecter l'embargo anti-irakien. Et un vice-ministre des affaires étrangères, M. Tian Zengpei, de passage ces jours derniers à Paris, a fait savoir à ses interlocuteurs français que Pékin continuerait de désapprouver ce qui pourrait par trop ressembler à une attaque américaine non provoquée contre l'Irak. N'ayant en tout état de cause aucun moyen de s'y opposer autrement que verbalement, la Chine tente d'obtenir, pour prix de sa *« compréhension »*, *un réexamen* de son propre statut dans la communauté internationale, à commencer par la CEE.

Dernier enseignement : le test que constitue le conflit du Golfe *dans l'après-guerre froide n'a pas*, pour le moment, fourni l'occasion du rapprochement sino-soviétique qu'il y a encore peu l'Occident, Washington en tête, craignait tant. Moscou n'a guère semblé répondre aux avances de la Chine depuis que la tragédie de juin 1989 a coupé cette dernière du monde occidental. Si la coordination soviéto-occidentale se poursuit, la Chine devra rester, parmi les « Cinq », un maillon marginalisé dans l'équilibre de la sécurité internationale.

FRANCIS DERON

POINT DE VUE

Août 1990 : le retour des vraies puissances

par Bernard Bosson

ON avait coutume de dire que le monde avait plus changé en un an que depuis la guerre. Il vient de changer considérablement *en un mois*.

L'invasion du Koweït par l'Irak et, surtout, la réaction américaine et *mondiale qui a suivi, modifient* profondément les analyses habituelles sur l'état du monde.

Depuis longtemps, on nous explique que les vaincus de 1945 ont pris leur revanche, que la logique *économique qui a fait surgir l'Allemagne* et le Japon va tout emporter sur son passage.

Il est aujourd'hui clair que les Etats-Unis viennent de rappeler au monde ce qu'était le vrai statut de *grande puissance*.

La puissance est un tout qui s'appuie sur une histoire, qui nécessite *une force de frappe économique* et financière, mais exige aussi la puissance diplomatique et militaire.

L'histoire donne souvent l'image et le ton, l'économie toujours la base et les réserves, la force militaire la *capacité d'agir* et *d'influencer*.

En réagissant promptement, *M. Bush* vient de remettre les compteurs à zéro. En suivant le mouvement sans faiblir, M. Gorbatchev *rappelle à son tour que l'accord des* Deux Grands constitue une force irrésistible.

Et pourtant nous en avons lu des analyses brillantes nous expliquant que le Japon était la nouvelle puissance mondiale !

Peut-on vraiment souscrire aujourd'hui à cette affirmation ? La Bourse de Tokyo ne s'y est pas trompée qui s'est affolée la première après l'invasion irakienne. Il est vrai que 70 % des importations japonaises *de pétrole viennent de cette région* (130 millions de tonnes).

Mais n'oublions pas non plus les contraintes militaires et diplomatiques qui pèsent sur le Japon. 50 000 soldats américains y stationnent *toujours. Sa Constitution lui* interdit toute force armée autre que d'« autodéfense ».

Alors de quel poids pèse le pays qui doit se précipiter pour *« participer financièrement aux dépenses de la Force multinationale ? »*

On pourrait se pencher aussi sur le cas allemand. Même présence militaire *étrangère (242 800 hommes)*, même dispositions constitutionnelles. Mais il y a l'Europe. C'est ce que les européens, dont je suis, s'efforcent de rappeler à tous ceux qui chez nous s'alarment de la réunification allemande et de la puissance économique de notre voisin et ami. Les dirigeants allemands ont choisi résolument l'Europe. On comprend mieux aujourd'hui pourquoi ; et on mesure mieux la réalité de leur engagement européen. Ils n'ont pas le choix et l'ont compris avant les autres parce que leurs convictions, et notamment celles du chancelier *fédéral*, les y poussaient *naturellement*.

Tragiquement absente

Malheureusement, l'Europe est tragiquement absente dans la crise du Golfe. La présence militaire britannique *et française dans le Golfe*, qui nous honore, ne suffit pas. Malgré nos 320 millions d'Européens, *une puissance commerciale* et industrielle plus forte que celle de n'importe quel autre continent, l'Europe n'est présente qu'à travers quelques navires et quelques avions.

Nous ne pourrions pas entrer ainsi dans le *vingt et unième siècle*. La Communauté européenne doit absolument prendre toute sa dimension politique et militaire.

On peut se réjouir que l'intervention américaine ait empêché l'Irak de poursuivre sur sa lancée expansionniste. On doit constater qu'il y a peu de nations au monde capables en un mois de transporter une armée à 12 000 km de leurs frontières. On aurait pu espérer que l'Europe, concernée au premier chef (elle importe deux fois plus de pétrole que les Etats-Unis) assume aussi ses responsabilités. Faute de quoi on ne pourra s'étonner que *nous* continuions à vivre sous un condominium américano-soviétique.

Car ne nous trompons pas, M. Gorbatchev n'entend pas céder son statut de grande puissance. Le *sommet de ce week-end* va le démontrer une fois encore.

Certes, les difficultés de l'URSS *sont considérables. Mais tout se* passe comme s'il avait décidé, comme Atatürk en son temps quand il *démantela* l'Empire ottoman, de choisir « l'URSS, rien que l'URSS », et d'abandonner toutes les coûteuses aventures extérieures.

Malgré le fiasco économique, l'armée et le KGB sont encore solides. On peut penser, à la lumière des *événements de ces derniers mois*, que Gorbatchev saura les utiliser à l'intérieur puisqu'il a renoncé – pour combien de temps – à en user à l'extérieur. Pour l'URSS, ce n'est pas le début de la fin, c'est le début d'un nouveau départ. Rien de fondamental n'est brisé dans les structures du pays. Aucun mouvement séparatiste n'a conduit au démantèlement de l'empire, l'ordre russe est partout maintenu, même s'il est précaire. On sent bien que toute l'énergie du dirigeant du Kremlin est utilisée à *conforter son assise*, à *mener* la réforme, quoi qu'il en coûte, bref, à faire d'une vitrine qui s'effondre, une *vraie nation, rêve séculaire* de la conscience russe. S'il réussit, son pays sera dans dix ans redevenu une *puissance mondiale considérable*. Dans l'intervalle nous craignons trop le chaos en URSS pour remettre en cause sa condition de grande puissance, trop heureux de conforter un homme qui peut peut-être réussir l'impossible. La crise actuelle lui redonne sa chance.

Gorbatchev continuera donc à être un des Deux Grands, quel que soit l'état de son pays. A l'oublier on méconnaîtrait une donnée essentielle de la carte du monde à venir..

Quant à nous, le choix est simple.

Ou nous continuons à nous abriter sous le parapluie américain sans prendre les moyens d'assurer notre condition européenne de grande puissance mondiale, ou nous jouons résolument, mais de manière audacieuse, la carte d'une Europe véritablement unie et entreprenons un réel effort d'intégration politique et militaire.

Dans le premier cas, nous ne serons jamais que *les fidèles amis* des amis de la liberté qui continueront – combien de temps ? – à nous accueillir sous leur toit comme on supporte ses grands-parents à la fin de leur vie, c'est-à-dire avec affection, mais sans illusion.

Ou nous décidons de prendre en main notre destin, dans l'amitié avec les Etats-Unis, mais en assumant notre part du fardeau, c'est-à-dire en devenant enfin une grande puissance occidentale, alliée des Etats-Unis mais indépendante.

Tel est le véritable enjeu.

Saisirons-nous notre chance ?

Sur le plan *intérieur*, cet instant n'est pas sans conséquences. Les clivages sur ces choix ne passeront pas là où on les attend.

Ils transcendent tous les partis. Ils les dépassent souvent. Ceux qui sont *dans l'opposition* doivent en être conscients. Ceux qui sont en charge des affaires de la France, quant à eux, n'ont pas droit à l'erreur.

► Bernard Bosson est député UDF, maire d'Annecy et ancien ministre des affaires européennes.

La misère des réfugiés asiatiques à Bagdad

Le malheur et la tragédie que vivent des milliers de travailleurs sri-lankais, philippins, indiens et bangladeshis échoués sur les trottoirs de la capitale irakienne confinent à l'horreur absolue.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Installés à même les trottoirs ou carrément sur la chaussée où ils dorment sous l'abri des autocars brinquebalants qui les ont transportés du Koweït, des travailleurs sri-lankais attendent depuis maintenant une ou deux semaines une place dans un autobus qui les poussera vers leur prochaine étape, un camp jordanien. Ils ont occupé les rues adjacentes à leur ambassade, en plein centre de Bagdad, où leur misère s'étale. Les femmes lavent leur linge à même le caniveau où l'eau qui s'écoule est également consommée. Recroquevillés sous le mince abri d'une couverture qu'ils ont accrochée tant bien que mal aux murs des maisons, ils n'osent même plus un regard. Leur seule préoccupation : trouver chaque jour de quoi manger sur un marché rationné où ils ne sont pas prioritaires. *« Nous avons essayé d'acheter du riz*, affirme un diplomate, *mais le gouvernement irakien nous a répondu que celui-ci était réservé en priorité aux Irakiens... »*

Sur les murs de l'entrée de l'ambassade des Philippines, l'affiche est bien visible : *« Vérifiez si les nouveaux arrivants ont des surplus de riz ou d'autres nourritures. L'ambassade les leur achètera pour d'autres travailleurs dans la détresse au lieu qu'ils les vendent à des étrangers au prix que ceux-ci veulent. »* Pauvres parmi les pauvres, les Philippins sont plus de dix mille, dont trois mille femmes et enfants, à s'entasser dans un terrain vague surpeuplé du quartier chic de Jadriya. Pour survivre et se procurer quelques tomates ou concombres, ils n'ont plus qu'un moyen : vendre ce qui leur reste ou ce qu'on leur a laissé après les avoir dépouillés en chemin, c'est-à-dire leurs vêtements. Le marché s'est improvisé dans une petite rue *proche aux conditions des acheteurs* qui, pour une poignée de dinars, acquièrent des tee-shirts Batman ou Sylvester Stallone.

La menace des épidémies

« La situation dans ce camp est horrible, désespérée. C'est tout ce que je peux dire », commente un fonctionnaire de l'ONU. Le gouvernement irakien interdit toute aide extérieure à ces *réfugiés et la rupture* des négociations, à l'initiative de Bagdad, avec le CICR a fait perdre le dernier espoir. *« Il nous empêche même de faire venir des médecins »*, confie un responsable, qui souligne que les épidémies dans ce camp, sans aucun sanitaire, où l'eau est parcimonieusement distribuée par deux camions-citernes, menacent. *« Si cela continue, dans quelques jours, il y aura du choléra, du typhus, des hépatites. »* Déjà, plus de deux cents cas de dysenterie ont été répertoriés et les malades ne peuvent pas être hospitalisés, les établissements irakiens refusant, affirme la même source, d'admettre les étrangers. Les médicaments sont, de toute façon, trop chers pour ces oubliés de tous, dont trois sont morts au cours du voyage épuisant du Koweït à Bagdad et deux depuis leur arrivée ici.

Débordée, l'ambassade des Philippines, qui abrite dans ses locaux exigus quelque soixante-dix femmes et enfants, dans de mauvaises conditions, fait bien tout ce qu'elle peut, mais les moyens lui manquent et, à raison de trois *mille dollars* la location d'un autobus de quarante personnes pour aller à la frontière jordanienne, il faudra jusqu'à Noël pour évacuer les quelque cinquante mille Philippins pris au piège.

Plus privilégiés, les Indiens, dont le gouvernement s'est, il est vrai, montré assez coopératif pour accepter de fermer son ambassade à Koweït, ont trouvé refuge dans un camp mieux organisé, non loin de leur ambassade. Le gouvernement irakien a fourni là deux cents tentes sous chacune desquelles s'entassent en moyenne quinze à vingt-cinq personnes. Dans les deux caravanes climatisées fournies par les autorités, le personnel consulaire essaie de canaliser le flot des arrivants. *« Notre plus grand problème est la nourriture, surtout le riz »*, confie un diplomate qui ajoute : *« La situation est très mauvaise. Nous essayons de restreindre la venue de tous ces gens du Koweït, mais il n'y a rien à faire, ils veulent fuir. »*

Fuir, c'est aussi l'objectif des Bangladeshis. Mille cinq cents en moyenne arrivent chaque nuit. Après avoir vérifié leurs papiers – beaucoup sont sans leur passeport, gardé par leurs employeurs qui ont fui avec, – l'ambassade les expédie en Jordanie. *« Ici, nous n'avons aucun moyen*, affirme un diplomate. *Là-bas, au moins, la Croix-Rouge, le CICR, les organisations humanitaires les prendront en charge. »* L'ambassade paie la location des autobus, mais jusqu'à quand le pourra-t-elle ? Beaucoup ont essayé de passer par l'Iran, plus pratique pour rentrer chez eux, mais, déclare l'un d'eux, *« si l'Iran veut bien de nous, nous sommes bloqués à la frontière irakienne »*. Là aussi la nourriture est un problème et la convocation, par le gouvernement irakien, des ambassadeurs des pays asiatiques concernés pour leur annoncer qu'ils devraient assurer par leurs propres moyens la subsistance de leurs compatriotes n'a rien fait pour arranger les choses. *« Que cherche-t-on*, confie, sous le sceau de l'anonymat, un diplomate, *sinon à nous affamer pour rejeter la responsabilité des morts qui vont survenir sur l'embargo décrété par les Nations unies. Pourquoi s'acharner sur ces damnés qui ont déjà tout perdu et qui, en rentrant chez eux, n'ont pour seul horizon que la misère et le chômage. »*

S'intéresser à ces malheureux est, en tout cas, mal vu en Irak, où, comme le dit le plus sérieusement du monde un officiel : *« Vous êtes européen. En quoi cela vous regarde-t-il ? »* En outre, l'exagération des manques alimentaires à Bagdad, où les restaurants ont été contraints de *fermer leurs portes*, est d'autant plus flagrante que les magasins sont, pour l'instant, loin d'être vides, et que des stocks existent.

FRANÇOISE CHIPAUX

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après trois jours de combat

Le Fath de M. Yasser Arafat prend le contrôle du camp d'Aïn-Héloué

Les partisans du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, ont parachevé leur prise de contrôle du camp d'Aïn-Héloué, à l'est de Saïda, avec la conquête, dimanche 9 septembre, de la dernière position tenue par les hommes d'Abou Nidal. Au moins 78 personnes ont été tuées et 240 blessées lors de cette opération menée depuis vendredi par le Fath, et qui s'est soldée par l'éviction du Fath-Conseil révolutionnaire (Fath-CR) d'Aïn Héloué, le plus grand camp de réfugiés palestiniens du Liban, avec 150 000 habitants.

Une centaine de combattants du Fath ont réussi à déloger une trentaine de combattants du Fath-CR de leur dernière position à Aïn-Héloué. Transformé en véritable blockhaus, l'immeuble de quatre étages où s'étaient retranchés les partisans d'Abou Nidal était en ruine. Cette offensive a été accompagnée de violents duels d'artillerie. Les batteries du Fath-CR ont pilonné Aïn-Héloué ainsi que des quartiers de Saïda, alors que les canons du Fath visaient les pièces d'artillerie installées sur les collines à 5 kilomètres d'Aïn Héloué, à Boqsta et Karkha.

A la mi-juin, les partisans de M. Arafat avaient évincé du camp de Rachidyié, dans la région de Tyr, aux confins du Liban sud, les partisans d'Abou Nidal. Le Fath avait annoncé sa détermination à *« éliminer toute présence »* des partisans d'Abou Nidal dans la région de Saïda, les accusant de *« nuire à la cause palestinienne et de pratiquer l'enlèvement de ressortissants occidentaux »*. Le Fath-CR est né d'une scission en 1974 du Fath. Son chef, Sabri Banna, qui a pris le pseudonyme d'Abou Nidal, a été condamné à mort par contumace par le chef de l'OLP. Il accuse M. Arafat de suivre *« une politique capitularde »*, et a assassiné dans les années 80 plusieurs représentants de la centrale palestinienne en Europe. – *(AFP.)*

ISRAËL

Neuf policiers accusés d'avoir torturé des détenus arabes

Les responsables d'une enquête interne de la police israélienne ont recommandé que neuf policiers soient traduits en justice pour avoir torturé des détenus arabes, a-t-on appris, dimanche 9 septembre, de source proche de la police. L'enquête concernait des membres de la « section des minorités ». L'affaire a été déclenchée par un médecin de la police qui a dénoncé des violences systématiques sur des détenus arabes. En juin, le mouvement israélien des droits civiques « B'Tselem » avait publié des témoignages d'anciens détenus arabes *qui disaient avoir été roués* de coups, la tête couverte d'une cagoule, et soumis à des pressions pyschologiques. – *(Reuter.)*

EUROPE

RFA : les négociations sur le retrait des troupes soviétiques

L'URSS réclamerait à Bonn 18 milliards de marks

L'Allemagne fédérale et l'Union *soviétique s'efforcent de trouver* un compromis de dernière minute sur le financement du retrait des troupes soviétiques d'Allemagne, *dernier obstacle majeur* à la *signature* du document final de la conférence « 2 + 4 » mercredi 12 septembre à Moscou.

Selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*, l'URSS réclame 18 milliards de deutschemarks (11,2 milliards de dollars) aux autorités allemandes sur une période de quatre ans, alors que le ministre fédéral des finances, M. Theo Waigel, propose 7 milliards de deutschemarks *(4,3 milliards de dollars)*.

Le chancelier Helmut Kohl a évoqué le litige vendredi dernier au téléphone avec le président soviétique *Mikhaïl Gorbatchev*, et *« il est prévu de poursuivre la discussion lundi »*, a déclaré le ministre des affaires étrangères Hans-*Dietrich Genscher dans une interview* publiée dimanche par le quotidien *Berliner Morgenpost*.

M. Genscher, qui se rend mardi dans la capitale soviétique, avait confirmé samedi que Moscou réclamait *« une somme à deux chiffres en milliards »* en échange de sa signature, estimant qu'il s'agissait *« en pratique du prix de l'unité allemande »*. *« Il faut trouver sur cette question importante une compensation équitable »*, a précisé M. Genscher au *Berliner Morgenpost*.

Malgré ces difficultés, M. Genscher s'est dit toutefois *« convaincu »* que les chefs de la diplomatie des deux Etats allemands et des quatre principaux pays vainqueurs du nazisme (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France) signeront comme prévu mercredi à Moscou. – *(AFP.)*

□ **BULGARIE : commémoration de l'entrée de l'armée rouge dans le pays en 1944.** – La Bulgarie a été le seul pays de l'Est à célébrer cette année l'anniversaire de l'entrée, le 9 septembre 1944, de l'armée rouge dans son pays et de la prise du pouvoir par un front de toutes les forces antifascistes. C'est la première fois depuis la chute de Todor Jivkov en novembre dernier que le Parti socialiste bulgare (ex-communiste) a pu organiser des manifestations sans contre-manifestation de l'opposition. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Percée dans les relations bulgaro-turques.** – Le premier ministre bulgare, M. Andreï Loukanov, a estimé, samedi 8 septembre, à l'issue d'une visite de deux jours en Turquie, que son séjour *« a contribué à aboutir à une percée dans les relations »* entre ces deux pays, tendues depuis 1984 en raison du sort réservé à la minorité turque en Bulgarie. Cette rencontre était la première à ce niveau depuis la détérioration des relations entre les deux pays en 1984. – *(AFP.)*

ROUMANIE

Réconciliation entre dirigeants des mineurs et intellectuels à Brasov

Le leader étudiant Marian Munteanu, battu en juin dernier à Bucarest par les mineurs venus réprimer une manifestation antigouvernementale, a embrassé dimanche 9 septembre le dirigeant syndical des « gueules noires », M. Miron Cosma, en clôture d'une « conférence de réconciliation » entre dirigeants ouvriers et intellectuels qui s'est déroulée trois jours durant à Brasov, centre industriel au nord de Bucarest.

Tenue à l'initiative de l'Association 15 novembre 1987, date d'une révolte des ouvriers de Brasov, cette réunion s'est achevée par un défilé de deux mille personnes dans les rues de Brasov, scandant *« Liberté »* et *« A bas le communisme »*. Les participants, dont les écrivains Stelian Tanase et Ana Blandiana, ont adopté une déclaration finale dénonçant la rupture *« artificielle »* entre intellectuels et ouvriers et s'inquiétant des pénuries et du *« retard »* du gouvernement à appliquer les réformes.

Dix mille ouvriers ont fait grève à Brasov fin août, et le syndicat Infratirea, qui revendique 160 000 membres dans le pays, a lancé un mot d'ordre de grève générale en Roumanie pour le 13 septembre, malgré la venue vendredi à Brasov du premier ministre Petre Roman. – *(AFP, Reuter).*

ASIE

PAKISTAN

Mme Bhutto traduite en justice

Les nouvelles autorités du Pakistan ont officiellement porté plainte, lundi 10 septembre, contre le premier ministre déchu, Mme Benazir Bhutto, pour abus de pouvoir, a-t-on appris de sources judiciaires à Karachi. Mme Bhutto est poursuivie dans le cadre de deux affaires devant un tribunal spécial de Karachi qui a pouvoir de disqualifier pendant sept ans de la vie publique toute personnalité politique reconnue coupable de malversations.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial.

Jusqu'où iront-ils ? Faudra-t-il simplement *« démolir »* son image, comme le recommande un conseiller du premier ministre par intérim, ou l'*« emprisonner »*, ainsi que le suggèrent tant de nostalgiques du défunt général Zia-Ul-Haq ? Et s'il fallait qu'elle disparaisse purement et simplement, puisqu'il paraît que *« c'est la seule manière de se débarrasser des Bhutto »* et que des voix s'élèvent pour demander qu'elle comparaisse devant la justice pour *« haute trahison »*? Jour après jour, par une avalanche de révélations pernicieuses reprises par une presse officielle redevenue complaisante, l'étau se resserre. Benazir Bhutto elle-même, qui court le pays dans une campagne électorale précipitée, ne cache plus son inquiétude.

*Sera-t-elle encore libre le 24 octo*bre, date fixée par le président Ghulam Ishaq Khan, pour les élections ? Celles-ci auront-elles vraiment lieu, *dans ce pays déjà tant trompé* par des promesses électorales jamais tenues ? Les arrestations, d'abord timides, se multiplient surtout dans la province du Sind, fief électoral et familial des Bhutto et aussi terre d'extrême violence, ravagée par les troubles ethniques, qui fut le talon d'Achille de l'ancien premier ministre. Deux cents ? Trois cents de ses partisans arrêtés ? Nul ne le sait avec exactitude, puisque Karachi, avec ses *milices ethniques* et ses polices parallèles, ne rend pas de comptes.

Une demi-douzaine d'anciens ministres sont déjà sous les verrous ou en voie de l'être, et Asif Ali Zardari, l'époux de Benazir Bhutto, dont la réputation est déjà noircie de scandales, est sous le coup de deux chefs d'inculpation (ce n'est qu'un début), l'un dérisoire (détention illégale d'armes), l'autre plus plausible (une affaire de magasins hors-taxes financés par des prêts bancaires douteux). Un mois après le « coup d'Etat constitutionnel » du 6 août, par lequel le chef de l'Etat s'est débarrassé de son premier ministre, le Pakistan vit dans une atmosphère de chasse aux sorcières.

Le maître-mot est corruption, une accusation qui, en temps normal, n'effarouche personne, tant ici la politique est synonyme d'enrichissement illicite. *« Une fois que nous nous serons débarrassés des Bhutto*, explique un proche conseiller du nouveau régime, *la corruption redeviendra contrôlable »*. Le même stratège explique : *« Nous avons une vie politique anormale dans ce pays depuis vingt ans en raison des Bhutto. Le facteur Bhutto doit être évacué, définitivement. Le rôle des cours de justice* (tribunaux spéciaux créés pour juger des cas de corruption et aussi pour déclarer l'inégibilité d'un homme ou d'une femme) *est de la discréditer totalement »*.

Victime : en novembre 1988, c'est notamment grâce à cette image que Benazir Bhutto remporta les élections générales qui marquaient le retour à la démocratie, après onze années de régime militaire. Elle était Antigone, la fille d'Ali Bhutto, premier ministre renversé, puis jugé dans un procès-farce, enfin exécuté sur ordre du général Zia. Et dans les urnes, ce fut un raz-de-marée. Les mêmes causes produiront-elles les mêmes effets ? Victime encore aujourd'hui ? Le « charisme Bhutto » agit-t-il encore dans ce pays où, toujours, le nom des Bhutto engendre l'enthousiasme ou la haine, jamais l'indifférence ?

Mme Abida Hussain, ministre de l'information, ne cache plus sa hargne : *« Benazir elle-même est totalement corrompue. Il faut en finir avec le « culte Bhutto »*. Les preuves, pour l'instant guère convaincantes, affluent, puisque des ordres ont été donnés pour que s'organise des procès *« rapides »*. Si élections il y a, il faut mettre les bouchées doubles, instruire et accuser par voie de presse (les ministres s'en chargent!), et tant pis pour l'indépendance de la justice. Celle-ci – ce pourrait être la chance de Mme Bhutto – a déjà l'allure d'une mascarade. Mais cela ne suffira pas: *« de toute façon, elle ne retournera pas au pouvoir, cette fois c'est du sérieux. »*

«Une accumulation de charges»

« De quoi se plaint la presse occidentale: le président n'a-t-il pas suivi la Constitution?» A la lettre, en effet, la Constitution taillée sur mesure par l'ancien chef de la loi martiale, *le général Zia, à été respectée.* Etrange Constitution pourtant, qui permet à un président de chasser du pouvoir un premier ministre élu *démocratiquement, pour le remplacer* par le chef de l'opposition ; de dissoudre le Parlement national et toutes les assemblées provinciales ; de nommer comme chef des exécutifs locaux les adversaires déclarés de Mme Bhutto, chargés d'organiser des élections *« libres et impartiales »*... Benoîtement, ce président, qualifié par Mme Bhutto de *« marionnette des généraux »*, affirme: *« Je serai le premier à l'accueillir de nouveau à son poste si elle est ramenée au pouvoir par les masses »*. Mais la laisseront-ils faire ? A quoi bon enfin juger Mme Bhutto, puisque les « juges en kaki » l'ont déjà fait...

«Disons qu'il y a eu une coïncidence de vues entre l'armée et le président et que Bénazir est tombée en raison d'une accumulation de charges qui pesaient contre elle. La coupe était pleine. »Parmi les nombreuses thèses qui, à Islamabad, courent les chancelleries occidentales, c'est sans doute là la meilleure explication. La vérité est que Mme Bhutto a été remerciée dans des conditions qui n'avaient rien de démocratiques mais le réquisitoire dressé par le président Ishaq Khan sonnait juste. *Mme Bhutto* à été incapable de rétablir l'ordre dans le Sind et la « loi de la jungle » qui y régnait a été grandement encouragée par la politique outrageusement partisane de son gouvernement.

Que dire, d'autre part, de ces *« abus de pouvoir pour accumuler et multiplier des fortunes personnelles, distribuer des faveurs : pots-de-vin, malhonnêteté et corruption*, ajoutait le président, *étaient la règle ; (...) des prêts représentant des millions de roupies étaient donnés à des favoris pour des raisons politiques»*. D'où vient ce surnom de « Monsieur 10 % » que traîne Ali Zardari? Pourquoi enfin avoir nommé président de la commission chargé de vérifier les marchés d'Etat son beau-père, Hakim Zardari ? *Pourquoi surtout*, à peine élue, Benazir Bhutto s'est-elle lancée à la conquête des citadelles provinciales tenues par l'opposition, *cette guerre politicienne* incessante qui tenait lieu de projet politique...

Mais ce sont là presque vétilles. Ce qui a précipité la perte de la *fille* d'Ali Bhutto, c'est cette croisade, qui témoignait d'une certaine immaturité politique, contre l'institution intangible du *Pakistan*, *l'armée. Et* c'est encore le Sind, qui a tout déclenché. Ce refus du premier ministre de donner à l'armée son dû, *c'est-à-dire les tribunaux mili*taires qu'elle réclamait pour rétablir l'ordre et juger tous ceux qui étaient arrêtés et immédiatement relâchés *sur intervention des responsables* politiques locaux. Puis, il y a eu ces promotions au sein de la hiérarchie militaire sur lesquelles Mme Bhutto avait des idées.

Bref, les *« interférences dans les affaires militaires»*, comme on dit à l'état-major des forces armées, se *sont multipliées. Mme Bhutto* n'avait pas retenu cette leçon essentielle: en novembre 1988, l'armée acceptait la démocratie, mais il y avait une condition *: que jamais* le pouvoir civil ne menace les *« intérêts vitaux »* de l'armée. Restent un gouvernement fantoche et le spectre de la loi martiale. Tout bien sûr peut arriver, y compris le plus incertain, une deuxième «expérience» démocratique. Mais il y a une question qui demeure : à quoi bon s'être débarrassé de Mme Bhutto si c'est pour lui permettre de revenir au pouvoir? De là à penser que la démocratie est mal partie au Pakistan...

LAURENT ZECCHINI

La conférence de Djakarta sur le Cambodge

Les factions khmères ont accepté le plan de paix de l'ONU

Les quatre factions cambodgiennes ont accepté, dimanche 9 septembre à Djakarta, le plan de paix de l'ONU. Un accord se serait également dégagé sur la composition d'un Conseil national suprême (CNS). Les pourparlers intercambodgiens se poursuivent lundi dans la capitale indonésienne.

Les Chinois auraient-ils déjà fait suffisamment pression sur les Khmers rouges et le prince Sihanouk pour qu'un nouveau pas soit franchi, à Djakarta, en direction d'un règlement cambodgien ? C'est ce que laissent entendre, en dépit de l'absence de l'ancien monarque, l'évolution des pourparlers intercambodgiens qui doivent prendre fin, lundi 10 septembre, dans la capitale indonésienne.

Tout d'abord, les quatre parties khmères (Khmers rouges, sihanou*kistes, front* de *M. Son Sann* et régime de Phnom-Penh) ont confirmé formellement qu'elles acceptaient le plan-cadre proposé le 27 août par les cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU et qui prévoit la mise du Cambodge sous une quasi-tutelle de l'organisation internationale pendant une période transitoire. Ensuite, de Pékin où il est resté pour *«raisons de santé»*, le prince Sihanouk a communiqué *son accord – et celui des autres* factions de la coalition en lutte contre Phnom-Penh – pour que le CNS soit formé de douze membres, dont six seraient nommés par l'administration de M. Hun Sen. Les Khmers rouges se seraient donc ralliés à cette formule, ce qui constituerait une concession majeure de leur part.

Les pressions des Grands

Ainsi, un troc serait en train de se réaliser. M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, assuré d'une moitié des sièges au sein du CNS, accepterait que les principales attributions de son gouvernement soient transférées à un organisme mandaté par l'ONU. En échange, les Khmers rouges n'auraient que deux représentants au CNS, les quatre derniers sièges allant aux sihanoukistes et à M. Son Sann. Ce qui expliquerait pourquoi M. Hun Sen a participé – en dépit de l'absence du prince Sihanouk – à la conférence de Djakarta où la France et l'Indonésie, en tant que coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, ont joué les intermédiaires entre les factions cambodgiennes. Le premier ministre de Phnom-Penh a dû obtenir quelques assurances puisqu'il s'est entretenu dimanche – fait sans *précédent – avec* l'ambassadeur américain à Djakarta.

Mais tout n'est pas réglé pour autant. Si les Khmers rouges ont fait une concession importante sur la composition du CNS, le prince Sihanouk a indiqué également qu'il ne comptait pas faire *partie* de ce Conseil qui doit, entre autres choses, représenter le Cambodge à l'ONU. Son fils, le prince Ranariddh, a même *annoncé* que l'ancien monarque projetait de quitter Pékin pour se retirer provisoirement à Pyongyang. En outre, on ne sait encore rien du fonctionnement et des attributions précises du CNS. Mais, quelle que soit désormais l'issue des discussions de Djakarta, les pressions des Grands semblent s'accentuer pour contraindre les Cambodgiens à ne plus entraver le processus de paix. Sur ce plan, la *Chine paraît s'aligner* sur l'impulsion donnée par les Américains et les Soviétiques pour tenter d'aboutir à un règlement.

J.-C. P.

□ **CHINE : entretiens à Pékin de M. Henry Kissinger.** – L'ancien secrétaire d'Etat américain M. Henry Kissinger s'est rendu en visite privée à Pékin du 7 au 9 septembre dernier, à l'invitation du ministère chinois des affaires étrangères. M. Kissinger a notamment rencontré le président chinois, M. Yang Shangkun, ainsi que le secrétaire général du PCC, M. Jiang Zemin. – *(AFP, UPI.)*

EN BREF

□ **CANADA : un guerrier Mohawk hospitalisé après une altercation avec deux soldats à Oka.** – Un membre des « Warriors », la faction armée des Mohawks, qui faisait partie du « dernier carré » des Indiens encerclés par l'armée canadienne à Oka (nord-ouest de Montréal), a été hospitalisé samedi 8 septembre après-midi après avoir été sérieusement blessé la nuit précédente lors d'une altercation avec deux soldats. D'après les autorités, l'Indien aurait attaqué à coups de couteau un soldat qui vérifiait la clôture de barbelés encerclant l'immeuble où sont retranchés les Mohawks. Les Indiens affirment de leur côté que le « warrior » a été réveillé et roué de coups par les soldats pendant la nuit. – *(AFP.)*

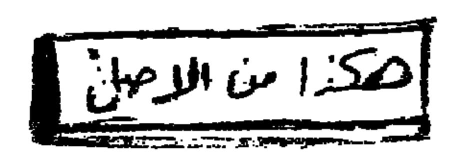
□ **COLOMBIE : assassinat du chef des services de presse de la police à Bogota.** – Le chef du service de presse de la police de Bogota, le colonel Ramon Obispo Hernandez, qui avait pris ses fonctions quelques jours auparavant, a été tué, samedi 8 septembre, dans la capitale colombienne de six balles tirées à bout portant, alors qu'il se trouvait dans sa voiture. Selon la police, il pourrait s'agir d'un meurtre crapuleux, sans rapport avec le trafic de drogue. – *(AFP.)*

□ **CUBA : La Havane souhaite rétablir des relations diplomatiques avec le Chili.** – Cuba souhaite renouer des relations diplomatiques avec le Chili, sur la base de la non-intervention dans les affaires intérieures de chaque pays, ont déclaré, samedi 8 septembre, deux ministres cubains à l'issue d'une visite à Santiago. Le ministre de l'éducation José Ramon Fernandez et celui de la culture Armand Hart sont les premiers membres du gouvernement cubain à se rendre au Chili depuis la rupture des relations diplomatiques il y a dix-sept ans, après l'arrivée au pouvoir du général Pinochet. – *(AFP.)*

□ **GRANDE-BRETAGNE : le PC veut changer de nom.** – Le Parti communiste de Grande-Bretagne a annoncé dimanche 9 septembre qu'il voulait retirer le mot « communiste » de son appellation. *« Cette décision reflète les changements qui sont intervenus dans les partis communistes en Europe et le déclin du soutien dont nous bénéficions en Grande-Bretagne »*, a déclaré le secrétaire du parti, Nina Temple, à l'issue d'une réunion de son comité exécutif, à Londres. Le Parti communiste de Grande-Bretagne, fondé en 1920 et en plein déclin ces dernières années, ne compterait plus qu'environ 7 000 membres. – *(Reuter.)*

□ **SALVADOR : deux soldats arrêtés pour faux témoignage dans l'affaire du massacre des jésuites.** – Le juge salvadorien Ricardo Zamora, chargé d'instruire le dossier du meurtre de six jésuites en novembre dernier, a ordonné l'arrestation de deux soldats pour faux témoignage dans cette affaire. Les deux militaires se sont contredits *dans leurs témoignages sur* l'endroit où ils se trouvaient le soir du massacre. Un sergent de la même unité a été arrêté le mois dernier pour le même motif. Enfin, un lieutenant-colonel est accusé de destruction de preuves ; trois officiers subalternes et cinq autres soldats sont également l'objet de poursuites. – *(Reuter.)*

□ **YOUGOSLAVIE : une équipe humanitaire expulsée du Kosovo.** – La Serbie a admis samedi 8 septembre avoir expulsé quatre membres d'une organisation de défense des droits de l'homme qui enquêtaient sur la situation dans la province du Kosovo. La déclaration contredit un communiqué officiel publié mercredi qui démentait l'expulsion de membres de la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme (FIH), basée à Vienne. Le communiqué de samedi déclare que les quatre personnes ne s'étaient pas présentées comme des membres de la FIH. Il parle d'eux comme de touristes. *« La décision d'abréger l'hospitalité donnée à ce groupe de touristes étrangers a été dictée par le fait que la police a découvert qu'ils transportaient une grande quantité de médicaments et de matériel de propagande »*, déclare le gouvernement serbe. – *(Reuter.)*

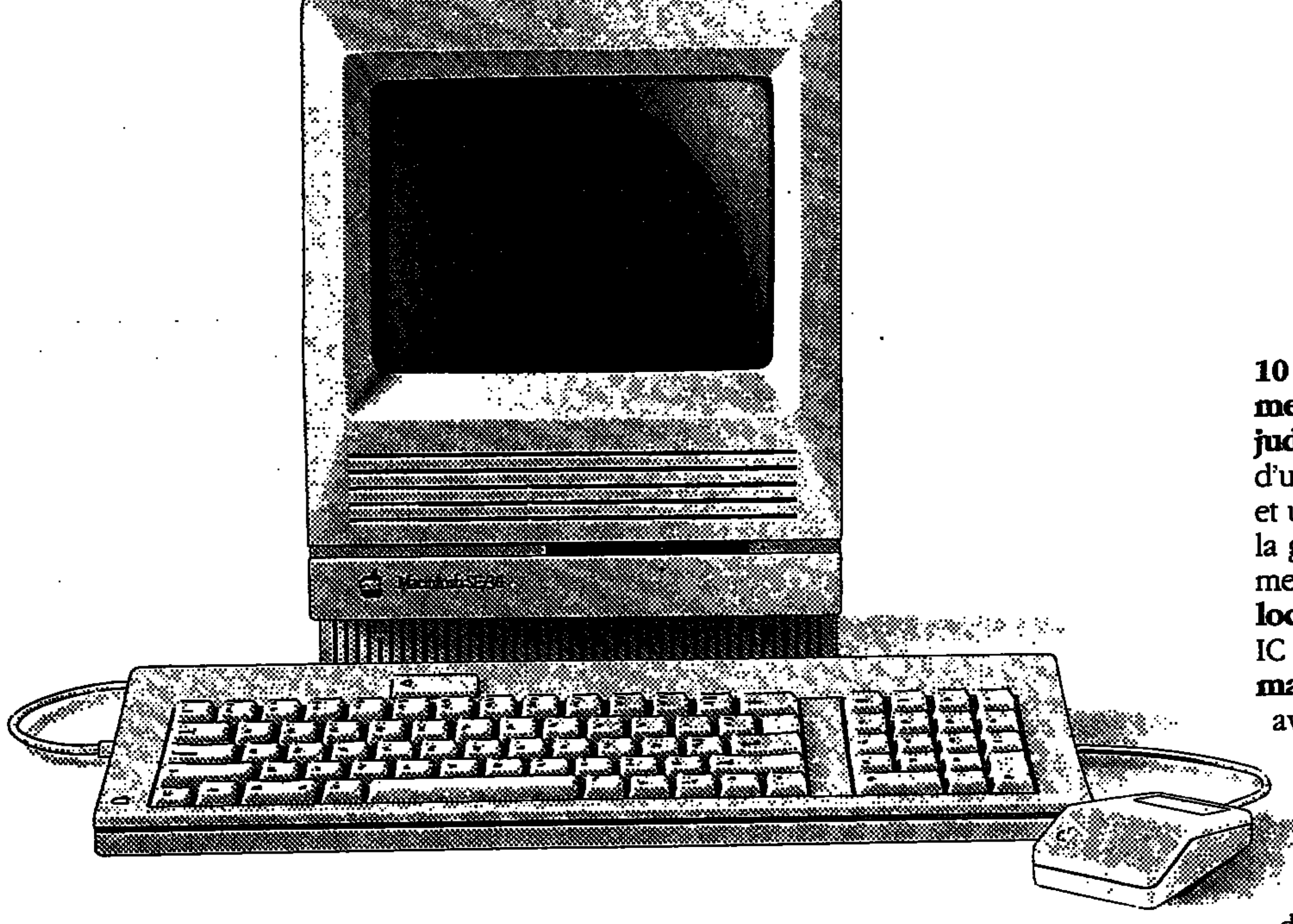


en justice

ont accepté

de l'ONU

IC APPLE CENTERS : UNE BONNE RAISON DE S'OFFRIR UN MAC SE/30 AU PRIX DU MAC SE.



Retenez bien la date d'aujourd'hui, c'est certainement pour vous le jour de faire une **excellente opération financière**, tout en accédant à un matériel des **plus performants**. Vous pouvez en effet repartir de chez IC avec un **Mac SE/30 2.40 Mo** qui ne vous aura coûté que le prix d'un Mac SE 2.40 Mo. **Super puissant, super rapide**, le Macintosh SE/30, est une référence majeure dans l'univers Apple. Attention, si vous préferez acquérir un Mac IIci, vous pourrez également vous l'offrir au prix du Mac IIcx. Comme nous vous le disions plus haut, aujourd'hui sera pour vous **un jour mémorable** chez IC. Des tarifs encore plus spécifiques sont par ailleurs réservés aux établissements d'enseignement ainsi qu'aux enseignants eux-mêmes.

International Computer est **un des premiers distributeurs Apple** en Europe. C'est une des raisons pour laquelle vous bénéficiez des **meilleures conditions** sur toute la gamme Apple aussi bien à **Paris** qu'à **Marseille**, **Toulouse** et bientôt à **Nantes**.

10 ans d'expérience, c'est l'assurance du **meilleur service** et des conseils les plus **judicieux**. Outre une une garantie totale d'un an pièces et main d'œuvre gratuites et une **disponibilité** systématique sur toute la gamme Apple, International Computer met à votre disposition un département **location** et des sessions de **formation**. IC propose à ses clients un **suivi de maintenance** extrêmement **performant** avec des délais très courts et un coût bien étudié. L'Apple Center IC **Place Vendôme** est dédié aux **grands comptes**. L'Apple Center IC **Beaubourg** est un complexe de **plus de 1000 m²** qui vous fera découvrir **tout l'univers Macintosh**. Disponibilité, prix, conseil et **sourire** de 10h à 19h et même à 18h55.

(1) 42 72 26 26





10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL. (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL. (1) 42 86 90 90
IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03
IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL. 61 25 62 32

WELCOME

AFRIQUE

LIBÉRIA : la guerre civile

Le président Samuel Doe capturé et blessé par les rebelles de Prince Johnson

Selon l'envoyée spéciale de la BBC à Monrovia, le président Samuel Doe a été blessé et capturé, dimanche 9 septembre, par les partisans du rebelle Prince Johnson, alors qu'il se rendait au quartier général de la force d'interposition de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'information a été confirmée par le département d'Etat américain.

Pour des raisons encore non précisées, une fusillade aurait éclaté devant le quartier général de la force d'interposition entre les soldats fidèles au président libérien et les rebelles de Prince Johnson. Le président Doe avait quitté, pour la première fois depuis juillet, son palais fortifié pour se rendre dans la zone tenue par la force d'interposition. On ignore exactement pour quelles raisons il l'a fait. Toujours est-il que les combats, qui ont duré plus d'une heure, se seraient poursuivis à l'intérieur des locaux. Les forces de la CEDEAO auraient tenté d'intervenir mais n'auraient pas pu arrêter le carnage. Soixante-quatre cadavres, en majorité des hommes du président Doe, ont été décomptés.

Samuel Doe, lui-même blessé aux jambes, a été emmené dans un lieu inconnu, en zone rebelle. Prince Johnson, principal rival de Charles Taylor, a ensuite téléphoné à la BBC pour annoncer qu'il occuperait les fonctions de président *« jusqu'à ce que des élections puissent être organisées »*. Il a également indiqué qu'il n'avait pas l'intention de tuer le chef de l'Etat, ce dernier devant être jugé et *« traité selon la loi »*.

Quatre « présidents »

Les partisans de Samuel Doe ont, de leur côté, désigné un successeur *« par intérim »* : le général David Nimley, membre de l'ethnie Krou (du comté du même nom) et non de l'ethnie Krahn de Samuel Doe, ont-ils précisé. Le général Nimley commandait jusqu'à présent la garde présidentielle.

A l'issue de ce dimanche sanglant, le Libéria se retrouve donc avec trois « présidents », et peut-être même quatre si l'on tient compte du candidat présumé de la CEDEAO, le professeur Sawyer, dont le nom a beaucoup circulé ces temps-ci à Banjul (Gambie) : le grotesque et l'absurde le disputent désormais à l'horreur.

Aucun des deux nouveaux postulants ne dispose en effet d'une once de légitimité. La seule « loi » qu'appliquent, depuis huit mois, les différentes factions libériennes, c'est la loi de la jungle et de la haine tribale, une « loi » qui a causé la mort de plus de cinq mille civils et poussé près du tiers de la population sur les routes de l'exil. On ne voit guère, dans ce contexte, de quel crédit pourrait se prévaloir le rebelle « dissident » Prince Johnson, lui qui, il y a quelques jours encore, affirmait avoir conclu une *« trêve »* avec le président Samuel Doe.

Quant à ce dernier, rien ne garantit qu'il sera effectivement gardé en vie. La parole d'un Prince Johnson ne vaut guère mieux que celle d'un Charles Taylor. Celui-ci, ouvertement hostile à l'intervention des soldats de la CEDEAO, n'a pas hésité à attaquer, en fin de semaine dernière, la zone du port de Monrovia où des milliers de Libériens affamés avaient cru trouvé refuge. Selon la BBC, les hommes de Charles Taylor auraient bombardé le port, samedi, et tiré sans relâche pendant plusieurs heures. Le bilan provisoire de ces combats est d'un mort et un blessé.

Menace de famine

Seule et mince lueur d'espoir : l'arrivée, ce week-end, de plusieurs responsables d'organisations humanitaires internationales à Monrovia. Ils sont chargés d'étudier les possibilités d'acheminement de vivres et de médicaments. De source diplomatique à Freetown (Sierra Leone), on affirme que *« des centaines »* de Libériens pourraient *« mourir de faim »* si une aide d'urgence n'arrive pas très vite. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Huit mois de combats sanglants

– **6 janvier 1990 :** Monrovia annonce le massacre par les rebelles d'environ cinq cents personnes à Butuo (nord-est).

– **30 avril :** plus de la moitié des cinq mille ressortissants américains ont quitté le pays.

– **20 mai :** les rebelles du Front national patriotique du Libéria (NPFL) de Charles Taylor contrôlent les deux tiers orientaux du pays, à l'exception de la côte.

– **4 juin :** après la Royal Navy, des navires américains avec deux mille marines à bord mouillent au large des côtes *« en vue d'une éventuelle évacuation »*. L'aéroport international de Monrovia est encerclé par les rebelles.

– **5 juin :** exécution sommaire de plusieurs centaines de Khran (ethnie du président Doe) et de Mandingos dans le port de Buchanan, pris le 3 par les rebelles.

– **25 juin :** le chef de l'Etat refuse de quitter le pouvoir, une des exigences du NPFL.

– **mi-juillet :** Prince Johnson, dissident du NPFL depuis mai, multiplie les opérations.

– **12 et 13 juillet :** échec de négociations à Freetown (Sierra-Leone), organisées sous l'égide de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

– **30 juillet :** massacre de deux cents civils (six cents selon d'autres estimations) par les soldats gouvernementaux, dans une église luthérienne de Monrovia.

– **5 août :** débarquement de marines et évacuation de trois cents Américains. Le NPFL appelle à la mobilisation générale *« pour faire face à toute intervention étrangère »*.

– **7 août :** la CEDEAO décide d'envoyer une force de maintien de la paix (ECOMOG), composée de quelque deux mille cinq cents soldats Nigérians, Ghanéens, Guinéens, Gambiens et Sierra-Leonais. Alors que Samuel Doe et Prince Johnson sont favorables à cet envoi, Charles Taylor y est opposé.

– **9 août :** évacuation des Français.

22 août : échec à Banjul (Gambie) des négociations CEDEAO-NPFL sur l'instauration d'un cessez-le-feu.

– **24 août :** arrivée dans le port de Monrovia de la force ouest-africaine de maintien de paix alors que l'offensive militaire de Charles Taylor est bloquée aux portes du palais présidentiel. Le NPFL contrôle la majeure partie du pays, à l'exception du centre de la capitale et de la zone portuaire, au nord.

– **2 septembre :** fin de la conférence nationale sur l'avenir du Libéria, réunie à à Banjul sous l'égide de la CEDEAO. On y annonce la création d'un *« gouvernement intérimaire d'unité nationale »*, non reconnu par Charles Taylor.

– **9 septembre :** le président Samuel Doe est blessé et capturé par la faction rebelle dissidente de Prince Johnson.

Samuel Doe : l'ancien sergent-chef

Samuel Doe était pratiquement inconnu jusqu'au 12 avril 1980, date à laquelle, avec un commando de seize hommes, il renversa le président William Tolbert avec l'intention alors claironnée de *« créer une société fondée sur la justice et la dignité humaine »*. Déclaration de pure forme puisque l'une des premières décisions de ce sergent-chef sera d'ordonner l'exécution de l'ancien chef de l'Etat ainsi que celle de treize de ses ministres, sur la plage de Monrovia. La vérité, en fait, est plus simple : Doe joue essentiellement, pour tenter d'asseoir son pouvoir, des frustrations des populations autochtones à l'égard de la minorité constituée par les descendants des anciens esclaves revenus des Etats-Unis à la fin du dix-neuvième siècle, dont William Tolbert faisait partie, et qui a contrôlé le Libéria depuis sa formation.

Né le 6 mai 1952 à Tuzon, une petite ville du sud du pays, Samuel Doe est membre de l'ethnie Krahn, l'une des seize tribus recensées au Libéria. Fils de militaire, il s'enrôlera dans l'armée en 1969. Il ne possède que le « bac » lorsqu'il organise son coup d'Etat. Il crée alors un *« conseil populaire de rédemption »* qui sera dissous en juillet 1984 et remplacé par une *« assemblée nationale intérimaire »*, première étape vers un retour promis à un régime civil. Il fonde ensuite le Parti démocratique national avant de se faire élire président de la République, le 15 octobre 1985, avec 51 % des suffrages exprimés. Ce scrutin, entaché de multiples fraudes, sera contesté par l'opposition.

Il choisira, très vite, son camp. Refusant les avances libyennes et rompant les relations diplomatiques avec l'Union soviétique, Samuel Doe s'assurera l'aide cruciale des pays occidentaux, celle surtout des Etats-Unis, qui redeviennent le principal bailleur de fonds du Libéria. Washington se servira de sa position de créancier pour tenter d'obtenir de son protégé, sans grand succès, qu'il s'emploie à rétablir un semblant de démocratie.

Un militaire fantasque

Marié et père de cinq enfants, troquant volontiers sa tenue de militaire, excepté les jours de fête nationale, pour le costume trois-pièces et abandonnant sa coiffure « afro » des premiers temps, le *« docteur Doe »*, comme ce faux intellectuel aime se faire appeler, n'en fera qu'à sa tête. Malgré ses appels répétés à la *« reconstruction nationale »* qui ne convainquent personne, ce militaire fantasque et jouisseur conduira son pays, au fil de multiples tentatives de coup d'Etat – huit au total, réelles ou supposées – sur la voie des désordres politiques et de la faillite économique.

C'est en décembre 1989, dans le comté du Nimba (nord-est du pays), que démarrent les premières actions de rébellion contre le régime. Cette rébellion, conduite par Charles Taylor, s'organisera bientôt en un Front national patriotique du Libéria (NPFL). Les sanglantes représailles engagées par les forces gouvernementales contre les populations civiles ne modifieront pas le cours des choses, bien au contraire. L'engrenage de la guerre civile, une des plus sanglantes du continent, est désormais enclenché. En huit mois, les affrontements auront fait plus de cinq mille morts et poussé sur les routes de l'exil près d'un tiers de la population du pays.

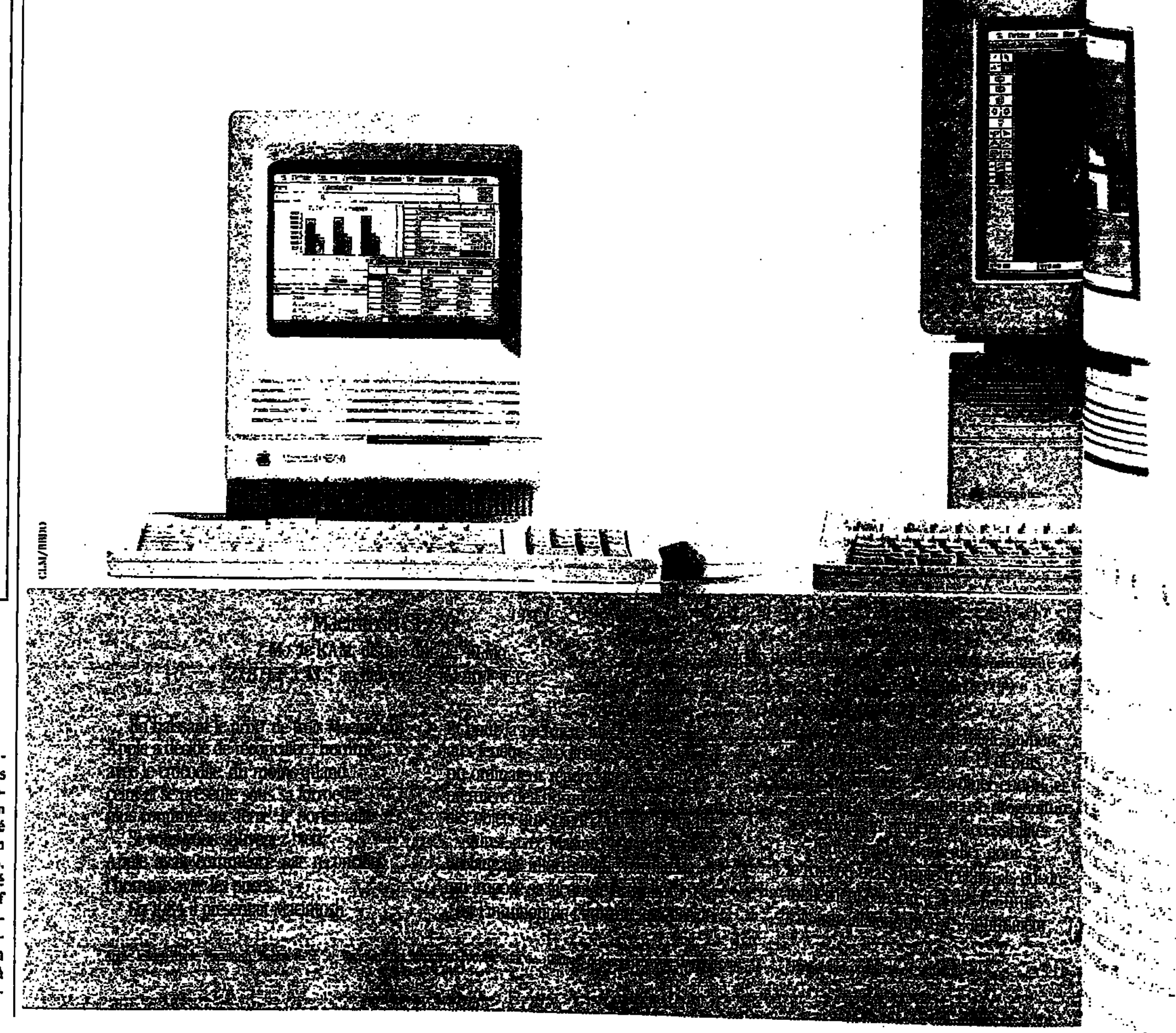
ROBERT MINANGOY

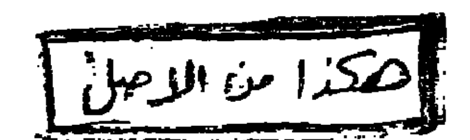
AFRIQUE DU SUD : 42 morts au cours du week-end

Des Blancs sont impliqués dans les tueries à Soweto

Quarante-deux personnes ont été tuées, samedi 8 et dimanche 9 septembre, au cours de violences à Soweto et dans d'autres cités noires, a rapporté la police. Treize d'entre elles ont été tuées samedi soir lorsqu'elles ont été agressées par un groupe d'une centaine de personnes, dont des Blancs qui s'étaient noirci le visage, dans le bidonville de Tladi, à l'est de Soweto. Ces inconnus ont aussi saccagé des maisons. Les Blancs étaient munis d'armes à feu.

Neuf autres personnes ont été tuées lors d'affrontements entre partisans de l'ANC et sympathisants du mouvement Inkatha, dans d'autres cités noires. Dans son rapport quotidien sur l'agitation, un porte-parole de la police a précisé que quatre Noirs circulant en minibus dans la cité de Vosloorus, à l'est de Johannesburg, avaient été poignardés. Un Noir a été brûlé vif dans une cité noire proche de Durban. Trois personnes ont été poussées par des inconnus hors d'un train roulant à vive allure, à Soweto, et ont été légèrement blessées. – *(AFP, Reuter.)*





هكذا من الأصل

AFRIQUE

COTE-D'IVOIRE : dans un climat politique tendu

Le Pape a inauguré la basilique de Yamoussoukro

L'inauguration de la basilique Notre-Dame-de-la-Paix à Yamoussoukro intervient dans un climat politique tendu. Une équipe de télévision de la BBC, qui souhaitait filmer une réunion de l'opposition, dans une bourgade située à une centaine de kilomètres de Yamoussoukro, en a été empêchée par l'armée. Outre l'imposant dispositif policier mis en place à Yamoussoukro, les forces de sécurité quadrillent également les rues d'Abidjan et multiplient les contrôles d'identité.

YAMOUSSOUKRO

de notre envoyé spécial

Edifiée, selon lui, *« en hommage au Christ rédempteur »*, la basilique Notre-Dame-de-la-Paix a été consacrée lundi *10* septembre – et non dimanche comme initialement annoncé – par le pape Jean-Paul II au cours d'une « sainte messe » célébrée dans la matinée, en présence d'une foule importante et bien encadrée par des forces de l'ordre aussi nerveuses que nombreuses. *« Signe visible qui aide à comprendre que Dieu habite parmi les hommes »*, la plus grande basilique d'Afrique appartient désormais légalement au Saint-Siège qui en *« a accepté la donation (...) avec tous les biens utiles nécessaires pour promouvoir diverses initiatives religieuses et sociales »*.

Le communiqué officiel du Vatican remis à la presse, précise que la donation de Félix Houphouët-Boigny président de la République de Côte-d'Ivoire, représente *« un terrain de cent cinquante hectares, les immeubles construits sur ce terrain* (la basilique elle-même et, entre autres, les luxueux appartements bâtis pour le pape), *ainsi que les fonds mis à disposition du donataire pour l'entretien des immeubles »*. Le montant de ces fonds n'a pas été révélé.

« Une fondation autonome »

L'ensemble des biens offerts au pape sera géré par une fondation autonome dont le siège légal sera situé au Vatican. Les statuts de cette fondation prévoient qu'elle aura notamment pour tâche de *« promouvoir les œuvres annexes »* à la basilique, à savoir : un centre médical dont Jean-Paul II devait bénir la première pierre lundi en fin de matinée, une station de radio (probablement pour Radio-Vatican), une université et *« d'autres réalisations éventuelles »*.

Tous ces projets, qui dépendront quelque peu de l'évolution future de Yamoussoukro en tant que « capitale » de la Côte-d'Ivoire, seront réalisés dans un délai non précisé. Pour l'heure, la plupart des bâtiments publics déjà construits dans l'ancien village du président ivoirien demeurent désespérément vides. Mais qu'importe. Pour le pape Jean-Paul II, *« la fondation Notre-Dame-de-la-Paix, érigée grâce à la générosité de M. Félix Houphouët-Boigny (...), témoigne de la vitalité de l'Eglise »* en Côte-d'Ivoire.

En acceptant la donation et en érigeant la fondation, *« le Saint Père*, conclut le communiqué du Vatican, *a souhaité contribuer au bien des Ivoiriens et des autres Africains »*. Accueilli dimanche soir à l'aéroport de Yamoussoukro par le « Vieux », en présence d'une foule très peu nombreuse (trois mille personnes tout au plus), le chef de l'Eglise catholique devait quitter lundi après-midi la Côte-d'Ivoire pour regagner le Vatican.

PATRICE CLAUDE

Une mort sans importance

Le pape n'en a rien su. Pas plus que Jacques Chirac, Jean-Christophe Mitterrand, Edouard Leclerc ou le professeur Debré. Le « Vieux » lui-même l'ignore encore. Pourtant, Yao Bi Ballo est mort. Son cœur malade s'est arrêté de battre à 20 h 54, samedi 8 septembre 1990 à l'hôpital de la ville. Il avait onze ans. Sur le grand registre noir de l'établissement, une main anonyme a écrit trois lettres et quatre mots : *« D\C\D' Cause : défaut de médicaments. »*

Yao Bi Ballo souffrait d'une pneumopathie sévère, fléau facile à soigner quand il est combattu à temps. Avec deux cents francs de pharmacie, le père de Yao aurait sans doute pu sauver le petit garçon. Il n'avait pas d'argent, l'hôpital non plus. Les médicaments promis par les autorités depuis des mois ne sont jamais arrivés. Beaucoup, en revanche, ont été livrés dans la villa voisine d'un « gros bonnet » du PDCI, le parti au pouvoir en Côte-d'Ivoire. Pas pour faire du trafic, simplement parce que les autorités ont pensé qu'il valait mieux soigner les éventuels malades étrangers du grand pèlerinage de Notre-Dame-de-la-Paix dans cette belle villa climatisée plutôt qu'à l'hôpital où il fait si chaud.

L'établissement communal est petit, certes (cent cinquante lits), mais il est plutôt pimpant et même propret ; une rareté en Afrique. Cependant, ses installations sont sommaires (pas de radio) et on y meurt beaucoup. Surtout très jeune. Quinze décès pas mois dans le seul service de pédiatrie qui compte quarante lits. Le motif, après quelques jours d'hospitalisation, est souvent le même : D\C\D' avant soins. C'est que l'hôpital de Yamoussoukro n'a rien, pas un sou, pour soigner les gens.

Silence et oubli

Quand un malade arrive, le médecin ausculte, diagnostique, hospitalise et rédige une ordonnance : *« Un rouleau de sparadrap, une bouteille d'alcool à 90, un paquet de coton, six seringues jetables. »* Ajouter quelques antibiotiques, peut-être des corticoïdes, et la facture atteint vite 10 000 ou 15 000 francs CFA (deux ou 300 francs) : le prix d'un repas moyen au grand hôtel voisin du président. Une véritable fortune pour tous les « Makayas », le bas peuple en dialecte local, qui viennent s'échouer ici, à 500 mètres du merveilleux palais de M. Houphouët-Boigny.

Parfois, les petites sœurs catholiques du cru ont reçu des dons d'Europe, quelques médicaments à la limite de la validité. Dans ce cas, des enfants sont sauvés. Souvent, il n'y a rien. Alors, les « Makayas » indigents se sauvent la nuit avec leur bébé mourant sur le dos. Ils traversent les larges avenues de Yamoussoukro, longent le grand bassin *aux caïmans repus, contournent* les superbes pelouses du golf à dix-huit trous, enfilent l'une des rues sans goudron et sans lumière qui émaillent toute la *ville, piétinent les déchets et les* ordures qui cernent leur *bougou* (quartier) et c'est fini. Silence et oubli.

Dans le grand registre noir de l'hôpital de Yamoussoukro, ces mourants en fuite sont répertoriés sous la rubrique « évadés ». Samedi soir, moins de vingt-quatre heures avant l'arrivée du pape, le petit Yao s'est évadé pour toujours.

P.C.

Les crapauds et la folie

par Henri Tincq

« C'EST *toujours avant la pluie que les crapauds se font entendre »* : telle est la réponse du président Houphouët-Boigny au flot des critiques déversées sur « sa » *basilique* de Yamoussoukro. Plus sérieusement, il ajoute que si les sondages d'opinion avaient existé au Moyen Age, les oppositions eussent été telles que jamais Notre-Dame de Paris *n'aurait vu le jour*. A l'entendre, l'Afrique serait moins scandalisée que l'Europe par cette monumentale construction, offerte au pape. Après avoir traîné les pieds pendant deux ans, Jean-Paul II est venu en personne la bénir, insistant sur la contrepartie sociale du projet.

Acte de foi d'un chrétien pour qui *« rien n'est trop beau pour Dieu »* ? Il appartient à la conscience du président ivoirien d'en juger. Signe d'affirmation identitaire pour une confession minoritaire (moins de *15 % de chrétiens) dans un pays* dominé par un islam conquérant et un vieux fonds traditionnel d'animisme ? A cet égard, les chrétiens ivoiriens n'ont pas plus de complexes *à avoir, ni plus de leçons à* recevoir, que les musulmans, beaucoup moins regardants sur le nombre et le luxe de certaines de leurs mosquées en Afrique.

Versailles plus que Notre-Dame

Où serait alors le scandale ? La *construction d'une grandiose* basilique à Yamoussoukro, au cœur du village natal du président transformé en « Brasilia » africaine, est le résultat du coup de tête d'un homme seul. Ni l'Eglise locale, *même au niveau de l'épiscopat, ni* le peuple n'ont été associés à la conception ni à la réalisation de cette basilique. A cet égard, la *« folie »* de Yamoussoukro ressemble plus à celle du château de Versailles qu'à celle des cathédrales du Moyen Age, auxquelles le président Houphouët-Boigny aime comparer son aventure.

Seuls les deniers personnels du mécène ivoirien auraient été mis à contribution, et il n'y aurait là rien à redire. Voire. Certes, les centaines *de millions de francs qui ont été* engloutis dans cette fastueuse construction sont peu de chose à côté des pertes de revenus enregistrées par l'effondrement, depuis dix ans, des cours du café et du cacao sur les marchés mondiaux . Ils n'en représentent pas moins un manque à gagner certain pour une population pauvre, dans un pays corrompu, qui réclame des comptes à son premier dirigeant sur l'origine de sa fortune personnelle.

Rêve de grandeur d'un vieillard *richissime et omnipotent ? Dans* l'histoire, la construction des cathédrales a toujours coïncidé avec les grandes périodes de foi et de fidélité . Elles ont été le plus souvent l'expression du génie d'un peuple. Mais où est le génie africain dans cette reproduction à l'identique, en pleine savane, d'une basilique construite à Rome à l'époque de la Renaissance, par des artistes et des princes d'Eglise qui étaient tous européens ? L'anomalie culturelle est aussi énorme que la dépense financière.

□ **ALGÉRIE : sommet saharien sur le sort des Touaregs.** – Les chefs d'Etat de l'Algérie, de la Libye, du Mali et du Niger se sont rencontrés dimanche 9 septembre dans l'oasis de Djanet pour discuter du sort des Touaregs et du développement du Sahara en axes routiers et en alimentation en vivres et en eau, a indiqué la Radio algérienne. – *(Reuter.)*

□ **CAMEROUN : important remaniement ministériel.** – Dix nouveaux ministres ont été nommés, samedi 8 septembre, par le président Paul Biya, parmi lesquels celui des finances (Simon Bassilekin), de la défense (Edouard Akame Moumou), du plan de stabilisation (Roger Tchoungui), de l'information et de la culture (Augustin Kountchou Kuomegni) et de l'administration territoriale (Andze Tsoungui). Ce dernier aura en charge l'éventuel contrôle d'élections pluralistes. – *(AFP.)*

□ **ZAMBIE : plus de 300 000 manifestants pour le multipartisme.** – Lusaka a connu, samedi 8 septembre, sa plus importante manifestation avec plus de 300 000 personnes qui ont participé à une réunion du Mouvement pour la démocratie et le multipartisme, exigeant une accélération des réformes politiques et la fin du système de parti unique. – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT



POLITIQUE

La dette de la ville de Nice

M. Jacques Médecin se place dans la perspective de sa destitution

NICE

de notre correspondant régional

Dans une interview diffusée par Radio-Monte-Carlo dimanche 9 septembre, M. Jacques Médecin, maire (CNI) de Nice, a évoqué clairement la possibilité de sa démission d'office dans l'affaire de la renégociation de la dette de la ville (*le Monde* des 24 et 26 juillet et daté 9-10 septembre). Il a accepté également, avec un certain détachement, de parler de sa succession et de l'avenir du médecinisme, comme s'il ne croyait plus en ses chances de se maintenir au pouvoir.

Les déclarations publiques de M. Médecin confirment la lassitude qu'il a exprimée récemment à plusieurs membres de son entourage. Elles font suite au jugement provisoire prononcé le 12 juillet par la chambre régionale des comptes, déclarant le maire de Nice et quatre autres élus municipaux *« comptables de fait »* de la commune pour *« extraction et maniement irréguliers de fonds publics à hauteur de 13 090 287,75 francs »*. Cette somme correspond aux commissions versées à une société parisienne spécialisée, AREFIC (Analyse et recherches de financements pour les collectivités locales), qui avait été chargée par la ville de refinancer sa dette par de nouveaux emprunts à meilleur taux. La majeure partie de ces commissions ayant été reversées à des tiers, dont 5,3 millions de francs au profit d'une association dirigée par une jeune Niçoise, Mlle Elisabeth Arnulf, qui, à aucun moment, n'est intervenue dans la transaction.

« Je n'ai pas d'héritier mâle »

M. Médecin et ses collègues doivent présenter, avant le 17 septembre, leurs *« explications et justifications »* devant la chambre régionale des comptes qui disposera, alors, d'un délai de deux mois pour rendre son jugement définitif. *« Si la chambre régionale des comptes décide que je suis comptable de fait*, explique le maire de Nice, *je ferai appel devant la Cour des comptes. Mais cet appel n'est pas suspensif, et l'autorité administrative, c'est-à-dire le préfet, me destituera instantanément* (1). *C'est un procédé qui peut parfaitement être utilisé*, ajoute M. Médecin, *étant donné la volonté affirmée par le Parti socialiste de mettre un terme à ma carrière. »*

Le maire de Nice indique, par ailleurs, qu'en cas de dissolution du conseil municipal et de nouvelles élections (2) il ne soutiendra *« absolument personne »*, et estime que les prétendants à sa succession *« devront démontrer leurs titres à être responsables des destinées de la ville »*. Il se prononce également, de façon implicite, pour la constitution d'une liste associant le Front national à la majorité municipale sortante, et estime que *« ce serait une erreur de faire appel à un ténor parisien (...) qui ne sera pas élu »*. Interrogé enfin sur l'avenir du médecinisme, il considère qu'il ne peut durer *« que ce que dure la famille Médecin. Je n'ai pas*, dit-il, *d'héritier mâle. Je n'ai pas formé un membre de ma famille pour me succéder (...) et je sais très bien que le médecinisme risque de s'éteindre avec moi (...). Je ne suis pas éternel et je pourrais être englouti par la mort cette nuit (...). Alors, peut-être que Dieu aura voulu que j'assiste, de mon vivant, à ce qui se serait passé après ma mort. »*

Cette interview, qui prend des allures de testament politique, ne peut que relancer les spéculations qui ont cours, depuis plusieurs mois, à Nice, sur un départ forcé de M. Médecin, toujours sous le coup, par ailleurs, d'une inculpation pour délit d'ingérence. Les candidats possibles à la succession du maire de Nice, qui se recrutent, essentiellement, parmi les élus municipaux de la jeune génération médeciniste, affectent, pourtant, la plus grande réserve. M. Christian Estrosi, député et conseiller général des Alpes-Maritimes, président de de la fédération RPR du département, ne voit pas *« comment on pourrait invalider le maire de Nice dans cette affaire »*, et se déclare en l'occurrence *« plus optimiste que Jacques Médecin lui-même »*. Il affirme qu'il n'a *« jamais envisagé, jusqu'à présent, d'être candidat à la mairie de Nice »* et, le cas échéant, en appelle *« à l'unité de la majorité municipale »*.

M. Ruddy Salles, député et président de la fédération UDF des Alpes-Maritimes, se dit, pour sa part, *« surpris et étonné »* par les déclarations de M. Médecin. Il considère que *« la succession n'est pas ouverte »* et affirme, comme M. Estrosi, qu'il fera *« tout pour que l'union se réalise »*. Même position de M. Bernard Asso, conseiller général (RPR) qui estime que l'on ne doit pas *« faire joujou avec la cinquième ville de France pour assouvir des ambitions personnelles »* et de M. Michel Falicon, également conseiller général et président de la puissante association des Amis du maire, pour lequel *« on enterre bien vite le maire »* mais qui, s'il le faut, *« prendra, comme tout le monde, ses responsabilités, en fonction des événements »*.

GUY PORTE

(1) L'appel n'est pas, en effet, suspensif, sauf décision contraire de la Cour des comptes qui peut, éventuellement, ordonner un sursis à exécution. Après le jugement définitif de la chambre régionale des comptes, le préfet doit prononcer la démission d'office des élus municipaux mis en cause. En cas de carence de sa part, tout électeur peut demander cette démission devant le tribunal administratif.

(2) Cette hypothèse ne peut être envisagée qu'en cas de démission du tiers des conseillers municipaux. Sinon, le nouveau maire sera élu par le conseil municipal sortant.

La succession de Louis Longequeue au Sénat

Les socialistes sont de plus en plus divisés en Haute-Vienne

Après l'élection de M. Alain Rodet au poste de maire de Limoges, pour succéder à Louis Longequeue, décédé le 11 août dernier, les 906 grands électeurs de la Haute-Vienne doivent choisir le 30 septembre un sénateur. Ce nouvel épisode de la succession de Louis Longequeue risque fort d'être aussi animé que la bataille pour la mairie (*le Monde* du 21 août).

LIMOGES

de notre correspondant

Six candidats du PS sont déjà en compétition : MM. Pierre Auxemery, cinquante-deux ans, enseignant, responsable de la FEN, adjoint au maire de Limoges ; Jean-Pierre Demerliat, quarante-sept ans, enseignant, premier secrétaire de la fédération socialiste du département, maire de Saint-Martin-le-Vieux ; Bernard Desbals, cinquante-quatre ans, biologiste, professeur à l'université, président régional de la Ligue des droits de l'homme ; Jean-Jacques Dubouchaud, quarante-sept ans, directeur de l'IUT, adjoint au maire de Limoges ; Bernard Dupin, quarante-quatre ans, professeur de mathématiques, maire de Saint-Priest-Taurion, ancien premier secrétaire fédéral de la Haute-Vienne ; M. Claude Lanfrancra, cinquante-deux ans, médecin, premier adjoint au nouveau maire de Limoges. Cinq se réclament du courant Jospin-Mauroy, tandis que M. Dubouchaud est le chef de file des rocardiens limousins. C'est à ce dernier que M. Alain Rodet, le nouveau maire de Limoges, a déjà apporté son appui. Renvoi d'ascenseur attendu puisque, dans la compétition qui a opposé pour la mairie M. Alain Rodet, le nouveau maire, à M. Robert Savy, président du conseil régional, ce sont les rocardiens qui ont fait la décision.

Les sections socialistes du département se réuniront le jeudi 13 septembre pour choisir ; si, ce qui est hautement probable, aucun des six candidats n'obtient la majorité absolue, une assemblée générale des militants se réunira, les 15 et 18 septembre, pour trancher.

Appels à l'abstention

Les fabiusiens (dont M. Savy était le candidat à la mairie) ont appelé les militants à s'abstenir : *« Ce sera notre manière*, disent-ils, *d'exprimer notre rejet de manœuvres d'appareil qui déconsidèrent les partis dans l'opinion publique. »* Les amis de M. Jean Poperen appellent eux aussi à l'abstention.

Aux sénatoriales du 28 septembre 1986 (deux sièges à pourvoir), le PS avait obtenu plus de 56 % des voix des grands électeurs. Il est donc à peu près certain, malgré ses divisions, d'emporter ces élections partielles.

Le PCF, qui, en 1986, avait fait un peu plus de 26,5 %, aura lui aussi son candidat. Lequel n'est pas encore connu : la difficulté est de trouver une personnalité qui convienne à la fois à la fédération « orthodoxe » et aux grands électeurs communistes, qui sont majoritairement proches de M. Marcel Rigout, ancien ministre du gouvernement Mauroy. Enfin, la droite semble, pour l'instant, assez perplexe : il n'y a guère de candidats pour une élection qui, de toute façon, est pour l'opposition purement symbolique.

GEORGES CHATAIN

Des maires indépendantistes de Nouvelle-Calédonie viennent étudier la décentralisation

Quinze maires de Nouvelle-Calédonie ont participé, du 30 août au 9 septembre, à un séminaire de formation aux techniques de la décentralisation et de la gestion municipale. Ce séminaire était organisé conjointement par l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) et l'Association des maires de Nouvelle-Calédonie, au moment où les secrétaires généraux des mairies de ces quinze communes terminaient un stage de cinq mois dans des municipalités métropolitaines, proposé par le ministère des DOM-TOM dans le cadre des actions de formation professionnelle prévues par les accords de Matignon de juin 1988.

La confrontation des élus locaux du « Caillou » aux réalités de la décentralisation était jugée nécessaire alors que doit être discuté, lors de la prochaine session parlementaire, le projet de loi relatif à l'extension à la Nouvelle-Calédonie des principaux acquis de la loi de décentralisation du 2 mars 1982.

M. Jean-Pierre Aïfa, maire de Bourail, a affirmé, vendredi 7 septembre, au nom de ses collègues, la volonté des maires néo-calédoniens *« de retrouver une dignité et d'assumer leurs responsabilités »*. M. Aïfa a souligné le profond décalage entre l'état de développement des communes métropolitaines et celui des communes de Nouvelle-Calédonie. *« Les communes de Nouvelle-Calédonie ne sont pas sur la même longueur d'onde que les communes de la France. Elles sont plus petites (de 450 à 6 000 habitants) et souffrent d'un niveau d'équipement primaire, de problèmes d'infrastructures routière, sanitaire ou scolaire*, a-t-il dit. *Au moment où la métropole roule à la vitesse du TGV, nous avons le sentiment d'avoir tout juste dépassé la vapeur »*. Selon le maire de Bourail, le projet de loi de décentralisation confère des compétences supplémentaires aux communes sans leur en donner les moyens financiers, *« ce qui incite à tendre encore plus la main qu'auparavant »*.

Le président du conseil général de la Réunion milite contre « l'assistance généralisée »

SAINT-DENIS-DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Les effets pervers du revenu minimum d'insertion continuent d'alimenter un débat politique à la Réunion. Après le préfet, qui a incité les bénéficiaires du RMI à aller aux champs couper les cannes à sucre sous peine de suppression de leur prestation, le président du conseil général, M. Eric Boyer (divers droite) a lancé un cri d'alarme. *« Si nous continuons à subir l'assistance généralisée qu'on est en train d'installer ici, avec 50 000 bénéficiaires du RMI et 95 000 illettrés, nous serons un peuple appelé à disparaître »*, a-t-il déclaré.

Le niveau des prestations sociales, souvent très voisin du SMIC local n'incite guère, en effet, à l'effort et favorise le travail au noir. Sa prise de position place le président du conseil général dans une situation originale dans un département où, à droite comme à gauche, on revendique l'égalité sociale complète entre les départements d'outre-mer et la métropole.

A. D.

□ **M. Cambadélis (PS) présente un « manifeste contre le Front national ».** – M. Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, délégué national du PS, chargé des droits sociaux et de la lutte contre les inégalités, a rendu public, vendredi 7 septembre, un « manifeste contre le Front national », car, selon lui, *« pendant la crise du Golfe, la lutte contre le FN continue »*. Ce document de cinq pages a pour but de combattre le parti d'extrême droite *« sans complaisance, avec détermination, sur tous les terrains : idéologique, démocratique, politique »*.

L'affaire de Port-Fréjus

La raison du plus fort

par Alain Rollat

M. FRANÇOIS LÉOTARD a raison. De son point de vue de maire, l'affaire de Port-Fréjus, à laquelle il vient de consacrer un Livre blanc et une conférence de presse (*le Monde* du 8 septembre), peut, comme il s'emploie à le dire, être réduite à une banale histoire. Celle d'un contentieux ordinaire nourri contre lui par un promoteur vindicatif, M. René Espanol, qui *« n'a jamais accepté que la décision de la municipalité de recourir à la procédure de la zone d'aménagement concerté publique et non pas privée l'écarte de la participation à un projet dont il se considérait déjà comme le leader (...) et ruine toutes ses espérances »*. Un maire a, en effet, le droit, et même le devoir, dès qu'il s'agit d'aménagements collectifs, de faire prévaloir l'intérêt public sur l'intérêt privé. A condition, bien entendu, que la notion d'intérêt public ne devienne pas le paravent d'intérêts particuliers.

Or, de ce strict point de vue, le copieux Livre blanc publié par la municipalité de Fréjus comporte des zones d'ombre qui laissent l'impression que ses auteurs n'évitent pas eux-mêmes les *« omissions soigneusement dosées »* qu'ils reprochent aux destinataires de leur riposte. Au-delà des généralités, rien n'y dément vraiment plusieurs des faits détaillés avancés par M. Espanol pour étayer sa plainte contre M. Léotard et plusieurs de ses amis en tant que dirigeants de la société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF). En l'état actuel du dossier, auquel la police nationale a consacré, elle aussi, un volumineux rapport, il continue de paraître indubitable que, dans l'aménagement de Port-Fréjus, plusieurs personnalités ont été à la fois juges et parties, tirant des profits personnels des opérations foncières et immobilières engagées sous le couvert de l'utilité publique.

Deux des administrateurs de la SEMAF figurent parmi les promoteurs associés au projet de la municipalité. Le fils d'un troisième s'est retrouvé associé à l'une des sociétés prestataires de services. Un notaire a obtenu l'exclusivité des actes relatifs au programme immobilier, en contrepartie de la vente à l'amiable d'une partie des terrains qu'il possédait sur la zone à aménager tandis que l'autre partie était opportunément exclue de la zone expropriable. Un ingénieur de la direction départementale de l'équipement est devenu salarié de la SEMAF après avoir tenu un rôle technique, en tant que fonctionnaire, dans la mise au point du projet. Autant de coïncidences troublantes sur laquelle la justice aura à se prononcer, la chambre criminelle de la Cour de cassation ayant désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour instruire la plainte déposée par M. Espanol.

Une redoutable illustration

M. Léotard a tort, en revanche, de voir une cabale dans le grand intérêt porté de tous côtés, y compris à l'Elysée, à cette affaire. Si celle-ci se limitait réellement à un conflit juridique entre une puissance publique expropriante et un citoyen exproprié, elle ne mériterait assurément pas autant d'écho. Le maire de Fréjus est parfaitement fondé à souligner qu'il ne fait qu'exercer les prérogatives dévolues aux élus locaux par les lois de décentralisation quand il multiplie légalement les astuces de procédure pour contourner les décisions rendues par la justice administrative en faveur de son contestataire.

Si l'affaire de Port-Fréjus a valeur de référence, c'est parce qu'elle met évidence, jusqu'à l'absurde, non seulement l'isolement du *profanum vulgus* (1) en présence d'institutions locales désormais dotées de pouvoirs qui peuvent, dans certaines circonstances, devenir exorbitants, mais aussi l'absence de recours arbitral d'urgence lorsque ce *profanum vulgus* est tiraillé, comme c'est le cas pour M. Espanol, entre des juridictions administratives qui abondent en son sens et des juridictions judiciaires qui abondent en sens inverse. Il y a là une redoutable illustration de la fable sur *« la raison du plus fort... »*

(1) L'un de nos lecteurs, M. Jacques Pons, de Paris, s'étant véhémentement élevé contre l'emploi, dans nos éditions datées 22-23 juillet, de l'expression courante *vulgum pecus*, qui peut être considérée comme un barbarisme, nous lui donnons acte bien volontiers que la locution latine appropriée pour qualifier le citoyen *lambda* (si l'on ose dire) est bien celle de *profanum vulgus* tirée des *Odes* d'Horace.

Des élections partielles

Fleurance (Gers) confirme sa préférence pour la majorité présidentielle

AUCH

de notre correspondant

Les électeurs de Fleurance, troisième commune du Gers, qui ont voté massivement (87,28 %), ont confirmé, dimanche 9 septembre, et même amplifié leur choix du 12 mars 1989, qui s'était traduit par la défaite du maire sortant, M. Maurice Mességué (div. dr.). Sa liste avait été devancée de quarante et une voix par celle de M. Claude Gallardo, son ancien premier adjoint, passé dans le camp de la majorité présidentielle. L'écart est cette fois de deux cent cinquante-six voix.

M. Mességué, qui sera resté dix-huit ans maire au point de s'identifier totalement à sa ville, n'avait plus siégé au conseil municipal depuis son échec. Cette « absence », s'ajoutant à la classique « prime à l'invalidation » (le Conseil d'Etat avait confirmé l'invalidation du scrutin de 1989, prononcée par le tribunal administratif de Pau, a assuré le succès de M. Gallardo, membre du mouvement France unie, à la tête d'une liste composée de socialistes, de radicaux de gauche et de centristes d'ouverture. Alors qu'il détient les quatre mandats de parlementaire, la mairie d'Auch et le conseil général, le PS n'avait jamais pu, sous ses propres couleurs, inquiéter le phytothérapeute.

D. H.

Les résultats du 9 septembre :

Inscr., 4 554 ; vot., 3 975 ; abst., 12,71 % ; suffr. expr., 3 812. Liste de la majorité présidentielle conduite par M. Claude Gallardo, France unie, maire sortant, 2 034 voix (53,35 %), 23 ÉLUS ; liste divers droite conduite par M. Maurice Mességué, ancien maire, 1 778 (46,64 %), 6 ÉLUS.

Les résultats du 12 mars 1989 :

Inscr., 4 539 ; vot., 3 735 ; abst., 17,71 % ; suffr. expr., 3 507. Liste de M. Gallardo, 1 774 (50,59 %), 22 ÉLUS ; liste de M. Mességué, 1 733 voix (49,41 %), 7 ÉLUS.

GIRONDE : canton de Castillon-la-Bataille (2e tour).

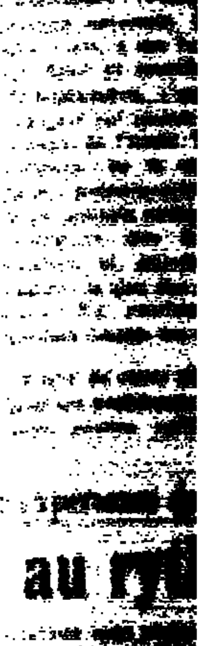
Inscr., 7 381 ; vot., 4 509 ; abst., 38,91 % ; suffr. expr., 4 357. MM. Daniel Thibeau, RPR, 2 221 voix (50,97 %), ÉLU ; Guy Marty, PS, 2 136 (49,02 %).

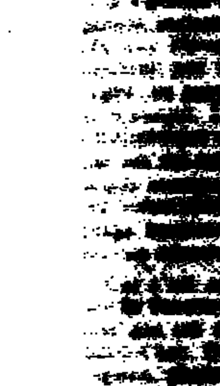
[Le siège détenu jusqu'à son décès en juin dernier par Jacques Boyer-Andrivet (UDF-PR) reste acquis à la droite mais cette dernière enregistre un recul par rapport au scrutin du 2 octobre 1988. Alors sénateur Jacques Boyer-Andrivet avait obtenu 56,62 % des suffrages. Son successeur, M. Thibeau est élu avec 50,97 % des suffrages.

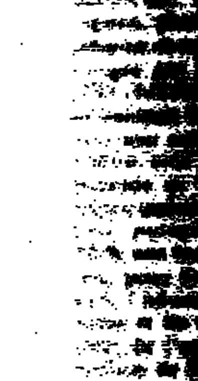
La participation (61,08 %) est plus forte qu'au premier tour où elle n'atteignait que 50,52 % des inscrits. Elle bénéficie au candidat RPR qui recueille 381 suffrages de mieux que le total des voix de droite du premier tour mais plus encore à celui du PS qui améliore de 401 voix le total de gauche du premier tour.

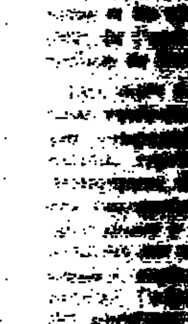
Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr., 7 381 ; vot., 3 729 ; abst., 49,47 % ; suff. expr., 3 575 ; MM. Marty, 1 457 voix (40,75 %) ; Thibeau, 1 426 (39,88 %) ; Jean-Claude Delongeas, CNI, 414 (11,58 %) ; Mme Francette Agostini, PC, 278 (7,77 %).

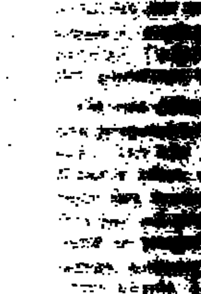
En 1988, les résultats du second tour avaient été les suivants : inscr., 7 535 ; vot., 4 540 ; abst., 39,74 % ; suffr. expr., 4 215 ; Jacques Boyer-Andrivet, 2 589 voix (56,62 %) : M. Marty, 1 922 (43,37 %).]













هكذا من الأصل

Le Monde

SOCIÉTÉ/CULTURE

Une rentrée scolaire « profil bas »

La réforme des lycées, puis le congrès de la FEN seront pour M. Jospin les vrais enjeux des prochains mois

Treize millions d'élèves ont repris, lundi 10 septembre, le chemin des écoles, collèges et lycées. Pour le ministère de l'éducation nationale, plusieurs incertitudes s'ajoutent au casse-tête habituel de la rentrée : le projet de budget pour 1991, qui devrait être connu dès le 12 septembre, l'évolution des effectifs, l'accueil réservé aux réformes à venir, et les mutations du syndicalisme enseignant.

Sans cesse ressassée depuis 1988, la formule a fini par s'émousser : l'éducation est la priorité nationale. La rentrée scolaire vient, à son heure, lui redonner sens et *justification. Lundi* 10 septembre, c'est, en effet, un Français sur quatre qui a repris le chemin de l'école. Treize millions *d'élèves, de la maternelle aux* classes préparatoires, et un million de personnels enseignants et administratifs des établissements *publics et privés. Encore ne* s'agit-il là que des acteurs principaux. En coulisse, autant de familles jouent les seconds rôles.

Forts de cette place prioritaire dans les ambitions gouvernementales, écoles, collèges et lycées devraient donc effectuer leur rentrée en fanfare. *D'autant que le* moment est traditionnellement favorable à l'affichage, par des ministres de l'éducation pleins de bonnes *résolutions*, de programmes d'action mobilisateurs. La rentrée 1988 avait ainsi été celle de la revalorisation du métier d'enseignant ; *la rentrée 1989*, celle des projets de rénovation de l'école élémentaire.

Rien de tout cela cette année où l'on assiste, pour l'instant, à une rentrée profil bas. L'attitude du ministre de l'éducation y est pour *beaucoup. M. Jospin a délibérément* choisi de jouer les mécaniciens consciencieux et tenaces, fidèle à sa démarche *« progressive et expérimentale »* écartant les *chambardements brutaux de la « réforme »* au profit de la médecine douce de la *« rénovation »*, inscrivant enfin son action dans la *« continuité »* et la durée. *Méthode* réaliste sans doute, tant l'éducation nationale est une lourde machine. La rentrée 1990 en fournit *la meilleure illustration* : ses nouveautés seront, en réalité, l'application de décisions prises depuis plus d'un an, qu'il s'agisse *de la revalorisation du statut* et des salaires des enseignants, négociée au printemps 1989, ou des innovations pédagogiques inscrites dans *la loi d'orientation* de juillet 1989.

La modestie savamment dosée du ministre n'a d'égale que la prudence des enseignants. Quelles que soient leurs inquiétudes ou leur insatisfaction persistante, ils ne peuvent ignorer l'ampleur des efforts consentis depuis deux ans. L'éducation nationale est, sans conteste, devenue le premier budget de l'Etat et devrait approcher, pour 1991, la barre des 250 milliards de francs. La revalorisation des salaires, encore insuffisante aux yeux de chacun, n'est pas dérisoire. La politique de recrutement engagée est significative, même si elle ne permet pas encore de répondre à tous les besoins (*le Monde* du 8 septembre). Même le SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), *opposant farouche à la politique* du gouvernement, admet, à l'occasion, que les mesures adoptées ne sont pas totalement insignifiantes.

En réalité, la rentrée 1990 est une rentrée d'attente, dominée par quatre interrogations. Le budget 1991, tout d'abord, dont le projet doit être rendu public le 12 septembre. Les quelques centaines de millions de francs qui seront probablement rognés sur le projet initial, pour tenir compte des répercussions de la crise du Golfe, ne remettront certes pas en cause l'équilibre général du budget de l'éducation nationale mais, compte tenu du poids considérable – et pratiquement incompressible – de la masse salariale des personnels, ce sont les dépenses de fonctionnement qui risquent de trinquer.

La deuxième interrogation porte sur les effectifs de cette rentrée. Les prévisions établies par le ministère au début de l'été pour les établissements publics tablaient sur une forte augmentation (plus 27 500 élèves) dans les écoles maternelles, une légère diminution (moins 1 500) dans les écoles élémentaires, une baisse encore sensible dans les collèges (moins 18 000) et, comme les années précédentes, une forte *croissance au lycée (plus 62 000)*. L'actualisation de ces chiffres à la veille de la rentrée ne modifie pas les perspectives en primaire. En revanche, elle corrige nettement celles du second degré. La baisse attendue dans les collèges ne serait plus que de 11 000 élèves, tandis que la hausse dans les lycées (seconds cycles longs, lycées professionnels et post-bac) atteindrait 72 000 élèves.

Nuages à l'horizon

Chacun sait bien que, après les derniers ajustements inévitables, il y aura *« un enseignant dans chaque classe »*, selon la formule de M. Jospin, lors de sa visite de prérentrée au lycée Bellevue de Toulouse, vendredi 7 septembre. Mais il est vraisemblable que le ministère sera contraint de recruter davantage encore de maîtres-auxi*liaires que prévu (40 000) pour* boucler sa rentrée.

Le troisième élément d'incerti*tude a été prudemment reporté au* mois de novembre prochain. Il s'agit des projets de réforme de l'organisation de l'enseignement au lycée et du baccalauréat, c'est-à-dire du chantier le plus délicat auquel le ministre de l'éducation veut s'attaquer. Il ne fait pas de doute que des restructurations de *filières, des remodelages de programmes*, des allègements d'horaire ou l'introduction d'un tronc commun et d'options pour le bac bousculeront bien des corporatismes. Des mois de controverses sont donc prévisibles.

Enfin, ces corporatismes qui traversent et structurent le monde des enseignants seront également mis à vif par la préparation du *prochain congrès de la FEN (Fédération de l'éducation nationale)*, qui se tiendra à Clermont-Ferrand en février prochain. Avec un enjeu brûlant : le maintien ou l'affaiblissement de la direction socialiste de la Fédération, dominée par le Syndicat national des instituteurs contre ses minorités et, en particulier, sa tendance « unité-action », principalement animée par les *communistes et le SNES.*

Pour le ministre de l'éducation comme pour le leader socialiste qu'est M. Jospin l'échéance sera *cruciale. Si le ciel de l'éducation* paraît relativement calme aujourd'hui, il est clair que les nuages (budget et effectifs) et les orages (réforme du bac et congrès de la FEN) sont à l'horizon.

GÉRARD COURTOIS

Une expérience dans le Calvados

Des écoles au rythme des enfants

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR

de notre envoyé spécial

Devançant le reste de la France, 1200 élèves d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) ont repris le chemin de l'école dès le lundi 3 septembre. Une hérésie dans la patrie de Jules Ferry où, de Dunkerque à Nice, la cloche de la rentrée retentit à la même seconde ? Plutôt le signe encourageant que l'école publique est capable de bouger.

A l'école du Val, les instituteurs sont partis d'un constat bien connu : les enfants sont littéralement intenables après les deux heures de cantine et de « récréation » qui sont censées les faire respirer en milieu de journée. Depuis des années, des scientifiques comme le biologiste Hubert Montagner et le pédiatre Guy Vermeil ont montré que les plages horaires les plus propices aux apprentissages intellectuels chez les enfants se situaient en début de matinée et en fin d'après-midi.

Les mathématiques après la digestion

La maternelle et l'école élémentaire du Val ont décidé de mettre en œuvre ces principes : la journée y commence à neuf heures par des apprentissages qui exigent le plus d'attention – le français pour les plus grands, – puis on passe aux matières d'éveil comme l'histoire ou les sciences, avec possibilité de sorties *« sur le terrain »* grâce au bus prêté par la mairie. Le travail scolaire reprendra l'après-midi entre 14 et 17 heures, mais la leçon *de mathématiques ne sera donnée* qu'après 15 heures 30, une fois la digestion terminée.

La semaine scolaire, elle aussi, a *été remodelée. Les instituteurs ont* décidé de libérer purement et simplement les enfants le samedi matin. A raison de six heures de classe pendant quatre jours, on atteint vingt-quatre heures hebdomadaires au lieu des vingt-six réglementaires. D'où la nécessité d'allonger l'année scolaire en démarrant une semaine plus tôt et en écourtant légèrement les vacances de février.

L'innovation ne s'arrête pas là : les deux heures libres de la mi-journée sont particulièrement soignées. A la maternelle, le repas va devenir un véritable moment éducatif, ce qui n'est pas du luxe dans un quartier où les enfants mangent mal et parfois insuffisamment ; suivra un moment de sieste ou de repos avec livres et musique calme. A la « grande école », pas moins de quinze ateliers doivent être proposés aux élèves, depuis la lecture assistée par ordinateur jusqu'au rugby, en passant par le théâtre ou la musique. Les clubs sportifs, la bibliothèque et le cinéma municipal ont été mis à contribution. Les douze enseignants se sont tous portés volontaires pour animer cette plage horaire ; ils seront assistés par un éducateur sportif.

Car c'est une réflexion globale sur la fonction de l'école dans la cité qui est menée à Hérouville-Saint-Clair. Dans cette ville-champignon, pionnière de l'innovation urbaine et scolaire, la municipalité dirigée par M. François Geindre (PS) cherche à désenclaver l'école en incitant les enseignants à concevoir leur « projet d'école » en association avec tous leurs partenaires, parents et élus notamment. La municipalité est prête à y mettre le *prix puisqu'elle a augmenté de* 30 % son budget de l'action éducative pour financer, à parts égales avec l'éducation nationale, la jeunesse et les sports, et la culture, le coût de l'opération, estimé à 1,2 million de francs pour cette année.

Dès mars dernier, une commis*sion extra-municipale réunissait* une cinquantaine d'instituteurs, parents, représentants des services municipaux, des administrations et *des entreprises. « Il s'agissait de faire sauter le bouchon des rythmes scolaires par une vaste concertation locale »*, explique M. Jangui Lecarpentier, l'adjoint au maire chargé des questions scolaires.

De ces débats nourris sont nées des propositions dont chaque école *était invitée à se saisir.* Treize d'entre elles, regroupant les deux tiers des écoliers d'Hérouville, ont fini par adopter à une quasi-unanimité le projet d'aménagement du temps scolaire qui est expérimenté cette année. Les enseignants, eux, ont joué un rôle moteur. Dans quatre groupes scolaires, ils ont accepté d'abréger d'une semaine leurs vacances d'été et ils sont nombreux à animer des ateliers à l'heure de midi, comme à l'école Malfilatre, où ils animeront des *séances de relaxation avant la* reprise des classes. Pour quelles contreparties ? La semaine supplémentaire de travail et les légers sacrifices sur février compensent la libération complète des mercredis et samedis.

Un consensus exceptionnel

Mais les avantages attendus se situent ailleurs : moindre fatigue pour les élèves et les enseignants, rapprochement avec les familles, reconnaissance accrue du métier d'instituteur. Même les plus réticents à la flexibilité horaire se *disent prêts à « sabler le champagne »* pour saluer la nouvelle organisation du temps. *« Normal*, commente M. Bescond, l'inspecteur qui a joué un rôle actif dans l'opération, *les enseignants ont été les concepteurs de l'aménagement du temps, rien n'a été plaqué. »*

Il est vrai que chaque établissement d'Hérouville a joué sa propre carte. Onze écoles sur vingt-quatre n'ont présenté aucun projet et conservent donc un emploi du temps traditionnel ; les autres ont opté soit pour la journée dite « Montagner », où les apprentissages fondamentaux occupent les deux extrémités de l'horaire, soit *pour la journée « à l'allemande »*, où l'après-midi est réservé aux sports et aux matières d'éveil. Cette diversité explique l'excep*tionnel consensus qui semble* régner parmi les enseignants de chaque établissement. Le long passé d'innovation pédagogique de plusieurs écoles y est également pour beaucoup. Rien ne dit que la généralisation de l'expérience d'aménagement du temps, prévue l'an prochain dans toutes les écoles d'Hérouville, déclenche une seconde vague d'enthousiasme.

PHILIPPE BERNARD

Evolution des effectifs d'élèves
35 % de plus en 30 ans

	1960	1970	1980	1990
Pré-élémentaire	1 177 900	1 924 900	2 136 800	2 306 900
Elémentaire	4 890 900	4 485 500	4 125 200	3 606 000
Spécial	72 900	184 800	115 600	134 500
Total 1er degré	**6 141 700**	**6 595 200**	**6 377 600**	**6 047 400**
Total 2nd degré	**1 672 300**	**3 512 200**	**4 140 500**	**4 692 100**
Total public	**7 814 000**	**10 107 400**	**10 518 100**	**10 739 500**
Enseignement privé	1 727 100	1 932 600	2 043 200	2 143 000
TOTAL	**9 541 100**	**12 040 000**	**12 561 300**	**12 882 500**

France métropolitaine et départements d'outre-mer.

SOCIÉTÉ

Un ambitieux programme des Nations unies

Un vaccin infantile « idéal » permettrait de sauver huit millions d'enfants chaque année

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont décidé, dimanche 9 septembre à New-York, de lancer un programme de recherche de près de 150 millions de dollars en vue de la mise au point d'un « vaccin idéal », un vaccin infantile administrable en une dose unique et protégeant contre la plupart des maladies de l'enfance. Selon ses promoteurs, ce projet constitue *« l'un des plus puissants ensembles de moyens jamais mis en œuvre pour protéger la santé des enfants dans le monde en développement »*.

L'idée d'un vaccin universel n'est pas nouvelle. De nombreuses équipes de recherche de par le monde tentent de mettre au point un vaccin qui serait capable, en une seule prise, de protéger simultanément contre plusieurs des maladies infectieuses les plus mortelles du globe. Il y a trois ans, dans la revue scientifique *Nature* (1), une équipe de l'Albert Einstein College de New-York dirigée par le docteur Barry Bloom avait même révélé avoir réussi à construire un vecteur capable d'insérer des gènes étrangers dans le bacille de Calmette-Guérin (BCG) et, ainsi, d'espérer aboutir à la mise au point d'un vaccin contre des maladies telles que la lèpre, le paludisme, la diphtérie, le tétanos ou la bilharziose. Déjà, ce qu'à l'époque on avait appelé les *« premiers pas d'un vaccin universel »* étaient soutenus financièrement par l'OMS.

Aujourd'hui les responsables des principales organisations onusiennes s'intéressant aux problèmes de santé ont donc décidé de presser l'allure. L'effort financier – 150 millions de dollars – est à la mesure de la gravité du problème, s'agissant de maladies qui, chaque année, tuent quelque huit millions d'enfants et provoquent neuf cent millions de cas de maladies graves chez les enfants vivant dans les pays en voie de développement.

Un objectif « éloigné »

« Nous voulons avoir, a déclaré le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'OMS, *d'ici à la fin de la décennie, des vaccins qui exigent des doses moins nombreuses, résistent mieux à la chaleur et confèrent une meilleure protection ». « Nous avons aujourd'hui fait un pas de géant en utilisant les biotechnologies pour la survie de l'enfant*, devait pour sa part ajouter M. James Grant, le directeur général de l'UNICEF. *Nous pouvons maintenant redéfinir nos objectifs de développement technologique afin de protéger les enfants contre les maladies meurtrières grâce à des vaccins conçus pour satisfaire, dans le monde en développement, les exigences rigoureuses relatives à leur administration. »*

Il n'en reste pas moins vrai qu'au-delà de ces vœux pieux les obstacles ne manqueront pas, même si à l'OMS on se déclare persuadé qu'un vaccin infantile à large spectre, dont une dose unique contiendrait de nombreux antigènes immunisants, est un objectif certes *« éloigné »*, mais néanmoins *« réalisable »*.

Les maladies visées par ce programme sont d'une part des maladies virales comme la rougeole, les infections à rotavirus, la poliomyélite, l'hépatite A, l'hépatite E, la dengue, l'encéphalite japonaise et les infections respiratoires aiguës, qui, à elles seules, tuent trois millions d'enfants par an ; d'autre part, des maladies bactériennes comme le tétanos, la méningite à méningocoques, la pneumonie à pneumocoques, les diarrhées d'origine bactérienne et la tuberculose, qui globalement tuent quelque cinq millions d'enfants chaque année.

Quant aux obstacles restant à surmonter, les initiateurs du projet en font eux-mêmes l'inventaire :

– trouver des solutions susceptibles de remplacer l'administration des doses multiples qui sont exigées actuellement pour de nombreux vaccins (DTCoq, polio, etc.) ;

– remplacer les vaccins actuellement injectés par des préparations orales afin de réduire les risques de contamination ;

– et surtout trouver des vaccins nouveaux contre des maladies pour lesquelles il n'en existe pas encore d'efficaces, comme par exemple les diarrhées à rotavirus, les diarrhées d'origine bactériennes le paludisme, etc.

Autant dire que le vaccin universel n'est pas pour demain.

FRANCK NOUCHI

(1) Daté 11 juin 1987.

Selon des statistiques officielles

Brutale augmentation en 1989 du nombre des dispensés du service militaire

Si les armées ont réussi en 1989 à réduire, comme les années précédentes, le nombre global des jeunes Français qui échappent au service militaire pour des raisons diverses, le nombre des dispenses accordées pour des motifs sociaux et administratifs a, en revanche, brutalement augmenté pour la première fois depuis 1982, où la tendance était à la baisse.

Selon des statistiques pour 1989, que la Direction centrale du service national (DCSN) vient de publier, on a compté, l'an dernier, 22 149 cas de dispenses (soit 5,3 % de la classe d'âge) et 86 092 cas d'exemptions (soit 20,2 % de ce même contingent). La dispense est attribuée par une commission régionale à des appelés du contingent pour des motifs sociaux ou administratifs, quand les exemptions le sont – lors de la sélection qui a permis d'examiner en 1989 le cas de 437 546 jeunes Français en âge d'être incorporés sous les drapeaux – pour des raisons d'inaptitudes médicales ou psychologiques.

Depuis plusieurs années consécutives, les armées sont parvenues à maîtriser progressivement le nombre des exemptés en jouant sur des critères qui dépendent, en réalité, de la seule décision du ministre de la défense d'ajuster les seuils d'exemption en fonction des besoins des armées en effectifs.

C'est ainsi, par exemple, que le taux des exemptions est passé de 22,36 % en 1987 à exactement 20,18 % l'année dernière. Globalement, les cas d'exemption ont frôlé les 100 000 il y a encore trois ans pour tomber à près de 86 000 en 1989.

Pour les dispenses, l'évolution est radicalement autre. Le nombre des cas augmente en valeur absolue, comme s'accroît leur taux par rapport à la classe d'âge, c'est-à-dire le contingent des Français qui atteignent durant l'année civile entre dix-neuf et vingt-deux ans. En 1989, on a ainsi recensé 22 149 cas de dispenses, soit 5,3 % de la classe d'âge. Pour trouver une situation comparable, il faudrait remonter à 1982, année depuis laquelle la tendance était à la baisse régulière.

L'augmentation est surtout sensible pour les exemptions accordées à des jeunes Français pouvant prouver, devant des commissions régionales présidées par le préfet, qu'ils ont des enfants à charge (ils ont été 5 860 dans ce cas en 1989) ou des parents à charge (ils ont été 6 008 cas l'année dernière).

A la DCSN, on explique que le nombre de ces soutiens de famille a tendance à croître avec le vieillissement des recrues constaté à l'incorporation. Les jeunes Français sont en effet de mieux en mieux informés des conditions d'exécution de leur service et, notamment, de la possibilité que la loi leur offre de bénéficier de reports d'incorporation jusqu'à vingt-deux ans. Dès lors, les recrues de vingt-deux ans et davantage sont de plus en plus en âge d'avoir à gagner leur vie et elles sont souvent des soutiens de famille en arrivant sous l'uniforme.

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

Les Pyrénéens protestent contre la politique de M. Lalonde

Environ un millier de chasseurs, de bergers et d'élus pyrénéens se sont réunis, dimanche 9 septembre, au col de Marie-Blanque qui sépare les vallées d'Aspe et d'Ossau (Pyrénées-Atlantiques), pour protester contre la décision de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, d'interdire la chasse et la pénétration des véhicules (autres que professionnels) sur environ 6 500 hectares de « sanctuaires à ours » répartis sur les territoires de quatorze communes. Les chasseurs ont indiqué qu'ils chasseraient dans ces zones cette année, comme d'habitude.

SCIENCES

Accord de coopération entre le CERN et Israël

Un accord de coopération scientifique a été signé, samedi 8 septembre, entre Israël et le Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN), qui possède, à Genève, le plus grand accélérateur de particules du monde. Les chercheurs israéliens pourront désormais participer aux expériences menées dans ce gigantesque anneau souterrain, où l'on provoque la collision de particules à une vitesse proche de celle de la lumière. Selon M. Youval Neeman, ministre israélien de la science et de la technologie, cet accord pourrait également déboucher sur l'achat, par le CERN, de matériel industriel israélien.

Le secret de Polichinelle du brigadier Labourdette

Suite de la première page

Plus grave encore, certaines sont fortement suspectées d'avoir échoué entre les mains de membres du milieu du Sud-Est, des gangs organisés qui s'étaient distingués par quelques hold-up de haut vol dans la région marseillaise. Des braquages, de fourgons blindés notamment, à l'exécution impeccable grâce à une puissance para-militaire bien étrange.

Le doute n'était plus permis. La passion des armes avait gangrené une bonne partie du personnel de sécurité de l'ambassade au point de leur faire découvrir les attraits d'un nouveau commerce franco-libanais. S'était-il agi pour autant d'un trafic organisé ? Les policiers impliqués opéraient-ils en équipe, savaient-ils que les objets de leur commerce allaient, selon des soupçons insistants, armer des gangs considérés comme les plus redoutables, ici en France, par leurs collègues de la PJ ? C'est ce que sous-entendent les chefs d'inculpation – trafic d'armes et associations de malfaiteurs – délivrés par le juge d'instruction qui doit désormais confirmer ou infirmer leur validité.

La filière des gendarmes

Pour l'heure, seul le « héros » de l'affaire, le chef d'escorte Jean-Claude Labourdette, homme de tous les exploits à Beyrouth, a subi un long et peut-être décisif interrogatoire. Dans le bureau du juge, ce vendredi 10 août, Jean-Claude Labourdette se croit encore là-bas. Il parle et quelquefois s'enflamme. Il se dresse debout, fait de grands gestes et son auditoire l'écoute, presque fasciné. Labourdette a oublié qu'il est inculpé. Il mime comment forcer un barrage, il narre ses chaudes équipées dans la ville en guerre. Ici avec deux otages, là avec un ambassadeur ou un ministre. Les rendez-vous secrets, les escapades sous les tirs nourris. Il raconte sa vie, donc Beyrouth, les armes, les jalousies qui ne manquent pas envers ce gardien de la paix devenu, en quelques années, un James Bond cloné de Mad Max, honoré de la confiance des plus hautes personnalités de l'Etat qui lui étaient redevables de leur protection.

L'interrogatoire dure onze heures. Les envois d'armes ? *« Depuis 1986, j'ai le sentiment que c'était une pratique très répandue. D'une manière générale, tout le monde savait, on n'en parlait pas, mais ça suintait »*, explique-t-il pour se justifier. La compréhension des escadrons de gendarmerie. *« Je n'ai pas fait d'envois de manière systématique. C'était selon les opportunités et les envies du moment. »* Labourdette ne nie pas, ne se défausse pas, il assume. Les accusations de son principal client, le policier à la retraite Alain André ? Il confirme : oui, il a bel et bien alimenté le réseau de collectionneurs d'Alain André. Au total, une douzaine de fusils d'assaut. Selon lui, Alain André lui a remis 180 000 F dont une grosse partie en liquide, le reste par un virement sur un compte bancaire de la BICS.



plupart des fonctionnaires de sécurité qui sont passés par Beyrouth *ont bien dû en ramener une aussi ». « Je m'adressais au chef d'escadron. Il fallait passer par lui pour obtenir l'autorisation d'expédier une malle en France*, accuse-t-il dans son procès-verbal d'audition.

Correspondant de la DGSE

Je ne les avisais pas du contenu, mais c'était un secret de polichinelle. Les malles étaient fermées à clé mais je leur donnais les clés. Certains gradés refusaient. D'autres faisaient des contrôles et puis d'autres n'en faisaient pas. Les gens se voilaient la face, ils ne pouvaient pas l'ignorer » Labourdette reconnaît avoir ainsi agi par intuition, selon le degré de

La connexion avec son collègue-trafiquant Patrick Schaller, également en poste à Beyrouth ? Exact, répond-il quand on lui montre la feuille de commande saisie au domicile de Schaller. Il lui a en effet vendu quatre M 16 (6 300 F pièce), un pistolet automatique CZ 75 (4 500 F), deux CZ 83 (3 600 F), un lance-roquette « Law » (5 000 F). Un commerçant scrupuleux et un bon rapport qualité-prix : *« Je pratiquais les mêmes prix que ceux des catalogues. » « C'est Schaller qui m'a contacté en disant que ces armes l'intéressaient*, raconte Labourdette. *Je pensais que c'était pour lui. Je ne savais pas qu'il en ramenait lui aussi. »* Une précision qui vient contredire les accusations des autres policiers inculpés présentant Labourdette comme le grand initiateur de ce trafic, à défaut d'en être le cerveau. Ce dernier dément avoir imaginé une seconde la destination, éventuellement maffieuse, de ses colis. Naïveté ? Roublardise ?

Au bout du compte, une ligne de défense qui, si elle prend consistance, pourrait embarrasser certaines des autorités de tutelle du brigadier. C'est du moins ce que joue le nouvel et remuant avocat de Labourdette, Me Gilbert Collard, brusquement désigné le jeudi 6 septembre, au détriment de Mes Philippe Vouland et Georges Humbert. Annonçant qu'il plaiderait non coupable et optant d'emblée pour une défense très médiatique, Me Collard s'est empressé de présenter son client comme *« un bouc émissaire »*.

Toutefois, si Jean-Claude Labourdette insiste à plusieurs reprises sur le *« secret de polichinelle »* qui entourait le trafic, il prend pourtant un soin particulier à dédouaner certains de ses soutiens hiérarchiques. Le personnel diplomatique ne pouvait pas être informé de son commerce, assure-t-il, *« sinon il l'aurait fait cesser par peur du scandale »*. De même, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), dont il a reconnu être un correspondant officieux *« à titre gracieux », « ne devait pas être au courant »*. Labourdette était *« tellement ami »* avec ce service de renseignement que ce dernier aurait eu la délicatesse de l'inviter à *« arrêter les conneries »*.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX



هكذا من الأصل

SPORTS

TENNIS : Internationaux des Etats-Unis

Pete Sampras, l'Américain tranquille, remporte le tournoi

Dernier tournoi du grand chelem de l'année 1990, les Internationaux de tennis des Etats-Unis se sont terminés, dimanche 9 septembre, par la victoire d'un Américain âgé de dix-neuf ans et vingt-huit jours, Pete Sampras. Etonnant jeune homme à l'allure toujours impassible, il a confirmé les bons résultats qu'il avait obtenus en quart de finale en éliminant le Tchécoslovaque Ivan Lendl, puis en se qualifiant face à son compatriote John McEnroe en quatre sets (6-2, 6-4, 3-6, 6-3).

Face à André Agassi, son aîné de quelques mois, le serveur-volleyeur au tee-shirt orné d'un Héraclès conquérant, a multiplié les aces. Pete Sampras a troublé son adversaire au maillot vert fluorescent en le promenant d'une ligne à l'autre, sans jamais lui laisser l'occasion d'exprimer son jeu. Au cours de trois sets, d'une durée d'une heure quarante deux minutes, la nouvelle star de Flushing Meadow a effectué une démonstration de ses qualités où la vitesse du service côtoie une grande variété de touches de balle à la volée. Deux sets pour s'imposer et un troisième, quelque peu hésitant au départ mais qui a vite tourné à l'avantage du «gamin tranquille», lui ont permis de conclure en prenant l'avantage sur le service d'Agassi (6-4, 6-3, 6-2).

«Gaby» victorieuse de Graf

La progression des scores de Pete Sampras témoigne de la surprenante régularité du plus jeune vainqueur du tournoi des Etats-Unis. Le petit-fils d'émigrés grecs s'est entraîné durement tout l'été pour arriver à ce résultat. Invité il y a deux ans par Ivan Lendl, déjà intrigué à l'époque par les services du jeune Pete, l'enfant de Californie avait découvert les vertus des préparations intensives : *«Lendl m'avait persuadé de m'entraîner à tel point que le retour du court à la maison soit douloureux. Ses conseils ont porté leurs fruits. Je m'en suis rendu compte pendant ce tournoi.»*

Vainqueur à Philadelphie cette saison, Pete Sampras s'était déjà fait remarquer l'an passé en éliminant le Suédois Mats Wilander sur ce même terrain de Flushing Meadow. Grâce à ses victoires au cours de ces deux dernières semaines et à son triomphe dans un tournoi qu'il considère comme le plus important du circuit professionnel, il entre dans le clan très fermé des dix premiers joueurs mondiaux. Et le public américain découvre une vedette simple qui, à l'inverse d'Agassi, n'a pas besoin de la présence envahissante de ses parents pour gagner.

Au palmarès de cette édition 1990 de l'US Open, il rejoint la belle joueuse argentine Gabriella Sabatini qui a enfin obtenu, à vingt et un ans, la consécration qu'elle cherchait depuis plusieurs années. «Gaby» a empêché l'Allemande Steffi Graf, numéro un mondial au classement des joueuses, de s'imposer pour la troisième année consécutive sur le court de New York. Grâce à un jeu offensif, Gabriella Sabatini a perdu sa réputation de joueuse de fond de court et a su déborder sa rivale (6-2, 7-6).

S. B.

AUTOMOBILE : Grand Prix d'Italie de formule 1

Ayrton Senna à sa main

Après avoir mené la course de bout en bout pour la troisième fois de la saison, le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a remporté son premier Grand Prix d'Italie de formule 1, dimanche 9 septembre, à Monza. Deuxième, à 6 secondes, Alain Prost (Ferrari) a très fortement compromis ses dernières chances de conserver son titre mondial. Il compte désormais 16 points de retard sur le Brésilien, alors qu'il ne reste que quatre grands prix à disputer.

MONZA

de notre envoyé spécial

«Dans les compétitions automobiles, je ne crois ni à la tradition ni à la superstition. Les défaites comme les victoires ont presque toujours une explication technique.» A la veille du Grand Prix d'Italie, l'un des quatre qu'il n'avait jamais pu gagner avec ceux du Brésil, de France et d'Australie, Ayrton Senna refusait de croire à une certaine malédiction qui le frappait à Monza, où il avait dû abandonner ces deux dernières années (accrochage avec Jean-Louis Schlesser puis panne de moteur) alors qu'il avait presque course gagnée. Tout à la joie ou au soulagement d'avoir enfin triomphé devant les 150 000 supporteurs de Ferrari, le Brésilien a même accepté de faire le geste attendu dans les milieux de la formule 1 depuis la saison dernière en serrant, enfin, la main d'Alain Prost à la fin de la conférence de presse.

Le geste allait peut-être de soi dans un championnat tournant, de plus en plus, au *mano a mano* entre les deux champions, mais la tension risque de ne pas tomber pour autant entre les deux hommes et les deux écuries à la lutte pour le titre mondial. Dans les rangs de la Scuderia la déception était à la mesure des efforts consentis pour permettre à Alain Prost d'être à la hauteur du rendez-vous tant attendu de Monza. Pour la première fois de la saison, Ferrari avait préparé pour ses pilotes des moteurs de qualification leur permettant de combler, en partie, un handicap d'une trentaine de chevaux par rapport aux Honda. En vain.

Malgré de gros ennuis de moteur dans la séance d'essais du samedi matin, Ayrton Senna avait signé la 49e *pôle position* de sa carrière en début d'après-midi. Et le scénario de la course allait être strictement semblable à celui du dernier Grand Prix de Belgique. Grâce à la meilleure accélération du moteur Honda, le Brésilien s'est élancé en tête, suivi de son co-équipier Gerhard Berger, qui allait ensuite «bouchonner» Alain Prost pendant vingt et un des cinquante-trois tours. L'écart de 3 secondes 4/10 avec Ayrton Senna était alors loin d'être insurmontable, mais cette poursuite dans les turbulences provoquées par la monoplace de l'Autrichien avait prématurément usé les pneus de la Ferrari et réduit ainsi à néant son avantage en tenue de route.

De ce Grand Prix d'Italie essentiellement marqué au plan émotionnel par la spectaculaire sortie de piste du Britannique Derek Warwick (Lotus-Lamborghini) dans la célèbre parabolique, accident qui a permis de mesurer les progrès accomplis pour la sécurité des pilotes, on retiendra surtout l'avantage qu'il procure à Ayrton Senna pour la suite du championnat. *«Seize points d'avance, c'est énorme,* reconnaît Alain Prost, *mais c'est surtout les deux victoires supplémentaires d'Ayrton (six contre quatre) qui font la différence. Pour avoir une chance de revenir, je dois désormais compter sur un abandon ou un mauvais résultat de Senna...»*

G. A.

Les erreurs de jeunesse de Jean Alesi

MONZA

de notre envoyé spécial

Jean Alesi gardera un mauvais souvenir de son deuxième Grand Prix d'Italie. Très attaché à sa famille, le jeune Avignonnais n'a pu se rendre aux obsèques de sa grand-mère, en Sicile, la veille de la course. Mais c'est aussi à Monza que ce fils d'émigrés italiens, élevé dans le culte de la Scuderia, a eu la confirmation qu'il ne pourrait sans doute pas réaliser son rêve de piloter une Ferrari la saison prochaine aux cotés d'Alain Prost.

L'imbroglio juridico-financier résultant de sa situation contractuelle avec l'écurie Tyrrell et des pré-contrats qu'il a successivement signés avec Williams et Ferrari (*le Monde* du 31 juillet) n'a certes pas évolué. Le juriste anglais appelé pour déterminer à quelles conditions et à quel prix le jeune pilote peut se libérer de l'option pour la saison 1991 inscrite dans son actuel contrat avec Ken Tyrrell ne s'est toujours pas prononcé. Mais Franck Williams et Piero Fusaro, président de Ferrari, ont précisé leur position dans ce conflit.

Très discret depuis le début de cette affaire, Franck Williams est sorti de sa réserve à Monza à la suite des déclarations de Jean Alesi affirmant qu'il ferait *«tout pour aller chez Ferrari»* et qu'en aucun cas il ne piloterait *«une Williams la saison prochaine»*. Le directeur de l'écurie britannique a révélé qu'il avait eu ses premières discussions avec le pilote français fin novembre 1989, après le dernier grand prix, en Australie. Le 2 février, les deux hommes ont signé un pré-contrat de deux ans (1991 et 1992) avec une option pour une saison supplémentaire.

Une perspective grisante

C'est après le Grand Prix de Grande-Bretagne, où Nigel Mansell a annoncé sa retraite à la fin de l'année, que Franck Williams a appris que le jeune Français venait de signer un autre engagement avec Ferrari.

«Je comprends que Jean puisse préférer courir pour Ferrari, dit Franck Williams. *Mais il a d'abord signé avec nous et je ne peux montrer aucune faiblesse.»*

Pour tenter d'expliquer ses deux engagements successifs, Jean Alesi plaide avec beaucoup de candeur son *«inexpérience en piste, mais surtout dans les tractations»*. Lorsqu'il a été contacté par Franck Williams, il n'avait disputé que huit grands prix. L'occasion de défendre les couleurs d'un grand constructeur français comme Renault et d'entrer dans l'écurie vice-championne du monde en 1989 était déjà inespérée. Mais la possibilité de succéder à Nigel Mansell au volant d'une Ferrari était autrement grisante.

Maladroitement, le pilote français tente de justifier sa démarche par celle de Franck Williams, qui a aussi contacté Nigel Mansell et, surtout, Ayrton Senna. *«Je ne suis pas un pilote de réserve»*, dit-il. *«Chez nous, il n'y a pas de pilote prioritaire,* lui rétorque le manager britannique. *Les deux pilotes se partagent la voiture de réserve et les séances d'essais. Je n'ai jamais dit à Jean qui serait l'autre pilote et c'est au directeur d'écurie de le choisir.»* Jean Alesi dit aussi que Franck Williams devait annoncer son engagement à l'occasion du Grand Prix de France. Ce dernier ne l'ayant pas fait, il se serait cru libéré...

Bien décidé à faire valoir ses droits, Franck Williams exclut tout arrangement, y compris financier, avec Ferrari. Cette hypothèse semble d'ailleurs avoir été écartée par la Scuderia.

Aujourd'hui, Franck Williams redoute surtout que Jean Alesi ne soit allé trop loin dans ses déclarations. *«Les positions,* dit-il, *sont désormais trop tranchées et quelqu'un va perdre publiquement.»* Le manager britannique sait, en effet, que le pilote français peut encore lui faire payer son intransigeance le plus légalement du monde en confirmant sa première option pour Tyrrell, où il bénéficierait la saison prochaine du moteur V 10 Honda.

Cette décision ferait en tout cas le bonheur du pilote italien (Pierluigi Martini ou Ivan Capelli) appelé aux cotés d'Alain Prost chez Ferrari, et surtout du Belge Thierry Boutsen, qui conserverait son volant chez Williams, où l'Italien Riccardo Patrese aurait déjà prolongé son contrat pour un an.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : Franz Beckenbauer à Marseille

Le Kaiser de la Canebière

L'Olympique de Marseille a dominé le Paris SG (2-1), samedi 8 septembre, et reste en tête du championnat de France de première division. Cette soirée a surtout été marquée par la première apparition au stade-vélodrome du nouveau directeur technique général de l'OM, l'Allemand de l'Ouest Franz Beckenbauer, ancien sélectionneur de l'équipe nationale de RFA, championne du monde en Italie.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Sa cravate était assortie à ses yeux et Marseille n'en attendait pas moins de la part d'un empereur. Franz Beckenbauer, regard gris-vert et costume de flanelle, n'a pas raté son entrée au stade-vélodrome, samedi 8 septembre, à l'occasion du match OM-Paris SG (2-1). L'ancien sélectionneur de l'équipe de RFA est arrivé la tête haute et le buste droit, aux côtés de Bernard Tapie. Il s'est installé sur un podium, face à un parterre de journalistes. Puis il a répondu aux questions, distillant chaque mot d'une voix douce, sans lésiner sur les compliments à l'adresse de son employeur et de sa ville d'adoption, évoquant ce *«passionnant challenge»* deux mois après le titre de champion du monde en Italie.

Le nouveau directeur technique général de l'Olympique de Marseille est une star. Il le sait. Il en joue. Distribue les sourires avec talent. Surveille les faux plis de ses costumes. S'impose en toutes circonstances le même port impérial. Il fallait le voir, samedi soir, descendre dans les vestiaires surchauffés, offrir son meilleur profil aux caméras et serrer quelques mains avec la prestance et le charme d'un candidat CSU en campagne sur un marché de Bavière.

Là, entre les chaussures crottées et les sacs de sports, il était le «Kaiser» – l'Empereur – jusque dans sa manière d'éponger les gouttes de sueur sur son front altier. Quelquefois aussi, il semblait presque amusé par la très méditerranéenne agitation que déclenchait chacune de ses accolades avec ce Bernard Tapie qui excelle comme lui dans l'art du sourire et de la pochette de couleur. La situation n'était sans doute pas pour lui déplaire. Certains de ses proches assurent que, sous sa froideur de bourgeois bavarois, sommeille un latin passionné, fervent de golf, d'astrologie et de belle vie.

«Une bête de scène»

En l'espace de deux mois, Bernard Tapie aura donc arraché aux Allemands deux fleurons de leur patrimoine : Adidas et Franz Beckenbauer. L'arrivée d'un personnage de cette envergure est assurément le plus beau «coup» du président marseillais depuis ses débuts dans le football, en 1986. Il n'a pas seulement enrôlé un technicien de premier plan, mais s'est attaché les services d'une «bête de scène» médiatique dont les moindres faits et gestes ne manqueront pas d'être télévisés et disséqués en RFA. Les termes financiers du contrat signé avec l'OM le sont déjà abondamment (1).

Contrairement, par exemple, à l'entraîneur du Milan AC Arrigo Sacchi, Franz Beckenbauer, quarante-cinq ans, est beaucoup plus qu'un simple homme de terrain. En fait, il n'existe pas, dans le football actuel, de joueur ou de technicien qui puisse revendiquer une meilleure image de marque auprès des spectateurs mais aussi des chefs d'entreprise. A tel point que les organisateurs de la Coupe du monde 1994 aux Etats-Unis comptent bien faire de lui leur premier conseiller en 1992. Son charisme autant que son sens des affaires lui valent respect et admiration dans le monde entier. Ils font de lui une figure de proue idéale pour l'Olympique de Marseille et, au-delà, pour l'ensemble du groupe Bernard Tapie.

Pourtant, même si l'OM y gagne en crédibilité face à ses concurrents européens, son intronisation soulève de multiples questions, la plus pressante étant bien sûr celle de l'avenir de Gérard Gili, l'actuel entraîneur. Samedi, Bernard Tapie a répété qu'il serait l'adjoint du «Kaiser» : *«Ce sera formidable de les voir travailler ensemble»*.

Gérard Gili s'est montré moins disert, assurant qu'il souhaitait, dans un premier temps, tenter l'expérience de la cohabitation avant de se prononcer sur son sort. En fait, l'arrivée de Beckenbauer constitue un camouflet pour lui d'autant plus que ce dernier a exigé la présence à ses côtés de son compatriote Holger Osieck, l'un de ses adjoints lors du Mondiale... Quelle sera la place de Gili, coincé entre ce préparateur physique et un Franz Beckenbauer réputé intransigeant dès lors qu'il s'agit de composer son équipe ? La marge de manœuvre paraît si étroite qu'il pourrait être contraint de quitter le club. Bernard Tapie aime à rappeler qu'il a *«fait Gili»*. Il se réserve donc le droit de le *«défaire»*. Marseille l'a bien compris. Et le regrette.

La réalité de l'OM

Lorsque l'ancien sélectionneur entrera véritablement en fonction, mercredi 19 septembre, se posera également le problème de la répartition des rôles entre lui et Bernard Tapie. Le président de l'OM a pour habitude de tout superviser dans son club, y compris et surtout la composition de l'équipe. Mais un technicien de l'envergure de Beckenbauer sera sans doute moins malléable que Gérard Gili. De même, le rôle de Jean-Pierre Bernès, le directeur général, restera-t-il à clarifier. Celui-ci, qui était, jusque-là, l'«homme de terrain» de Bernard Tapie pour la gestion du club et certains transferts, peut se sentir menacé par Beckenbauer.

Enfin, dernier problème, le «Kaiser» risque d'être surpris lorsqu'il découvrira la réalité de l'OM, au-delà d'un président habile en affaires et d'une équipe plutôt talentueuse. Sur bien des points, le club phocéen est encore loin d'être un grand d'Europe. En matière de structures et de professionnalisme, le club phocéen n'évolue pas dans la même division que le Milan AC, le PSV Eindhoven ou Liverpool. Beckenbauer, qui, en tant que joueur, a connu le Bayern de Munich, le Cosmos de New-York et Hambourg, comprendra vite la criante distorsion entre les ambitions du président et les structures de son club. La présence du «Kaiser» ne fait certainement pas de l'Olympique de Marseille un grand club européen. Mais elle pourrait l'aider à le devenir.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Les détails financiers de ce contrat d'une durée de deux ans n'ont pas été révélés et, selon les sources, les revenus attribués à Franz Beckenbauer varient énormément. Le quotidien populaire Bild assure qu'il touchera au total 32 millions de francs. Le General Anzeiger de Bonn parle de son côté de 13 millions de francs. Autant d'informations démenties par Bernard Tapie.

Les résultats

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX D'ITALIE DE FORMULE 1

Classement. – 1. Ayrton Senna (Bré., McLaren-Honda), les 307,40 km en 1 h 17 min 57 s (moyenne : 236,569 km/h) ; 2. Alain Prost (Fra., Ferrari), à 6 s ; 3. Gerhard Berger (Aut., McLaren-Honda), à 7 s ; 4. Nigel Mansell (G-B, Ferrari), à 56 s ; 5. Riccardo Patrese (Ita., Williams), à 1 min 25 s ; 6. Satoru Nakajima (Jap., Tyrrell), à 1 tour ; 7. Nelson Piquet (Bré., Benetton), à 1 tour ; 8. Alessandro Nannini (Ita., Benetton), à 1 tour ; 9. Alex Caffi (Ita., Footwork-Arrows), à 2 tours ; 10. Andrea de Cesaris (Ita., Dallara-Ford), à 2 tours.

Championnat du monde des pilotes (après douze courses). – 1. Ayrton Senna (Bré.), 72 pts ; 2. Alain Prost (Fra.), 56 ; 3. Gerhard Berger (Aut.), 37 ; 4. Thierry Boutsen (Bel.), 27 ; 5. Nelson Piquet (Bré.), 24 ; 6. Riccardo Patrese (Ita.), 17.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(huitième journée)

*Marseille b. Paris SG	2-1
*Lyon b. Brest	2-0
*Caen b. Nancy	4-1
*Metz et Monaco	1-1
*Auxerre b. Rennes	4-0
*Montpellier et Toulon	0-0
*Nice b. Sochaux	3-0
*Lille b. Saint-Etienne	3-2
*Nantes b. Cannes	1-0
*Bordeaux b. Toulouse	2-1

Classement. – 1. Marseille, 14 pts ; 2. Caen, 11 ; 3. Auxerre et Monaco, 10 ; 5. Brest, Metz et Lyon, 9 ; 8. Montpellier, Paris SG, Lille, Toulouse et Nantes, 8 ; 13. Nice et Bordeaux, 7 ; 15. Toulon, Sochaux, Cannes, Saint-Etienne et Rennes, 6 ; 20. Nancy, 4.

Deuxième division

GROUPE A

*Gueugnon et Louhans-Cuiseaux	0-0
*Bastia b. Istres	2-1
*Epinal et Nîmes	1-1
Dijon b. *Chaumont	1-0
*Martigues et Avignon	0-0
*Annecy et Ajaccio	1-1
*Valenciennes et Rodez	0-0
*Alès b. Dunkerque	1-0
*Mulhouse b. Strasbourg	1-0

Classement. 1. Bastia, 14 pts ; 2. Martigues, 11 ; 3. Istres et Nimes, 10 ; 5. Valenciennes, Alès, Rodez et Dijon : 9.

GROUPE B

*Reims b. Créteil	2-0
*Red Star b. La Roche-sur-Yon	1-0
Le Mans b. *Laval	1-0
Bourges b. *Guingamp	1-0
*Saint-Quentin et Tours	1-1
Beauvais b. *Angers	1-0
*Niort b. Saint-Seurin	2-1
*Orléans et Lens	1-1
*Le Havre b. Rouen	1-0

Classement. – 1. Red Star, 14 pts ; 2. Le Havre, 12 ; 3. Angers, 11 ; 4. Reims, Beauvais et La Roche-sur-Yon, 9.

RUGBY : crise à la Fédération française

Jacques Fouroux sur la touche

Le comité directeur de la Fédération française de rugby (FFR), réuni samedi 8 septembre à Blagnac, dans la banlieue toulousaine, a accepté, à l'unanimité moins une abstention, la décision de Jacques Fouroux de démissionner de son poste de président du comité de sélection, poste qu'il occupait depuis dix ans. Jacques Fouroux, quarante-trois ans, qui avait déjà annoncé lundi 3 septembre (*le Monde* du 5 septembre) qu'il abandonnait son poste d'entraîneur de l'équipe de France, demeure vice-président de la FFR et président de la commission sportive, sachant que cette dernière *«coiffe le comité de sélection»*, comme l'a fait remarquer l'ex-patron du XV tricolore.

Cette nouvelle démission de Jacques Fouroux, intervenant alors même que son successeur au poste d'entraîneur national n'a toujours pas été trouvé – le Toulonnais Jérôme Gallion, pressenti, a refusé, – prouve combien la crise traversée par la FFR est sérieuse. De vives oppositions au sein même des instances fédérales s'étaient manifestées tant à l'égard des choix et des méthodes imposés par le protégé d'Albert Ferrasse, président de la FFR, que contre une manière jugée inadmissible de mêler les intérêts du rugby à des intérêts plus personnels.

De toute évidence des compagnons de longue date de l'inamovible président de la FFR ont pesé de tout leur poids pour faire tomber Jacques Fouroux. Et ils y ont réussi, au terme d'une réunion de quatre heures à huis clos, samedi. A sa manière, inimitable, Albert Ferrasse a confirmé la vivacité des débats en commentant ainsi ce nouveau repli du «petit caporal» Fouroux. *«Cela fait deux ans qu'il voulait arrêter. Il fallait bien que j'accepte un jour sa décision»*, a expliqué le président de la FFR, qui s'est insurgé contre *«toutes les attaques personnelles»* véhiculées contre celui qui était considéré comme son dauphin. *«C'est la première fois que j'ai autant souffert dans un comité directeur. C'était pire que la Chambre des députés. J'ai failli passer à XIII»*, a conclu Albert Ferrasse.

Si le calme semble être revenu au sein de la Fédération, rien n'est encore définitif quant au choix du deuxième homme de terrain, chargé de l'entraînement des lignes arrière, pour épauler Daniel Dubroca. Le président de la FFR a sollicité lundi 10 septembre Serge Blanco l'arrière du XV de France pour occuper ce poste.



...le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur investit 3 milliards de francs dans les Lycées.

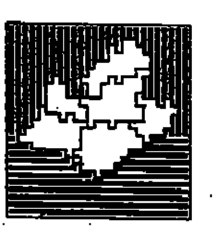
"Action Lycée Réussite"

"Parce que 92 verra, à coup sûr, l'édification de l'Europe des Régions, PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR s'inscrit d'emblée comme Région-pilote de l'Europe du Sud.
La décision du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur de faire de l'éducation la priorité des priorités exprime sa détermination : miser sur la compétence des hommes.
Au travers d'un programme d'action sans précédent en France, tant par son ampleur que par les moyens financiers qui lui sont attribués, le Conseil Régional veut donner aux jeunes les conditions matérielles pour réussir.
En trois ans, plus de 3 milliards de francs vont être investis pour moderniser tous les lycées, en bâtir de nouveaux, diversifier les filières et adapter l'enseignement aux réalités économiques régionales.
Ce vaste programme a pour nom "ACTION LYCÉE RÉUSSITE".
Il est le fruit d'une concertation étroite et permanente entre l'Assemblée Régionale, les rectorats, les enseignants, les parents, les lycéens et les représentants des professions.
Un exemple de collaboration qui affirme, avant tout, une ambition commune : offrir à tous les adolescents une réelle égalité des chances et les moyens d'être les meilleurs dans les années à venir.
"ACTION LYCÉE RÉUSSITE"
Parce que le Sud a fait le pari de la compétence, du savoir-faire et de la matière grise.
Parce que, dans le Sud, l'Avenir a moins de 20 ans".

Jean-Claude Gaudin

Jean-Claude GAUDIN
Président du Conseil Régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Conseil Régional
Provence-Alpes
Côte d'Azur



HCA

هكذا من الأصل

CULTURE

CINÉMA

Les vérités de la mémoire

A Venise, « Requiem pour Dominic » de Robert Dornhelm est un formidable témoignage sur la révolution roumaine

VENISE

de notre envoyée spéciale

Dans les festivals de cinéma, les films sont des personnes. On se croise, on s'interpelle : *« Tu as vu le chinois ? Et le chilien ? Il paraît qu'il est beau. »* C'est vrai, il est beau, le chilien. Singulier, dans le flot bizarre d'une sélection pour le moment décevante, à quelques notables exceptions près.

La Luna espejo (la Lune dans le miroir) de Silvio Caiozzi se passe à Valparaiso, dont on voit juste assez pour rêver. Deux funiculaires qui se croisent comme des ascenseurs pour le purgatoire et la courbe affolante d'une baie mythique. Dans un petit appartement, un vieux marin grabataire tyrannise son fils trop gras, timidement tenté par une voisine un peu mûre. Caiozzi joue des gros plans, des chuchotements pour suggérer l'enfermement, la proximité morbide des êtres. Ça sent le rance, c'est étouffant, avec des éclats de rire furtifs, et rien ne se déroule comme on imagine...

Un autre vieux monsieur est là, à Venise, très droit, très vif, soixante-dix-sept ans. Il n'avait pas fait de film depuis vingt ans. Le Tchèque Jiri Weiss parle un français exquis. Où l'a-t-il appris ? *« Je suis venu vous libérer avec les armées du général Patton, chère madame. »* En 1939, Jiri Weiss s'était exilé une première fois en Angleterre, fuyant les nazis. Puis il a quitté son pays une deuxième fois en 1968, pour les Etats-Unis, *« quand les Soviétiques sont arrivés à Prague »*. Ce qu'il raconte dans le très touchant *Martha und ich* (Martha et moi) est tout proche de sa vie. Un adolescent dans la Prague des années 30. Il vit chez son oncle Ernst, qui a fait scandale en épousant la servante Martha. L'amour naît pour de vrai entre celle-ci et le médecin juif raffiné, et cet amour est condamné. Quand les persécutions commencent, pour protéger Martha – dont la famille est nazie – Ernst divorcera avant d'être déporté. Et Martha la fidèle, désespérée d'attendre un train qui ne revient pas, un jour disparaîtra.

Jiri Weiss traite cette étrangeté intime sans esbroufe, avec la douloureuse sérénité de la mémoire. Il y a dans son film un peu de la musique pudique de *l'Ami retrouvé*, de Fred Ullman. Michel Piccoli et Marianne Sagebrecht sont Ernst et Martha avec tout leur cœur. Au début du film, le petit Emil tire sur des oiseaux. L'un est seulement blessé. Son oncle a cette réplique grandiose : *« La mort seule fait la différence entre un veau sympathique et une escalope viennoise. »*

Jiri Weiss, qui, depuis vingt ans, a gagné sa vie en enseignant, a tourné *Martha und ich* dans les studios de sa jeunesse, les studios Barrandov, à Prague. Mais le financement est allemand. Pourquoi pas tchèque ? Jiri Weiss a un geste un peu vague, un peu las : *« Peut-être parce que c'est une histoire de juifs. »*

De l'histoire ancienne ? Hélas pas.

Requiem pour Dominic, présenté, on le regrette, hors compétition, est, en revanche, en matière d'Histoire ce qu'on peut faire de plus immédiat. Robert Dornhelm, quarante-deux ans, grand documentariste et réalisateur de films très personnels – on se souvient de *She dances alone* avec Kyra Nijinsky– vit en Autriche.



D. R.

« Requiem pour Dominic », de Robert Dornhelm

Un terroriste à Timisoara

Il est né à Timisoara : depuis longtemps, il songe à revenir dans son pays natal, tourner quelque chose, retrouver ses racines. Dans les années 70, il avait réalisé à Bucarest un documentaire sur Dracula. Sa théorie était que les vampires existent toujours, vivent dans des palais et se nourrissent de la sueur des gens. Les autorités de Ceaucescu n'avaient pas apprécié...

En décembre 1989, en pleine révolution, Dornhelm reçoit un coup de téléphone de Timisoara. Un de ses amis d'enfance, un ingénieur, Dominic Paraschiv, est blessé, à l'hôpital. Peut-il l'aider ? Le maire de Vienne est alerté, dépêche un médecin. Qui se voit interdire l'accès de la chambre de Paraschiv. Motif : « c'est un terroriste ». Il aurait abattu quatre-vingts ouvriers de son usine.

Paraschiv meurt, sa veuve jure qu'il est innocent. Dornhelm est troublé. C'est alors que lui parvient une cassette vidéo tournée par Alain Michel, directeur de l'organisation humanitaire Equilibre. Il a été admis, lui, dans la chambre de Paraschiv, il l'a vu nu, ligoté à son lit, sous un filet comme une bête fauve. *« Incapable*, dit-il, *de ne pas témoigner. »* Il l'a filmé, agonisant, crachant le sang, et disant en français : *« La vérité, c'est comme l'huile dans l'eau, elle finit toujours par remonter, on ne peut pas la détruire. »*

Dornhelm, bouleversé par ces images, part alors à la recherche de la vérité. Il arrive à Timisoara, redevenue une petite ville tranquille, innocente, en janvier 1990. Il commence son film sans scénario, sans savoir ce que va révéler son enquête. Retrouve des témoins, découvre que des membres de la Securitate se glissent dans la troupe de ses figurants, les engage comme acteurs, profite des manifestations de masse qui précèdent des élections pour « reconstituer » les rassemblements populaires de la révolution, parvient à révéler la manipulation terrible qui a mené Dominic au martyre. Oui, l'homme est innocent, il n'y a jamais eu un seul mort dans son usine. En mai 1990, Dominic Paraschiv sera officiellement réhabilité. Le film, bouclé en quatre semaines, a la force brutale du reportage, bien que 5 % seulement de ses images soient extraites de bandes d'actualité. Ce qui le rend formidable, ce n'est pas son style hâtif, sa construction heurtée, c'est sa vérité, son incroyable immédiateté. Cette révolution roumaine qui nous a été déversée en direct pendant des semaines à la télévision, à laquelle nous avons tant voulu croire, et qui nous a tant menti, la voilà dans sa confusion terrible, et soudain, il nous semble la comprendre.

Requiem pour Dominic mérite amplement d'être exploité en salles, et, bien sûr, devrait être diffusé par toutes les chaînes de télé du monde. Exemple unique d'un film de fiction qui dépasse en authenticité les images dévoyées de la réalité.

DANIÈLE HEYMANN

MUSIQUES

L'honneur des polyphonies

Les Rencontres méditerranéennes de Bonifacio sous le signe de la voix

BONIFACIO

de notre envoyée spéciale

On riait beaucoup dans l'église illuminée. Giovanna Marini racontait, avec un savoureux accent romain, l'Italie, ses machos, ses cappuccinos, ses processions et ses vierges punitives. Pour la soirée d'ouverture du 7e Festival de Bonifacio (Corse-du-Sud), elle chantait, avec sa fille Sylvia et deux élèves de son école romaine du Testaccio, sa *Cantate profane à quatre voix*, chronique polyphonique et mélangée de l'Italie contemporaine.

Ce n'était pas une nouveauté (le quatuor vocal de Giovanna Marini a été créé en 1977, et ce spectacle, présenté à Paris au Théâtre de la Bastille en février 1990 (*le Monde* du 8 février), mais dans un Bonifacio rompu aux secrets des confréries religieuses, où l'on parle un corse mâtiné de dialecte ligure, Cette *Cantate* donnait l'impression d'être quasiment rentrée au bercail après une longue pérégrination.

Devant l'autel, on avait dressé une scène. Sa prestation terminée, Giovanna Marini, sagement assise sur un prie-Dieu, assista au deuxième mystère de la soirée : les voix bulgares du chœur Rhodopa de Smolyan. L'église Saint-Dominique de Bonifacio – un édifice gothique du treizième siècle aux lignes pures, naguère enserré dans le périmètre militaire de la citadelle Montlaur – se prêtait étrangement à ces voix modulées, à ces chants où perce la tentation du cri jeté par la bouche et le nez. Des voix, italiennes, corses ou bulgares qui prennent racine dans des techniques et des sonorités communes.

Le lendemain soir, musiciens et spectateurs s'égaillèrent dans les ruelles de la vieille citadelle génoise perchée au sommet d'immenses falaises calcaires, ultime rempart avant la Sardaigne. Les enfants poursuivaient des diables montés sur des échasses, et ceux qui n'était pas allés manger des aubergines farcies au traditionnel pèlerinage de Notre-Dame-de-la-Trinité prenaient le pastis sur la place du marché. Là, les Gitans du Roussillon, sorte de Gipsy Kings cacophoniques, avaient réussi à évincer tour à tour les joueurs de boules quotidiens et les *Gnawas* du Maroc, passés à la vitesse de l'éclair. Des touristes en mal de fête populaire y avaient survécu.

Mais l'intérêt était ailleurs : dans ces superbes églises bonifaciennes malheureusement fermées à longueur d'année, sans doute pour mieux abriter les étendards et les lourdes châsses en bois sculpté des confréries religieuses.

Où donner de la tête ? Santu Lussurgiu, quatre chanteurs polyphoniques sardes, pétrifiaient Saint-Jean-Baptiste dans un silence tout religieux, alors que, presque en face, la minuscule Sainte-Croix vibrait sous le saz (un luth à long manche) et le chant étrangement modulé du Kurde de Turquie Ozan Firat.

Se réconcilier avec la Corse

L'ensemble Venance Fortunat faisait une splendide incursion dans la musique sacrée du douzième siècle sous les arcades de Sainte-Marie Majeure, où sommeillent les reliques de Saint Boniface, patron de la ville depuis 1624. Les places, calfeutrées derrière les remparts, étaient réservées aux groupes : un chœur de femmes croates reconstitué par la chanteuse yougoslave Simonida Stankpovic et le chœur Polyphon de Tirana, en Albanie, dont le plus grand mérite était d'avoir obtenu son visa d'entrée en France.

Il y a deux ans, le Festival de Bonifacio changeait son fusil d'épaule. Renonçant aux têtes d'affiche qui se succèdent pendant l'été dans tous les festivals, il se recentrait sur les voix de la Méditerranée et s'adjoignait les services de Bertrand Pinel, déjà responsable de la programmation du Festival des musiques du monde de Nantes. Ce faisant, Bonifacio se réconciliait avec la Corse.

Quasiment absentes dans l'ancienne formule, les formes musicales originales de l'île ont trouvé, à Bonifacio, un tremplin sans sectarisme. Car la Corse possède aussi des polyphonies à trois voix, les *paghjellas*. Héritées de la tradition des joutes poétiques des montagnards de la forêt de la Castagniccia, les *chjami e respondi*, elles sont chantées à l'occasion des rites familiaux par les hommes, contrairement à la plupart des pays du pourtour méditerranéen, où cet art est dévolu aux femmes.

Dimanche 10 septembre, le Festival de Bonifacio se terminait en l'église Saint-Dominique avec la remise d'un trophée destiné aux écoles de polyphonie corses, étonnants ensembles recrutés parmi les enfants des écoles, auxquels de jeunes musiciens de l'île ont voulu inculquer des rudiments d'une tradition malmenée.

VERONIQUE MORTAIGNE

Hollywood ou le désarroi florissant

Suite de la première page

A travers polars, comédies de mœurs, films d'aventures ou de science-fiction,le désarroi et le malaise étaient au programme. Angoisses individuelles uniquement. Pas un film sur le Vietnam (c'est une première), rien sur les grands problèmes internationaux (les seules images figurant l'extérieur des Etats-Unis concernaient... les troupes américaines basées en Allemagne ou sur la planète Mars) ni sur la préservation de la nature. Bien peu sur le racisme, si ce n'est *Cadence*, ou le très joli *100 Pieces of Gold* consacré à une Chinoise « importée » de force dans une ville de pionniers à la fin du siècle dernier. Et seuls *Rising Son* et *Little Vegas* semblaient se souvenir que les Etats-Unis ne sont pas peuplés uniquement de grands patrons, d'agents de change et de riches oisifs.

Angoisses américaines

D'après les films projetés à Deauville, les angoisses américaines se résument au conflit des générations et au vide existentiel de la jeunesse, sans parler de la vie après la mort. Pas moins de onze films traitaient, sur tous les tons, des relations parents-enfants et de la difficile transmission de valeurs spirituelles démonétisées à des héritiers d'ailleurs plus souvent indifférents ou désorientés que révoltés. Adolescents de la haute société new-yorkaise *(Metropolitan)* ou prolos de Pennsylvanie (*Rising Son*), militaires (*Cadence*), rappeurs *(House Party)* ou animateurs de radio (*Pump Up the Volume*), rejetons de milliardaire (*Twister*), d'entrepreneur (*Tout pour réussir*) ou de restaurateur (*Staying together*), ces jeunes gens – presque tous des garçons – et leurs parents semblaient mal partis, malgré le happy end de convention dont s'enrubannaient *in extremis* la plupart des films.

Dans les salles voisines, des productions comme *Eternity*, *Flatliners* et même *Ghost* et *Total Recall* montraient des personnages mal dans leur peau et travaillés par un au-delà d'ailleurs dépourvu de toute dimension religieuse. Et on retrouvait la même interrogation dans le curieux *Big Bang*, sorte de sondage filmé constitué d'interviews sur le cosmos, la mort et tout le saint-frusquin.

Ajoutez, dans d'autres domaines, le drame de la communauté homosexuelle face au sida (*Long Time Companion*) et les angoissées *d'Eating* : malgré les effets spéciaux et la guimauve, c'est bien un portrait en forme de point d'interrogation inquiète que Deauville traçait cette année de l'Amérique.

JEAN-MICHEL FRODON

□ **Un nouveau directeur pour les Rencontres de la photographie d'Arles.** – Ancien critique photographique au journal *Libération*, et actuellement rédacteur à la revue *Photographies magazine*, Louis Mesplé a été nommé vendredi 7 septembre directeur des Rencontres internationales de la photographie d'Arles. Cette nomination, reconductible, est valable pour un an.

□ **Les ventes de 33 tours en chute libre.** – Avec une chute de 73,8 % en quantité et en valeur par rapport à juillet 1989, les ventes de 33 tours en France ont enregistré en juillet dernier leur plus forte baisse dans l'histoire de ce format, selon les chiffres publiés par le Syndicat de l'édition phonographique (SNEP). Les 33 tours ne représentent plus que 2 % du chiffre d'affaires de l'industrie phonographique contre 53 % pour le CD, 33 % pour les cassettes et 11 % pour les 45 tours.

DISQUES

L'âme et les affaires

The Chimes, groupe écossais de soul music se lance à la conquête de l'Amérique, talent et sens du show-business à l'appui

La genèse de The Chimes ressemble à celle d'un remariage. Rien de très romantique, aux antipodes de l'itinéraire classique de la bande de copains qui jouent ensemble pour s'amuser et deviennent des stars presque sans s'en apercevoir.

James Locke, batteur, et Mike Peden, bassiste, se croisaient depuis une dizaine d'années sur les scènes d'Edimbourg et de sa région (une biographie erronée avait situé l'origine du groupe plus à l'ouest, à Glasgow, information reprise dans ces colonnes). Après avoir joué les mercenaires, sur scène et en studio, suffisamment pour avoir envie d'autre chose, le duo écossais a décidé de prendre son destin en main.

Pendant ce temps, à Londres, Pauline Henry, chanteuse de soul (curriculum classique : église, fêtes de familles, cours de chant, groupes de rhythm'n'blues), songeait sérieusement à faire une carrière de choriste en studio, tant elle était lasse de la vie de tournée.

Locke, Peden et Henry se rencontrèrent, se plurent et prudemment, se mirent à la recherche d'un contrat d'enregistrement. *« Nous avons organisé des « showcases »* (concerts réservés aux professionnels) *à l'intention des maisons de disques*, raconte Locke. *Nous avons du en faire six ou sept. Normalement, quand les maisons de disques manifestent un intérêt, elles font traîner les choses pendant des mois. CBS nous a signé un contrat une semaine après nous avoir vus »*.

Ce n'était pas vraiment un groupe que CBS avait fait signer. Sur scène, le trio suppléait à l'absence de personnel par le recours aux sequenceurs, les ordinateurs musicaux. De plus, ils n'interprétaient que quatre chansons, aujourd'hui toutes disparues. *« Nous composons juste avant de rentrer en studio*, dit Locke. *Sinon le matériel n'est pas frais »*.

En studio, leur chemin a croisé celui de Jazzie B., l'âme de Soul II Soul. *« C'est lui qui nous a remis sur la voie »*, carillonnent les Chimes. Et c'est vrai, le reste de l'album partage avec la musique de Jazzie B. une grande urbanité, une tension masquée par l'élégance qui définit un style de soul britannique, un peu comme si l'île était devenue le berceau d'une école au même titre que Detroit du temps de Motown ou Philadelphie au début des années 70.

One Two Three, leur premier quarante-cinq tours, les a fait sortir en boîte. Manquait le tube à l'usage des radios. *« On nous a demandé de faire une cover pour une émission de la télé écossaise. Jusqu'ici nous avions toujours refusé de le faire, alors que CBS nous le demandait. Et nous avons choisi* I Still Haven't Found What I'm Looking For, *de U2. »* Comme la responsabilité de ce choix inattendu incombe à Pauline Henry, elle explique qu'elle n'écoute pas que de la soul : *« J'aime le rock, jusqu'au heavy metal, Iron Maiden, par exemple »*. Bono a envoyé un fax : *« Enfin, cette chanson est interprétée correctement ! »*. Ce qui permet à Mike Peden de faire un petit cours sur les faiblesses du rock : *« Contrairement à ce qu'on pense, ce ne sont pas tellement les mélodies qui manquent. Ils ne savent pas les mettre en valeur, trouver des arrangements, les chanter »*.

Aux Etats-Unis, The Chimes passent à la radio. Ils ont commencé par les stations de dance music, pour glisser vers les stations noires et arriver au marché pop. Alors que le groupe est multiracial sans jamais y penser, il se heurte aux fractions arriérées du show-biz américain qui voient les groupes soul vêtus de lamé or, prêts à la conquête de Las Vegas. C'est entre autres pour cette raison que le trio préfère concentrer ses talents sur le studio. Même si tous trois savent qu'ils n'échapperont pas à l'obligation des tournées, ils n'ont qu'une hâte, enregistrer leur second album.

THOMAS SOTINEL

Je suis moi

Enguiço,
Adriana Calcanhoto, CBS/DAM

Est-ce un effet de sa timidité ou sa blondeur décalée dans un pays à la réputation si torride qui donne à Adriana Calcanhoto, la coqueluche de l'hiver brésilien, cette insupportable arrogance ? Sans qu'on puisse déterminer si elle est un phénomène ou une imposture (les opinions sont partagées), cette jeune fille à tout faire met les pieds dans le plat sans modestie : elle chante, en exagérant tout, les graves et les aigus, en accélérant les tempos langoureux, en ralentissant jusqu'à la somnolence les sambas les plus électriques.

Prétentieuse, elle compose, deux titres assez tortueux . Culottée, elle interprète, en brandissant ses excès comme des gages de singularité, agaçante à force d'avaler les mots *(Disseram que eu voltei americanizada*, de Vicente Paiva, *Pao Doce*, de Carlos Sandroni), massacrant la tradition (*Orgulho de um sambista*, de Gilson de Souza), et tout à coup vibrante d'émotion, décapant les tubes à l'eau de rose jusqu'à les transformer en poèmes du quotidien *(Caminhoneiro*, de Roberto et Erasmo Carlos.

Adriana Calcanhoto a repris les recettes qui avaient fait le succès quelques mois auparavant d'une autre révélation brésilienne, Marisa Monte : valorisation de la scène (ce premier disque est enregistré en public), choix judicieux du répertoire, souci d'imposer sa griffe, quitte à voler de ses propres ailes, par exemple en s'auto-produisant pour échapper aux diktats du marché ou encore en concevant une partie des arrangements du disque.

Elle n'a pourtant pas atteint la tranquille ampleur de la première. Mais toutes deux apportent, avec courage, une bouffée d'air à la chanson, à la musique populaire brésilienne aujourd'hui coincée entre le rock et la musique noire de Bahia, où se recrutent actuellement les meilleurs jeunes auteurs-compositeurs.

V. Mo.

AGENDA

LUNDI 10 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MARDI

Dust (1984), de Marion Hansel, 16 h ; Hommage à Dirk Bogarde : Intelligence Service (1956), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 16 h ; Hommage à Dirk Bogarde : Providence (1976), d'Alain Resnais, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

MARDI

Si vous avez manqué le début : les *Métiers de Paris* : Vanessa Paradis chante Joe le taxi (1987) de Polygram, Monsieur Taxi (1952) de André Hunebelle, 14 h 30 ; la Parisienne : Publicité Samaritaine, les Bonnes Femmes (1960) de Claude Chabrol, 16 h 30 ; la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz, les Favoris de la lune (1984) d'Otar Iosseliani, 18 h 30 ; Au-delà du périph' : l'Amour existe (1961) de Maurice Pialat, le Chat (1971) de Pierre Granier-Deferre, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.f.) : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46)

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TROIS ANNÉES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ZAN BOKO (burkinabé, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

ALBERTO EXPRESS. Film français d'Arthur Joffé : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

GUERRIERS ET CAPTIVES. Film franco-suisse-argentin d'Edgardo Cozarinsky, v.o. : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ROBOCOP 2. (*) Film américain d'Irvin Kershner, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

S'EN FOUT LA MORT. Film français de Claire Denis : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TOUT POUR RÉUSSIR. Film américain de John Boorman, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h 20.

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 20 h 40.

BLOW UP (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h 40.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 16 h.

LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 20 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h.

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

DODE'S CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

DROLE DE DRAME (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 18 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 40.

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 45.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45 ; v.f. : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

REEFER ET LE MODÈLE (irlandais, v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 21 h.

SEPTEMBER (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.-Arg., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 19 h.

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) 11 h 50.

37•2 LE MATIN (*) (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

UNE FEMME DOUCE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 10.

THÉATRES

THÉATRES

ACCATONE 19 (46-33-86-86). La Charge des centaures : 21 h.

AMPHITHÉATRE DES ARTS ET MÉTIERS (42-76-47-46). Une ferme en T.R.O.P. : 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Le Snobisme machinal : 18 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Chasseurs en exil : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Huis clos : 21 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. La Vie à deux : 19 h 45.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Les Démons : 20 h 30. Laurent Violet : 21 h 45.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). On s'connaît? : 20 h 30.

T.L.D. (LES DÉCHARGEURS) (42-36-00-02). En direct du septième ciel : 20 h.

THE SWEENY (46-33-28-12). Marie and Bruce : 20 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30. Les voyages déforment les valises : 22 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Pour en finir avec le XXe siècle : 21 h.

LES CAFÉS-THÉATRES

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Salades de nuit : 21 h 30. Comment j'ai réussi en amour : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Sale Temps pour les pauvres : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Jeanine Truchot a disparu : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Mario d'Alba : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

MOVIE'S (42-74-14-22). Florence Caillon : 20 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LA CHARGE DES CENTAURES. Accatone 19 (46-33-86-86), 21 h (5).

LES CHASSEURS EN EXIL. Huchette (43-26-38-99) (dim.), 21 h 30 (5).

LES DÉMONS. Palais des Glaces, Petit Palais (42-02-27-17) (dim.), 20 h 30 (5).

LE DISPARU. Tourtour (48-87-82-48) (dim., lun.), 19 h (5).

DONNANT, DONNANT. Point-Virgule (42-78-67-03) (lun.), 22 h 30 ; 21 h 30, dim. (5).

FLORENCE CAILLON. Movie's (42-74-14-22) (dim.), 20 h (5).

FORMAT A 4. Cinq Diamants (45-80-51-31) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 17 h 30, dim. (5).

FRÉDÉRIC LEBON. Sunset (40-26-46-60), 20 h mer., jeu., ven., sam. (5).

HUIS CLOS. Lucernaire Forum, Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (dim.), 21 h 30 (5).

LA SURPRISE DE L'AMOUR. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (dim. soir, lun.) 18 h 30 ; 15 h, dim. (5).

BISOUS, BISOUS. Michel (42-65-35-02) (dim., lun.), 21 h 15 ; sam., 16 h, 21 h 30 (6).

LE FÉTICHISTE. Théâtre du Tambour Royal (48-06-72-34) (dim., lun.), 21 h 15 (6).

GUERRE AUX ASPERGES. La Bruyère (48-74-76-99) (dim. soir, lun.), 21 h ; 15 h, dim. (6).

OUI PATRON. Nouveautés (47-70-52-76) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 18 h 30, 21 h 30, sam. ; 15 h 30 dim. (6).

COIFFURE POUR DAMES. Gaîté-Montparnasse (43-22-16-18) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; 17 h 30 sam. ; 15 h, dim. (7).

POUR EN FINIR AVEC LE XXe SIÈCLE. Tristan-Bernard (45-22-08-40) (dim.), 21 h ; 17 h, sam. (7).

SUR LE FIL. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ven., sam., mar. ; 17 h, dim. (7).

ZAZOU. Théâtre national de Chaillot, salle Jean-Vilar (47-27-81-15) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 15 h, dim. (7).

AU PERROQUET VERT. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (dim. soir, lun.), 21 h ; 17 h, dim. (8).

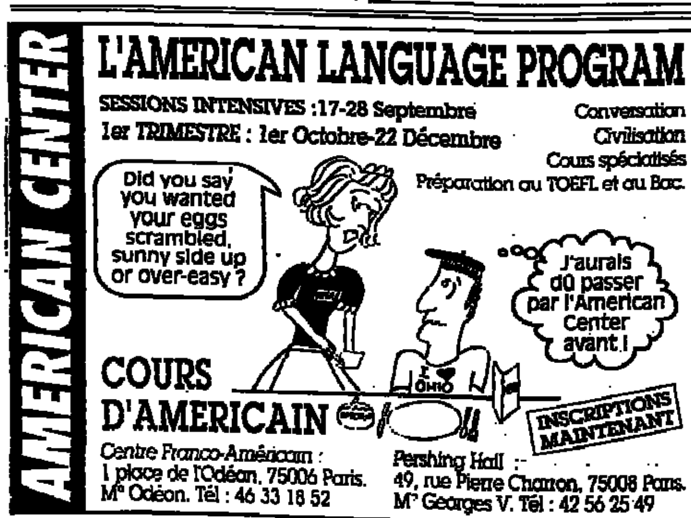
AVEC OU SANS ARBRE. Théâtre Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, lun.), 21 h ; 17 h, sam. ; 15 h, dim. (11).

LA CUISSE DU STEWART. Renaissance (42-08-18-50) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; 15 h 30, sam., dim. (11).

DISTROY TV. Théâtre de Dix Heures (dim., lun.), 20 h 30 (11).

GUEULES DE PRATT Théâtre de Dix Heures (dim., lun.), 22 h (11).

QUELQUE PART DANS CETTE VIE. Bouffes Parisiens (42-96-60-24) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; 15 h 30, dim. (11).



AGENDA

CARNET DU Monde

Fiançailles

– Viviane JOSIPOWICZ
et
Olivier SILBERSTEIN,

sont heureux d'annoncer leurs fiançailles célébrées en présence de leurs familles et de leurs proches, le 9 septembre 1990.

Mariages

– On nous prie d'annoncer le mariage de

Laurence PESSEZ
et
Henri HUBLOT.

Paris, le 12 juillet 1990.

7, square Delambre,
75014 Paris.

Décès

– Le personnel de la station d'Ivry
Et le personnel du département d'économie et sociologie rurales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)
ont l'immense peine d'apprendre la disparition brutale de

Pierre BARTOLI,
leur collègue,

et tiennent à exprimer ici le témoignage de leur affection et de leur amitié.

– Les chercheurs du laboratoire Politique agricole de l'INRA-ESR
ont la douleur de faire part de la disparition de leur directeur,

Pierre BARTOLI,
ingénieur agronome,
docteur en sciences économiques.

En mémoire d'un ami et d'un homme droit.

INRA-ESR,
63-65, boulevard de Brandenbourg,
94205 Ivry-sur-Seine.

– Jean-Bernard CORBIER

s'est endormi dans la paix, le 30 août 1990, à Monaco.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Beausoleil.

Mme Angèle Corbier,
M. et Mme Jean-Paul Corbier
et leurs enfants,
M. et Mme René Corbier
et leurs enfants,
Les familles Pozzo di Borgo, Galland, Lafond,
Et ses amis,
vous invitent à assister à la messe qui sera célébrée à Paris, le jeudi 13 septembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Eustache, Paris-1er (chapelle Sainte-Agnès).

Ses amis peuvent s'associer à ses proches en envoyant des dons à la recherche contre le sida.

– Saint-Etienne. Saint-Cloud. Lyon. Londres. Paris. Clermont-Ferrand. Versailles.

Mme Jean Moulin,

M. et Mme André Moulin,
Le professeur et Mme Georges Moulin,
M. et Mme Bernard Moulin,
Le docteur et Mme Georges Jantet,
M. et Mme Luc Moulin,
M. et Mme Jean-Louis Moulin,
M. et Mme Dominique Brière,
ses enfants,
Ses vingt petits-enfants,
Et leurs alliés,
Ses quatorze arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean MOULIN,
ingénieur civil des Mines,

survenu le 4 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-treizième année.

La messe de funérailles a été célébrée le samedi 8 septembre, en la cathédrale Saint-Charles de Saint-Etienne.

– Le président,
Le conseil d'administration
Et le personnel de

Moulin & Cie S.A,

ont le regret de faire part du décès de

M. Jean MOULIN,
ingénieur civil des Mines,
fondateur de la société,

survenu le 4 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les funérailles ont eu lieu le samedi 8 septembre, en la cathédrale Saint-Charles à Saint-Etienne.

6, cours Gustave-Nadaud,
42000 Saint-Etienne.

– Le 29 août 1990,

Vincent RÉGNIER

nous quittait accidentellement en Grèce.

Il avait vingt-cinq ans.

La cérémonie d'incinération aura lieu le mercredi 12 septembre, à 14 heures, au crématorium du Père-Lachaise (Paris-20e).

Notre douleur est aussi pour

Nathalie

disparue également dans les mêmes circonstances.

M. et Mme Emile Régnier,
ses parents,
Paul,
son frère,

« Vous pouvez leur donner votre amour mais non point vos pensées. »
Khalil Gibran.

28, rue Taboise,
92140 Clamart.

Anniversaires

– Poitiers, le 10 septembre 1989

Jean-Luc COUSIN

nous quittait.

Il avait trente-cinq ans.

Sa famille
Et ses amis
le gardent vivant en leur mémoire.

– Il y a vingt-six ans disparaissait

Paule-Tyta GABRIEL,
(Danièle dans la Résistance).

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
•
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
15, rue Falguière, 75015 Paris.
Télex : 206 806 F.
Télécopieur : 45-66-77-13.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires . 77 F
Communications diverses 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 10 septembre

TF 1

20.35 **Téléfilm : Notre Imogène.** De Sylvain Madigan, avec Dominique Lavanant, Jean Benguigui. *Deux jeunes tourtereaux à protéger.*
22.00 **Magazine : La vie de famille.** De Christine Eymeric et Bernard Bouthier. Mon fils est homosexuel.
23.00 **Magazine : Minuit sport.**
23.35 **Journal, Météo et Bourse.**
23.55 **Série : Passions**
0.20 **Série : Côté Cœur**
0.45 **Série : Mésaventures**
1.10 **TF 1 nuit.**

A 2

20.40 **Théâtre : Kean.** Pièce de Jean-Paul Sartre, d'après Alexandre Dumas, mise en scène de Robert Hossein, avec Jean-Paul Belmondo, Béatrice Agenin, Gabriel Cattand. *Le destin d'un acteur britannique au dix-neuvième siècle. Enregistré en 1988 au Théâtre Marigny.*
23.40 **Journal et Météo.**
23.55 **Variétés : Régine en concert.**

FR 3

20.35 **Cinéma : Et pour quelques dollars de plus.** ■■ Film italien de Sergio Leone (1965). Avec Clint Eastwood, Lee Van Cleef, Gian Maria Volonte.
22.50 **Journal et Météo.**
23.10 **Magazine : Océaniques.** Les arts, par Alain Jaubert ; Mémoire du XXe siècle (Norge), de Jean-José Marchand.
1.00 **Musique : Carnet de notes.** Trio en sol majeur BWV 1027, par André Isoir, orgue.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Obsédée.** ■ Film canadien de Robin Spry (1986). Avec Kerrie Keane, Daniel Pilon, Saul Rubineck.
22.05 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : La fin du jour.** ■■■ Film français de Julien Duvivier (1938). Avec Michel Simon, Victor Francen, Louis Jouvet.
0.00 **Cinéma : La fugueuse.** Film français, classé X, de Bruce Lean (1981). Avec Lise Pinson, Alain Alvez, Dominique Saint-Clair.

LA 5

20.35 **Cinéma : Tout l'or du professeur.** □ Film franco-italien de Steno (1988). Avec Bud Spencer, Michel Constantin, Mylène Demongeot.
22.30 **Cinéma : Re-animator.** ■ Film américain de Stuart Gordon (1985). Avec Jeffrey Combs, Bruce Abbott, Barbara Crampton.
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 **Cinéma : Poulet au vinaigre.** ■■ Film français de Claude Chabrol (1984). Avec Jean Poiret, Stéphane Audran, Michel Bouquet.
22.25 **Documentaire : Spécial Irak, la république de la peur.** De Charles Glass, présenté par Charles Villeneuve. *Reportages autour de la crise du Golfe.*
23.15 **Six minutes d'informations.**
23.20 **Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler.

LA SEPT

20.00 **Documentaire : Boulez XXe siècle.**
21.00 **Concert : Stéphane Grappelli.**
22.30 **Moyen métrage : Gigi.** De Werner Andras.
23.00 ▶ **Documentaire : Archives du XXe siècle** (Roman Jakobson, 1896-1982, 2e partie).

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le rythme et la raison.** Le latin jazz. 1. Les antécédents du latin jazz.
20.30 **L'Histoire en direct.** Décembre 65 : de Gaulle en ballottage (débat).
21.30 **Festival d'Avignon 1990.** Récital René Char.
22.40 **La radio dans les yeux.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** L'héritage enfoui de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Opéra** (donné le 30 juillet lors du Festival de Bayreuth) : Siegfried, opéra en trois actes de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir., Daniel Barenboïm ; sol. : Siegfried Jerusalem, Graham Clark, John Tomlison, Gunter Van Kannen, Philip Kang, Anne Gjevang, Anne Evans, Hilde Leidland.
0.58 **Les valses de l'été.**

Mardi 11 septembre

TF 1

14.25 **Série : Commissaire Moulin.**
15.50 **Série : Tribunal.**
16.20 **Tiercé à Longchamp.**
16.30 **Variétés : La chance aux chansons.** Emission présentée par Pascal Sevran.
17.05 **Club Dorothée.** Les Bisounours ; Jayce ; Le clip ; Jeu.
17.35 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.30 **Jeu : Une famille en or.** Animé par Patrick Roy.
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Cinéma : Les ripoux.** ■■ Film français de Claude Zidi (1984). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Régine.
22.30 **Magazine : Ciel, mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne.

A 2

14.05 **Magazine : Eté show.** Présenté par Michel La-Rosa, en Corse.
14.10 **Feuilleton : Les dames de la côte** (2e épisode).
15.40 **Magazine : Eté show** (suite). Invité : Roch Voisine.
16.45 **Série : Larry et Balki.**
17.10 **Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
17.35 **Magazine : Giga.** Les années collège.
18.05 **Feuilleton : Châteauvallon.**
19.05 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Cinéma : Les sept mercenaires.** ■■ Film américain de John Sturges (1960). Avec Yul Brynner, Eli Wallach, Steve McQueen.
22.45 **Cinéma : Bonnie and Clyde.** ■ Film américain d'Arthur Penn (1967). Avec Warren Beatty, Faye Dunaway, Michael J. Pollard.
0.30 **Journal et Météo.**

FR 3

14.05 **Magazine : Musicales** (rediff.). L'âme des peuples : La Pologne.
15.05 **Feuilleton : L'or et le papier** (2e épisode).
15.52 **Variétés : Francofolies.**
16.05 **Magazine : Zapper n'est pas jouer.** Les incroyables ; Mon truc en plus ; Cette année-là ; Des sens dessus-dessous ; Ça bouge chez vous.
17.30 **Jeunesse.** Tilion ; Cendrillon ; Au pays de mon père (2e partie).
18.15 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 ▶ **Téléfilm : La Goutte d'or.** De Marcel Bluwal, d'après le roman de Michel Tournier, avec Ilah Dadi, Farid Chopel. Voyage initiatique d'un jeune Berbère.
22.40 **Journal et Météo.**
23.00 **Documentaire : Traverses** (rediff.).
23.55 **Musique : Carnet de notes.** Fantaisie chromatique et fugue en ré mineur, de Bach, par Gerhard Opitz, piano.

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : La fin du jour.** ■■■ Film français de Julien Duvivier (1938). Avec Michel Simon, Victor Francen, Louis Jouvet.
15.10 **Magazine : Rapido** (rediff.).
15.40 **Cinéma : Lady Jane.** ■ Film britannique de Trevor Nunn (1985). Avec Helena Bonham Carter, Gary Elwes, John Wood.
18.00 **Cabou cadin.** Reporter blues ; The Dick Tracy show.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana.
18.50 **Top 50.** Présenté par Marc Toesca.
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invitée : Elsa.
20.30 **Cinéma : L'arme fatale.** ■ Film américain de Richard Donner (1987). Avec Mel Gibson, Danny Glover, Gary Busey.
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **Cinéma : Les eaux printanières.** ■ Film italo-français de Jerzy Skolimowski (1988). Avec Timothy Hutton, Nastassja Kinski, Valeria Golino (v.o.).

LA 5

14.30 **Série : L'enquêteur.**
15.25 **Série : Soko, brigade des stups.**
16.35 **Dessins animés.** Soulierville ; Koalous ; Les aventures de Claire et Tipoune ; Olive et Tom champions de foot.
18.00 **Série : Riptide.**
19.00 **Journal images.**
19.10 **Jeu : Je compte sur toi.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.35 **Cinéma : Patton.** ■ Film américain de Franklin J. Schaffner (1970). Avec George C. Scott, Karl Malden, Michael Bates.
23.30 **Magazine : Désir.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Les héritiers** (rediff.).

M 6

14.40 **Série : Médecins de nuit.**
15.30 **Musique : Boulevard des clips**
17.00 **Série : Magnum.**
17.45 **Téléfilm : 120 degrés Fahrenheit.** De Jerry Jameson, avec Ben Murphy, Bonnie Bedilia. *Mortelle canicule.*
18.54 **Six minutes d'informations.**
19.00 **Série : La fête à la maison.**
19.25 **Série : Roseanne.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : La mission secrète du Père Noël.** De Burt Brinckerhoff, avec Charles Durning, Risa Schiffman. *Pour les jeunes téléspectateurs.*
22.15 **Téléfilm : Finnegan remet ça.** De Joan Micklin Silver, avec Mary Tyler Moore, Robert Preston (rediff.).

LA SEPT

15.00 **Cours d'italien** (15).
15.30 **Documentaire : Nous avons fait un beau mariage.** De Valérie Bierens de Haan et Serge Minkoff.
16.30 **Téléfilm : Le village sur la frontière.** De Fritz Lehner, avec Bert Sotlar, Manfred Lukas-Luderer (1re partie).
18.30 **Magazine : Dynamo.**
19.00 **Documentaire : L'île rouge.** De Jean-Michel Carré, François Chouquet et Claude Randriamihango.
20.00 **Documentaire : Les enfants du Père Jacques.** De Michel Fresnel et Annie-Claude Elkaïm.
21.00 **Magazine : Mégamix.** De Martin Meissonnier.
22.00 **Magazine : Dynamo.**

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le rythme et la raison.** Le latin jazz. 2. Le latin jazz à New York dans les années 20 à 50.
20.30 **Archipel science.** Gestes amoureux chez les oiseaux.
21.30 **Les Turcs en France : Le radeau de rêve** (rediff.).
22.40 **Nuits magnétiques.** Relire la littérature ; Le roman des manuscrits.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** L'héritage enfoui de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

19.09 **Discothèques privées.** André Labarthe, réalisateur de documentaires d'art.
20.30 **Opéra** (donné le 1er août lors du Festival de Bayreuth) : Le crépuscule des dieux, opéra en un prologue et trois actes de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboïm ; sol. : Siegfried Jerusalem, Bod Brinkmann, Philipp Kang, Gunter Van Kannen, Anne Evans, Eva Maria Bundschuh, Waltraud Meier, Anne Gjevang, Linda Finnie, Uta Priew, Hilde Leidland, Annette Kuettenbaum, Janet Turner.
0.58 **Les valses de l'été.**

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de radio qui parle de la télévision. Présentée par GILBERT DENOYAN et ANNICK COJEAN avec la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 9 septembre 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

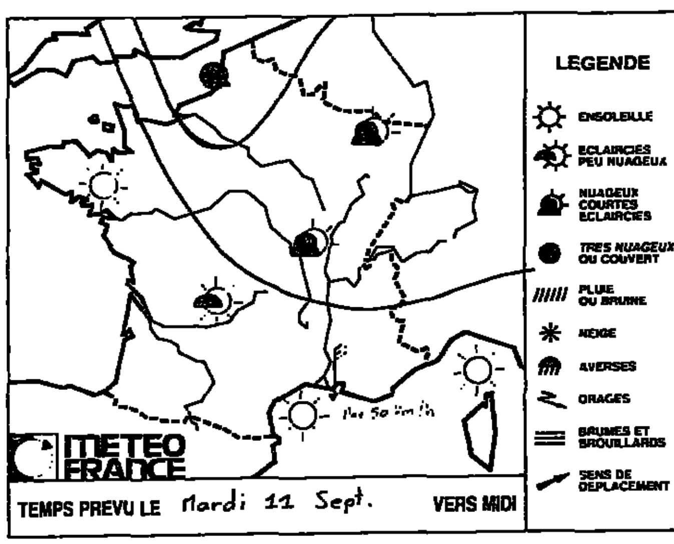
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	41,9	7/7 14,7	Stade 11,0	Actual. Région. 6,9	Parmi les loups 2,0	Pub 5,0	Culture Pub 2,2
19 h 45	46,3	7/7 17,9	Maguy 13,3	19-20 Info 6,5	Flash 1,5	Journal 4,2	Coup de cœur 2,2
20 h 16	60,6	Journal 25,8	Journal 14,5	Benny Hill 8,3	Ça cartoon 2,5	Journal 5,3	Mad. servie 4,2
20 h 55	63,5	Les professionnels 28,8	Porte secrète 15,3	Guerre Algérie 6,5	Eaux printanières 2,0	Risky Business 10,1	Craquer les Filles ? 3,0
22 h 08	55,1	Les professionnels 29,3	Pub 6,6	Guerre malentendue 5,5	Eaux printanières 1,5	Risky Business 11,3	Pub 2,8
22 h 44	44,1	Les professionnels 29,7	Nord et Sud 3,6	Soir 3 4,0	Equipe Dimanche 0,9	Tennis 4,4	Le vampire 1,6

AGENDA

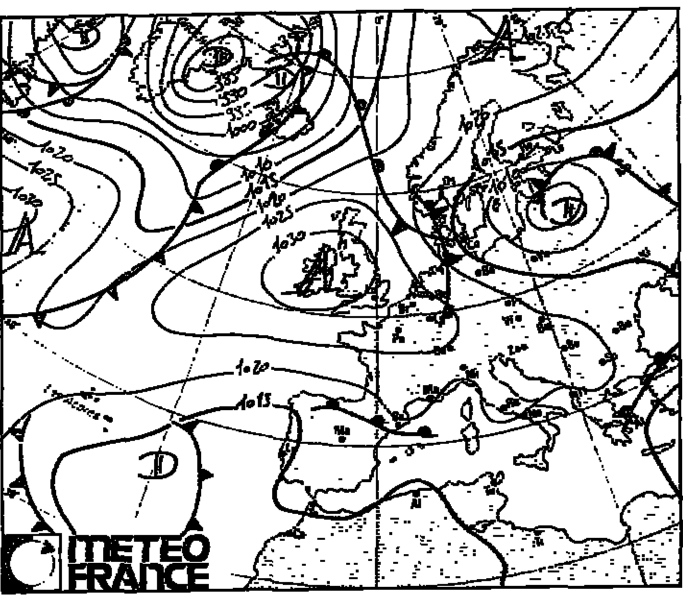
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 11 septembre

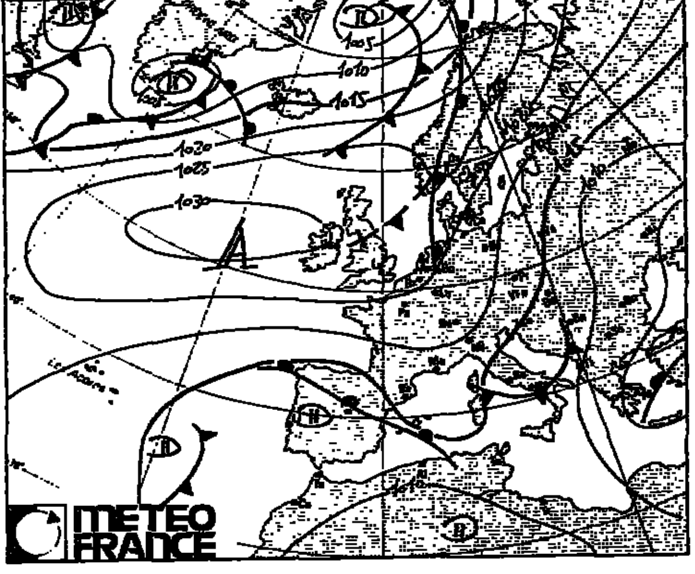
Nuages et fraîcheur dans le Nord-Est, belle journée ailleurs



SITUATION LE 10 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 10-9-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 9-9-90 à 6 heures TU et le 10-9-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	27	15	D
BIARRITZ	23	17	N
BORDEAUX	25	16	N
BOURGES	22	11	D
BREST	21	12	D
CAEN	20	8	D
CHERBOURG	19	12	D
CLERMONT-FER.	21	7	D
DIJON	22	9	D
GRENOBLESM-H	25	10	D
LILLE	20	9	N
LIMOGES	22	13	D
LYON	22	9	D
MARSEILLE-MAR.	27	15	D
NANCY	18	5	N
NANTES	24	12	D
NICE	26	18	D
PARIS-MONTS	22	11	D
PAU	22	15	N
PERPIGNAN	23	11	D
RENNES	23	12	D
ST-ETIENNE	21	6	D
STRASBOURG	19	6	N
TOURS	23	9	D
TOULOUSE	23	15	C
POINTE-A-PITRE	32	25	D

ÉTRANGER			
ALGER	37	25	C
AMSTERDAM	18	11	C
ATHÈNES	31	23	D
BANGKOK	33	26	C
BARCELONE	25	18	N
BELGRADE	23	8	D
BERLIN	16	11	A
BRUXELLES	18	9	N
LE CAIRE	24	22	D
COPENHAGUE	18	11	A
DAKAR	32	27	O
DELHI	32	26	C
DJERBA	33	25	D
GENÈVE	21	7	D
HONGKONG	26	26	A
ISTANBUL	24	19	D
JÉRUSALEM	25	18	C
LISBONNE	25	17	N
LONDRES	22	10	N
LOS ANGELES	33	19	D
LUXEMBOURG	18	9	D
MADRID	22	19	C
MARRAKECH	31	19	D
MEXICO	18	13	B
MILAN	26	12	D
MONTRÉAL	20	4	D
MOSCOU	19	10	C
NAIROBI	25	10	D
NEW-YORK	22	14	C
OSLO	17	11	P
PALMA-DE-MAJ.	29	21	D
PÉKIN	27	17	D
RIO-DE-JANEIRO	24	20	N
ROME	27	18	D
SINGAPOUR	33	26	O
STOCKHOLM	15	13	C
SYDNEY	17	7	N
TOKYO	27	21	D
TUNIS	33	17	C
VARSOVIE	16	11	A
VENISE	24	13	D
VIENNE	19	13	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Mercredi 12 septembre : bien ensoleillé dans l'ensemble.

Le temps sera largement ensoleillé *sur la plupart des régions. Cependant*, en Lorraine, Alsace, Franche-Comté, les nuages ne seront pas totalement absents mais n'empêcheront pas le soleil de briller. Dans les Alpes, sur la Côte d'Azur et la Corse, les passages nuageux alterneront avec de belles éclaircies. En Aquitaine et près des Pyrénées, le temps sera assez lourd et quelques ondées à caractère orageux ne sont pas impossibles sur le Pays basque.

Le vent de nord-est à est sera assez fort en Manche, sur les côtes altantiques *ainsi qu'entre la Côte d'Azur et la* Corse. Il se fera également sentir dans l'intérieur de la moitié nord, mais de manière modérée.

Les températures matinales seront encore un peu fraîches dans le Nord et le Nord-Est avec une fourchette de 7 à 10 degrés, seront comprises entre 11 et 13 degrés sur le reste de la moitié nord, 14 et 17 degrés dans le Sud-Ouest, 16 à 18 degrés dans le Sud-Est. Celles de l'après-midi oscilleront de 19 *à 21 degrés près des frontières de l'est,* et 23 à 26 degrés dans la moitié nord, elles atteindront 27 à 30 degrés dans la

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du samedi 8 septembre 1990 :

UN DÉCRET :

– N° 90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires.

SUR MINITEL

Prévisions complètes
Météo marine

Temps observé Paris, province, étranger

36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5344

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									■
III					■				
IV		■							■
V							■		
VI				■					
VII						■			
VIII			■		■				■
IX							■		
X		■						■	
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Peuvent marquer des arrêts quand ils sont au travail. – II. Sert pour faire des travaux. – III. Bon à détacher. Sa source est en Belgique. – IV. Raccourcis par le haut. – V. Pour une décision urgente. Un peu d'essence. – VI. Archipel d'Indonésie. Parcourt le val de Tignes. – VII. La mauvaise peut mener loin. *Salut de l'église.* – *VIII.* Un personnage anonyme. Mot de reconnaissance. – IX. Un homme bien bouclé. Terme musical. – X. Sur les dents. – XI. Fit payer cher. Ne manquait pas de souffle.

VERTICALEMENT

1. Ont les talons dans l'estomac. – 2. Forme un golfe. Peut servir pour faire des bières brunes. – 3. Peut se faire traiter de morue. Sans changement. – 4. C'est parfois un délit. Points sur les « i ». – 5. Cri d'horreur. Grande nappe. Symbole. – 6. Ne buvaient pas par plaisir. Permet de tout saisir quand elle est fin. – 7. S'opposa au culte de Baal. Ne craint pas les coups d'épée. Saint. – 8. Présentés en reliefs. – 9. Traverse le Bocage normand. Un grand gardon.

Solution du problème n° 5343

Horizontalement

I. Fureteur. Gourme. – II. Orateur. Oursins. – III. Ubu. Ocre. Ede. – IV. Rabouillère. Ems. – V. Nias. Roi. Croc. – VI. Ensilage. Ego. Ti. – VII. Ire. Unis. Usée. – VIII. Anis. Eta. Froc. – IX. Fiesta. Embouche. – X. Un. Galbés. Nu. – XI. Néoformées. Epis. – XII. Bai. Coq. – XIII. Barouf. Gag. Urus. – XIV. Ris. Semaine. Tee. – XV. *Eres. Saines.*

Verticalement

1. Fournée. Funèbre. – 2. Urbain. Aine. Air. – 3. Raubasine. Ourse. – 4. Et. Osiris. – 5. Ténu. Lest. Obus. – 6. Eu. Ira. Agrafes. – 7. Urologue. *Ami. Ma. – 8. Clientèle. Gai. – 9. Ore.* Iambe. Ain. – 10. Guerres. Besogne. – 11. Or. Fos. Es. – 12. Usé. Couru. Ecu. – 13. Rider. Soc. Porte. – 14. Mnémotechnique. – 15. Es. Scie. Eus. Sec.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

En aménageant la sortie des actionnaires des SOFICA

Le gouvernement souhaite relancer l'investissement dans le cinéma

Cinq ans après leur création, les sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel (SOFICA) étaient menacées d'étiolement. Arbitrant entre ses ministres de la culture et des finances, M. Michel Rocard espère redonner un élan à un système qui a déjà permis à 1,2 milliard de francs de s'investir dans l'industrie du septième art.

Destinées à drainer l'épargne vers la création audiovisuelle, les SOFICA ont été créées pour servir d'intermédiaires entre les investisseurs – particuliers ou entreprises, – et les producteurs. Mais le système mis en place en 1985 par MM. Laurent Fabius et Jack Lang, comportait depuis l'origine une «faille» : d'un côté, le ministère des finances agréait ces sociétés pour dix ans et, de l'autre, les particuliers qui souscrivaient au capital de l'une d'entre elles pouvaient déduire de leurs revenus imposables la totalité des sommes versées, s'ils conservaient leurs actions pendant cinq ans. De la période comprise entre ces cinq et dix ans, la loi ne disait rien, au grand dam des investisseurs qui souhaitaient récupérer leur mise. De nombreuses SOFICA s'étaient même mises en sommeil en attendant que le débat soit tranché (*le Monde* du 28 octobre).

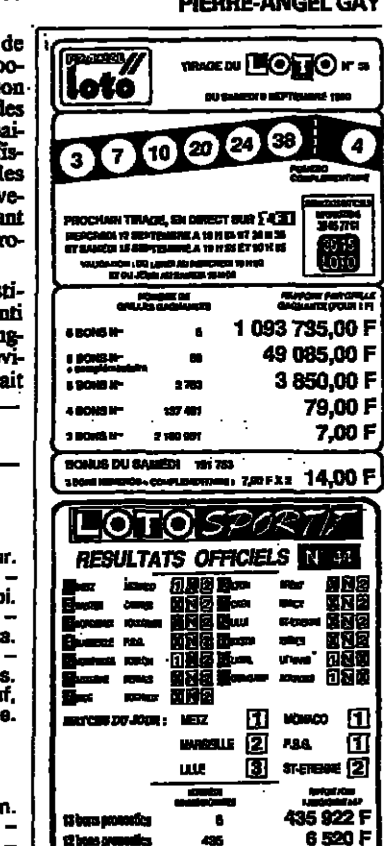
Or, depuis des mois, la rue de Valois et la rue de Bercy s'opposaient à ce sujet. Reprenant à son compte les vœux de la plupart des professionnels, M. Jack Lang souhaitait voir adopter une technique fiscale particulière autorisant les SOFICA à rembourser progressivement leurs actionnaires en réduisant leur capital, jusqu'à extinction progressive de la société.

Les Finances, en revanche, estimaient que l'avantage fiscal consenti par l'Etat devait servir le plus longtemps possible à la création audiovisuelle et que l'argent investi devait rester dans les SOFICA. Le ministre des finances souhaitait donc que l'on autorise seulement un actionnaire à revendre à un autre et que l'on permette, pour ce faire, à un même investisseur de détenir plus de 25 % d'une SOFICA.

Le verdict de Matignon est celui de Salomon. Les SOFICA pourront adopter librement la solution de leur choix. «*Le rapport commandé il y a quelques mois au PDG de la banque Hervet, M. Patrick Carell,* commente un responsable, *a, en effet, mis en lumière l'utilité de ces sociétés pour le cinéma, leur rentabilité plus faible que prévue et leur nature très différente. Certaines ont été créées par des entreprises du secteur dont elles complètent l'activité; d'autres par des établissements financiers qui souhaitaient satisfaire leur clientèle fortunée. Il ne peut être question de les forcer aujourd'hui à racheter des sociétés qu'elles n'ont pas vocation à diriger.*»

Matignon a donc décidé de sauver le système en rassurant tout le monde. Les SOFICA qui décideront de rembourser progressivement leurs actionnaires pourront le faire sans *que ceux-ci se voient contraints de* réintégrer leur avantage fiscal initial dans leur revenu imposable. Les sociétés qui décideront de poursuivre leurs activités en auront les moyens, puisque la prochaine loi de finances fera disparaître le plafond des 25 %.

PIERRE-ANGEL GAY



هكذا من الأصل

Le Monde

ÉCONOMIE

La rencontre des ministres des finances des Douze à Rome

L'Europe monétaire ébranlée

Il aura suffi que M. Saddam Hussein ouvre une crise internationale pour que le projet européen d'union économique et monétaire marque sérieusement le pas. Même si M. Delors et les ministres des finances des Douze minimisent la portée de la réunion de Rome du samedi 8 septembre, le doute et la méfiance se sont installés.

Les incertitudes dues à la crise du Golfe conduisent chacun des pays membres de la CEE à réagir en fonction de ses intérêts nationaux. Aussi, à Rome, le jeu a-t-il consisté à brouiller les cartes. A telle enseigne que, sur la conception même de l'union monétaire – un point tout de même essentiel, – on a allégrement tout mélangé sous prétexte de séduire les Britanniques, toujours aussi réservés.

En réalité, seule la Belgique a soutenu sans ambiguïté le plan Delors. Le président de la Commission de Bruxelles est resté sur la réserve pour ne pas hypothéquer l'avenir. A chaque fois que la Communauté est en difficulté, la tentation est de s'en remettre à M. Kohl. Bruxelles et Paris mettent tous leurs espoirs dans le chancelier pour faire taire les réticences du ministère ouest-allemand des finances et celles du président de la Bundesbank.

Difficile pourtant de fonder une stratégie aussi ambitieuse sur la volonté d'un seul homme. Jusqu'à quand M. Kohl pourra-t-il trancher en faveur de ses partenaires européens contre la volonté d'une large partie des forces politiques de RFA ? L'Allemagne, en liberté surveillée pendant quarante-cinq ans, acceptera-t-elle de perdre une partie substantielle de sa souveraineté fraîchement retrouvée ?

C'est la vraie question qui se pose pour la construction européenne.

M. S.

Le projet d'union économique et monétaire européenne marque une pause

Après l'euphorie née des résultats du sommet de Dublin en juin dernier, le projet d'union économique et monétaire (UEM) de la CEE marque une pause. Le débat des ministres des finances des Douze qui a eu lieu samedi 8 septembre dans la capitale italienne a montré combien les obstacles à franchir étaient grands avant de s'engager résolument vers la création d'une monnaie unique. Le conseil européen du 27 octobre prochain à Rome sera saisi d'un rapport de la présidence italienne.

ROME

de notre envoyé spécial

Etrange conférence de presse que celle qu'ont tenue, à l'issue des travaux des Douze, M. Guido Carli, ministre italien et président en exercice de la Communauté, et M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. En présence – fait inhabituel – de MM. Pierre Bérégovoy, Théo Waigel, ministre français de l'économie, son collègue ouest-allemand, Jacques de la Rosière et Karl Otto Poehl, respectivement gouverneurs de la Banque de France et de la Bundesbank, M. Carli s'est exprimé en termes très généraux et M. Delors a limité son intervention à quelques phrases.

Comme si chacun des participants à la réunion ministérielle était là pour s'assurer que personne n'allait alourdir le climat détestable qui avait prévalu tout au long de la journée. L'initiative de M. Carlos Solchaga, ministre espagnol, avait d'entrée de jeu jeté le trouble dans les esprits de ceux – Français, Belges, Italiens – qui soutenaient le projet de Bruxelles sur le passage à la deuxième étape de l'UEM.

M. Solchaga a présenté une solution alternative à celle avancée par M. Delors. A la place du 1er janvier 1993 pour le début de la deuxième phase, qui devrait être *« courte »* selon la Commission, le ministre espagnol des finances a proposé un délai supplémentaire d'un an et surtout une période d'adaptation de cinq à six ans, le passage au stade final de l'UEM n'intervenant qu'en l'an 2000.

Pis encore : le projet de Madrid retient les idées britanniques sur la création d'une treizième monnaie dans la CEE, concurrente de celles des Douze – l'*« écu dur »*, – qui deviendrait – le document espagnol ne précise pas de quelle manière – la monnaie unique de la Communauté à la fin de la deuxième étape.

Cette idée de création d'une monnaie parallèle indépendante des devises européennes est en opposition fondamentale avec la conception de M. Delors et des trois Etats membres qui le soutiennent fermement. Pour la Commission, il s'agit de préparer de manière intensive, pendant la deuxième phase, la mise en place d'un système européen de banques centrales (SEBC), de sorte que l'écu devienne très vite une monnaie commune (par le biais d'un rétrécissement progressif des marges de fluctuation au sein du SME) et une monnaie unique lors du passage à la troisième étape.

Cartes brouillées

M. Delors n'a visiblement pas apprécié que M. Solchaga brouille ainsi les cartes. Il serait étonnant qu'il ne demande pas des explications à M. Gonzalez d'ici à la prochaine rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement.

M. Bérégovoy considère l'affaire Solchaga comme une simple péripétie. Il ne rejette pas la proposition de Londres sur l'*« écu dur »* qui, s'il s'imposait sur le marché, pourrait être utile à la création de la monnaie unique.

La vérité est que Paris et Bruxelles sont désormais décidés à ne plus donner l'impression qu'ils rejettent systématiquement tout ce qui vient de la capitale anglaise. La nouvelle politique est de marquer de l'intérêt pour les idées britanniques afin d'aider le camp pro-européen au sein du cabinet Thatcher. La crise du Golfe et le coût de la réunification allemande ne semblent pas étrangers à cette recherche d'un nouvel équilibre dans la Communauté.

La RFA, qui, selon les experts européens, a sous-estimé de manière sensible le prix de l'intégration de la RDA, craint une récession en raison de la flambée des prix du pétrole et de ses effets inflationnistes dans des pays réputés laxistes comme l'Espagne ou l'Italie. Aussi les Allemands demandent-ils – comme cela avait déjà été le cas pour la création du système monétaire européen – un degré élevé de convergence économique (niveau de l'inflation et du déficit public, stabilité des changes, etc.) avant de franchir la deuxième étape.

Exiger la *« convergence parfaite »*, considère M. Delors, c'est refuser la marche accélérée vers l'UEM. Le président de la Commission semble compter grandement sur l'intervention de M. Helmut Kohl pour amener les autorités fédérales à de meilleures dispositions. A l'appui de la position de Bruxelles, M. Bérégovoy fait valoir qu'adhérer au mécanisme de changes du SME comporte des disciplines suffisantes, même si une certaine souplesse (marge de fluctuations plus large à l'instar de l'Espagne) peut être consentie à des pays comme la Grèce ou le Portugal. S'agissant du Royaume-Uni, le ministre français a indiqué que M. John Major, chancelier de l'Echiquier, a confirmé sa volonté de faire entrer la livre sterling dans le SME.

La réunion des Douze ne s'est toutefois pas terminée complètement dans la confusion. M. Wim Kok, ministre néerlandais, a mis sur la table une formule de compromis qui consiste à fixer une date pour le début de la deuxième phase de l'UEM assortie de conditions sur la convergence économique. Si ces conditions qui restent à définir n'étaient pas remplies, l'échéance serait reportée.

MARCEL SCOTTO

□ **Vers une relance de l'épargne salariée.** – Le projet de budget pour 1991, qui sera rendu public mercredi 12 septembre à l'issue du conseil des ministres comprendra, des dispositions favorisant l'épargne salariée. Ces dispositions prendront la forme d'une relance des fonds salariaux a déclaré en substance M. Pierre Bérégovoy, samedi 8 septembre à Rome, en marge de la réunion des ministres des finances européens. Créés par la loi de finances 1984, ces fonds permettent d'affecter à l'épargne une partie de la rémunération salariée.

Les conséquences de la crise du Golfe

POINT DE VUE

Va-t-en guerre et va-t-en paix

par Pierre Guillen

TROP de salariés du secteur privé demeurent étroitement confinés, pendant leur carrière, dans des rémunérations anormalement basses, déclarait le gouvernement à la fin du printemps dernier. Le patronat doit engager, dans différentes branches professionnelles, et ceci sans tarder, des négociations, en particulier sur les grilles de classifications, précisait le premier ministre, afin d'aboutir à des résultats corrigeant ces anomalies. Si d'aventure, ajoutait-il, à la fin de 1992 les discussions n'entraînaient pas une amélioration substantielle, le gouvernement n'hésiterait pas à user de l'arme que lui confère le Smic ; d'ici là, il la tiendra en lisière.

Pressées d'agir par le ministre du travail, la plupart des branches professionnelles concernées n'ont pas balancé à répondre positivement à cette quasi mise en demeure.

Depuis, le paysage a changé. Pendant qu'on débattait du partage équitable des fruits de la croissance, les salaires ont pris gaiement le large. L'accélération du taux de salaire horaire au cours du premier semestre, le niveau inespéré des encaissements de cotisations sociales ne laissent aucun doute à cet égard. L'Insee a observé avant les vacances que la progression des salaires en termes réels sera en 1990 l'une des plus fortes de la décennie. Plus que mille discours, l'investissement, la compétitivité retrouvés, créateurs d'emplois et de pénuries de main-d'œuvre qualifiée, ont produit leurs effets.

Mais à peine avions-nous constaté l'heureux décalage entre les préoccupations gouvernementales et la réalité salariale que la fièvre moyen-orientale repartait de plus belle. Du coup, le champ des négociations baigne dans un nouvel éclairage qui en accuse les aspérités. Les partenaires sociaux ne vont pas s'y mouvoir demain aussi commodément qu'ils pouvaient l'envisager il y a quelques semaines encore. Chaque branche devra prendre ses responsabilités en fonction de sa situation propre. Mais aucune ne pourra se soustraire aux éléments qui leur sont communs.

Prenons la grille de classifications. En changer peut apparaitre souhaitable afin de prendre en compte l'évolution des métiers. Mais aucune grille, si originale soit-elle, ne peut garantir au personnel une progression de carrière s'il ne bénéficie pas d'un niveau de qualification convenable. Est-il besoin d'ajouter que sa mise en œuvre n'est pas en elle-même créatrice d'emplois. En revanche, passer d'un système de classification à un autre conduit à la dépense. La fonction publique n'a pas échappé à cette règle. En effet, les « reclassés » doivent être payés davantage s'ils accèdent à un échelon supérieur et ne rien perdre quand ils en descendent . C'est le type même de « l'amélioration Paretienne ». Le gain de certains s'accroît sans que celui des autres diminue.

Il en va de même pour la revalorisation des rémunérations les plus basses. L'entreprise n'exerce pas de fonction redistributrice et ne saurait donc prendre aux uns pour donner aux autres ! Elle paie selon le coefficient, la rareté sur le marché du travail et la prestation à l'ouvrage. Elle peut pousser le bas, elle ne peut pas dans le même temps freiner le haut.

Passer d'une grille à l'autre et accélérer l'évolution des rémunérations les plus basses ne peut qu'entraîner un gonflement de la masse salariale. C'est un rude pari quand la hausse rapide – et qui reste imprévisible – des prix du pétrole va entraîner un prélèvement sans contrepartie sur la richesse nationale.

Certes, les branches doivent tenir, comme l'UIMM, leurs engagements de se pencher sur le niveau et la formation des salaires minima garantis. Mais les fruits de la discussion seront moins abondants et mettront plus de temps à mûrir. Il y aurait gros à perdre pour tous si les affaires n'étaient pas fermement conduites et si les partenaires se lançaient à l'aveuglette, dans une conjoncture incertaine, sans rien savoir, en particulier, du comportement qu'adopteront les différents pays de la Communauté. Les entreprises ne sont pas des va-t-en guerre ; elles ne sauraient pour autant être des « va-t-en paix ».

► Pierre Guillen est vice-président délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM).

EDF souhaite ouvrir son capital

Le président d'EDF veut ouvrir son capital. Dans une interview publiée samedi 8 septembre par *Ouest-France*, M. Pierre Delaporte prend pour exemple le cas Renault. *« L'Etat a accepté de descendre à 75 % dans cette place hautement symbolique de l'Etat-propriétaire, il n'y a donc pas de raison pour que ce soit absurde pour EDF »*. Pour M. Delaporte, EDF, qui devra renouveler le parc des centrales nucléaires d'ici dix à quinze ans, aura besoin d'argent frais pour assurer cet investissement *« colossal »*.

« Pourquoi ne pas imaginer, dans un an ou un peu plus, de placer dans le public et auprès du personnel des actions avec ou sans droit de vote ? », s'interroge le président de l'entreprise nationalisée, qui évoque également un apport de fonds propres par le biais de *« participations croisées avec d'autres entreprises »*. Sans exclure le recours à l'Etat-actionnaire, il estime cependant que cette solution a ses limites.

La veille de ces déclarations, le ministère de l'industrie avait fait savoir que la nationalisation d'EDF et la remise en question de son statut n'étaient *« aucunement à l'ordre du jour »*.

□ **Préavis de grève à Air France pour les 13 et 14 septembre.** – Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) appelle les pilotes d'Air France à faire grève, le jeudi 13 et le vendredi 14 septembre. Motif de ce mouvement : *« le blocage social qui règne dans la compagnie depuis plusieurs années »*. Les rémunérations figurent au cahier de revendications du SNPL, mais aussi les conditions d'exploitation des nouveaux Boeing 747 qui entreront en service en février 1991. Les négociations se poursuivent avec la direction afin d'éviter un arrêt de travail.

La Société générale va prêter 9,5 milliards de francs à l'Iran

La Société générale, seul établissement privé parmi les trois grandes banques commerciales françaises (BNP et Crédit lyonnais), a signé, le 5 septembre 1990, un accord de coopération avec la Banque centrale d'Iran et la Compagnie pétrochimique nationale iranienne. Cet accord prévoit la mise à disposition de 1,8 milliard de dollars (9,5 milliards de francs) de crédits *« pour le financement de certains grands projets pétrochimiques inscrits au plan quinquennal de la République islamique d'Iran »*. Il s'agit entre antres du complexe pétrochimique de Bandar Khomeyni, sur le Golfe, dont la firme française d'ingénierie Technip dirige la reconstruction et le redémarrage aux termes d'un contrat signé en février dernier. L'accord porte également sur le financement de la deuxième phase du complexe pétrochimique d'Arak, au sud-ouest de Téhéran, et d'une usine d'engrais dans le Khorassan.

La reprise des échanges industriels et commerciaux entre la France et l'Iran s'accélère donc. Pour les cinq premiers mois de 1990, la France a importé plus de 4 milliards de francs de pétrole iranien soit plus de 14 % de sa consommation, le double des livraisons irakiennes, et a doublé ses exportations vers l'Iran. L'accord signé par la Société générale pour le financement de la pétrochimie fait suite à celui conclu pour la fabrication de cinq cent mille voitures 405 destinées au marché domestique iranien, L'Air Liquide de son côté, fournissant 170 millions de francs d'équipements pour la production de gaz industriels. D'autres accords sont en négociation pour la construction d'un aéroport et d'un métro à Téhéran, à laquelle s'intéresserait la Société générale. Après l'apurement partiel de son contentieux avec l'Iran, la France entend donc reprendre position dans ce pays, comme l'ont fait avant elle l'Allemagne et l'Italie.

M. Mauroy : « Il y a nécessairement une note à payer »

M. Pierre Mauroy a affirmé, dimanche 9 septembre, au « Club de la presse » d'Europe 1, que *« concrètement, les socialistes acceptent les mesures économiques préparées par le gouvernement »* pour faire face aux conséquences de la crise du Golfe. *« Il y a nécesairement une note à payer »*, a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste, en soulignant qu'elle *« ne nécessite ni plan de rigueur, ni austérité, mais un ajustement, une discipline »*. Selon M. Mauroy, les mesures actuellement préparées par le gouvernement *« sont adaptées à la situation »*.

« La seule réserve que nous avons, c'est que les annonces ne se fassent pas toujours du côté des entreprises », a ajouté le premier secrétaire, faisant référence au projet de diminution de trois points de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. *« Ce petit chiffon rouge s'est envolé, mais c'est une affaire qui n'est peut-être pas réglée »*, a dit M. Mauroy.

Evoquant les résultats du sommet d'Helsinki, M. Mauroy a affirmé qu'ils sont *« de nature à rassurer »*. Affirmant que ce qui est *« essentiel »*, c'est que *« le dictateur de Bagdad rende gorge, c'est-à-dire libère les otages et le Koweït »*, le premier secrétaire a envisagé *« trois scénarios »* pour la suite du conflit : *« l'apaisement »*, dont *« on ne prend pas le chemin »* ; *« l'enlisement »*, qui est *« le plus difficile à apprécier »* ; *« le conflit armé »*, qu'il *« n'écarte pas »*, mais dont il a souligné les risques, notamment économiques.

Interrogé, dimanche, au « Forum » de Radio Monte-Carlo et de *Libération*, sur les tensions entre le gouvernement et les socialistes dans la préparation du prochain budget, M. François Hollande, député (PS) de la Corrèze, auteur d'un rapport sur la fiscalité du patrimoine, a affirmé qu'*« il aurait été de bonne politique, pour le gouvernement, d'annoncer clairement, dès 1988, sa stratégie fiscale »*. Selon lui, il fallait fixer un calendrier de baisse de l'impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés et annoncer à l'avance que le but était de ramener le taux d'imposition à 33 % en 1993.

Le député socialiste a précisé qu'aucun accord n'avait été conclu entre les parlementaires socialistes et le gouvernement sur le budget de 1991. Pour M. Hollande, il est nécessaire que le gouvernement soit *« plus rigoureux avec le patronat, pour qu'aucun délai ne soit perdu quant à la renégociation des bas salaires »*.

Les « excités de la rigueur » inquiètent M. Marchelli (CGC)

Dans une interview à *la Tribune de l'Expansion »* du10 septembre, M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, ne se montre pas inquiet de la situation créée par la crise du Golfe. *« Ma seule inquiétude tient à ce que les excités de la rigueur, à force de déclarations malvenues et inopportunes, ne finissent par créer une psychose qui conduirait le pays à la récession »*, concède M. Marchelli, qui voit trois risques propres à conduire à une récession : si *« un gouvernement trop précautionneux »* augmentait les prélèvements, si les chefs d'entreprise *« différaient leurs embauches et leurs investissements »*, si *une politique de rigueur salariale »* ralentissait la demande intérieure.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

L'informatique dans l'industrie

Artisanat assisté par ordinateur

Peu à peu l'ordinateur fait la conquête des petites entreprises artisanales de production, comme les scieries, le textile-habillement ou la bijouterie-joaillerie, de moins de 20 salariés. Pour leur plus grand bénéfice, à quelques exceptions près.

L'informatique gagne l'appareil productif. Même les plus petites entreprises rattrapent leur retard, comme le montre la dernière enquête de l'INSEE (1) : dans l'«artisanat de production», employant moins de 11 salariés, 25 % des entreprises s'étaient laissé séduire en 1988 par l'ordinateur. Elles n'étaient que 14 % deux ans plus tôt. Ce mouvement confirme l'évolution constatée par des études antérieures de l'Institut dans d'autre secteurs de l'artisanat comme le commerce et les services.

La poussée de l'ordinateur est générale, mais inégale : plus les entreprises sont grosses, plus leur patron est jeune, plus elles sont «citadines» et plus elles sont informatisées. Ainsi, le taux d'équipement fait un bond à 64 % pour celles employant de 11 à 19 salariés. De même, note l'INSEE, *«les anciens apprentis ou les anciens membres d'entreprises familiales ou artisanales gèrent des entreprises moins souvent informatisées que des dirigeants auparavant indépendants ou salariés d'entreprises non artisanales. En revanche, le fait que les dirigeants aient suivi ou non une formation professionnelle n'est pas significatif».*

Informatique des villes

En outre, *«l'informatique des villes devance l'informatique des campagnes»* : hormis la Corse, les régions dans lesquelles les petites unités industrielles sont les plus informatisées sont l'Ile-de-France, la Haute-Normandie, l'Alsace, Rhône-Alpes, le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine : plus de 30 % des entreprises industrielles de moins de 20 salariés sont informatisées dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants contre 20 % dans les petites communes rurales. Dans l'agglomération parisienne, le taux d'informatisation frôle les 35 %.

Certaines branches d'activité ont fait un effort plus grand que d'autres : plus d'une scierie artisanale sur trois (elles n'étaient que 5,6 % en 1986), un bijoutier-joaillier sur cinq (7 % en 1986) employant de 0 à 10 salariés s'est doté d'un ordinateur. A la traîne, on trouve la forge artisanale ou la confection masculine.

En tenant compte de toutes les entreprises industrielles de moins de 20 salariés, cette fois, les secteurs les plus informatisés sont la presse (71,6 %), l'édition (60,8 %), l'imprimerie, le papier-carton (51,7 %), le matériel électronique et l'électro-ménager (50,2 %). Les entreprises de presse et d'édition recourent non seulement à l'informatique de gestion mais pour un tiers d'entre elles à l'informatique de production.

Sauf exception, les petites entreprises qui ont fait le saut de l'ordinateur s'en portent plutôt bien. Sur le plan des effectifs, elles font même parfois mentir le rapport Nora-Minc. Ainsi, comme ce sont généralement les plus grosses qui utilisent l'informatique, la rémunération moyenne par salarié est plus élevée, l'effort d'investissement par personne occupée plus soutenu (29 500 francs au lieu de 16 600 francs) et le chiffre d'affaires (également par personne occupée) supérieur de 70 %.

«L'informatisation réussit à toutes les petites entreprises industrielles, sauf à celles du cuir et de la chaussure», remarque l'Institut. Dans ce dernier secteur, celles qui se sont dotées d'un ordinateur *«sont les seules à obtenir en 1988 une productivité de leur personnel inférieure à celle des entreprises non informatisées»*. L'INSEE avance une explication : il s'agit essentiellement d'une informatique de gestion *«sans doute mal adaptée aux entreprises de ce secteur»*. Dans tous les autres domaines, et surtout dans l'énergie, les minerais, la sidérurgie, l'informatique va de pair avec une productivité du travail plus forte.

FRANÇOISE VAYSSE

1 : L'enquête est réalisée tous les deux ou trois ans dans l'industrie, hors BTP. Elle a porté sur un échantillon de 50 000 entreprises.

SERVICES

La Générale des eaux s'associe à Veba pour travailler en Europe de l'Est

Après la Lyonnaise des eaux, deuxième groupe français de production et de distribution d'eau, qui s'était associée à l'allemand Thyssen *le 4 avril dernier pour travailler en* RDA et dans l'ensemble de l'Europe de l'Est, la Générale des eaux, premier groupe français du secteur, a décidé de constituer dans le même but une filiale à 50/50 avec une filiale du groupe pétrolier ouest-allemand Veba spécialisée dans la production d'électricité et le chauffage collectif.

La Lyonnaise travaille déjà sur plusieurs projets en RDA : selon son président, M. Jérôme Monod, 70 % des villes ne disposeraient pas d'une eau potable conforme aux normes des pays de la CEE, et le coût de la remise en état des réseaux de distri*bution d'eau et d'assainissement* peut être évalué à 100 milliards de deutschemarks (340 milliards de francs). Les organismes d'Etat régionaux qui en étaient chargés devront trouver des appuis financiers. Mais les *Stadtwerke*, sociétés communales ouest-allemandes, font pression pour que leur système soit étendu à l'Allemagne de l'Est. D'autre part les consommateurs ne sont pas habitués à payer la consommation d'eau, jusqu'ici incluse dans les loyers (bas).

ÉTRANGER

Poursuite de l'austérité jusqu'en 1993

Le temps des sacrifices a sonné en Grèce

«Il est grand temps que l'on devienne sérieux dans ce pays.» Le chef du gouvernement conservateur grec, M. Constantin Mitsotakis a annoncé ce week-end à ses compatriotes qu'il devront se serrer fortement la ceinture les deux prochaines années pour rattraper *«le temps perdu» par les* socialistes au pouvoir de 1981 à 1989.

ATHÈNES

de notre correspondant

Inaugurant la 55e Foire internationale de Salonique, l'air grave et le doigt levé, M. Mitsotakis a, dans le traditionnel discours de la rentrée, invité les Grecs à *«travailler plus»* et à faire des *«sacrifices»* s'ils ne veulent pas être marginalisés dans l'Europe unie de demain. Il a annoncé la poursuite du plan d'austérité décidé au lendemain des élections du 8 avril dernier jusqu'à l'entrée en vigueur du grand marché intérieur de 1993.

On ne peut «pas faire autrement», le gouvernement est déterminé à aller jusqu'au bout *«quelqu'en soit le coût politique»*, a-t-il lancé à un peu plus d'un mois des élections municipales des 14 et 21 octobre. La situation économique qu'il a dépeinte avec des couleurs les plus sombres est selon lui *«tragique»*. Les chiffres, a-t-il dit, donnent *«le vertige»*. L'ensemble de la dette publique, garanties comprises, atteint 15 000 milliards de drachmes (plus de 520 milliards de francs et le service de la dette publique absorbe 60 % des recettes fiscales de l'Etat.

Le problème numéro un actuellement, c'est l'inflation galopante qui devrait atteindre *23 % à la fin de* l'année (14,8 % en 1989), le taux le plus important de la Communauté. M. Mitsotakis a reconnu que les mesures prises depuis cinq mois (hausse des tarifs publics) ajoutées au renchérissement du prix des carburants y étaient pour beaucoup. *«C'est provisoire»*, a-t-il affirmé, en promettant une rapide désinflation. Il a notamment insisté sur la nécessité de réduire les déficits publics, de freiner la hausse des salaires et de lier les revenus à la productivité. *«Les Grecs ne peuvent plus vivre au-dessus de leurs moyens»*, a souligné le leader conservateur.

1991 sera l'année du «ménage»

L'Etat montrera l'exemple de la rigueur en diminuant substantiellement les dépenses publiques dans le budget de 1991 qui sera, a-t-il dit, une année consacrée au *«ménage»*. Son programme de trois ans comportera l'assainissement du secteur public, la libéralisation des marchés et la modernisation de l'économie nationale dans la perspective de l'union économique et monétaire de la Communauté.

Déjà, la semaine dernière, la publication d'un projet de loi de réforme des régimes de sécurité sociale et de retraites, remettant en cause bon nombre d'avantages acquis, avait mis le feu aux poudres. rejetant la crise du Golfe aux pages intérieures des journaux. Ce projet est un véritable *«typhon»* a dit l'ancien premier ministre socialiste M. Andréas Papandréou. Présentant le texte, M. Mitsotakis a indiqué que les trois principales caisses sociales (salariés, marins et agriculteurs) présentaient pour 1990 un déficit total de 1 000 milliards de drachmes (plus de 35 milliards de francs), soit 9,3 % du PIB. Il existe, a précisé le premier ministre, un retraité pour 2,8 travailleurs actifs, une situation qui ne peut plus durer.

Dès lundi, les employés de banques se mettront en grève reconductible de 48 heures. Suivront les postiers, les électriciens, les transports urbains, aériens et ferroviaires. La Confédération générale des travailleurs grecs (1,7 million d'adhérents) et la Fédération des fonctionnaires (300 000 membres) doivent lancer une grève nationale jeudi prochain. M. Mitsotakis n'en a cure *«On verra bien, dit-il, si ces grèves seront suivies ou non, de toute manière, il n'y a pas d'autres voies.»*.

DIDIER KUNTZ

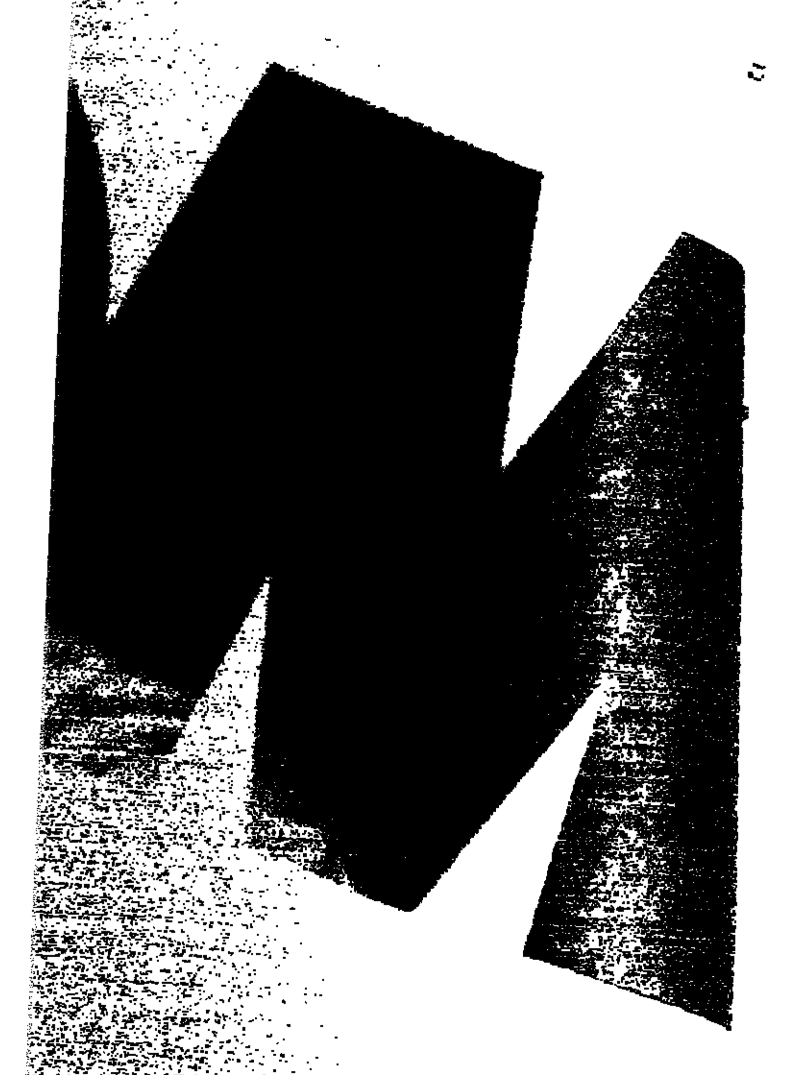
Toyota installerait une deuxième usine aux Etats-Unis

Toyota s'apprête à constuire une deuxième usine de montage aux Etats-Unis, annonce le *Wall Street Journal* dans son édition du 10 septembre. Selon le quotidien d'affaires new-yorkais, la firme japonaise – *qui dispose déjà d'une unité de* fabrication à Georgetown, dans le Kentucky – devrait annoncer le site choisi dans un délai d'un mois à un mois et demi.

Ce nouvel investissement intervient au moment où les constructeurs nippons font une percée record sur un marché automobile américain très atone. Grâce à leurs huit unités-transplants (usines de montage délocalisées aux Etats- Unis), *Toyota, Nissan et autres Honda ont* réalisé 34 % du total des ventes automobiles en territoire américain, le mois dernier, dépassant pour la première fois en part de marché, la performance de General Motors.

□ **Traité de libre échange Etats-Unis-Mexique.** – Le président mexicain Carlos Salinas de Gortari a officiellement demandé au président Bush l'ouverture de négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange entre les deux pays. L'ambassadeur du Mexique à Washington, M. Gustavo Petricioli, qui a donné cette information vendredi 7 septembre, a ajouté que les négociations ne débuteraient pas avant le milieu de 1991 et qu'elles ne seraient pas aisées. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل



ÉCONOMIE

Les banques centrales dans la construction européenne

I. – Italie : la vestale de la via Nazionale

Les douze pays de la Communauté européenne doivent se retrouver en décembre pour une conférence intergouvernementale chargée de préparer la deuxième étape de l'union économique et monétaire. Cette étape sera marquée par la constitution d'un système européen de banques centrales – Eurofed – avec à terme, l'objectif de la conception d'une politique monétaire commune en Europe et de l'adoption d'une monnaie commune.

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles sur plusieurs banques centrales européennes (Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne, France, Allemagne). Ancrées dans des traditions centenaires, entretenant des rapports complexes avec leurs autorités politiques, les banques centrales de la Communauté devront trouver un terrain d'entente dans la future organisation monétaire de l'Europe.

Il y a, à Rome, deux institutions dont on ne rit pas : le pape et la Banque d'Italie. L'un en son Vatican, l'autre dans le massif palais de la via Nazionale jouissent du respect général, peut-être parce qu'ils sont au-dessus des partis, ces partis qui passionnent et exaspèrent tant les Italiens.

Comme l'histoire de la papauté, celle de la Banque d'Italie – évidemment moins longue et moins sanglante – est pleine de luttes. Elle est née en 1893, plus de vingt ans après l'unité, pour relever les ruines d'un système bancaire archaïque et morcelé (avec six banques régionales battant monnaie). Il lui a fallu attendre 1926 pour obtenir le monopole de l'émission monétaire et 1947 pour se voir dotée de toutes les attributions d'une banque centrale (opérations de trésorerie, conduite de la politique monétaire et de la politique des changes, supervision du secteur financier). Elle a dû en outre batailler ferme pour maintenir à distance le pouvoir politique.

Cette bagarre-là n'appartient pas encore au passé. Au mois de mars dernier, le ministre du budget, M. Paolo Cirino Pomicino, répondant à une énième admonestation du gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi, sur le dérapage des finances publiques, répond vertement que la politique budgétaire serait facilitée *« si la politique monétaire se montrait un allié plus actif »*. En d'autres termes, si la Banque d'Italie prenait l'initiative, qu'elle seule peut prendre, d'une baisse des taux d'intérêt, afin d'alléger le fardeau de la dette publique.

Un gouverneur inamovible

Cette remarque acide, immédiatement interprétée comme une attaque du gouvernement contre le libre-arbitre de la Banque, a donné lieu à toute une polémique entre intellectuels, économistes et hommes politiques pour savoir s'il convenait de légiférer pour renforcer l'autonomie de l'institut d'émission. Pour calmer le jeu, le ministre du Trésor, M. Guido Carli, a rappelé dans un communiqué son attachement à l'indépendance de la Banque et son plein accord avec la politique monétaire. Rien de surprenant à cela : M. Carli a lui-même été pendant quinze ans (de 1960 à 1975) gouverneur de la Banque d'Italie.

La nervosité du ministre du budget peut se comprendre : 1 % de taux d'intérêt en moins, et ce sont, sur un an, 7 000 à 8 000 milliards de lires (35 à 40 milliards de francs) défalqués de la dette publique. Celle-ci atteint pratiquement 100 % du produit intérieur brut, et son remboursement représente la plus grosse part du déficit budgétaire (égal à 1 % du PIB *hors service de la dette*). La Banque d'Italie sait aussi se montrer sensible à des considérations autres que la stabilité des prix et des changes. Moins de deux mois plus tard, elle donne le feu vert pour une réduction du taux d'escompte de 13,5 à 12,5 %.

Faut-il conclure de cet épisode qu'il y a une faille dans l'autonomie de la banque ? Ce n'est pas l'avis de son vice-directeur, M. Lamberto Dini, pour qui ces polémiques entre gouvernement et banque centrale ne peuvent se produire que dans les pays où le premier n'a pas de prise sur la seconde (par exemple, aux Etats-Unis), contrairement à des pays comme la Grande-Bretagne, où la politique monétaire relève clairement du Trésor. D'ailleurs, pourquoi rouvrir ce débat sur l'autonomie alors que la question du jour est la contruction d'une banque centrale européenne, qu'on appelle déjà l'Eurofed ?

La Banque d'Italie ne ressent pas le besoin d'une protection légale supplémentaire : son gouverneur, une fois nommé en conseil des ministres, est inamovible. Ce qui ne le met pas à l'abri des pressions de tous ordres. Via Nazionale, on se souvient avec douleur de la démission du prédécesseur de M. Ciampi, M. Paolo Baffi, l'homme qui fit entrer la lire dans le système monétaire européen, en obtenant, pour elle, des marges de fluctuation élargies. En 1979, un des vice-directeurs de la Banque ayant été mis en cause dans un scandale financier et jeté en prison, le gouverneur préférait démissionner pour protéger le nom de la Banque d'Italie. Tous deux furent entièrement blanchis par la suite.

Effort de discipline

La Banque d'Italie, depuis l'arrivée aux affaires de M. Ciampi, a connu des conflits d'un autre ordre. Fin 1980, début 1981, on assiste à un bras de fer entre la Banque et les entreprises italiennes ; dans un contexte politique et économique troublé, celles-ci ne croient pas que la parité de la lire sera défendue au sein du nouveau SME et prennent des positions spéculatives à la baisse. Quelques semaines suffisent à les convaincre que les nouvelles règles du jeu monétaire visent avant tout la stabilité, et les capitaux enfuis reprennent le chemin de l'Italie.

En 1981 encore, la Banque d'Italie « divorce à l'amiable » d'avec le Trésor : elle se refusera désormais à acheter les titres publics qui ne trouveront pas preneur sur le marché. Ainsi se trouve tarie une source incontrôlable de création monétaire. Néanmoins, la loi oblige l'institut d'émission à assurer en partie les fins de mois de l'Etat, en principe pour éviter les trous saisonniers de trésorerie. Dans la pratique, le Trésor tire le maximum de cette facilité (chaque année, des crédits à 1 % de taux d'intérêt pour un montant équivalant à 14 % des dépenses inscrites au budget), si bien que son endettement cumulé auprès de la banque centrale se monte à 70 000 milliards de lires (350 milliards de francs). Ce type de financement de l'Etat par la banque centrale sera totalement exclu dans le futur système monétaire : une fois de plus, le monde extérieur se fera l'allié objectif de la Banque d'Italie dans son effort de discipline.

De ce point de vue, l'année 1990 est un grand cru. Le 5 janvier, la lire renonce au traitement de faveur qui lui accordait, dans le système monétaire européen, une marge de fluctuation de 6 % au-dessus ou au-dessous des parités centrales la liant aux autres monnaies, pour adopter, comme ses partenaires, une marge de 2,25 %. Le 14 mai, le gouvernement italien lève les dernières restrictions aux mouvements de capitaux, en avance sur l'échéance du 1er juillet, fixée par la CEE. Le 19 mai enfin, comme on l'a vu, la Banque d'Italie permet une baisse de 1 point des taux d'intérêt (la veille, le gouvernement s'est engagé sur un programme de trois ans de réduction du déficit public).



Le premier geste, qui enlève de la flexibilité à la lire, réduit aussi le risque de change : confiance aidant, la devise italienne s'installe au plus haut. Le deuxième comporte un danger de fuite des capitaux (les Italiens ayant moins de valeurs étrangères en portefeuille que les autres Européens, on pouvait craindre un effet de rattrapage) : c'est le contraire qui se produit, et les capitaux continuent d'affluer en Italie pour bénéficier des taux d'intérêt les plus rémunérateurs du SME. Le troisième geste réduit justement ce « matelas de sécurité » de l'Italie en termes de taux d'intérêt : là encore, la lire s'en tire avec les honneurs, les entrées de capitaux se ralentissant tout simplement. Triplé gagnant pour les autorités monétaires italiennes.

Forte de ces succès, l'institution de la via Nazionale se voit fin prête à affronter la prochaine étape de la construction de l'Europe monétaire, à l'élaboration de laquelle elle participe activement. Et voilà que M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, se met à parler d'une union monétaire à deux vitesses, l'Italie n'étant pas nommée dans le peloton de tête... Un tel propos provoque l'« étonnement » à la Banque d'Italie, qui le considère comme contradictoire avec l'effet d'émulation propre à la construction monétaire. Alors que l'Italie a fait des efforts pour mettre aux normes européennes sa politique économique et ses structures financières (notamment grâce à plusieurs importantes lois en cours d'adoption au Parlement sur la restructuration du secteur bancaire, la modernisation des marchés financiers et les rapports banque-industrie), elle ne veut pas se voir privée du stimulus que représente l'union monétaire.

Dans son désir d'accéder au nombre des pays vertueux, la Banque d'Italie envisagerait donc sans états d'âme la perte de souveraineté monétaire que comporte le projet Eurofed ? *« Il est vrai qu'aucune institution n'aime à perdre du pouvoir*, dit en riant un des hauts dirigeants de la Banque, *mais les gouverneurs des banques centrales sont des hommes plutôt âgés : ils travaillent pour leurs successeurs ! »*

SOPHIE GHERARDI

Prochain article :
II. – La banque néerlandaise.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

ÉCONOMIE

FINANCES

Effondrement des cours, révolte des petits porteurs

Les malheurs de la Bourse de Séoul

L'invasion du Koweït par l'Irak et ses conséquences n'ont fait qu'aggraver la dépression d'un marché qui souffre depuis plusieurs mois d'une crise profonde. Depuis avril 1989, époque où les cours étaient à leur niveau le plus élevé, la chute a *été de l'ordre de 40 %. Rien que* depuis le début de l'année les cours se sont effondrés de 32 %, pour atteindre aujourd'hui leur plus bas niveau depuis trente mois.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Les craintes des hausses du prix du pétrole sur une économie en pleine restructuration ont été l'ultime coup porté à un marché déjà au plancher, estime un courtier coréen, qui ne s'attend guère à une *reprise rapide même* si la crise au Proche-Orient se résorbe. Le problème est plus complexe et il faudra plusieurs mois avant que le marché boursier de Séoul, fortement déprimé, se redresse.

La chute des cours depuis seize mois s'est traduite par la ruine en chaîne de petits épargnants et les faillites de PME. Les pertes enregistrées par les investisseurs institutionnels sont en outre considérables (de 25 % à 30 % de la valeur de leur portefeuille). Les vingt-cinq maisons de titres ont des avoirs évalués à 7 milliards de dollars, qui ont donc perdu un tiers de leur valeur. *Ces pertes sont d'autant* plus durement ressenties qu'au cours des huit derniers mois les maisons de titres et les banques ont été contraintes par le gouvernement à acheter des actions afin de soutenir le marché. Le fonds de stabilisation de 2 milliards de dollars mis en place en mai vise à maintenir les cours au-dessus du seuil psycholgique des 600 points. Pour les analystes de W.I. Carr Ltd, ces interventions sont les seules raisons pour lesquelles le marché ne s'effondre pas davantage. Le gouvernement a décidé, le 30 août, de lever la seconde tranche du fonds pour fin septembre. Les investisseurs institutionnels ont en tout cas ainsi acquis pour 3,7 milliards de dollars en actions depuis décembre 1989.

L'intervention du gouvernement, en butte notamment à un mécontentement des petits investisseurs (*55 % des détenteurs d'actions*), qui ont manifesté devant le ministère des finances ou ont pris d'assaut des sièges de maisons de titres, a en fait démontré ses limites à renverser la tendance à la baisse : l'effort de soutien des cours s'est traduit par de nouvelles ventes à tout va et il a en revanche accéléré la hausse des prix par l'injection de nouvelles liquidités dans l'économie (officiellement de 8 %, l'inflation ressentie est proche de 20 %).

Fermée aux intérêts étrangers

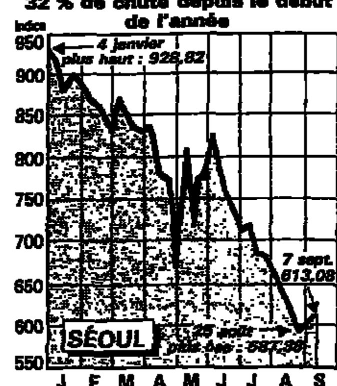
Plusieurs facteurs expliquent le malaise chronique de la Bourse de Séoul, encore fermée aux intérêts étrangers mais l'une des plus importantes d'Asie après Tokyo en termes de capitalisation : la crise de confiance politique et économique que traverse la Corée ; la perte de compétitivité liée à l'appréciation du won par rapport au dollar *et à des augmentations salariales* supérieures aux gains de productivité et enfin les atermoiements d'un gouvernement ne disposant plus des mêmes moyens d'action que les régimes musclés précédents et confronté en outre à une économie beaucoup plus diversifiée que par le passé.

Le marché boursier a surtout souffert d'un gonflement soudain entre 1986 et 1988 en raison d'une abondance des liquidités due à des facteurs macro-économiques favorables (croissance annuelle supérieure à 10 %, balance des paiements largement excédentaire). En deux ans, l'indice a progressé en moyenne de 75 % par an et, entre 1988 et 1989, les émissions d'actions nouvelles augmentaient de 88 % pour atteindre le montant record de 21 milliards de dollars.

La ruée sur les actions des petits *investisseurs, sans la moindre* connaissance du marché mais mobilisés par des perspectives de profits importants et encouragés par la privatisation des géants de la sidérurgie et de l'électricté, Posco et Kepco, a été l'un des facteurs de cette flambée boursière. Cette progression spectaculaire de la Bourse a résulté aussi de la volonté des autorités de développer les financements par l'appel au marché des titres et de resserrer les crédits afin de lutter contre l'accélération de l'inflation.

Le climat de crise de confiance générale (la part des investisseurs privés à la Bourse est importante, ce qui accentue l'instabilité), la dégradation de la situation économique et une spéculation foncière effrénée, plus profitable que l'investissement boursier (la hausse du prix du terrain a été de l'ordre de 39 % en 1989 et de 25 % au cours des six premiers mois de 1990), se sont conjugués pour provoquer un reflux de l'argent qui se dirigeait auparavant vers la Bourse et les cours des actions ont commencé à chuter. Alors que le patrimoine immobilier des plus grandes groupes industriels coréens augmentait en quelques *mois* de plusieurs milliards de dollars, le total de la capitalisation sur la Bourse de Séoul tombait de 28,5 %, passant de 140 milliards de dollars en 1989 à 100 milliards en septembre 1990.

32 % de chute depuis le début de l'année



Les mesures prises début mai par le gouvernement ayant permis une relative stabilisation des prix des terrains, la spéculation foncière n'est plus aussi attrayante ; mais on ne s'attend pas pour autant à une reprise du marché boursier. A terme, étant donné le haut niveau des investissements productifs, il reste certes prometeur. Mais les entreprises risquent aussi d'avoir *plus de difficultés à se financer sur* ce marché : au cours des huit premiers mois, l'introduction de nouvelles actions sur le marché a diminué de 38 % par rapport à 1989 pour se chiffrer à 12 milliards de dollars. La crise de croissance que traverse la Bourse de Séoul ne devrait guère faciliter en outre une ouverture, de toute façon limitée, aux intérêts étrangers, prévue pour 1992 mais dont le calendrier n'est pas encore fixé.

PHILIPPE PONS

ÉQUIPEMENT

Un prélèvement de 5 % sur les bénéfices des jeux pour un palais des congrès futuriste

Le casino de Deauville mise sur le nouveau Centre international de la culture et du tourisme

« Les machines à sous au service de la culture »... Ce raccourci *paradoxal n'est pas incongru pour* schématiser l'accord financier inédit que vient de conclure la municipalité de Deauville et la Société des hôtels et casino. Pour permettre la construction du Centre international touristique et culturel, la société que préside M. Lucien Barrière va verser à la ville, dont Mme d'Ornano est maire depuis quinze ans, en sus du prélèvement légal, 5 % du produit net des jeux. Le nouveau cahier des charges stipulant cet engage*ment sera ratifié lors d'une pro*chaine réunion du conseil municipal.

L'économie locale d'une station touristique digne de ce nom ne se suffit plus maintenant d'une activité saisonnière réduite à quelques semaines par an. Pour meubler les creux les municipalités concernées se disputent la clientèle « pain bénit » des congrès, Salons et autres séminaires qui se sont multipliés ces dernières années. Mais encore faut-il pour les accueillir disposer d'infrastructures modernes et fonctionnelles. Non seulement du point de *vue des hôtels et de la restauration*, mais aussi des salles de réunion, de projection, de transmission, qui doivent être adaptées aux besoins. Deauville, très bien positionnée sur ce créneau – à moins de deux heures de Paris par l'autoroute, – va marquer un nouveau point avec la construction d'un ambitieux Centre international touristique et culturel dont l'inaugura*tion est prévue pour le Festival du* film américain de septembre 1992. Les travaux commenceront le mois prochain.

Pour le financer – son coût prévisionnel est de l'ordre de 226 millions hors taxes – sans augmenter trop sensiblement les impôts locaux, un système original a été conçu et présenté par Mme d'Ornano et M. Lucien Barrière. Actuellement, la taxe sur les jeux est de 15 % (maximum légal). Le chiffre d'affaires du casino a connu une forte progression depuis l'installation des machines à sous en 1988. Pour 1990, il sera de *l'ordre de 265 millions de francs au* minimum. Ainsi le prélèvement devrait apporter à la ville 33,5 millions de francs en fin d'année. Mais même élevées, ces ressources ne sont pas suffisantes pour que la ville puisse endosser seule les emprunts, l'investissement et la responsabilité financière d'un palais des congrès d'avant-garde. En effet, on a vu grand : il sera enfoui entre le casino et la mer pour ne pas gêner la visibilité du site. Il disposera de 8 000 m² d'expositions, d'un énorme auditorium et de toutes les techniques audiovisuelles les plus sophistiquées. *Il sera relié aux grands hôtels par* une entrée souterraine ; assorti de parkings sous les tennis, etc.

Pour ce faire, il a donc été décidé de constituer une société d'économie mixte. Elle sera chargée de la gestion ultérieurement, en associant la ville, bien sûr « maître d'œuvre », mais aussi probablement les sociétés de Salons Top Com et Top Resa, très directement intéressées par l'or*ganisation de Salons à Deauville* ; mais la Société des hôtels et casino entrera également dans la société d'économie mixte en tant qu'actionnaire minoritaire mais indépendant. En effet, le groupe a accepté de « miser » de façon élevée sur ce futur complexe en s'engageant pendant les quinze années à venir à verser une dîme supplémentaire substantielle : 5 % du produit net des jeux (c'est-à-dire 5 % du produit brut diminués des prélèvements de l'Etat et de la commune). A titre indicatif, pour 1989-1990 : 5,5 millions de francs ; et on peut estimer que pour 1990-1991, le casino selon cet accord reversera à la municipalité environ 6 millions.

Quelques risques

L'accord a été mené après, paraît-il, trois mois de négociations non-stop *« souvent difficiles »*, a reconnu Mme d'Ornano. Car les deux parties prennent quelques risques : *pour le groupe Barrière, qui com*prend aussi des capitaux Accor, c'est un manque à gagner certain, s'ajoutant à des investissements également élevés de 30 millions par an sur dix ans afin de rénover toute l'hôtellerie étoiles de Deauville. Sa croissance en chiffre d'affaires le lui permet, mais l'avenir n'est pas forcément aussi lumineux. Les jeux traditionnels – baccara, roulette, boules – stagnent ou régressent. Et la crise du Golfe va évidemment éloigner les gros investisseurs du Moyen-Orient, omniprésents sur les tapis verts jusqu'à maintenant. En revanche les jeux électroniques, les fameux bandits manchots, ont renversé la tendance. Ils remportent un succès considérable. Ils attirent une clientèle nouvelle, populaire, notamment beaucoup de femmes, qui se battent pour accéder aux machines à sous vingt-quatre heures sur vingt-quatre ou presque. Or dans le Calvados, actuellement Deauville – avec le petit casino de Luc-sur-Mer – est le seul attributaire de ce type de jeux, distillés au compte-gouttes on le sait par le ministre de l'intérieur M. Joxe, opposé à son principe. *Mais les concurrents normands*, les responsables des autres stations touristiques – notamment le maire de Cabourg, M. Van Themshe, – frappent à la porte pour obtenir eux aussi le feu vert. Ils auraient reçu récemment des promesses formelles de M. Michel Rocard d'obtenir satisfaction très bientôt. A ce moment-là les versements du bonus accepté par M. Barrière pourraient *se ralentir sensiblement* ou diminuer. Les responsables du futur palais de Deauville en sont bien conscients certainement. C'est pourquoi ils ont voulu aller vite. Profiter de la conjoncture ludique actuellement favorable. *« Nous sommes condamnés à plaire toujours davantage »*, déclare l'élégante maire de Deauville. Expliquant aussi que le bel édifice aura d'heureuses retom*bées sur l'emploi et l'économie* locale et régionale.

GUY DE LA BROSSE

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Technologies et échanges : deux défis pour l'économie nationale

Innovation : une stratégie en dents de scie

En 1978, la crise fut bénéfique à l'innovation technologique. Un phénomène à méditer un mois après le début des événements du Golfe

TROP chéries, puis injustement délaissées, les technologies retrouvent actuellement une certaine considération. Auprès des pouvoirs publics, mais aussi des chefs d'entreprise, qu'ils soient d'Europe ou d'outre-Atlantique. Si le marketing ou la finance avaient le dessus ces dernières années pour définir la stratégie des firmes, l'innovation technologique regagne aujourd'hui du terrain. Timidement, certes. *« Tout au plus peut-on parler de début de prise de conscience »*, estime M. Philippe Desmarescaux (1).

Quelques signes indiquent cependant que le virage est amorcé. Le fait que le ministre de la recherche et de la technologie d'une part et celui de l'industrie d'autre part aient fait une communication conjointe sur *« La politique de développement technologique de l'industrie francaise »*, lors du dernier conseil des ministres est un de ces signes. Il prouve que, même si le budget devait renouer avec la rigueur, les aides à l'innovation technologique continueraient de progresser.

Dans la mesure où l'innovation peut aider à économiser l'énergie, et à améliorer l'équilibre du commerce extérieur. Les crédits affectés à la recherche industrielle et au développement technologique, qui avaient augmenté de 14 % depuis deux ans, devraient donc continuer de croître plus rapidement que l'ensemble de l'enveloppe recherche.

Il faut dire que la France a accumulé un certain retard dans ce domaine. Selon les statistiques de l'OCDE, la dépense intérieure en recherche et développement (DIRD), c'est-à-dire l'ensemble des ressources privées et publiques affectées à la recherche en 1989, s'est élevée en France à 2,33 % du PIB, contre 2,85 % en Allemagne et sans doute près de 3 % au Japon (2).

Plus grave : *« Cette faiblesse globale est accentuée par une insuffisance de la R et D industrielle (exécutée dans les entreprises) »*, notait M. Yves Farge, directeur de la recherche et du développement du groupe Pechiney, dans son rapport préparatoire au XIe Plan (3).

Les causes de ce retard sont imputables tant aux pouvoirs publics qu'aux entreprises elles-mêmes. Après la période euphorique des années 60, les années 70 portèrent un rude coup aux activités de recherche. Comme le note M. Philippe Mustar, chercheur au Centre de sociologie de l'innovation de l'école des Mines de Paris (4), *« dans les années 60, la recherche et le développement dans l'industrie sont particulièrement encouragés au moyen de différents outils : subventions, avantages fiscaux, organismes de transfert de technologie, mise en œuvre de plans technologiques (plan calcul, plan composants...) »*. C'est ainsi qu'en 1967 fut créée l'Anvar (Agence nationale pour la valorisation de la recherche).

Puis le vent tourne. La dépense intérieure brute en recherche et développement, qui s'élevait à 2,2 % du PIB en 1967, n'est plus que de 1,76 % en 1977. Crédits en baisse et changement de mentalités. Les chefs d'entreprise français ne jurent plus que par le modèle américain. Un MBA (Master of business administration) acquis dans une Business School est beaucoup plus apprécié qu'un doctorat scientifique.

Hasard ou nécessité ? C'est en 1978, c'est-à-dire en plein début de crise économique que les dépenses de recherche progressent plus vite que le PIB. Mais cette amélioration financière n'est pas d'un grand secours pour transformer à nouveau les comportements.

« La gestion de la R et D n'est toujours pas valorisée dans les entreprises », s'insurge encore aujourd'hui M. Gérard Worms, directeur général de la Compagnie financière de Suez et président de l'ANRT (Association nationale de la recherche technique). A quelques exceptions près (Philippe Desmarescaux en est une), les directeurs de la R et D n'appartiennent pas à la direction générale de l'entreprise. *« Or c'est une des directions les plus difficiles à assurer*, poursuit M. Gérard Worms. *La gestion des technologies nécessite une grande culture scientifique, de grandes qualités d'intuition (on ne dispose pas dans ce secteur d'instrument de mesure), un sens aigu de la stratégie de l'entreprise, sans oublier que les chercheurs – le personnel à gérer – se prennent souvent pour des divas. »*

Retard en recherche et développement

On se retrouve ainsi confronté à une apparente contradiction : alors que dans le système éducatif français la sélection repose souvent sur l'aptitude scientifique des candidats, les jeunes issus de grandes écoles n'ont plus d'ingénieur que le titre. Ils cherchent au plus vite à se débarrasser de leur spécialité d'origine puisque, pour faire carrière, on a vu que la voie royale n'était effectivement pas la recherche. Les meilleurs voguent donc vers d'autres cieux. Et le cercle, vicieux, est bouclé.

Autre facteur d'inertie : les institutions. *« On garde des labos et des programmes obsolètes »*, affirme M. Desmarescaux, qui regrette en particulier le peu d'efforts consacrés à la biologie. *« La recherche appliquée publique est réalisée dans des organismes sectoriels : CEA, INRA, etc. »*, note aussi M. Gérard Worms. *« La rigidité de ces grands organismes implique que les technologies diffusantes sont réduites à la portion congrue. »* Or les *« technologies diffusantes »* – c'est-à-dire celles qui, comme les nouveaux matériaux, ne sont pas liées à un secteur d'activité (l'aérospatiale, le médical, l'automobile...) – sont le plus souvent porteuses d'innovation.

Compétitivité nipponne

En outre, lorsque l'évolution économique modifie les priorités sectorielles, il est très difficile de modifier la stratégie de ces organismes qui continuent donc d'exister, de consommer une part importante des crédits de recherche sans qu'on puisse en attendre de retombées économiques. Le cas du CEA est exemplaire à ce titre. Que faire des milliers de chercheurs qui y travaillent, alors que le programme nucléaire francais est interrompu ?

Mais la concurrence des firmes japonaises est en train de secouer tant les entreprises que le secteur public. Après le modèle américain, c'est aujourd'hui le modèle nippon qui prévaut et avec lui l'importance accordée à la technologie dans la compétitivité des entreprises. *« La grande firme intersectorielle à stratégie de valorisation technologique apparaît comme un vecteur très efficace de transfert des compétences et des effectifs des secteurs en crise vers les secteurs porteurs, et de renouvellement d'activités en déclin »*, selon M. Marc Giget directeur d'Euroconsult, société de conseil et recherche sur les industries de haute technologie.

« C'est l'innovation qui peut sauver l'industrie française », n'hésite pas à proclamer M. Desmarescaux. Non seulement celle qui est réalisée en interne. Mais aussi celle qu'il est possible d'acquérir à l'extérieur. Dans d'autres entreprises. Ou dans des laboratoires de recherche publics.

Après s'être lamenté sur les mauvais résultats de la balance technologique de la France, on commence, dans certains cercles, à reconnaître au contraire les bienfaits d'une balance technologique négative. Acheter une licence coûte moins cher que de mettre au point ses propres inventions et permet de mettre plus rapidement des produits sur le marché.

Le syndrome NIH *(not invented here)*, qui exprimait le mépris des apports extérieurs, perd du terrain. La globalisation des marchés, la concurrence accrue, et le volume croissant des ressources financières nécessaires pour mener à bien rapidement des projets de recherche incitent aussi les entreprises francaises à coopérer entre elles et avec d'autres.

Selon une étude récemment réalisée par l'ANRT, la France est, après la Grande-Bretagne (gare aux idées reçues !) le pays européen engagé dans le plus grand nombre de projets communautaires définis pour la période allant de 1987 à 1991.

Transferts accélérés

Parallèlement, les relations entre laboratoires publics laboratoires privés s'améliorent. *« Le transfert d'une découverte entre un laboratoire public et un laboratoire industriel est réalisé en un an dans le domaine des biotechnologies*, note M. Desmarescaux. *Il y a dix ans, il fallait plus de deux ans, et il y a vingt ans plus de dix ans. »*

Les chercheurs ne descendent plus dans la rue pour protester contre tel contrat conclu entre le CNRS et une entreprise. Car, pour financer leurs travaux, ils ont besoin de la manne des industriels, et ces derniers collaborent plus volontiers avec le secteur public.

Des procédures facilitent l'embauche de chercheurs par des PMI. Les contrats CIFRE en particulier (convention industrielle de formation par la recherche) selon lesquels une entreprise embauche un jeune chercheur sur un sujet de recherche défini par elle ; le chercheur travaille en liaison avec un laboratoire public ; l'Etat prend en charge la moitié du salaire du chercheur et l'entreprise l'autre moitié.

« Les aller-retour entre science et marchés sont de plus en plus fréquents », note Philippe Mustar. Auparavant la recherche de base donnait naissance aux travaux de recherche et développement à partir desquels on élaborait des produits dont on voyait ensuite s'ils avaient ou non un marché. Ce schéma linéaire vole en éclats, justifiant une plus grande osmose entre acteurs de toutes ces disciplines.

Certes, la plus grande partie des crédits publics vont encore aux grands programmes : 80 % de ces sommes sont affectés à quatre secteurs : l'aéronautique, l'espace, l'informatique et les télécommunications. Mais les aides gouvernementales créées ces dernières années, qu'il s'agisse des sauts technologiques lancés en 1988 par le ministère de la recherche et de la technologie ou des grands projets innovants créés cette même année par le ministère de l'industrie, privilégient les projets élaborés par les entreprises sur des thèmes choisis par elles.

Sans qu'il soit question de chercher à les faire cadrer avec une politique industrielle, comme le plan calcul ou la filière électronique. Sans parler du crédit d'impôt recherche, créé en 1983 et qui devrait être étendu aux dépenses d'information scientifique et technique.

Si l'innovation est un facteur de turbulences économiques et sociales, ces mêmes turbulences – déséquilibre de la balance commerciale, accroissement des inégalités – seraient donc aussi un des moteurs de l'innovation.

ANNIE KAHN

(1) Membre du comité exécutif du groupe Rhône-Poulenc, chargé de la recherche, il est le représentant francais du groupe d'experts chargés de l'évaluation du programme de recherche européen Eurêka.

(2) Ce ratio, en ce qui concerne le Japon, n'a pas encore été publié par l'OCDE pour 1989. Mais il était de 2,92 % en 1988.

(3) *La Science, la Technologie, l'Innovation : une politique globale*. éd. La Documentation française, 194 pages, 110 francs.

(4) « Technopoles, innovations et cycles longs de l'économie » par Philippe Mustar, dans les *Cahiers economiques de Bretagne*, nº 2, 1988.

Chocs pétroliers et dépenses de recherche

8 %, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0, -1
DIRD*
PIB
1971 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88

* Dépense intérieure brute de recherche et développement.
Source : projet de loi de finances pour 1990.

C'est à l'aube du second choc pétrolier, en 1978, que la croissance de la dépense intérieure brute en recherche et développement (DIRD) devint supérieure à celle du PIB. La DIRD comprend toutes les dépenses de recherche et développement, qu'elles soient publiques ou privées, faites sur le territoire national.

Commerce extérieur : doit mieux faire

Les perspectives de débouchés extérieurs de l'agroalimentaire et de l'aéronautique sont bonnes, celles de l'électronique très douteuses

par Michel de Crousnilhon et Pierre Froment

EN dépit d'une aggravation très préoccupante du déficit des échanges de produits industriels au cours des dernières années, la France se situe toujours au quatrième rang mondial des pays exportateurs. Les débouchés extérieurs occupent une place telle que le volume d'exportations par actif est en France le double de celui du Japon.

Cependant, selon diverses études, de l'INSEE et du CEPII notamment, le commerce extérieur de la France comporte une faible spécialisation, contrairement à celui du Japon ou des Etats-Unis ; lorsque celle-ci existe, elle est relativement ancienne et tournée vers des secteurs non porteurs ou dont le contenu de haute technologie est limitée. On constate aussi que l'orientation géographique des échanges – encore insuffisamment tournés vers les pays de l'OCDE – est actuellement défavorable, mais qu'en définitive la compétitivité-prix se situe dans la moyenne.

Si les échanges de la France, pays « généraliste », approchent l'équilibre pour un grand nombre de produits, ils comportent aussi un certain nombre de forces et de faiblesses. Les principaux points forts peuvent être regroupés en quatre grands postes :

● **Les produits agroalimentaires**, dont l'excédent des échanges extérieurs a dépassé 48 milliards de francs en 1989, chiffre record ;

● **L'industrie automobile**, qui a dégagé, malgré le déficit des véhicules utilitaires (8,7 milliards de francs), un surplus, s'effritant au fil des ans mais encore proche de 18 milliards de francs, surtout constitué par les équipements ainsi que par les pièces utilisées par les usines de montage des constructeurs français à l'étranger :

● **Le matériel militaire** (+ 27 milliards), constitué pour l'essentiel par l'électronique de défense (radars...), l'aéronautique (avions de combat, hélicoptères, missiles) et les armes classiques ;

● **L'aéronautique civile** (+ 18,2 milliards) qui bénéficie notamment de la montée en charge des programmes d'Airbus.

Une analyse plus fine permet de dresser la liste suivante des produits dont la balance commerciale dépasse 5 milliards de francs.

● **Céréales** (31,8 milliards d'excédent) : la France est le cinquième producteur et le deuxième exportateur mondial ; on peut redouter à terme la concurrence des pays de l'Europe de l'Est ;

● **Vins et spiritueux** (+ 29,2 milliards) : les AOC, le cognac et le champagne concourent pour l'essentiel à un excédent qui a augmenté de moitié en cinq ans ;

● **Produits laitiers** (+ 12,1 milliards) : la politique communautaire de quotas laitiers limite les quantités offertes ; mais les produits dont la valeur ajoutée est la plus élevée (fromages, produits frais) sont ceux dont la demande est en expansion ;

● **Sucre** (+ 8,4 milliards) : depuis deux ans, le marché mondial est bien orienté, et le solde des échanges a atteint un record qu'il semble difficile d'améliorer ;

● **Electricité** : le développement du secteur nucléaire est à l'origine d'une capacité exportatrice croissante, qui a dégagé 8,3 milliards de francs de recettes nettes en 1989. EDF paraît en mesure de consolider sa position dominante en Europe et escompte la poursuite d'une progression rapide de ses exportations au cours des prochaines années ;

● **Produits sidérurgiques** (+ 7,5 milliards) : même au plus fort de la crise, la sidérurgie française a été exportatrice nette. Depuis 1986, l'excédent tourne autour de 7 milliards. Le renforcement de la productivité, la spécialisation sur des produits à forte valeur ajoutée et la croissance externe consolident cette position, mais les débouchés tendent à se circonscrire à l'Europe. En outre, une plus grande ouverture de la CEE aux importations en provenance des pays de l'Est constitue pour l'avenir un facteur défavorable ;

● **Matériel électrique** : (+ 7,4 milliards), après le premier choc pétrolier, l'industrie française avait fortement développé ses livraisons de gros équipements électriques aux pays en développement. Depuis quelques années, les ventes à l'étranger se dégradent. Les surcapacités mondiales sont importantes, et les perspectives apparemment défavorables à moyen terme ;

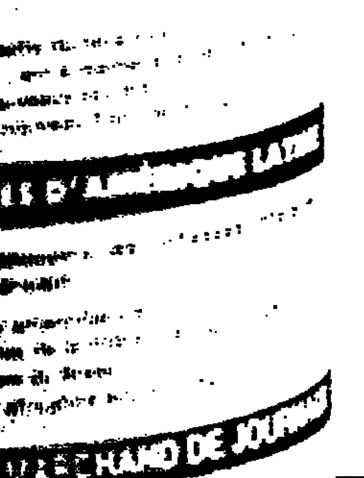
● **Matériel professionnel électronique et radioélectrique** : il s'agit de l'une des rares branches du matériel électronique qui soit fortement exportatrice avec un excédent d'une quinzaine de milliards de francs. Mais les perspectives de ventes, qui portent pour une large part sur du matériel électronique de défense, sont nettement défavorables ;

● **Produits pharmaceutiques** (+ 7,4 milliards) : le marché est porteur, mais les laboratoires français sont handicapés par leur taille insuffisante et par une rentabilité qui ne permet pas de dégager des ressources assez importantes pour la recherche. De plus, la plupart des exportations s'effectuent à destination des pays d'Afrique.

● **Parfumerie - cosmétiques** (+ 14,6 milliards) : la part des débouchés extérieurs ne cesse de croître, représentant désormais plus de 40 % du total des ventes du secteur ; le marché, très porteur, est principalement axé sur la CEE, les Etats-Unis et le Japon. L'expansion devrait se poursuivre, mais la baisse du dollar et du yen, le renforcement de la concurrence des pays tiers et le développement des contrefaçons (comme pour l'ensemble des industries de luxe) constituent autant de freins.

Lire la suite page 27

▶ Directeurs adjoints à la direction de la conjoncture de la Banque de France.



Pauvreté et richesse dans le monde

France : sans signe d'intégration

Qui sont-ils, les exclus ? Pas les mêmes qu'autrefois, peut-être moins nombreux, mais encore plus démunis

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'Italie (21 août), le Mexique (28 août) et le Nigéria (4 septembre), l'enquête sur « les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches » se poursuit en France.

LA question simple, réponse compliquée. Malgré la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI), depuis les premiers mois de 1989, qui aurait dû permettre de cerner la réalité, on ne sait toujours pas avec précision combien il y a de «pauvres» en France. Et, pourtant, les études ou les analyses ne manquent pas...

Serge Milano, qui a souvent travaillé sur le sujet, est formel. *« Le dénombrement des pauvres n'a qu'un intérêt médiocre »*, écrit-il. Savoir serait même *« secondaire »*, au regard des politiques d'action sociale *« qui peuvent se contenter d'un ordre de grandeur mais qui ont surtout besoin de connaître le sens des évolutions »*.

A suivre laborieusement ses tentatives de comptage, dans son livre (*la Pauvreté absolue*, éditions Hachette) ou dans le numéro spécial de *Solidarité-santé, études statistiques* (n° 5, 1989, septembre-octobre) consacré aux *« pauvres en France »*, on comprend ses réticences. Rien n'est plus flou, sujet à ergotages autour de définitions, car tout devient vite fonction du niveau de misère que l'on juge acceptable, puis secourable.

Le débat à propos de deux notions, celles de «pauvreté absolue» et de «pauvreté relative», donne une idée des écarts possibles. Dans un cas, on retient comme seuil le niveau de vie minimum. Dans l'autre, on se réfère à un niveau de vie jugé normal, qui peut d'ailleurs évoluer avec les conditions générales d'un pays donné. Pour ajouter au trouble, on peut aussi considérer que le pouvoir d'achat désigne moins le pauvre que la part, dans son budget, consacrée au *« devoir d'achat »*, c'est-à-dire aux dépenses nécessaires à sa simple survie.

Au terme d'évaluations malcommodes, Serge Milano estimait cependant à 2 ou 3 % des ménages ceux qui, en 1987, vivaient avec moins de 1 665 francs mensuels par unité de consommation (soit 4 495 francs pour une famille de deux enfants). Il y aurait donc de 300 000 à 440 000 ménages, rassemblant environ un million de personnes, qui seraient en situation de pauvreté. Parmi ceux-ci, 140 000 n'auraient rien pour vivre : des personnes seules, des couples sans enfants ou avec un seul enfant âgé de plus de trois ans, à qui il manquerait quotidiennement de 50 à 55 francs par unité de consommation.

La comparaison de ce chiffrage avec les résultats obtenus par le RMI révèle aussitôt la faiblesse de l'opération statistique. On comptait en effet, au 29 mai 1990, 496 000 personnes ou familles bénéficiaires en dix-sept mois et 365 000 en cours d'allocation qui, en moyenne, ont reçu 1 750 francs par mois. Or personne ne peut affirmer que la mesure a épuisé la pauvreté, que tous les publics ont été touchés et qu'il n'existe pas des poches oubliées, voire ignorées.

Un déplacement en métro, un simple regard sur le spectacle de la rue peuvent aisément convaincre du contraire. Et pas seulement à Paris ou dans les grandes agglomérations où, de tout temps, la densité de pauvres a toujours été la plus forte.

Un seul exemple. D'après les décomptes, 10 000 sans-abri errent dans la capitale et il y a des lustres que leur existence ne ressemble plus à celle du clochard oisif et philosophe, moderne Diogène voulu par l'imagerie populaire. Chaque nuit, les policiers de la brigade d'aide aux personnes sans abri (BAPSA), surnommés «les bleus» pour la couleur de leurs uniformes et de leurs cars aux vitres peintes, en ramassent de gros bataillons qui seront hébergés, le temps d'une consultation, à la maison de Nanterre. Là, médecins, assistantes sociales et psychologues recenseront les insupportables plaies de l'exclusion : des lésions d'un autre âge et de graves maladies de peau ; la tuberculose sévit encore.

Soutien financier

Dans ses grandes lignes toutefois, il est certain que la pauvreté a diminué et changé au cours des dernières années. Les pauvres représentaient 7,7 % des ménages en 1975 (1,4 million de ménages, 4 millions de personnes), 4,9 % en 1979 et 4,4 % en 1984. Mais la population s'est renouvelée et a beaucoup évolué depuis, au point que les spécialistes disent que la baisse s'est accompagnée d'une *« intensification »* pour ceux qui sont pauvres, aujourd'hui. Autrement dit, ils sont encore plus démunis, et les dépenses pour les remettre à flot se situent toujours, selon les hypothèses, aux environs de 10 milliards de francs, à comparer aux 7,5 milliards prévus pour le RMI en 1990, dans la seule métropole (1,5 milliard pour les DOM).

La crise et l'amélioration des prestations sociales ont largement contribué à ce mouvement. Un peu rapidement peut-être, on peut prétendre qu'il n'y a plus de vieux pauvres de plus de soixante-cinq ans. L'instauration du minimum vieillesse et l'arrivée à la retraite de personnes qui ont cotisé longtemps expliquent cela. Grâce à l'allocation servie aux adultes handicapés, on évalue à 280 000 ceux qui étaient en dessous du seuil de pauvreté en 1984, et qui ne le sont plus. Dans bien des cas, l'allocation de parent isolé, elle aussi de création récente, a pu mettre la tête hors de l'eau à des milliers de femmes. Mais elle est limitée à trois ans au maximum et ce sont les allocations familiales qui ont le plus souvent sauvé les familles nombreuses. Généralisée, la couverture médicale a été étendue à pratiquement toute la population, en théorie, et bien des problèmes de santé ont été réglés. Même si les antennes de consultation lancées par Médecins du Monde ne désemplissent pas.

Parallèlement, et malgré la sempiternelle polémique sur le nombre de chômeurs non indemnisés, il est évident que la naissance d'un régime de solidarité, en plus de l'assurance-chômage, a permis de soutenir financièrement des «fin de droits». Dite «spécifique de solidarité», l'allocation est servie à plus de 300 000 personnes, dont bon nombre seraient sans elle privées de moyens.

Cette énumération dessine, en creux, les contours d'une pauvreté différente constituée, cette fois, par les exclus de la prestation sociale. Sont alors frappées en priorité, et dans des proportions plus importantes que par le passé, les personnes isolées et notamment les femmes seules avec un enfant de plus de trois ans, les jeunes majeurs et la population immigrée.

Dans un système qui s'est progressivement élaboré pour extraire de la pauvreté ceux qui pouvaient bénéficier d'une aide à un titre divers, les perdants appartiennent aux familles *monoparentales*, aux chômeurs non indemnisés, aux catégories ouvrières, en pourcentage plus proches du fameux seuil.

On y trouve, plus qu'ailleurs, des célibataires, des divorcés sans enfant, des veuves (ou des veufs) sans enfant après la troisième année de veuvage. En bref, ont peu de chances de s'en sortir ceux que la vie ou les séparations ont privé d'un signe social d'intégration dans un dispositif où les enfants *« sont une forme de sécurité »*, note un expert. Vécue majoritairement par des hommes, relativement jeunes, cette pauvreté-là est d'autant plus lourde à supporter qu'elle ne pouvait pas être compensée jusqu'à l'arrivée du RMI.

Equilibres précaires

Ces traits se retrouvent justement parmi les bénéficiaires du RMI, qui a donc partiellement atteint son objectif. Près des trois quarts (74,9 %) sont des personnes seules, 63,6 % n'ont pas d'enfant à charge et les hommes sont bien entendu les plus nombreux dans ce cas. L'âge moyen s'établit à 37,4 ans et la tranche des 25-34 ans représente 45,6 % des allocataires alors qu'elle totalise 28,8 % de la population française. Quatre sur cinq étaient des chômeurs non indemnisés, ainsi que leur éventuel conjoint pour les couples de pauvres. 70 % des allocataires n'ont pas de ressources ou ne touchent que des prestations familiales. Six chômeurs sur dix sont inscrits à l'ANPE au moment de leur demande d'un RMI.

A cela, il faut ajouter que 100 000 affiliations à l'assurance maladie ont dû être opérées et que 25 000 allocations logement ont été servies. Pourtant, de 35 à 50 % des RMistes sont logés gratuitement, le plus souvent chez leurs parents. On compte seulement 1 % de personnes hébergées par des institutions et 4 % de «sans domicile fixe».

Un nouveau paysage apparaît. Au voisinage de la pauvreté profonde, *mal cernée, existent désormais* des situations qui y ressemblent étrangement mais en sont écartées du fait de la multiplication des dispositifs d'aides. Les spécialistes, dont Serge Milano, décryptent à longueur d'études les multiples variantes qui font échapper au fameux seuil de pauvreté, là parce que le nombre des enfants est élevé, ici parce que l'allocation de solidarité se combine avec un salaire au SMIC.

Un véritable labyrinthe dans lequel le revenu d'assistance vient remplir la case manquante. Mais tous ces équilibres sont précaires et les groupes restent vulnérables. Combien sont-ils, ainsi maintenus au-dessus de l'abîme ? Là encore, on ne le sait pas avec précision. Chaque itinéraire comporte son tronc commun de détresses, et ses caractéristiques propres qui correspondent à un régime d'aide dont les plus démunis ne sont pas les seuls à profiter.

Pour autant, a-t-on apporté une solution autre que financière à cette litanie de malheurs provoquée, dans les histoires les plus dramatiques, par la perte de l'emploi, du logement, les dettes, la mauvaise santé et la kyrielle d'enfants ? Sûrement pas. De ce point de vue, là encore, le RMI donne la mesure des obstacles à surmonter quand il s'agit de donner un sens au «i», comme insertion.

En un an, 170 000 contrats d'insertion ont été signés, qui vont du retour à l'emploi au stage en passant par des cures de soins. Certains observateurs mettent en cause le faible contenu de ces contrats. Ils n'ont peut-être pas tort quand on sait que, sur ce nombre, 55 000 personnes ont bénéficié d'actions d'insertion professionnelle et que, parmi elles, 13 400 ont obtenu un contrat de travail, le plus souvent exonéré de charges sociales.

Dans la lutte contre la pauvreté, le plus difficile reste à faire. A moins de se satisfaire d'une situation où l'énormité des moyens mis en œuvre servirait à dissimuler l'ampleur d'un phénomène socialement inacceptable...

ALAIN LEBAUBE

Une psychanalyse du pauvre

Depuis huit ans qu'il travaille sur les plus pauvres, Patrick Declerck, psychanalyste, benjamin de la Société psychanalytique, a changé de discours. Quitte à déranger, il ne se berce plus d'illusions, après tant d'errances, de la fréquentation des marginaux du métro à la consultation de Médecins du monde en passant par les examens de cas à la maison de Nanterre, le lieu où, chaque nuit, arrivent les clochards ramassés dans Paris.

« Il y a désocialisation, associée à la pauvreté », dit-il, *« et il ne faut pas rêver à une restructuration rapide qui supposerait qu'ils veuillent réintégrer une société ou qu'ils partagent notre projet de réhabilitation que nous souhaitons leur imposer parce que nous avons mauvaise conscience. »* En conséquence, Patrick Declerck passa au fil du temps d'une étude ethnographique à une approche analytique.

« Ils n'appartiennent pas à une tribu, ne constituent pas une contre-société. Il n'y a pas de mythe ou de rituel à décrire », a-t-il progressivement constaté. *« Il s'agit seulement d'un agrégat d'individus qui vivent dans une non-société. Tous victimes d'un effondrement du lien social, l'explication de leur état serait alors à trouver du côté de leur vie psychique. »*

Pour s'en convaincre, il a observé que la dimension socio-économique de leur problème est toujours la même, ainsi que leurs discours. On y retrouve, pêle-mêle, les facteurs traumatiques interchangeables, les traits d'origine communs, les déséquilibres psychiques antérieurs à leur état, *« le manque du père ou de la mère »*, et, bien sûr, l'alcoolisme.

Chaque fois, des éléments ont déclenché l'exclusion mais, le terrain étant favorable, les très pauvres sont parfois devenus les acteurs de leur déchéance, y compris inconsciemment. Nombreux sont ceux qui cherchent à défaire leurs liens et vivent dans *« une autarcie mortifère, narcissique, régressive »* qui s'accompagne de phénomènes paradoxaux, par exemple de *« réactions thérapeutiques négatives »*. Continuellement, l'histoire de ces hommes – 92 % de la population en question – et de ces femmes se charge de conflits, de passages à l'acte destructeurs, de répétitions des erreurs, de rechutes et de trahisons apparemment incompréhensibles qui découragent ceux qui leur viennent en aide.

Un constat refoulé

Si le diagnostic est juste, Patrick Declerck en convient, il faudrait admettre que des traces de cette pathologie existent ailleurs, de façon latente. Le psychanalyste prétend que d'autres catégories de la population, en amont, présentent des caractéristiques semblables, à des degrés divers. Elles joueraient un rôle parmi les difficultés que l'on rencontrerait avec certains des bénéficiaires du RMI.

Bien évidemment, une telle thèse a de quoi déplaire, notamment dans les milieux caritatifs ou chez les responsables de programmes tels que celui du RMI. On accuse Parick Declerck d'être pessimiste et d'ajouter l'insulte à leurs malheurs. *« Tous les systèmes d'aide partent du principe que tout le monde, y compris les clochards, partage le même projet. »*

« Il devient louche de souligner que, malgré leurs revendications conformes aux attentes, ces exclus cherchent autre chose. Or, l'immense présence de l'échec prouve qu'il y a ambivalence, entre le discours et la réalité. Interrogées, des assistantes sociales du RMI finissent par admettre que les chances de réinsertion s'élèvent à 5 % certaines, et à 5 % supplémentaires possibles. »

De plus, ajoute-t-il, les décideurs, les institutions et les *« patients »* refoulent le constat, refusent de voir que leurs tentatives ne marchent pas, et y ont un intérêt commun. La démarche d'insertion est très longue et les moyens manquent de toute façon : il serait démoralisant de s'avouer l'ampleur de la tâche. Pour garder espoir, on préfère passer d'un cas raté au suivant.

Les *« patients »*, eux, se cantonnent dans un discours de victime qui, de manière pragmatique, leur évite de s'interroger sur eux-mêmes et leur permet d'attirer les soutiens. *« Il y a collusion névrotique »* entre les parties prenantes, se persuade Patrick Declerck. Plutôt que de reconnaître les situations, les intervenants en viennent à séparer les *« bons »* des *« mauvais »* pauvres ; les méritants ou les victimes *« qui n'y peuvent rien »* d'un côté, les pervers, paresseux et jouisseurs de l'autre.

Il est vrai, aussi, que la méthode proposée par Patrick Declerck est décourageante parce qu'elle réclame du temps, beaucoup de temps, et se solde en tout état de cause par des résultats infimes, perpétuellement remis en cause. Avec cette population, il ne faut en effet pas compter sur un processus cumulatif car *« tout se fait et se défait indéfiniment »*. Pour avancer, sans croire pouvoir régler le problème, il faudrait d'abord prendre l'habitude de considérer comme possibles les rechutes ou les aller-retour. Il serait nécessaire de créer des réseaux d'aide qui permettraient d'osciller dans des situations plus ou moins proches d'un *« bon fonctionnement »*, selon le rythme de chacun.

A tout moment, on devrait pouvoir aller dans un autre dispositif sans être pénalisé, puis revenir, et tirer ainsi profit de transitions. *« Nous devrions avoir un espace qui permette d'apprendre à jouer avec les règles puis qui facilite le passage de la mise en actes à la mise en discours »*, poursuit Patrick Declerck. *« Seulement, voilà, je propose une méthode interminable, qui coûte cher et exige beaucoup de personnel. »*

A l'entendre, tout le monde préfère ne pas savoir. Les besoins réels sont sacrifiés à une image de la pauvreté qui rassure. Même si cela conduit à aider à vie ces exclus. Même si un clochard parisien a un coût médical *« pharamineux »* : il n'est pas rare qu'il soit hospitalisé un mois par an.

A. Le.

CHAMPS ECONOMIQUES

Commerce extérieur : doit mieux faire

Suite de la page 25

● **Pneumatiques** : le principal fabricant, Michelin, devenu premier producteur mondial avec l'acquisition d'Uniroyal Goodrich, a beaucoup développé ses implantations à l'étranger. Il n'empêche que la France dégage depuis plusieurs années un solde positif de quelque 6 milliards. Les surcapacités mondiales et un possible retournement du marché automobile permettent, au mieux, d'espérer une stabilisation de cet excédent au cours des deux ou trois prochaines années.

Indépendamment du déséquilibre provoqué par l'insuffisance des ressources énergétiques (1), les principaux postes déficitaires du commerce extérieur français concernent l'électronique, le textile-habillement et les métaux non ferreux. Les produits concourant pour plus de 5 milliards de francs au déficit des échanges extérieurs sont les suivants :

● **Métaux non ferreux** : si les échanges sont équilibrés en ce qui concerne les demi-produits, le déficit est structurel pour les métaux bruts (– 16,8 milliards) ; à moyen terme, la nouvelle usine de Pechiney à Dunkerque contribuera à l'atténuer.

● **Fruits tropicaux, café, thé, cacao** : malgré la faiblesse des cours du café et du cacao, les importations nettes ont atteint 8 milliards en 1989.

● **Conserves** : la France est devenue de plus en plus importatrice, en particulier en conserves de poissons, en épicerie sèche et en jus de fruits ; le déficit atteint 8,8 milliards.

● **Corps gras alimentaires** : le déficit, structurel, s'est aggravé dans la période récente (7,4 milliards en 1989).

● **Engrais** : en difficulté chronique, l'industrie des engrais a un taux de couverture des échanges particulièrement faible (20,6 %) et affiche un déficit de 6,1 milliards.

● **Papier et carton** : si le solde négatif des échanges de papiers et cartons semi-finis s'est stabilisé en 1989 (9 milliards), celui des pâtes à papier (7,1 milliards) s'est creusé en raison de la hausse des cours, mais une certaine correction devrait intervenir en 1990. En outre, l'importance des investissements permettrait de réduire les importations de papier dans les prochaines années.

● **Machines agricoles** : malgré une nette reprise des exportations, le solde commercial de la branche est déficitaire (– 5 milliards), l'offre nationale étant insuffisante, voire nulle, pour certains matériels comme les moissonneuses-batteuses.

● **Machines-outils** : le déficit (8,6 milliards) a quintuplé en cinq ans. La profession, dépassée un temps sur le plan technologique – dans le secteur de la machine-outil à métaux particulièrement – a subi une grave crise dont elle n'a émergé qu'en 1988. Le maintien d'un taux élevé de l'investissement industriel se traduit par la poursuite d'une détérioration de la balance commerciale faute d'une offre nationale suffisante.

● **Machines de bureau et matériel électronique professionnel** : le déficit de cet ensemble, qui a tendance à s'aggraver, s'est élevé à 26,8 milliards en 1989. Le poste « matériel informatique » est le principal responsable de cette situation (– 16,9 milliards), du fait de l'essor de la micro-informatique, domaine pour lequel l'offre nationale est minoritaire. Les secteurs des composants électroniques et de la mesure électronique sont également importateurs nets.

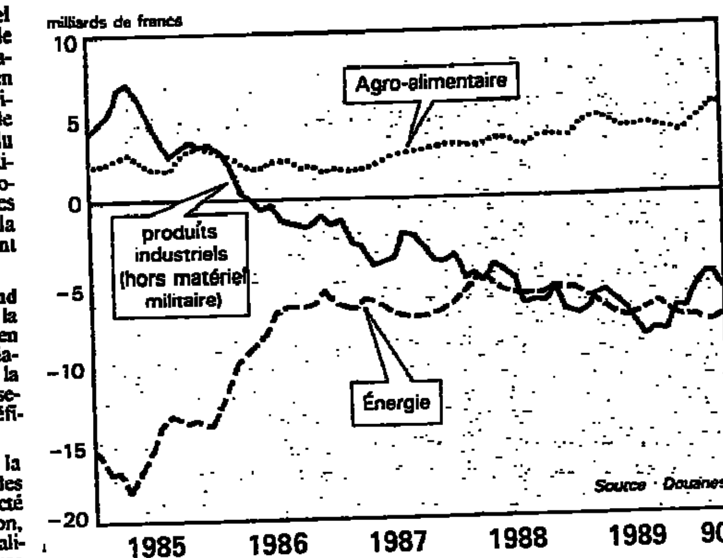
● **Matériel électronique grand public** : la domination japonaise en la matière ainsi que des importations en provenance des pays du Sud-Est asiatique sont d'autant plus graves que la demande connaît un taux d'accroissement élevé. Les échanges ont été déficitaires de 11,5 milliards en 1989.

● **Textiles, habillement, cuir** : la concurrence, spécialement celle des pays à bas salaires, a beaucoup affecté la branche, dont la restructuration, accompagnée d'opérations de délocalisation, est en cours. Le commerce extérieur a continué de se dégrader en 1989 pour la bonneterie (déficit de 11,2 milliards), les articles d'habillement (– 6,8 milliards) et la chaussure (– 6,9 milliards).

● **Meubles** : malgré l'amélioration observée depuis deux ans, le taux de couverture demeure très faible (43,6 %) et le déficit commercial atteint 8,3 milliards de francs.

Le déficit cumulé du commerce extérieur (CVS) à fin juillet 1990 ressort à – 17,7 milliards de francs contre – 24,7 milliards durant les sept premiers mois de 1989. Cette amélioration tient au ralentissement sensible des importations (qui, d'un semestre à l'autre, ont progressé en moyenne de 0,9 % contre 2,9 % entre le premier et le second semestre 1989) et à une accélération des exportations (+ 3,2 %, en moyenne, pour les six premiers mois de l'année, contre + 1,7 % au second semestre de l'an dernier). Les gains de termes de l'échange, permis par l'appréciation du franc, ont vraisemblablement compté pour beaucoup dans cette évolution, imputable aussi à la modération de la demande intérieure et à un arrêt de la formation de stocks.

Le déficit des produits industriels se creuse
(moyenne mobile)



Au vu des résultats enregistrés à fin juillet, il apparaissait ainsi probable que le déficit de l'année ne dépasserait pas celui de l'an dernier (44,3 milliards), le renforcement de l'excédent agroalimentaire et la tendance à contraction du déficit industriel (de l'ordre de 10 %) permettant de compenser un relèvement modéré de la facture pétrolière.

Les événements du Golfe, de par leurs répercussions directes sur le coût de l'énergie et indirectes sur le niveau de l'activité, ont remis en cause cette éventualité ; le surcoût pétrolier pourrait en effet, selon la récente estimation de l'INSEE (sur la base d'un cours du baril de 24,5 dollars et d'un dollar à 5,30 francs), atteindre quelque 10 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, ce qui aboutirait à un déficit commercial global de l'ordre de 50 milliards au lieu des 40 prévus en juillet.

A plus long terme, l'examen sectoriel auquel il a été procédé ci-dessus conduit à formuler des conclusions mitigées.

Pour les quatre principaux points forts actuels, les prévisions sont favorables en ce qui concerne l'agroalimentaire et, surtout, l'aéronautique. En revanche, elles sont peu encourageantes pour le matériel militaire, du fait de la contraction des budgets de défense dans le monde (sauf renversement de tendance consécutif à la crise du Golfe) et, dans une moindre mesure, pour l'automobile si la pénétration japonaise en Europe progresse comme il est à craindre.

En ce qui concerne les points faibles, le déficit du secteur de l'électronique continuera de s'aggraver tant que les Européens n'auront pas efficacement relevé le défi japonais en unissant et en accentuant leurs efforts, en particulier dans le domaine de la recherche. En revanche, le taux de couverture de la plupart des autres branches devrait cesser de se dégrader, voire même, dans certains cas, amorcer une remontée.

Pour le reste, le redressement du commerce extérieur passe inéluctablement par l'élimination de déficiences bien connues, notamment en matière de services commerciaux, et plus encore par une résorption du retard pris dans l'investissement. Les progrès remarquables réalisés par les entreprises au cours des dernières années quant à la compétitivité et aux implantations à l'étranger sont de bon augure mais exigent d'être poursuivis sans relâche et d'impliquer plus largement les PMI.

MICHEL DE CROUSNILHON et PIERRE FROMENT

(1) Les importations nettes ont atteint, en 1989, 55,2 milliards de francs pour le pétrole brut, 13,7 milliards pour le gaz naturel et 6,1 milliards pour le charbon. S'y ajoutent les importations nettes de produits pétroliers raffinés, 16,4 milliards.

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Communisme ou tricherie sur le capital

C'EST au nord de la Bohême, à en croire les études faites sur le sujet en Tchécoslovaquie et à l'étranger, que la pollution serait la plus grande. L'étendue du « désastre écologique », on en a un avant-goût en traversant *Pilsen. Les hautes cheminées en* brique crachant la fumée sont ici concentrées en grand nombre. Les yeux vous piquent tandis que défile un paysage urbain désolant de bout en bout.

De vieux bâtiments ont conservé sous la poussière, et malgré le manque de réparations, une certaine beauté. On espère qu'un jour prochain, si la spéculation immobilière ne les rase pas, ils serviront de points relais pour remodeler entièrement un habitat composé de laides bâtisses anciennes ou moins anciennes et dont beaucoup sont en très mauvais état.

S'appuyant au moins en partie sur les résultats restés longtemps sous le boisseau d'une enquête entreprise il y a quelques années par des chercheurs tchécoslovaques, les experts de la Banque mondiale estiment que 32 % de la population de la république tchécoslovaque sont exposés aux effets d'un haut degré de pollution de l'atmosphère et de l'eau. Sur place et sans moyens pour vérifier ces chiffres alarmants et d'autres aussi préoccupants, on ne doute pas que les habitants de Pilsen en ont pour leur compte.

C'est en 1983 que l'Académie des sciences avait établi un rapport attirant *l'attention des autorités sur l'ampleur* des dommages causés à l'environnement. Les autorités en question commencèrent par réagir en mettant un strict embargo sur le document.

A la suite des fuites qui permirent malgré tout de faire connaître les principales conclusions à l'Occident, les auteurs furent rétrogradés. Le gouvernement de l'époque ne se contenta toutefois pas d'étouffer le scandale. Déjà les dépenses publiques consacrées à la protection du milieu environnant étaient loin d'être nulles.

Certaines mesures furent renforcées *mais sans succès apparent.* La raison pourrait bien être que l'ancien régime, de par la nature de sa gestion économique, était conduit *« à ne s'attaquer qu'aux symptômes, jamais aux causes ».* (Banque mondiale). La dégradation accélérée de l'environnement n'est elle-même que l'aspect le plus visible – mais aussi le plus grave – d'un problème plus général.

Deux circonstances donnent au cas tchécoslovaque une sorte d'exemplarité à l'envers. La première est que ce pays était, jusqu'à la révolution de velours (novembre 1989), gouverné par une équipe de communistes ultra-orthodoxes. La deuxième est que les faits observés, ainsi que les témoignages reçus, concordant pour une fois à peu près avec les statistiques, on peut estimer que dans l'ensemble la population jouissait d'un niveau de vie sans doute médiocre, voire très médiocre (à cause notamment de la mauvaise qualité de l'habitat et des appareils domestiques vendus), *mais* assurant tout de même l'essentiel à des prix souvent très bas. Pour un Polonais ou un Roumain, un voyage en Tchécoslovaquie, c'était la promesse de magasins approvisionnés et du plaisir (tout est relatif) d'une certaine variété.

L'échec ou bien n'étant pas total, ou *bien n'étant pas complètement visible,* la question de savoir comment un tel pays a essayé de se sortir de ses difficultés pour rejeter finalement la formule – sans en avoir encore trouvé une autre – n'offre pas seulement qu'un intérêt rétrospectif. D'autant plus que les réponses qu'elle appelle sont sans doute de nature à éclairer, dans un pays comme le nôtre, l'obscur débat sur le système économique, le capitalisme, le marché et *tutti quanti.*

La Banque mondiale, pour sa part, accepte l'idée qu'en moyenne la consommation a dû, au cours de la dernière décennie, augmenter alors que la production marquait le pas. N'est-il pas étonnant à première vue que le stalinisme associé à l'édification à marche forcée d'une industrie lourde aboutisse, toutes proportions gardées, à une économie où le trait dominant semble être, contrairement à tous les schémas établis, la priorité donnée à la consommation sur l'investissement ? Que les données chiffrées disponibles ajoutent à la confusion doit être considéré comme un élément essentiel de la situation. Pourrait-on décrire le climat de l'Irlande sans parler du brouillard ?

D'abord les chiffres font état d'un taux encore considérable d'investisse*ments bruts et nets. En brut, la propor*tion serait, une fois les corrections apportées pour passer du système de comptabilité nationale appliqué dans les pays ex-communistes au système standard des Nations unies, de 29 %. En net, c'est-à-dire sans compter les amortissements, le pourcentage serait d'environ 13,5 %.

CEPENDANT, les prix auxquels sont évalués ces investissements, notamment ceux qui intéressent des secteurs en totale perte de vitesse sur le marché international et qui ont continué à être favorisés par le Plan, *ont-ils vraiment une signification écono*mique ? Quant à l'augmentation de l'appareil productif (investissements nets), elle est encore plus aléatoire si l'on tient compte du flou qui entoure les règles d'amortissement. Une chose paraît quasiment certaine : le taux de dépréciation appliqué aux actifs immobilisés est grossièrement sous-estimé, ce qui fait apparaître par contraste plus importante la part revenant à l'investissement net. L'argument paraît corroboré par ce que l'on sait de l'état du parc industriel. La moitié des chaudières en service dans les usines seraient vieilles d'au moins quinze ans, la proportion de celles datant d'avant l'année 1920 serait de 10 %. Les machines des usines Bata qui dataient de l'avant-guerre, ont été renouvelées pratiquement à l'identique (voir *le Monde* du 6 avril).

Devant le spectacle d'un pays où tant de choses sont à refaire, où les principes les plus fondamentaux de la gestion ont été tellement malmenés qu'on est tenté de parler de degré zéro de l'économie, on est tout naturellement porté à se poser des questions de caractère également élémentaire. Aucun pays n'a encore réalisé, il s'en faut de beaucoup, l'état d'abondance. Même dans les plus prospères, des besoins immenses restent à satisfaire. Comment expliquer l'absence d'une pression irrésistible pour consommer tout de suite pratiquement la totalité de la production nationale ?

Supposons même que les plus démunis soient tenus en lisière par la force publique et le souci général de la respectabilité, il reste qu'au niveau de la société tout entière il apparaît bien difficile de déterminer quelle part doit revenir aux dépenses courantes et quelle part doit revenir à, disons, la préparation de l'avenir.

Ne serait-ce pas en définitive la logique de l'échange qui inspire la pré*voyance et toutes les précautions pos*sibles et imaginables prises couramment contre l'usure physique et économique (phénomène de l'obsolescence – en français : désuétude ! – qui guette tout bien matériel). Si je possède une maison, le seul souci d'en conserver la valeur me pousse à ne pas différer *la réfection de la toiture.*

Il n'est pour une entreprise que deux méthodes concevables pour imputer les annuités d'amortissement : sur les bénéfices ou sur le prix de revient. Dans des régimes où l'on ne consent à faire une part au profit qu'à titre de concession provisoire et sous couvert de maints alibis, la première solution n'est guère praticable. La deuxième ne l'est pas davantage dans les faits, puisque les prix sont fixés de façon administrative et ne correspondent pas aux coûts de production (à supposer même que ce soit l'intention du Plan, celui-ci met en moyenne trois ans pour réviser ses barèmes). La différence en moins, quand elle existe, est comblée par des subventions. Peut-on attendre que les pouvoirs publics utilisent ces dernières en tenant dûment compte des charges d'amortissement ? Cela paraît pratique*ment impossible, politiquement et psy*chologiquement.

EN Tchécoslovaquie le lignite est mis à la disposition des entreprises à un prix sensiblement inférieur à son coût d'extraction. Cela encourage l'utilisation de ce combustible particulièrement nocif. Le même phénomène existe dans l'Allemagne de l'Est voisine où le taux de pollution moyen est encore supérieur. Ce n'est pas sans raison que le rapport de la Banque mondiale sur la Tchécoslovaquie (non diffusé dans le public !) estime qu'à elles seules les distorsions de prix *annulent, et au-delà, l'effet* des dispositions prises pour lutter contre les pollutions (usines de traitement, recherches pour implanter des variétés d'arbres résistant aux pluies acides).

Rétrospectivement les effets massifs dans l'industrie lourde apparaissent comme un effort maladroit et pathétique pour compenser une impuissance congénitale à gérer le stock de capital. Si le capitalisme a eu si longtemps mauvaise presse et reste dans son principe détesté par beaucoup de gens, c'est certainement pour les inégalités patrimoniales (et de revenus) qu'il suscite *inévitablement, mais plus obscurément* sans doute aussi pour le rappel à l'ordre économique que ces règles de fonctionnement imposent continuellement. L'incapacité du modèle opposé à en définir d'autres a commencé à changer en profondeur les termes du débat public, à l'Ouest comme à l'Est.

POINT DE VUE

Pour un projet Baltique-Méditerranée

Construire un ensemble pour 600 millions d'habitants d'Helsinki à Casablanca, de Dublin à Sfax

par Henri Régnault

L'EUROPE n'a pas eu le temps de célébrer ses *retrouvailles est-euro*péennes que déjà la Méditerranée se rappelle à son souvenir : à l'Ouest, avec les incertitudes algériennes et maghrébines, mais aussi à l'Est, encore plus brutalement, par des bruits de bottes irakiens sur fond de crise pétrolière. Ainsi l'Europe *est mise au défi de concevoir son* avenir dans un projet géopolitique englobant l'Europe de l'Est et la Méditerranée : ce projet doit rechercher sécurité et prospérité pour l'Europe, mais sécurité et prospérité ne seraient qu'illusions si elles n'étaient pas partagées avec nos zones de proximité.

La CEE à douze, centrée sur elle-même, c'est fini. L'Europe ne pourra maintenir sa dynamique unificatrice et ne pourra digérer la réunification allemande que dans l'affirmation d'un nouveau projet géopolitique. La conception qui sous-tendait l'Europe d'hier était fondée sur une dichotomie CEE-reste du monde.

Dans ce reste du monde, les pays en développement étaient conçus comme une vaste zone indifférenciée. Hormis des aides spécifiques aux plus pauvres, tous les pays intermédiaires étaient logés à la même enseigne des *« préférences généralisées »*, les pays méditerranéens n'ayant pas un statut très différent du Sud-Est asiatique et notamment des fameux « dragons ».

L'ouverture à l'Est fait apparaître un premier projet de reconversion. Une nouvelle dichotomie émerge : d'un côté, la CEE et sa zone de proximité est-européenne, de l'autre, le reste du monde. Ce projet, porté par une RFA en train d'absorber la RDA aujourd'hui et, demain, de faire entrer l'Autriche dans la CEE, éclairé d'un jour nouveau par les événements dans les pays Baltes, tendrait à faire de la mer Baltique – des villes hanséatiques – et de la *Mittleleuropa* le pôle de dynamisme d'un nouvel ensemble *européen décalé au nord-est. Il* peut être plus ou moins acceptable pour l'Europe du Nord-Ouest, les pays scandinaves et l'Europe de l'Est, une fois apaisées quelques appréhensions bien compréhensibles.

Mais, en toutes circonstances, un tel projet est inacceptable pour *l'Europe du Sud* et *plus particuliè*rement du Sud-Ouest : il conduit à une marginalisation géographique, culturelle et économique de la péninsule ibérique, d'une bonne partie du territoire français et du Sud italien, marginalisation qui impliquerait de fortes tensions au sein de l'Europe des Douze. Nous *savons trop ce que nous devons à* la CEE – la paix, le développement économique et technologique, une dynamique démocratique... – pour que nous puissions prendre le risque de voir s'y développer des forces centrifuges, en contemplant, impuissants, la mise en œuvre d'un tel projet.

Les forces unitaires

Toutefois, un deuxième scénario de reconversion est concevable, plus favorable à l'Europe du Sud et à la Méditerranée, et, surtout, porteur de forces unitaires : d'une *part, la CEE flanquée de ses zones* de proximité est-européenne et méditerranéenne, d'autre part, le reste du monde. C'est le scénario Baltique-Méditerranée unies face au Pacifique, la reconnaissance d'un ensemble de six cents millions d'habitants, d'Helsinki à Casablanca, de Dublin à Sfax, d'Ankara à Lisbonne. Au-delà d'une belle symbolique historique, que suppose concrètement la mise en place d'un tel projet ? Il faudrait que la majorité des conditions suivantes soient remplies :

● Que la CEE renonce à ses indifférences généralisées, au profit d'un système de préférences effectives pour nos zones de proximité à l'est et au sud.

● *Que les pays méditerranéens* hors CEE sachent profiter de cette ouverture pour se transformer en nouveaux « dragons » ce qu'ils sont loin d'être aujourd'hui, et que se développe ainsi l'emploi, par remontée progressive dans les filières de production et densification du tableau d'échanges interin*dustriels.*

De ce point de vue, l'avenir d'une construction économique maghrébine sera d'une grande importance : quels que soient les débouchés offerts par la CEE, le Maghreb ne gagnera sa bataille de l'emploi que si ses échanges inter et intra-branches sont aussi intra-*maghrébins pour une bonne part.* De même, les pays d'Europe de l'Est les moins développés, inintégrables à moyen, voire à long terme dans la CEE, auront sans doute à s'organiser entre eux.

● Que le nouveau système de préférences soit tel qu'il ne puisse pas permettre aux pays tiers, *notamment asiatiques, d'utiliser* nos zones de proximité comme base d'attaque du marché européen. En clair, nous devons dire à nos proches partenaires : d'accord pour une union à deux – les salaires pour vous, les profits en partie pour nous (notamment pour nos caisses de retraite), – mais pas *d'accord pour un ménage à trois* avec les profits pour les Japonais et à nous, CEE, de passer à la caisse !

Cette clause ne serait pas une condition léonine imposée à nos partenaires si elle s'inscrivait dans le cadre d'un nouveau système de préférences leur garantissant des débouchés privilégiés. Elle ferait partie d'une relative distanciation de la zone européo-méditerranéenne par rapport au marché mondial, distanciation particulièrement favorable aux main-d'œuvre concernées qui seraient ainsi moins soumises au chantage de salaires asiatiques encore plus bas. Chantage qui alimente aussi des dépréciations répétées de mon*naies méditerranéennes aujour*d'hui, est-européennes demain.

L'ensemble européo-méditerranéen connaît des différences de salaires suffisantes pour mettre en œuvre une division régionale du travail sur une grande échelle. Il n'est pas besoin de prôner un misérabilisme salarial qui serait un frein au développement des pays les plus pauvres de nos zones de proximité.

Une charte de circulation

● Que les taux de croissance souhaités en Europe s'harmonisent par le haut. Les nouveaux besoins de croissance allemande, liés à la reconstruction de l'ex-RDA, favoriseront-ils un desserrement du garrot monétariste qui étrangle la forte croissance nécessaire au Sud de l'Europe pour enrayer son chômage ? La demande de prêts pour l'Europe de l'Est n'empêchera-t-elle pas toute diminution des taux d'intérêt réels très élevés aujourd'hui, ou bien pourra-t-elle être compensée par une réduction des budgets militaires ? L'Europe saura-t-elle réinventer Keynes, non plus à l'échelle de nations dont les degrés d'ouverture sont trop éle*vés pour permettre des politiques* nationales audacieuses, mais à l'échelle d'une zone plus vaste ? Une crise pétrolière débouchant sur une forte hausse durable des prix du pétrole pourrait-elle remettre en cause ces perspectives de forte croissance européenne ?

Ces questions seront fondamentales, pour l'Europe et pour la Méditerranée : si une plus forte croissance allemande, ou la fin du règne sans partage du mark au profit d'un SME plus multipolaire, permettait une plus forte croissance sud-européenne, la question des migrations du sud vers le nord de la Méditerranée pourrait être dédramatisée et favoriser le maintien d'une bonne liberté de circu*lation entre les deux rives de la* Méditerranée, et à l'intérieur de la zone communautaire pour les non-Européens. Or, sans liberté de circulation, comment pourrait-on envisager d'imbriquer de plus en plus les économies méditerranéennes à l'économie européenne ?

Qui dit liberté de circulation, ne dit pas forcément liberté d'installation ; mais soyons clairs sur ce thème. L'émigration d'hier – massive et industrielle – est terminée, remplacée par les délocalisations d'entreprises. Ceci impose à nos zones de proximité de ne pas compter sur une émigration de *masse et non qualifiée* pour résoudre leurs problèmes d'emploi. Mais ceci ne signifie pas la fin de tout mouvement migratoire.

L'émigration de demain reste encore floue dans ses caractéristiques, mais qui pourrait douter de sa réalité, surtout si nous savons œuvrer à une grande période de *prospérité européenne et méditer*ranéenne ?

Par quelles forces ce projet Baltique-Méditerranée peut-il être porté ? Par la seule Europe du Sud, qui n'accepterait la Baltique que parce qu'elle ne peut pas faire autrement, mais qui avancerait la Méditerranée pour rééquilibrer *l'ensemble européen au sud ?* Certes, c'est le scénario le plus favorable à l'Europe du Sud mais aussi à l'ensemble européo-méditerranéen tout entier.

Ce n'est un projet dicté ni par la peur du poids économique de l'Allemagne ni par celle du poids démographique du sud de la Méditerranée. C'est un projet positif, offensif et unitaire :

● Positif : l'économie n'est pas un jeu à somme nulle. Une division européo-méditerranéenne du travail peut être une formidable synergie où nous avons tous à gagner.

● Offensif : il faut prendre le problème démographique du sud de la Méditerranée sous l'angle du développement économique et répondre à la concurrence asiatique par l'initiative européenne.

● Unitaire : en mettant en avant les convergences d'intérêts possibles, nous dépasserons les menaces sur l'unité européenne que ferait peser une ouverture limitée à l'Est, et nous combattrons les grandes frayeurs qu'agitent les nostalgiques d'ordres peu démocratiques.

La géographie reprend ses droits : à l'heure où l'Australie s'aperçoit qu'elle est asiatique, pourquoi l'Europe ne s'apercevrait-elle pas que ses deux matrices rivales que furent la Baltique et la Méditerranée pourraient fort bien constituer le bipôle d'une euro-offensive, le deuxième souffle d'un euro-optimisme ? Alors, mais alors seulement, la chute du mur de Berlin *aura été un événement totalement* positif pour l'Europe et pas seulement pour l'Allemagne.

▶ *Maître de conférences à l'université de Pau.*

هكذا من الاصل

IUT ET BTS, LE PLUS COURT CHEMIN POUR ALLER LOIN ?

LES EMPLOIS QUI MARCHENT SONT-ILS BIEN CEUX QUE L'ON CROIT ?

RÉPONSES MARDI 11 SEPTEMBRE

(numéro daté mercredi 12)

dans

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS ◆ EMPLOI

Aujourd'hui, formations et secteurs d'activité sont en permanente évolution. De nouveaux métiers se créent, d'autres se transforment : les compétences s'affinent, les exigences deviennent multiples.

Dans ce contexte, l'avenir est à ceux qui analysent et anticipent les nouvelles données d'un jeu sans cesse plus complexe.

Le Monde Initiatives a été créé pour eux, cadres et étudiants.

Pour qu'ils trouvent informations et enquêtes sur les carrières, la formation professionnelle, les études et leurs débouchés. Pour qu'ils aient à leur disposition des offres d'emploi afin d'agir à bon escient, au bon moment.

Le Monde Initiatives « Campus-Emploi », avec votre quotidien *le Monde*, sans supplément de prix.

Chaque mardi (numéro daté mercredi).

L'AVENIR EST A CEUX QUI LE LISENT DÈS AUJOURD'HUI

NOUVEAU SUPPLEMENT CHAQUE MARDI (numéro daté mercredi)

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

FRANCHE-COMTE

AUPRES DU PRESIDENT, TOUTE LA GESTION FINANCIERE... ET L'ANIMATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE

Filiale d'un grand groupe français coté au second marché de Paris, notre société industrielle située en Franche-Comté (500 personnes, C.A. 89 : 500 MF) connaît un fort développement tant en France qu'en Europe. Dans le cadre du renforcement de nos structures, nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur Financier

Rattaché au PDG et membre du Comité de Direction, vous couvrirez l'ensemble de la fonction (contrôle de gestion, comptabilité, trésorerie et informatique), vous coordonnerez et animerez le plan stratégique à trois ans, travaillant en étroite collaboration avec les responsables opérationnels et les patrons de filiales. En outre, vos fonctions vous amèneront à traiter tous les aspects financiers attachés aux domaines juridiques et fiscaux, aux assurances, à la prévoyance...

De formation supérieure en gestion (ESC ou équivalent), à 35 ans environ vous parlez l'anglais et si possible l'allemand ou l'espagnol, et vous avez acquis une expérience d'au moins trois ans en qualité de responsable du contrôle de gestion d'une importante entreprise industrielle à vocation internationale. Une première expérience dans un cabinet d'audit international constituerait un atout complémentaire.
Pour cette fonction clé de notre entreprise, nous ferons bien sûr appel à tous vos talents de gestionnaire, mais aussi à votre sens de la communication et à votre dynamisme. Nous devons en effet notre réussite à une équipe déjà «internationalisée», qui sait allier professionnalisme et esprit d'entreprise, qui en un mot, aime la réussite, et nous attendons un Directeur qui nous ressemble.

Notre Conseil, Pierre CHAUSSEMIER, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence K/DFI/LM, à l'adresse suivante : **RPC 34, rue de la Fédération 75015 PARIS.**

membre de SYNTEC — EuroPA



Raymond Poulain Consultants

Groupe industriel européen
recherche dans le cadre de sa croissance :

DIRECTEUR GENERAL

BILINGUE ALLEMAND-FRANCAIS

Paris **800/1.000.000 FF**

Vous dirigerez plusieurs entités industrielles situées en France et en Allemagne.

Vous avez une expérience confirmée de Direction Générale en milieu industriel, une bonne maîtrise de l'environnement européen et plus particulièrement du monde germanique.

Nous souhaitons rencontrer un candidat à fort charisme, capable de s'adapter à la croissance rapide d'un Groupe.

Merci d'adresser en toute confidentialité votre CV + lettre manuscrite sous la réf. 5689 LM à notre Conseil.

Ressources & Développement

GROUPE INTERNATIONAL
11 Milliards de C.A., plus de 3 Milliards en France.



Résultats financiers de premier ordre, leader sur nos marchés, des produits et services en constante évolution technique destinés à un réseau de grossistes professionnels et très appréciés des prescripteurs : tels sont les quelques éléments moteurs qui ont forgé notre notoriété et traduisent le professionalisme de nos hommes.
Achats de sociétés et nouvelles implantations industrielles prouvent la détermination de notre Groupe face à une concurrence vigoureuse et de qualité.

Agé d'au moins 35 ans, vous aurez à manager les Directions des Ventes, du Marketing et de la Communication, représentant plus de 100 personnes, dont près de 80 cadres.

La réussite dans ce poste exige une personnalité et un potentiel de haut niveau sachant agir avec souplesse et détermination et vous permettra d'évoluer vers un poste de management général en France ou en Europe.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence A/09/27 à notre Conseil
Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS, qui vous garantit la plus stricte confidentialité

FAVEREAU CONSULTANTS

(Organisation et Publicité)

Directeur Général Adjoint

LE FLOCKAGE

FILIALE DE



Filiale du groupe GEVELOT, nous sommes leader européen sur notre marché dans la fabrication et la vente de fibres textiles coupées et teintées à usages *multiples (industrie automobile, applications murales, décoration)* ; nous réalisons un CA de 90 MF avec un effectif de 120 personnes. Nous recherchons notre directeur général adjoint qui sera nommé à court terme, président avec statut de mandataire social. Il aura à manager son équipe *(commercial et production)* dans le cadre d'objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité : amélioration de la productivité et de la marge. Les profits financeront les investissements industriels. Ce poste s'adresse à une personne de formation ingénieur (mécanicien ou textile), ayant eu une expérience réussie de la responsabilité d'un centre de profits. Il aura acquis son expérience en milieu industriel (ex : sous-traitance automobile) et de préférence en petite structure. L'anglais est indispensable. Le poste est basé à **Chateauroux.**

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1177.90 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Paris **400.000 +**

Un directeur général qui aime l'action

Nos 5 agences de Conseil en gestion d'énergie, filiales d'un groupe international, jouissent d'une réputation méritée. Nous recherchons le candidat capable d'assumer la direction de ce réseau.

C'est d'abord un animateur, capable de mobiliser les ressources humaines de l'entreprise pour une meilleure qualité de service. C'est aussi un gestionnaire qui n'hésite pas à repenser les procédures et l'organisation. C'est enfin un commercial, soucieux d'adapter les prestations aux besoins de plus en plus exigeants de la clientèle.

Vous disposez d'une équipe motivée et compétente pour mener à bien votre mission.

Le poste s'adresse idéalement à un généraliste de 35/40 ans fort d'une expérience probante dans le domaine de l'énergie, recherchant autonomie et responsabilités importantes.
Christian TOMCZYK traite confidentiellement votre candidature et vous remecie de lui écrire sous la référence 2462 LM - ARGOS - 1001, avenue de la République - B.P. 1049 59701 Marcq-en-Baroeul.

Membre de Syntec — (Organisation et Publicité)

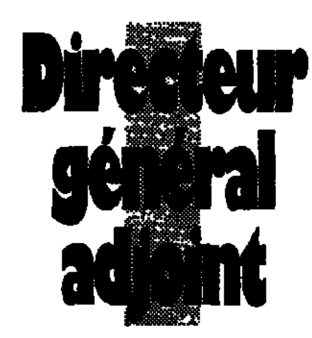


BERNARD JULHIET argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Groupe National souhaite associer aux performances de sa Division : LEVAGE, TUYAUTERIE, MECANIQUE, MAINTENANCE, de la moitié Nord de la France un





à même de gérer, sous tous ses aspects, 10 centres de profit et 100 MF de CA. Il intégrera une équipe dynamique qui a porté le groupe en position de leader dans des métiers en pleine mutation.

Ingénieur expérimenté *dans les domaines d'activité cités, ayant* acquis une expérience réussie de généraliste et de gestionnaire d'une ou plusieurs unités.

Autonome, il est attaché au Président du groupe et en prise directe avec les responsables des centres de sa Division.

Le développement des activités fait partie intégrante de sa mission.

Basé à proximité **d'Aix-en-Provence,** le poste implique de nombreux déplacements.

La rémunération est d'autant plus motivante qu'elle comporte un fort intéressement aux résultats, plus une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et rémunération actuelle) en précisant la référence 94127 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

AVEYRON

Directeur d'Etablissement

Secteur hospitalier

Important Groupe Hospitalier Privé 5000 personnes, 5 établissements répartis sur toute la France.

Nous voulons confier la Direction de l'un de nos établissements (850 salariés) à un Cadre de formation supérieure ayant acquis une bonne expérience professionnelle dans un poste de management.

Responsable de la conduite générale et du bon fonctionnement de l'hôpital, ainsi que des structures extra-hospitalières, il est le moteur d'actions et d'objectifs dont il a la charge. En accord avec la politique et les directives du Conseil d'Administration et du Siège Social, il dirige et anime les différents services de l'établissement, gère son budget, établit les relations nécessaires à l'exercice de sa fonction avec diplomatie et sens des négociations.

Gestionnaire rigoureux, homme d'animation et de dialogue, capable d'adhérer à l'éthique de notre Groupe, et d'établir des relations de confiance avec l'ensemble de ses partenaires, il pourra s'épanouir dans une fonction intéressante et variée par la multiplicité des actions à mener.

Notre Conseil Pascale Puybonnieux vous remercie de lui *adresser votre CV avec photo et* rémunération actuelle sous la référence 3399M.



65, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

Brooks INTERNATIONAL

Notre expertise réside dans l'accélération des changements au sein d'entreprises importantes et notre professionnalisme intervient dans l'*amélioration rapide et* substantielle de leur compétitivité.

SENIOR MARKETING EXECUTIVE

FRANCE

Nous proposons ce poste à une personne de *valeur, bilingue parfait* anglais, ayant 10 ans et plus de succès dans la vente de concept au niveau Direction Générale ou ayant occupé une fonction de Dirigeant dans un Groupe.
Une rémunération annuelle de 1,3 MF + (salaire fixe important) est à la mesure de vos performances.

Merci d'adresser votre candidature et votre photo
à BROOKS INTERNATIONAL - 15, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.

WEST PALM BEACH, LONDON, PARIS, MADRID

(Organisation et Publicité)

هكذا من الأصل

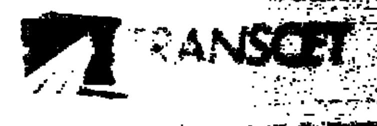
هكذا من الأصل

Le Monde des Juristes

Le Monde des Dirigeants



هكذا من الأصل



Le Monde 

A:/COGEMA/15328/2



COGEMA

LE GROUPE COGEMA

17 000 PERSONNES

23,6 MILLIARDS DE FRANCS DE C.A. DONT 33 % A L'ETRANGER

140 REACTEURS NUCLEAIRES ALIMENTES DANS LE MONDE

JEUNES INGENIEURS + 3ème CYCLE DE GESTION OU ECONOMIE

Notre groupe est le seul au monde à maîtriser l'ensemble du cycle du combustible nucléaire. Notre stratégie industrielle s'inscrit dans la perspective du long terme : avant le milieu de la décennie, nous aurons franchi une étape importante de notre politique d'investissement (33,9 milliards de F en 5 ans).

GESTION DE CONTRATS

Vous devrez mettre en place un système de gestion pour une partie des produits issus de nos activités de retraitement des combustibles nucléaires. Vous serez intégré à une petite équipe de cadres gestionnaires de contrats.

Le poste comporte des activités variées : • suivi des productions • affectation aux différents clients • prise en compte des aspects économiques dans le cadre de chaque contrat.

A la charnière entre les usines et les clients étrangers, vous aurez à utiliser vos compétences techniques et celles de gestionnaire. L'anglais est indispensable. Cette offre est ouverte aux débutants. (Réf. BR/CTP)

PLAN ET ETUDES ECONOMIQUES

Vous participez à l'élaboration des plans pluriannuels et des études qui y sont associées. Vous identifiez et collectez les informations auprès des différents gestionnaires, concevez les programmes informatiques nécessaires (langage APL) : vous contrôlez la fiabilité des résultats et rédigez les conclusions de ces études.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez une formation complémentaire ou une première expérience en gestion (planification, études technico-économiques, gestion industrielle ou de projet). (Réf. SAEP)

Pour ces postes basés à notre siège social de Vélizy, nous recherchons des jeunes cadres rigoureux, motivés, mobiles, ayant le sens de la communication.

Nous leur permettrons au cours de leur carrière dans nos différentes branches d'activités et dans nos filiales, de découvrir des métiers très diversifiés : gestion, technique, commercial.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à la DRS Gestion des Cadres - COGEMA - 2, rue Paul Dautier - BP 4 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY.

Organisation et Publicité

Responsable Fiscal

Euro Disneyland recrute dès maintenant 12000 professionnels qui participeront à la réalisation du plus grand complexe de loisirs d'Europe : un site de 2 000 ha, organisé autour de deux parcs à thèmes, plusieurs hôtels, des boutiques, des restaurants...

Directement rattaché au Directeur fiscal au sein de notre division Finance/Trésorerie, vous participerez en votre qualité de fiscaliste expérimenté à la création et à la mise en place de nos procédures, élaborerez et/ou contrôlerez l'ensemble de nos déclarations fiscales.

De formation supérieure (ENI, ESC ou 3e cycle universitaire option Fiscalité, complétée par un DECS), votre expérience de 7 à 10 ans, dont au moins 5 en entreprise, vous donne une excellente compétence en fiscalité française. Pour avoir travaillé dans un holding ou un groupe français important, vous connaissez les mécanismes de reporting et de consolidation fiscale. Vous maîtrisez l'outil informatique et êtes bilingue français/anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. FN/0221/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.





Euro Disneyland S.C.A.

les professionnels de l'imagination

© Disney

Le Monde des Juristes



Important Groupe Français de Transports de Voyageurs,
CA contrôlé 1 900 000 KF
Recherche un(e)

Consultant Juridique (réf. CJ/66)

Au sein de l'équipe juridique de notre siège, conseil direct de la direction générale, vous serez consulté(e) par les services fonctionnels, les filiales et les organismes publics assistés et serez associé(e) à toute décision pouvant avoir une incidence juridique. Vos missions couvriront tous les domaines du droit des affaires. Vous imaginerez également nos conditions d'intervention auprès des collectivités locales pour la gestion de leurs services publics (montage, contrats et conséquences fiscales) et participerez à leur négociation.

De formation juridique (3ème cycle de droit privé et/ou public, maîtrise plus formation complémentaire de type IEP) vous avez une expérience significative de la fonction juridique en cabinet ou service juridique d'une entrepise ou d'une collectivité locale (5 ans minimum). De réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe sont offertes à un candidat de valeur.

Envoyer dossier de candidature complet (lettre man. + CV + phoro + prét.) s/réf. CJ/66 à TRANSCET - Direction des Ressources Humaines - HERON BUILDING - 66 Avenue du Maine, 75014 PARIS.

DESSEIN

GROUPE RMC FRANCE
Leader Européen du Béton prêt à l'emploi

Juriste d'Entreprise

Vous possédez au minimum trois ans de pratique du Droit des Sociétés. Vous êtes rigoureux(se) et organisé(e).

Nous vous proposons d'assister, au sein de notre siège social, notre Directeur dans la gestion du secrétariat juridique des différentes sociétés du Groupe : constitutions, convocations, tenue des Assemblées, absorptions, fusions, etc... en intégrant un important groupe industriel (75 sociétés - 2000 personnes en France).

Des connaissances en micro-informatique sont souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 150, à J.L. Yzèbe, RMC France, 2 rue du Verseau, 94583 Rungis Cedex.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



La Société Française HOECHST recherche

CREDIT MANAGER

Comptant parmi les toutes premières filiales de HOECHST dans le monde, nous réalisons en France un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards, dont près de la moitié provient de notre production. 4 usines et un Centre de Recherches fabriquent et développent une large gamme de produits spécifiques.

Chef du Service Crédit, votre mission consistera, au sein de la Direction Financière, à réduire les risques d'insolvabilité de nos clients par :

- l'analyse et le suivi de l'évolution de leur situation financière,
- le développement des contacts avec la clientèle mais aussi avec les responsables commerciaux de notre Groupe,
- votre participation à l'évolution de nos outils et systèmes de prévention des risques.

Vous êtes déjà familiarisé avec le droit commercial, l'analyse de bilan, les techniques de crédit au travers d'une précédente expérience soit similaire, soit différente, mais qui vous a préparé à cette fonction.

Rigoureux et persuasif, vos qualités de contacts vous facilitent les rapports avec nos services commerciaux.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou équivalent). La maîtise de la langue allemande et une certaine aisance avec la micro-informatique seraient des atouts supplémentaires.

Poste basé à La Défense

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 135 à Société Française HOECHST Direction des Ressources Humaines 1, Terrasse Bellini 92800 PUTEAUX

Hoechst

JEUNES DIPLÔMÉS

SUP DE CO, ESSEC, HEC, MBA

votre double culture dans la haute finance

Groupe financier américain, le savoir-faire de Manufacturers Hanover est largement confirmé par les grandes entreprises françaises.

Cette expertise se fonde sur une gamme de services financiers de haut niveau : capital markets, haut de bilan, titrisation, fusions-acquisitions LBO...

Si vous etes Jeunes Diplomés de l'Enseignement Supérieur (SUP de CO, ESSEC, HEC...), bilingues anglais et sensibilisés à une double culture pour avoir effectué votre service national ou des stages professionnels à l'étranger, nous vous offrons de partager notre développement.

Notre banque, Manufacturers Hanover, vous ouvrira, à Paris, les postes de la haute finance internationale.

En effet, apres une formation pratique et théorique, vous représenterez notre Groupe dans ses relations commerciales de haut niveau avec les Grandes Entreprises.

Votre réussite conditionnera votre évolution au sein d'une Banque ouverte sur le Monde entier.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à MANUFACTURERS HANOVER BANK

Monsieur MILLARD - Direction du Personnel - Tour GAN - 16, place de l'Iris - 92082 PARIS LA DEFENSE 2 cedex 13.



MEDIAPA



AMUSONS-NOUS UN PEU !

SOCIETE INTERNATIONALE IMPLANTEE EN FRANCE,

EXPERT-COMPTABLE avec 6 ans d'expérience

A la tête d'une équipe de 20 à 100 personnes, dans une structure en plein développement, vous mettrez en place l'organisation de nos principaux comptes ainsi que les procédures de gestion correspondantes.

CONTROLEUR DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP...).

Pour nos différents secteurs d'activités (informatique, hôtellerie, loisirs...), vous élaborerez des systèmes de gestion performants, contrôlerez le fonctionnement des procédures, préparerez et vérifierez les budgets.

ADJOINT TRESORERIE DEVISES (Ecole de Commerce + DECSF ou MIAGE)

Vous participerez à l'élaboration des procédures de trésorerie. des rapports d'investissements, et aux activités relatives aux flux monétaires.
L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adressez votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous réf. 3795, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

1er FABRICANT EUROPEEN de FERMETURES ANTI-PANIQUE

SERRURES JPM LOCKS

Nous fabriquons en **France, Maroc, Espagne.**
Nous commercialisons nos produits, serrures de bâtiment et anti-paniques, en **EUROPE** et en **AMÉRIQUE du NORD**

Nous recherchons pour notre **SIÈGE SOCIAL** de Moulins (03) notre :

DIRECTEUR FINANCIER

- Vous serez rattaché directement à notre **Direction Générale** qui s'impliquera à vos côtés et **vous donnera tous moyens** pour que vos objectifs soient atteints.
- Responsable des comptabilités de **notre société et de nos trois filiales,** vous serez responsable du reporting financier, de la consolidation et de la trésorerie.
- Vous créerez le contrôle de gestion.
- Vous développerez la gestion budgétaire et la comptabilité des coûts.
- Disponible, dynamique, vous saurez faire apprécier votre technicité, gestion et comptable, dans chacun de nos établissements où vous vous rendrez.

Le poste est largement ouvert aux éléments jeunes à fort potentiel aussi bien qu'aux cadres expérimentés dans la fonction.

Merci d'écrire s/réf. 900902 (CV + ph.) à Projective à qui nous confions ce recrutement - 1, rue Saint-Dominique - 63000 Clermont-Ferrand Tél 73 31 00 39, Minitel 3615 Projective

PROJECTIVE
RECRUTEMENT - FORMATION - ETUDES

GEC ALSTHOM DIVISION ELECTROMECANIQUE

recherche pour l'un de ses établissements,
BANLIEUE NORD-EST

CONTROLEUR DE GESTION

De 22 à 35 ans, de formation DUT Gestion des entreprises, option Finances et Comptabilité, libéré des obligations militaires.
Nous vous proposons d'intégrer notre Service Contrôle de Gestion.
Pour réussir votre mission, la connaissance en **MICRO-INFORMATIQUE, LOTUS, PAC BASE** et **MULTIPLAN** serait souhaitable.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. détaillé sous référence 721-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

La Compagnie Internationale des Wagons Lits et du Tourisme : Hôtellerie, Restauration, Ferroviaire, Location de voitures, Tourisme occupe plus de 50 000 personnes dans le monde, surtout en Europe.

Jeune Trésorier
International

Rattaché à la Direction des Services Finances Holding • vous analysez la fonction et les performances des trésoriers locaux en filiales et succursales étrangères, • proposez des améliorations internes et externes, • mettez en place les réformes nécessaires : choix de logiciels, formation et assistance dans les pays ; • vous participez au reporting Groupe : recueil des données, analyse, consolidation.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur Finance, vous disposez d'une première expérience ou, à défaut, de stages en trésorerie. Par ailleurs, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements et parlez couramment **espagnol** et **anglais**...

Nous vous invitons à adresser votre candidature à
- CIWLT - Service Recrutement - 14 rue d'Athènes 75009 PARIS.

DERSEIN

WAGONS LITS

"Le contrôle de gestion au GAN, une assurance de réussite."

Nous sommes l'un des tout premiers dans le domaine de l'assurance, et nous renforçons notre fonction contrôle de gestion en créant des postes de

Contrôleurs de gestion en charge des directions fonctionnelles et opérationnelles.

Au sein de la Direction du plan et du contrôle de gestion du groupe, et en étroite liaison avec les contrôleurs de gestion de chaque direction, vous assurez une double mission :
- Initialisation et coordination de l'élaboration des budgets de chaque direction.
- Suivi et contrôle des coûts et investissements.

Vos activités de suivi budgétaire, d'analyses et d'études s'effectuent a un niveau de synthèse.
Diplôme d'une École Superieure de Commerce, maîtrisant la micro-informatique, vous justifiez impérativement d'une experience significative en matière de contrôle de gestion.
Au-delà de vos solides competences techniques, d'un bon esprit d'analyse et de synthèse, vos qualites relationnelles alliées à une force de conviction vous permettront d'être un interlocuteur apprécié a tous les niveaux.
Ce poste vous permettra d'acquérir une solide connaissance de nos activités pour évoluer vers toute autre fonction au sein de notre groupe, tant en France qu'à l'étranger.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. M/ED/52 à Emploi et Carrières, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets **gan** assurances

MEDIA-SYSTEM

Chargés d'affaires
Financement de projets d'entreprises

Rhône-Alpes et Midi

SODICEM, filiale du groupe Usinor-Sacilor : 96 000 personnes, 100 milliards de C.A., 7,6 milliards de résultats nets. Nous avons acquis en 8 ans une grande expertise en matière de financement de projets d'entreprise, de conversion et de création d'emplois. Acteur reconnu du développement régional nous générons annuellement 100 contrats pour 1 500 créations effectives d'emplois.

Les chargés d'affaires identifient les opportunités de participation à la création, extention ou diversification d'entreprises, analysent la faisabilité économique, technique et financière des projets, proposent les financements adaptés et accompagnent leur réalisation en particulier dans la création d'emplois. Ils agissent en relation avec l'environnement socio-économique local.

Trois postes sont à pourvoir : 2 seniors (un en Rhône-Alpes, un dans le Midi), 5 à 10 ans d'expérience. 1 junior (en Rhône-Alpes) débutant à 2 ans d'expérience. De formation supérieure (ingénieur + gestion ou ESC, Sciences Po, Sciences Eco ...), vous avez une bonne appréhension de l'entreprise par votre expérience ou vos stages en PME, conseil, ou établissement bancaire ou financier. Discernement, capacités d'analyse et de synthèse, sens des contacts, esprit d'équipe vous permettront de réussir dans ce métier de développeur. Alors écrivez-vite sous réf. 552.01 M aux Conseils En Recrutement Associés, 1 avenue Georges Pompidou, BP 3211, 69403 Lyon Cédex 03.

MEMBRE DE SYNTEC

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES CERA

2e Groupe d'Assurances en France et 5e en Europe, nous recherchons pour notre **Département Acceptations Facultatives**, notre

CADRE ADMINISTRATIF



En relation avec la Souscription et le Service Comptabilité, vous prendrez en charge la gestion des primes qui regroupe, entre autres, le contrôle des avis de primes au vu des dossiers de souscription, le contrôle administratif des documents comptables et contractuels, la gestion des arriérés.

Vous êtes, de préférence, **diplômé d'études supérieures en Gestion administrative** et vous **maîtrisez l'Anglais.** L'expérience en Réassurance facultative serait souhaitée.

Evolution possible, à terme, en fonction des compétences.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2782 CA/NC à Mme DUPLAN, **GROUPE VICTOIRE** - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

Abeille REASSURANCES



CONTESSE



recherche son

Chef du Service Juridique et Contentieux

Agé(e) de 30 ans minimum, ayant déjà une première expérience d'encadrement, il (elle) doit posséder une très bonne connaissance des procédures judiciaires, notariées, bancaires, et surtout des **procédures contentieuses de recouvrement de créances.**



PROFILS

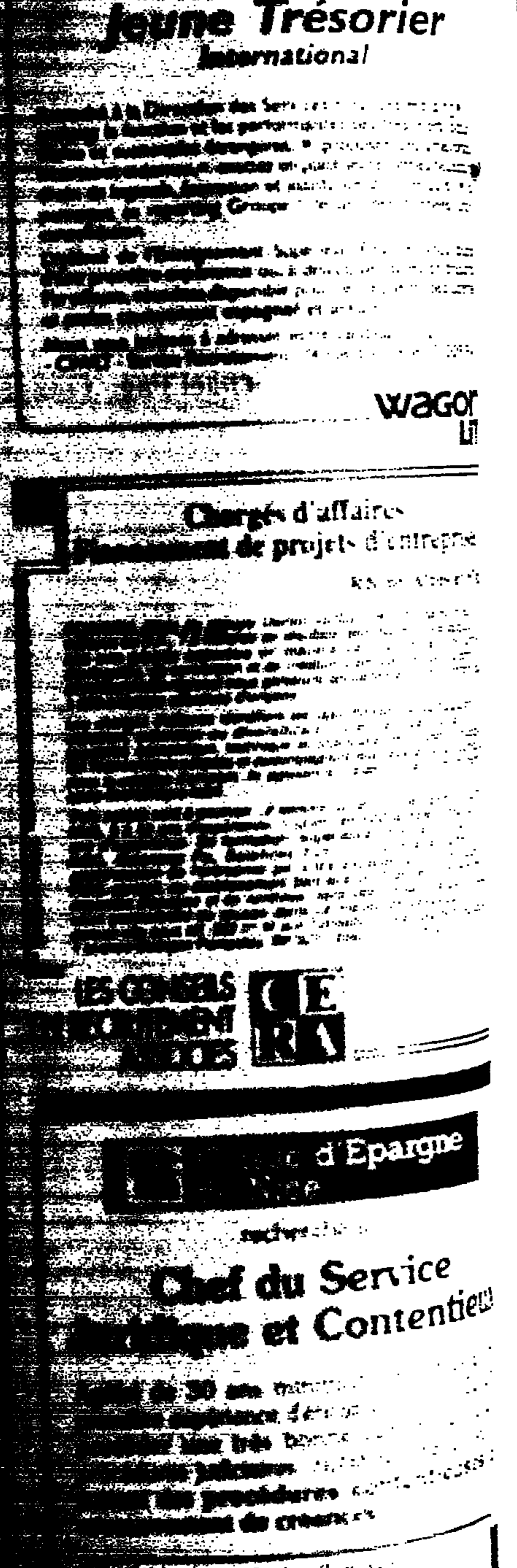
Adresser CV et prétentions s./réf. CA 162 B à PROFILS 5, avenue du Puits 06000 NICE

3615 JOBLEADER

هكذا من الاصل



Le Monde de la Gestion



Le Monde de la Gestion



Fiscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DES, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous avez acquis une première expérience de la fiscalité dans un cabinet, dans le service fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé a exercer le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement *la responsabilite de vos propres dossiers.*

Nous sommes le représentant français du premier réseau mondial de fiscalistes internationaux. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous recherchons plusieurs :
- **Directeurs de Mission (5 ans d'expérience au moins),**
- **Chargés de Mission (3 ans d'expérience au moins).**

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions *d'adresser votre dossier (C.V., photo et prétentions) à Fidal Peat International* 47, rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine ou de téléphoner à Mademoiselle A. PELLIZZARI au 47.30.76.69.

KPMG Fidal Peat International

(Organisation et Publicité)



CONTROLEUR DE GESTION

KIFFER HAMAIDE, fabricant de peinture en pleine croissance, nous sommes filiale du groupe LAFARGE NOUVEAUX MATERIAUX. Nous réalisons un CA de 300 MF pour 25 000 tonnes produites et employons 180 personnes. Nous recherchons aujourd'hui notre contrôleur de gestion.

A 28 ans environ, de formation Grandes Ecoles (ESSEC, HEC, ESCP...) avec une *expérience professionnelle* de 2 à 3 ans du contrôle de gestion en milieu industriel, vous souhaitez élargir vos compétences.

Nous vous proposons de prendre en charge au sein d'une équipe de 9 personnes, une mission très complète. Vous assumerez les responsabilités classiques du contrôle de gestion : élaboration du budget, suivi des réalisations mensuelles (reporting, tableaux de bord), analyses des écarts, développement d'applications de gestion sur micro (Lotus, ...) et nous vous confierons aussi des missions plus larges : suivi et contrôle de l'activité logistique, suivi de projets informatiques, études financières et industrielles...




Si vous êtes ouvert, rigoureux, dynamique et maîtrisez la micro-informatique, l'opportunité d'évoluer dans un grand groupe international performant vous est offerte.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. CG990, à KIFFER HAMAIDE - 83/85, avenue Victor Hugo - BP 20 - 93301 AUBERVILLIERS CEDEX.

Faites passer l'information, vivez au rythme de notre évolution.

Analyser les besoins de la clientèle, apporter des solutions originales au travers de produits et services adaptés, telle est la mission de MOORE pour accroître l'efficacité de la gestion et du stockage des informations professionnelles et commerciales.

ANALYSTE FINANCIER SENIOR H/F

Au sein de notre service Plan Budget Contrôle de Gestion industrielle, vous aurez pour missions de suivre le contrôle de gestion industrielle, développer les outils de gestion communs aux différentes usines du groupe, dynamiser et coordonner l'ensemble des actions.

En plus de votre collaboration aux éléments de reporting, vous aurez un rôle d'interface vis à vis du groupe. Vous serez amené également à participer à l'élaboration de nouvelles solutions destinées à optimiser le contrôle budgétaire, l'évaluation des investissements, le calcul des coûts, l'analyse de rentabilité des produits.

Outre vos excellentes compétences techniques acquises en contrôle de gestion industrielle, une expérience d'au moins 5 ans vous a déjà permis de participer activement à la mise en place de nouveaux systèmes de gestion.

Diplômé d'études supérieures (Ecole de Commerce avec option Finance si possible), vous devrez impérativement maîtriser l'anglais et connaître l'utilisation de la micro-informatique. Votre réussite à ce poste implique *initiative, créativité, souplesse... et une bonne aptitude à la* communication. La rémunération sera fonction de l'expérience. Poste basé à Boulogne-Billancourt.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
CV, photo et
rémunération annuelle à :

MOORE France
Département Recrutement
Réf. AF1
22, rue de Sèvres
92100 Boulogne-Billancourt.

MOORE

ET L'INFORMATION PREND FORME

PUISSANT GROUPE FINANCIER

renforce son DEPARTEMENT ORGANISATION par un

ASSISTANT ORGANISATEUR

Au sein du Back office bancaire du groupe (clientèle institutionnelle), il intégre le service organisation (6 personnes) et participe à la réorganisation des systèmes d'information, mettant en jeu de nombreux intervenants.

En position de "soutien" auprès des chefs de projets organisateurs, son rôle est centré sur la mise en œuvre des programmes de tests ainsi que la formation des utilisateurs.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat, gestionnaire de formation (BAC + 2), riche d'une expérience comptable, informatique ou de gestion dans le secteur bancaire.

Connaissances micro-informatiques indispensables (Type D Base 3, NOMAD).

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 292484 à CONTESSE, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX, qui transmettra.

CONTESSE

RANK XEROX

Une gestion dynamique
Une analyse exacte

JEUNES CONTRÔLEURS DE GESTION

Dans un environnement jeune et entreprenant, Rank Xerox vous propose d'optimiser vos capacités d'analyse et de conseil en gestion.

Vous serez intégré au sein de la Direction Planification et Contrôle de Gestion, dont la mission est de participer à l'amélioration des performances des différentes directions de l'entreprise.

Vous participerez à l'élaboration du plan financier de la société et des filiales, en interface avec la Direction Marketing.

Vous aurez la responsabilité de l'analyse mensuelle des résultats : vous proposerez à la Direction Générale les actions correctives nécessaires destinées à améliorer la rentabilité de notre activité.

De formation Grande École, débutant ou doté d'une première expérience, vous êtes un homme ou une femme d'initiative et de contact, vous saurez être un interlocuteur responsable dans les négociations interfonctions.

Vous avez le goût des outils informatiques et cherchez à les améliorer en permanence.

Postes basés à **Aulnay-sous-Bois** et **La Défense.**

Merci d'adresser votre candidature sous réf. G.LM.181 à Veronique FERRY, RANK XEROX, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

MEDIA-SYSTEM

Important groupe financier et bancaire, (30 filiales, 800 personnes, 21 milliards d'engagement, 18 milliards de capitaux gérés) apportant aux entreprises une gamme complète de services et de produits financiers, recherche un(e)

CHARGE(E) DE CONSOLIDATION

Au sein d'une petite équipe, il participera activement au développement et à la réalisation de l'ensemble du processus de consolidation, tant sur les aspects comptables que fiscaux, jusqu'à la prise en charge de l'intégration fiscale.

Sa mission, sur le plan opérationnel, consistera à participer : • à la définition des procédures groupe, • à l'organisation de la consolidation, • à la réalisation de celle-ci.

Cette fonction requiert un niveau BAC + 5 en matière juridique et fiscale complété par des études comptables supérieures, ainsi qu'une expérience professionnelle de 4/5 ans, en milieu bancaire ou en consolidation serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature motivée avec photo et prétentions à Jean RICHET, **COMPAGNIE BTP**, 128 rue la Boëtie 75008 PARIS.



COMPAGNIE BTP

DESSEIN

L'un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités, 30 milliards de CA, 30 000 personnes), recherche pour la Direction du développement des Ressources Humaines de sa filiale CIMENTS LAFARGE (7 milliards de CA, 4700 personnes), un jeune professionnel passionné par le recrutement de candidats de valeur qui contribueront à la réussite de notre entreprise.



Responsable du Recrutement

En relation étroite avec le Directeur de la gestion des Ressources Humaines, vous assumerez l'ensemble des missions de recrutement d'ingénieurs et cadres de notre entreprise.

De formation supérieure, vous souhaitez valoriser, dans un poste à forte responsabilité, votre compétence et votre expérience d'au moins 2 ans en entreprise ou en cabinet.

Votre réussite dans cette fonction et l'utilisation correcte de l'anglais vous ouvriront de belles perspectives de carrière dans la fonction Ressources Humaines du groupe.

Pour ce poste, basé à Saint-Cloud, merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo, et prétentions) sous la référence M/212/L à notre conseil : MILO Ressources *Humaines - 3 avenue des Ternes 75017 PARIS* ou de lui téléphoner pour un premier contact au 47.64.05.18.



MEDIAPA

FILIALES SPÉCIALISÉES D'UN TRES IMPORTANT GROUPE FINANCIER, NOUS FINANÇONS PAR CRÉDIT-BAIL LES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DES ENTREPRISES. NOTRE SECTEUR EST EN PLEIN ESSOR.

Nous recherchons un(e)

Chargé(e) d'affaires

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Bac + 4), vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans une banque, une société financière ou une SICOMI,

Vous avez pratiqué l'étude des risques, négocié des contrats, conçu des montages financiers...,

Vous avez l'habitude de traiter avec des chefs d'entreprise, des directeurs financiers, des experts-comptables,

Vous avez l'expérience d'un Réseau bancaire.
Venez rejoindre notre équipe.

Merci de bien vouloir adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 29 2470 LM à CONTESSE, 38 rue de Villiers, 92352 LEVALLOIS-PERRET CEDEX, qui transmettra.

CONTESSE

Le Monde de la Gestion

Nous sommes un groupe de P.M.E./P.M.I. aux activités diversifiées dans les domaines industriels et de Services. Pour accompagner notre forte expansion et la constitution de notre Holding à Paris, nous souhaitons intégrer notre :

Directeur Administratif et Financier

Rattaché au P.D.G. du Groupe, vous serez chargé, pour l'ensemble des filiales :
- *de l'organisation et du suivi des services comptables,*
- *du contrôle de gestion,*
- *d'optimiser et d'assurer le suivi de la trésorerie,*
- *de gérer les relations et les négociations avec les Banques, les Administrations fiscales et sociales.*

Lors des opérations de reprises, vous aurez également une importante mission d'audit.
Agé de 35 à 40 ans, de formation BAC + 5, vous justifiez d'une expérience réussie de la gestion comptable et du contrôle de gestion dans une P.M.E./P.M.I. ou vous êtes audit dans un Cabinet d'Expertise Comptable.
Nous attendons un vrai "manager", force de proposition, sachant anticiper le développement du groupe, alliant rigueur professionnelle, capacités organisationnelles et ouverture d'esprit.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1595 à notre Conseil qui vous assure une totale confidentialité
FIRST CONSULTANTS
18, rue Jobbé-Duval 75015 PARIS.

First Consultants

Deb's

RESPONSABLE DU CONTROLE TITRES

Membre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. Titres, valeurs mobilières, gestion globale de patrimoine... sont des domaines où nous excellons et qui font aujourd'hui notre force.
Au sein de notre Département Titres, nous proposons au RESPONSABLE DU CONTROLE *une mission d'envergure. Vous définirez un plan d'amélioration des contrôles (y compris contrôle qualité) et le mettrez ensuite en œuvre.*
Homme de décision et d'action, vous savez mener vos projets à leurs fins : vous élaborerez et mettrez en place une organisation nouvelle. Manager et homme de dialogue, votre personnalité sera votre meilleur atout pour motiver et animer une équipe de 10 personnes.
A 30 *ans environ, diplômé d'une Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience de 4 ans minimum acquise au sein d'un cabinet d'audit bancaire ou d'une banque. Bien sûr, vous connaissez parfaitement l'activité Titres. La maîtrise de l'anglais est indispensable.*
Françoise THERON *vous remercie de lui répondre par courrier sous la réf.* RC/09/LM - NSM BP 46608 - 75008 PARIS. *Votre candidature sera traitée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet NSM
GROUPE ABN BANK

MARKETING ET MONETIQUE
Chef de produit senior

Paris - La direction des particuliers et des professionnels (artisans, commerçants, professions libérales) du Crédit Lyonnais renforce ses équipes ; à cet effet, elle souhaite intégrer un chef de produit senior. Au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes en charge de l'ensemble du marketing "carte", il s'intéressera aux porteurs de carte et interviendra sur tous les aspects du mix. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (école de commerce ou école d'ingénieurs), âgé de 32 ans minimum et ayant acquis une très bonne connaissance du marketing opérationnel et de la monétique au sein d'entreprises reconnues pour leur dynamisme dans ce domaine. Ecrire à C. BUSO en indiquant vos prétentions ainsi que la référence **A/F9791M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12.** (PA Minitel 36.15 code PA)





CHEF DU SERVICE SINISTRES AUTOS
Assurances

Paris - Un des tout premiers groupes d'assurances français recherche le chef de son service sinistres automobiles. Basé au siége, il sera chargé d'animer un service d'une trentaine de collaborateurs qui assurent la gestion de l'intégralité des dossiers depuis leur ouverture jusqu'au complet règlement. Ce service a en outre un rôle important de soutien technique et de formation des antennes régionales du groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 32 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise, DESS de droit...) et ayant une solide expérience dans le domaine de la gestion des sinistres automobiles (matériels et corporels). Le candidat retenu aura une réelle capacité à manager une équipe importante et devra justifier de qualités d'organisation. La rémunération, attractive, sera fonction de l'expérience présentée. Ecrivez à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/ 9772M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.** (PA Minitel 36.15 code PA)



Secrétariat Général

Un jeune cadre gestion.

Protéger la vie ! Telle est notre vocation. Groupe pharmaceutique avec des filiales en Europe et aux USA, nous puisons notre force novatrice dans la synergie mondiale des hommes et des idées. En progression constante, nous générons 2,2 MMF de CA consolidé et consacrons près de 320 MF à la Recherche.

Préparer les décisions par des études économiques sur l'ensemble du Groupe, participer à la performance des filiales étrangères en assurant une interface efficace avec le Siège Social, occuper une fonction évolutive au coeur des informations de la Direction Générale, voilà votre mission.

Le Secrétaire Général et son proche collaborateur souhaitent accueillir à Lyon un jeune cadre, bilingue anglais, sachant confronter les idées et les données chiffrées, et doté de réelles qualités de communiquant. Vous êtes jeune diplômé Sup de Co, Gestion, merci d'écrire à notre Conseil François Bèti, Sirca Rhône-Alpes, le Britannia B 20, Bd Eugène Deruelle 69432 LYON cedex 03, sous référence 197614.

Sirca Rhône Alpes
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

Leader mondial de la diffusion des émissions TV-FM par voie hertzienne, THOMSON LGT, avec un effectif de 600 personnes, réalise un CA de 600 millions de Francs dont 75% à l'exportation dans 120 pays.

LA DIRECTION FINANCIERE RECHERCHE

UN CHARGE D'AFFAIRES EXPORT POUR SON SERVICE "TRESORERIE ET FINANCEMENT"

- Il participera à la gestion des financements et garanties sur projets et contrats export,
- Il assurera en outre, en liaison avec les services comptables, la gestion fiscale des établissements stables à l'étranger.

Ce poste conviendrait à un jeune professionnel de formation supérieure (Ecole de Commerce, Maitrise...) possédant une expérience réussie d'au moins 2 ans dans une fonction similaire au sein d'une entreprise ayant une forte activité dans les pays en voie de développement (contrats financés et chantiers d'installation).

Connaissant les principes comptables, il pratique la fiscalité internationale et utilise couramment l'outil informatique PC.

Capacité d'analyse et d'organisation, goût de la communication et du travail en équipe, sens de l'initiative et autonomie, autant de qualités exigées pour ce poste basé à *Conflans-Ste-Honorine*.

Anglais nécessaire pour de fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre lettre + CV sous la référence 3022 à :
PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS.

THOMSON

HCA

3e SESSION 1990

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, **nous vous formerons intégralement** à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M109G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Carré Turenne

DIPLOMES GRANDES ECOLES
(HEC, ESSEC, ESCP, MSTCF...)

Dans le cadre du redéploiement de ses activités, la BFCE, banque d'entreprises à vocation nationale et internationale, assure la refonte de son SYSTEME COMPTABLE.
Pour franchir cette nouvelle étape de son développement, le Département des Affaires Comptables recherche des *Diplômés Grandes Ecoles, débutants ou justifiant d'une première expérience comptable de préférence au sein d'une banque ou d'un cabinet d'audit.*

Vous participerez à l'analyse et à la production des comptes ainsi qu'à l'élaboration de notre système d'information comptable.

Vous êtes un bon généraliste de la comptabilité (règlementation, fiscalité, organisation) et vos qualités relationnelles vous prédispose au travail en équipe.

Ces postes vous ouvriront des opportunités de carrières diversifiées au sein de notre établissement.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec votre curriculum-vitae sous référence JD/AC à la BFCE - Direction des Ressources Humaines
21, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

BFCE Banque Francaise du Commerce Extérieur

Organisation et Publicité

Responsable des Relations Humaines

(unité industrielle de 650 personnes)

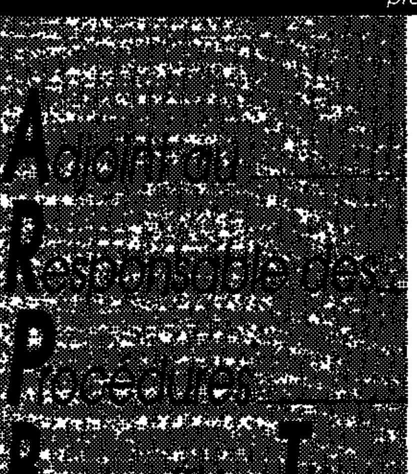
Proche Atlantique

Filiale d'un Groupe international très diversifié (+ de 100 000 pers. dans le monde entier), nous concevons et produisons des biens d'équipement grandes séries, grandes marques et Grand Public. Après une brève mission (6 mois environ) d'analyse et d'évaluation des fonctions de l'Entreprise afin de se familiariser avec la structure, ce jeune Responsable des Relations Humaines - placé sous l'autorité hiérarchique du Chef de l'Unité et fonctionnelle du DRH, participera à l'élaboration de la politique sociale de l'Entreprise (projet d'Entreprise, démarche Qualité, management participatif, communication, etc...) qu'il mettra en œuvre dans son unité, assurera au quotidien les relations avec les partenaires sociaux et le CHSCT, assistera et conseillera les membres de la hiérarchie, etc... Diplômé de l'Enseignement Supérieur et bénéficiant d'une première expérience d'au moins deux ans au sein d'une Direction du Personnel, le jeune candidat à fort potentiel (H/F) que nous recherchons trouvera dans notre Société une réelle opportunité d'accéder à des fonctions de Direction du Personnel au sein de notre Groupe.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une *discrétion absolue* et vous remercie de *lui* adresser votre *dossier de candidature* (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9768 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris





Nous sommes une banque de toute permière importance essentiellement tournée vers une clientèle d'institutionnels. Notre activité nous amène à être un des premiers émetteurs et opérateurs sur le marché obligataire.
Nous recherchons pour l'extension de notre back-office vers une clientèle et des prestations nouvelles.

Vous participerez au développement et à la mise en place des procédures de traitement de l'information, en conformité avec des règles comptables et fiscales.

En relation avec les opérationnels des différents secteurs du front office et du back-office (marchés primaire, secondaire, dérivés), vous aurez à :
- analyser les besoins des utilisateurs,
- définir les spécifications correspondantes pour les informaticiens,
- suivre la mise en place opérationnelle de ces procédures.

Grâce à une formation supérieure spécialisée ou une première expérience professionnelle (audit, back-office), vous connaissez les valeurs mobilières et les principes comptables fondamentaux. Votre sens de l'efficacité vous permettra une rapide intégration. Diplomatie et rigueur seront vos meilleurs atouts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 29.2491 à CONTESSE, 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

REASSURANCE CREDIT-CAUTION

Analyste financier



Nous sommes le premier groupe de Réassurance en France, l'un des grands au plan mondial. Nous renforçons nos activités dans le domaine de la réassurance crédit et des cautions et nous recherchons un jeune analyste financier.

Après une formation aux techniques du groupe, vous serez progressivement chargé de dossiers importants en matière d'assurance crédit ou de cautions garantissant des opérations industrielles domestiques et internationales.

Vous suivrez les affaires qui vous seront confiées et vous développerez des relations avec nos clients. Le poste suppose des déplacements de courte durée à l'étranger.

Vous avez environ 28 ans, une formation supérieure en Banque/Finance (ESC ou DESS) et une première expérience axée sur les risques financiers des entreprises dans une banque ou un organisme de crédit. Vous parlez et écrivez *couramment l'anglais, et éventuellement, une* autre langue.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/123 à Linden,
14 rue Pergolèse,
75116 Paris.



MEDIA-SYSTEM



recherche pour ses Succursales de Paris et Province

RESPONSABLES DE CLIENTELE

ENTREPRISES OU PARTICULIERS

3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire vous ont permis d'être confrontés à tous les aspects du métier de banquier.

Aujourd'hui, vous souhaitez avoir une réelle responsabilité dans la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises importantes ou de particuliers haut de gamme.
Une mobilité géographique est un atout dans la poursuite de votre carrière.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV + photo) sous la référence RC/LM à l'EUROPEENNE DE BANQUE
DRH/Carrières et Formation - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS

MEDIAPA

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN RECHERCHE POUR LE DÉPARTEMENT DES INVESTISSEMENTS ET MARCHÉS

UN ECONOMISTE FINANCIER

Au sein de l'entité des actions et des participations, il rejoindra l'équipe des analystes financiers, prestataires internes auprès de nos directions et filiales. Il assurera un rôle d'interface entre les analystes et les gestionnaires financiers. Il interviendra comme conseil auprès des gérants de portefeuille pour les assister dans leurs investissements. Il concevra et élaborera des notes de synthèse et des publications concernant les marchés financiers. Il mènera des études financières sur des secteurs économiques variés.

Une formation supérieure en économie et en économétrie ou en mathématiques, une première expérience dans les secteurs financier ou bancaire ainsi que des connaissances informatiques vous permettront d'être rapidement opérationnel. La connaissance du langage APL sera appréciée. Au-delà de vos compétences, vos qualités relationnelles seront déterminantes dans la réussite de cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 29 2481 à CONTESSE - 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET cedex, qui transmettra.

CONTESSE

bip BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT
recherche

DEUX INGENIEURS ECONOMISTES

ENSAE (1° Div.), Centrale (option Eco) ou équivalent.

INGENIEUR ECONOMISTE CONFIRME — REF. IGEC

Vous disposez impérativement d'une expérience professionnelle minimale de deux ans acquise dans un établissement financier.

INGENIEUR ECONOMISTE DEBUTANT — REF. IGED

Rattachés au Responsable de la cellule d'analyse macro-économique, vous serez chargés de suivre et d'analyser l'évolution des grands marchés financiers pour le compte des sociétés du Groupe ; vous réaliserez en particulier des études prévisionnelles directement appliquées par des équipes opérationnelles.

Pour l'un ou l'autre de ces deux postes, vous maîtrisez parfaitement les techniques de l'analyse conjoncturelle et les méthodes de prévision les plus avancées. Vous avez le goût des contacts, une bonne aisance rédactionnelle, vous maîtrisez parfaitement l'anglais ; la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Vous pratiquez la micro-informatique. Nous vous offrons une rémunération motivante et de fortes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre CV
+ photo en précisant la référence du poste choisi, à : BIP
Direction des Ressources Humaines - 108, bd Haussmann - 75008 PARIS.

bip

La banque d'aide à la décision

La filiale française d'un important Groupe International du secteur informatique recherche un

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

Reportant directement au Responsable du Contrôle de gestion, vous aurez les responsabilités suivantes pour nos Directions Opérationnelles "Services" (250 personnes - 300 millions de CA) :
- préparer les budgets avec les responsables opérationnels et les négocier avec le siège européen,
- analyser mensuellement les résultats (reporting interne et au Groupe, tableaux de bord),
- aider à la mise en oeuvre des actions correctives en collaboration avec les directeurs concernés,
- participer à la réflexion stratégique par l'analyse en termes financiers des différentes politiques envisagées ■

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de gestion, troisième cycle d'université ou équivalent. Votre poste, évolutif, vous permettra d'aborder de plain-pied les différents aspects de la gestion d'une entreprise high-tech et d'acquérir rapidement une expérience variée ■

Une bonne connaissance de l'anglais alliée à votre goût de l'analyse et du dialogue seront autant d'atouts pour réussir ■

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, sous la réf. CM/10 qui transmettra ■

Un détective financier pour "Risques spéciaux".

Nous sommes une Compagnie d'Assurance à vocation européenne et développons une *gamme de produits qui a déjà conquis une notoriété* auprès des entreprises et des particuliers. Nous souhaitons donner un nouvel élan à notre Département des Risques Spéciaux afin de pouvoir accompagner les Entreprises dans leurs projets de développement. Pour y parvenir, nous recherchons un Analyste Financier avisé.

Notre volonté étant de développer un courant d'affaires sur des risques liés aux projets d'investissement des Entreprises, vous saurez diagnostiquer la santé financière de nos nouveaux clients et émettre un avis autorisé sur la faisabilité et la validité de leurs projets. Vous assisterez également le Responsable du Département dans ses démarches commerciales et suivrez attentivement l'évolution des activités de nos Clients.

Pour cette "mission spéciale", nous recherchons les compétences d'un professionnel de la Banque ou de l'Assurance ayant au cours de sa première expérience (2-3 ans) acquis une parfaite maîtrise de la lecture des Bilans et capable d'avoir une vision prévisionnelle sur le Devenir des Sociétés. Cette pratique alliée à votre formation supérieure économique et-ou financière (DESS Banque-Finance, Maîtrise de Gestion...) doivent vous permettre de devenir le "fin limier" que nous recherchons.

Si vous pensez pouvoir accepter cette mission, merci de présenter votre Bilan Professionnel à notre Conseil :



Josiane Agard Développement
67, Avenue Georges Mandel
75116 Paris.

Josiane Agard Développement

Le Monde de la Gestion

400 KF

Un DAF très opérationnel.

Société de courtage immobilier, nous commercialisons diverses formes de multipropriété, notamment au Portugal. Notre rattachement à un puissant réseau international nous permet les échanges les plus souples en matière de vacances dans le monde entier.

Responsable financier et informatique, vous aurez une vision très dynamique de l'administratif. En appui logistique de la force de vente, vous préparerez les contrats et les dépliants publicitaires. Dans une société encore jeune et en plein développement, vous mettrez en place un contrôle budgétaire et suivrez les problèmes juridiques et légaux de l'activité et de la gestion du personnel.

Aux compétences techniques nécessaires pour un tel poste, vous saurez ajouter vos qualités d'adaptation et de souplesse dans un rôle très opérationnel qui vous positionnera d'entrée comme le n° 2 de notre PME très ambitieuse, lyonnaise pendant un an encore, parisienne ensuite. Vite un CV sous référence 162 710 LM à Claude dos Reis, associé de Sirca, 140, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

RESPONSABLE CAISSE TITRES FRANCE

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. Titres, valeurs mobilières, gestion globale de patrimoine... sont des domaines où nous excellons et qui font aujourd'hui notre force. Nous souhaitons rencontrer pour notre* Département Titres, *un* RESPONSABLE *de la* CAISSE TITRES FRANCE.

Nous vous confierons l'encadrement d'une équipe chargée des opérations de virements, du règlement des sociétés de bourse et de la gestion de la conservation des titres vifs.

Vous vous affirmerez comme l'un des principaux acteurs de la mise en place de RELIT.

Rigoureux et autonome, vous assurerez la définition, puis la mise en œuvre d'un plan d'action orienté vers l'amélioration de la qualité et de la réduction des coûts.

Homme de communication, vous dialoguerez avec l'Informatique.

A 30 *ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience d'au moins* 3 *ans.*

La maîtrise de l'anglais sera un atout pour évoluer au sein de notre Département.

Françoise THERON *vous remercie de lui répondre par courrier sous la réf.* RCA/09/LM - NSM BP 46608 - 75008 PARIS. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet — NSM — GROUPE ABN BANK

JEUNES DIPLOMES

REJOIGNEZ DES HOMMES D'AFFAIRES ET DEVENEZ...

ANALYSTE FINANCIER



Banque d'Affaires spécialisée dans l'ingénierie financière, les opérations de trésorerie et les montages bancaires sophistiqués, nous évoluons en relation avec une clientèle nationale et internationale de grandes entreprises et d'institutionnels de haut niveau.

De formation Grande Ecole de Commerce, DESS Finance, ou ingénieur, vous souhaitez valoriser votre goût et votre connaissance des marchés financiers.

Au sein de notre Direction Financière, votre première mission sera : • d'analyser les sociétés et de rédiger les études d'évaluation boursière • d'assurer le suivi des données sectorielles tant en France qu'à l'étranger (anglais indispensable) • de participer à l'élaboration d'une stratégie de placement dans ces secteurs.

Vous pouvez adresser votre candidature sous réf. AF à la BUE - Direction des Ressources Humaines - 4, rue Gaillon - 75107 PARIS Cedex 02.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

PUBLIPANEL

CROISSANCE POUR NOUS, ÉVOLUTION POUR VOUS

Filiale d'une société américaine de grande renommée, nous sommes leader des systèmes de C.A.O clé en main ; notre expansion très forte doit se poursuivre sur le même rythme. 150 personnes, 200 millions de CA, un environnement performant et des ambitions, voilà pour le portrait. Dans ce contexte, notre D.A.F. souhaite faire participer à notre croissance un

Jeune Controleur de Gestion

Elaborer et mettre en place les procédures nécessaires à la maîtrise de notre croissance, donner à ce poste toute sa dimension planification et contrôle de gestion, décliner la construction et le suivi des budgets, prévisions etc ..., analyser, démontrer, proposer, construire, voilà un programme motivant. Après votre formation supérieure et, de préférence, une première expérience enrichissante, vous désirez vous investir en entreprise dans un contexte très «porteur», et de plus, mettre en pratique vos bonnes connaissances en langue anglaise.

Puisque ce poste, basé en banlieue sud de Paris, vous intéresse, merci d'écrire dès aujourd'hui, à notre conseil, Joël HAXAIRE, sous référence V/JC.

R.P.C. - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC



Raymond Poulain Consultants

Valeo

1er équipementier automobile français, de dimension internationale (35 000 personnes, 22 milliards de CA) recrute, pour la Direction des Ressources Humaines (10 personnes) du siège social (situé à Paris 17è) un(e) jeune diplômé(e)

Ecole Supérieure de Commerce
Assistant Direction des Ressources Humaines

Avec une expérience de 2 à 3 ans, acquise si possible dans un service du personnel d'un grand groupe français ou européen, vous serez chargé (e) :
- du reporting mensuel, pour le groupe, relatif aux mouvements d'effectifs des Divisions,
- de la coordination et de l'assistance aux filiales notamment en matière de gestion prévisionnelle de l'emploi,
- de la préparation des informations relatives aux obligations légales de la société mère (CCE, bilan social...).

La pratique de l'anglais est nécessaire dans notre milieu international. Des connaissances en micro-informatique sont également indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à J.M. LE BLE - Direction des Ressources Humaines **Valeo**, 43 rue Bayen 75017 Paris.

Valeo *L'Equipement Automobile*

GESTION ADMINISTRATIVE ET SOCIALE

Nous sommes une importante société (plus de 2500 personnes), prestataire de services du type ingénierie. Notre renommée est bien établie et nous développons notre activité tant en France qu'à l'exportation (20%).

La Direction du Personnel basée en banlieue Ouest, recherche un jeune cadre **chef de service.**

De formation supérieure Droit Social, il a plus de 5 ans d'expérience de la fonction personnel en entreprise. Son intérêt pour les problèmes sociaux est réel. Il envisage le développement de sa carrière dans cette spécialité.

Il prendra en charge la gestion et le suivi des contrats de travail, l'élaboration des procédures administratives et de la documentation juridique. Il assurera des missions d'études, de statistiques et le bilan social.

Il participera à la gestion des régimes sociaux et assurera progressivement les relations avec les différents organismes. Il jouera enfin un rôle de conseil auprès de la hiérarchie.

Nous souhaitons rencontrer un collaborateur d'un bon potentiel, capable de s'adapter à notre forte culture d'entreprise. Ses compétences reconnues, il se verra confier, à moyen terme, des responsabilités plus importantes.

Si cette opportunité d'évolution vous intéresse, adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. 90.47 à RSCG Carrières 2-4, rue Rouget de Lisle - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui transmettra.

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6000 mutuelles et 25 millions de personnes, leader dans le domaine de la protection sociale complémentaire.

AUDITEUR - ANALYSTE FINANCIER

Vous avez une formation supérieure économique et financière (3ème cycle de gestion, Ecole Supérieure de Commerce, I.E.P. section *économique et financière...)* et de solides bases comptables (D.E.C.S. *ou équivalent).*

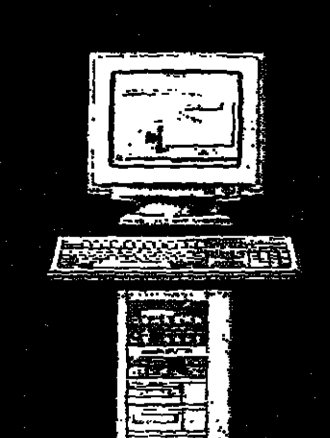
Au sein de l'équipe "Fiduciaire Gestion" vous serez chargé :
- *de la réalisation d'analyses financières,*
- *de missions d'audit et de conseil* auprès des mutuelles adhérentes,
- *de l'exploitation et du développement de systèmes d'information de* gestion.

Une expérience de 2 à 5 ans dans les missions précitées est indispensable, une pratique de la micro-informatique serait appréciée. Déplacements en province à prévoir. *Poste basé à Paris 15ème.*

Merci d'adressez votre dossier de candidature en précisant votre niveau de rémunération actuel et souhaité, sous la référence AF à MUTUALITE FRANCAISE, Direction Administrative, 255 rue de Vaugirard, 75719 PARIS Cedex 15.

CONTESSE

DU CONTROLE DE GESTION DANS UN ENVIRONNEMENT HIGH TECH



Plaisir, audace et informatique. Olivetti Systems & Networks évolue et progresse au rythme de l'innovation s'imposant *comme un des grands constructeurs du monde* informatique. Animés et poussés par une véritable énergie créatrice, nos collaborateurs unissent leur talent dans un seul et unique souffle.

Rejoignez notre équipe contrôle de gestion. Ses missions : établissement des budgets annuels, suivi et analyse des écarts, établissement de budgets ponctuels, conseil auprès des responsables budgétaires, reporting interne et externe, suivi et contrôle des filiales.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de commerce ou de gestion :
- débutant ou doté d'une première expérience, devenez analyste budgétaire et prenez en charge une partie du contrôle de gestion (réf. AB).
- vous avez une expérience de plus de 3 ans dans le contrôle de gestion, venez assumer la globalité des *missions et animer une équipe de 5 analystes budgétaires* (réf. CG).

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Olivetti Systems & Networks
Direction des Ressources Humaines – Cedex 69
92047 Paris La Défense.

OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS

olivetti

LA PUISSANCE D'UN GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

Le Monde de la Gestion

Responsable de la comptabilité et du Contrôle de Gestion

Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Burkina Faso, Cameroun et Gabon, voici les pays ou nos 10 sociétés membres sont implantées.

Notre statut ? Celui d'un GIE, comme notre nom, GIEFCA l'indique : Groupement d'Intérêt Economique pour favoriser le crédit automobile et l'investissement en Afrique. Notre activité ? L'assistance technique et le contrôle des activités des sociétés africaines de crédit automobile et de crédit bail, membres du GIE.

De notre siège à Boulogne (92) et également sur le terrain en Afrique, votre rôle est de suivre la comptabilité des sociétés du GIE et d'assurer notre propre comptabilité.

De plus, vous intervenez au titre du contrôle de gestion : suivi, consolidation et analyse des résultats ; reporting et budgets. Vous assurez la maintenance et l'évolution des outils de gestion sur micro-informatique (IBM).

De formation supérieure minimum Bac + 3, débutant ou possédant une première expérience professionnelle, vous êtes intéressé par un contexte international, libre pour des missions en Afrique et prêt à vous investir dans une petite équipe... Disponibilité rapide souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions, à GIEFCA, 27/33 quai Le Gallo, 92512 Boulogne-Billancourt Cedex.

MEDIA-SYSTEM

Contrôleur financier sous le soleil des Antilles

BASE A LA GUADELOUPE

Cette société dont le domaine d'activité est le tourisme et qui est spécialisée dans la location de bateaux de prestige, est actuellement en plein expansion. Avec un chiffre d'affaires aux environs de 400 millions de Francs, elle emploie 1000 personnes. Elle recherche pour sa filiale américaine opérant aux Antilles un contrôleur financier responsable de la gestion et de l'administration de quatre centres de profit.

Les principales responsabilités sont les suivantes :

Reporting mensuel au siège de la société suivant les règles de comptabilité anglo-saxonne, conseil fiscal aux investisseurs français et mise en place d'un système informatique.

Pour ce poste, deux à trois ans d'expérience de la gestion comptable à haut niveau, une bonne connaissance des *méthodes anglo-saxonnes de reporting* et *de systèmes* informatiques, une solide expérience de la fiscalité française et bien sûr une excellente pratique de l'anglais sont indispensables.

Les conditions d'ensemble offertes sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Passionnés de bateaux, nous attendons votre réponse avec votre dossier de candidature complet et votre rémunération actuelle sous la référence Y11004/M. Merci d'adresser votre dossier à S. Nicholson, Hoggett Bowers, 390, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, Tél. : (1) 42.61.69.55.

Hoggett Bowers
EXECUTIVE SEARCH & SELECTION

CREDIT COOPERATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Dans le cadre de la mise en place de notre Schéma Directeur Informatique, le Département du Contrôle de Gestion définit de nouveaux outils: il recherche :

2 CONTROLEURS DE GESTION (H/F)

1 SENIOR

Ayant acquis une expérience professionnelle diversifiée, il aura consacré quelques années au contrôle de gestion. Sa première mission le conduira à implanter un système de gestion budgétaire.

1 JUNIOR

Débutant ou avec une première expérience dans le domaine de l'audit ou du contrôle de gestion, il aura pour mission de participer à l'élaboration d'outils de pilotage.

Pour ces deux postes, les candidats, diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, DESS, MSG, ...) devront faire preuve d'un vif intérêt pour l'ensemble des disciplines de la gestion des entreprises, complété par de réelles capacités relationnelles, d'initiative et d'innovation.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo et prétentions) à : A.F. KEMPENERS/DRH, CREDIT COOPERATIF - BP 211 - 92002 NANTERRE

DESSEIN



CADRE FISCALISTE

SNECMA, nous bénéficions d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui nous place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.

Véritable adjoint de notre Directeur fiscal, vous prendrez en charge la gestion des dossiers courants de fiscalité tant pour la société que pour ses filiales. Vous serez aussi associé aux différents projets (contrats commerciaux ou de coopération internationale...) et participerez aux déclarations fiscales et sociales. Poste basé à Paris 15ème.

Si vous avez une formation Bac + 5, type DESS de fiscalité, de solides connaissances en comptabilité et une bonne pratique de l'Anglais, si vous justifiez d'une première expérience de 3 ans environ acquise en Entreprise ou en Cabinet, écrivez à notre Conseil EGOR GESTION ET FINANCE - 8, rue de Berri - 75008 PARIS *sous réf. M 11/1296 V3 qui traitera votre dossier* confidentiellement.

CONTESSE

UNISYS, l'un des leaders mondiaux de l'industrie informatique recherche pour son centre d'études et de production situé près de Rouen

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Au sein d'une petite équipe, vous participerez à l'élaboration du plan financier annuel (compte d'exploitation et bilan prévisionnel) et serez chargé(e) du calcul du prix de revient de nos produits dans un contexte fortement informatisé.

De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous souhaitez mettre en valeur et enrichir vos compétences (comptabilité / finance / informatique) en rejoignant une société de haut niveau technologique.

Vous parlez anglais et vous êtes familiarisé(e) avec la micro-informatique pendant vos études ou lors d'une première expérience.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV) à Nathalie OTT, UNISYS, route de Duclair, BP 5, Villers Ecalles, 76360 BARENTIN.

UNISYS

CURRICULUM



Groupe expertise comptable

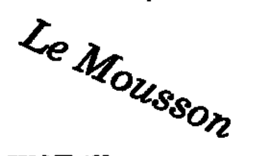
(200 personnes en région parisienne)

recrute pour ses **DÉPARTEMENTS RÉVISION et ORGANISATION**

COLLABORATEURS CONFIRMÉS TOUS NIVEAUX

Adresser C.V. et prétentions sous n° 8015
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris

Le Foué. 



Leader du jambon cuit et des patés fins, (CA 750 MF, 460 personnes)
RECHERCHE

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

Le titulaire du poste est un **gestionnaire**, interlocuteur du contrôle de gestion de l'entreprise, **responsable** du suivi et du contrôle des tableaux de bord.

Homme de terrain, il est capable d'organiser le circuit des informations à la source, dans les ateliers de production. A ce titre, il participe activement au développement et à l'évolution de la **GPAO**.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un(e) candidat(e) possédant une formation supérieure (Bac + 2 minimum), complétée, par une expérience en gestion dans une industrie agro-alimentaire (produits frais).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle à : H. GAUDRIOT - **Société Paul Prédault**
84, rue de Paris - 95500 GONESSE

ORC

ÉTABLISSEMENT PUBLIC RESPONSABLE DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS EN ILE-DE-FRANCE

RECRUTE

CHARGÉ(E) DE CONTROLE

- Vous connaissez et pratiquez la législation sociale.
- Vous recherchez une activité associant vérification en entreprises et *étude méthodique des dossiers.*
- Vous alliez sens des contacts humains et autorité personnelle.
- Vous savez vous mobiliser dans une gestion autonome de votre activité.

Si vous êtes disponible rapidement, rejoignez l'Équipe « Contrôle du Versement de Transport » des Employeurs de la Région Parisienne.

Adresser C.V. et prétentions au :

SYNDICAT DES TRANSPORTS PARISIENS
(Recrutement V.T.)
11, avenue de Villars 75007 PARIS

ANALYSTE BUDGETAIRE (Réf. LM / AB)

Vous serez chargé :
- de la validation budgétaire des dépenses de fonctionnement et des engagements des programmes marketing,
- de la mise en place et de l'analyse des états de synthèse de nos directions opérationnelles,
- de la préparation des budgets annuels.

AUDITEUR INTERNE (Réf. LM / AI)

Vous aurez en charge
- la mise à jour, le développement et le contrôle de l'application des procédures standards de la compagnie,
- la formation du personnel de nos directions opérationnelles pour l'amélioration des procédures.

CONTROLEUR FINANCIER (Réf. LM / CF)

[illegible]

Coca-Cola
Coke

CONTESSE

AUDITEUR INTERNE

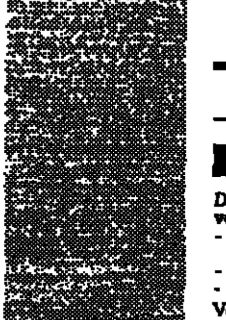
Vous avez :
- une formation comptable supérieure ;
- 3 ans d'expérience au minimum en cabinet et/ou en entreprise ;
- une bonne pratique de la micro-informatique ;
- 25/30 ans.

Le poste :
- Basé à Paris avec de nombreux déplacements France entière ;
- Missions classiques de contrôle interne et de contrôle comptable ;
- Etablissement de comptes annuels, révisions semestrielles ;
- Interventions d'organisation comptable ;
- Participation à l'évolution du système d'information.

Le groupe :
11 sociétés de services (secteur transports)
CA : 600 MF - 1 200 personnes.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo, dernier salaire)

à Laurence Le Chevalier
T D S - 152, rue de Javel - 75015 PARIS



Société Textile, filiale d'un grand groupe français, CA : 200 000 MF, recherche son

CHEF COMPTABLE

• *80 km au Sud de Lyon*

Directement rattaché au Contrôleur de Gestion vous aurez en charge la responsabilité :
- du service comptable (comptabilité générale, analytique, contentieux clients, budgets...)
- du reporting avec le groupe
- de la gestion de trésorerie.

Vous serez l'interlocuteur privilégié du service informatique.

Agé de 30/35 ans, de formation DECF, vous êtes familiarisé avec l'informatique. Votre sens de la communication et votre implication personnelle vous permettront d'évoluer dans notre structure. Rémunération 240 KF.

Merci d'adresser, votre dossier de candidature sous référence T1' à notre conseil CORHUS Jean-François CARADOT - 20, chemin du Randin 69130 ECULLY.

CORHUS
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIAPA

osmose

10 ANS D'EXPERIENCE EN GESTION DES PME

Région Parisienne / Centre / Rhône-Alpes

Pour son développement, recherche rapidement des

FORMATEURS / CONSULTANTS PERMANENTS

spécialisés en FINANCE ou JURIDIQUE ou FISCALITE ou COMMERCIAL
Motivés • Disponibles • Ouverts...

EXPERIENCE:
- En entreprise, PME: INDISPENSABLE
- Pédagogique souhaitée (formation possible)

CONTACT:
Didier CORVELLEC (1) 42 45 00 66
ou CV + lettre manuscrite:
61, rue de Lancry 75010 Paris

Filiale commerciale d'un groupe international

recherche

SON FUTUR RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour Région parisienne

Sous l'autorité du directeur de la filiale, il *est en charge de l'ensemble* des opérations comptables et financières, de l'informatique, du contrôle de gestion et des activités opérationnelles de la filiale.

Une expérience confirmée du reporting en PME/PMI est demandée. Formation supérieure. Connaissance de l'anglais et/ou de l'italien.

Adresser lettre manuscrite et C.V. *sous n° 8027*
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris

هكذا من الأصل

Le Monde de la Gestion

PME distribuant du matériel de communication d'entreprises, filiale d'un groupe anglo-saxon, nous connaissons une forte croissance et réalisons 100 MF de CA. Nous créons, à notre siège à Paris, le poste de

directeur administratif et financier

Avec une petite équipe (dont un chef comptable), vous couvrez l'ensemble des fonctions comptables, financières et administratives (y compris le personnel). Créer des procédures et des outils de gestion performants, surveiller de près nos comptes clients et nos stocks, *développer de nouvelles* applications informatiques, etc., est bien votre mission.

Homme d'action quotidienne et de réflexion, vous savez mettre la main à la pâte et avez déjà exercé des responsabilités similaires dans une PME. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5639 LM)
« Carrières Gestion-Finances »

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
BORDEAUX - LYON - GRENOBLE - LILLE
NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

ATTACHE DE CLIENTELE PARTICULIERS

MONTPELLIER

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation. Notre succursale de Montpellier a acquis une grande compétence en gestion patrimoniale et poursuit son développement en intégrant un nouvel* ATTACHE DE CLIENTELE PARTICULIERS. *Pour développer et gérer en collaboration avec le Responsable de clientèle un fonds de commerce composé de clients particuliers haut de gamme.*

A 30 *ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ou formation bancaire équivalente), vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans en exploitation et de bonnes connaissances en titres et fiscalité d'assurances notamment.*

Pour ce poste qui comporte une réelle opportunité d'évolution, votre atout majeur résidera dans vos aptitudes commerciales et la connaissance de la région.

Madame THERON *vous remercie de lui répondre par courrier sous référence* ACP/LM/990 à NSM BP 46608 - 75366 PARIS CEDEX 08. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet — NSM — GROUPE ABN BANK



La Grande Arche, les Tours, 600 sociétés, 100 000 salariés, 30 000 résidents, des parcs, des espaces verts, 25 000 parkings, de nombreux services, de l'animation, bientôt La Défense-Ouest.
L'EPAD (Etablissement Public pour l'Aménagement de la Région de la Défense).

Directeur Administratif et Financier

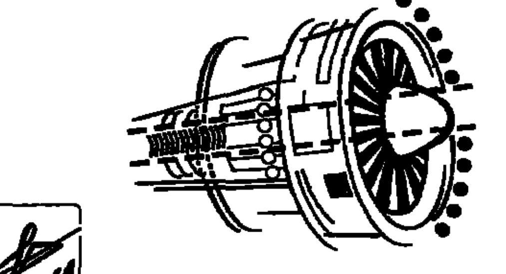
En étroite synergie avec le **Directeur de l'Exploitation** et à la tête d'un groupe de 10 collaborateurs, vous animerez et coordonnerez les fonctions suivantes : • Etablissement et suivi d'un budget de plus de 200 MF • Etablissement des marchés d'entretien et des travaux • Etablissement des conventions et des contrats • Comptabilités fournisseurs et clients, factures, imputations (le tout sur IBM 36) • Suivi administratif des différentes Associations de quartier • Gestion des occupations du Domaine Public.

Agé de plus de 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous maîtrisez la **comptabilité publique**, l'informatique moyen système et le juridique. Adaptable et diplomate, vous êtes capable d'accompagner dynamiquement un travail en équipe répondant aux perspectives de développement récemment décidées. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 50 81203 M à notre Conseil EQUIPES ET CARRIERES 4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS - qui vous garantit la confidentialité.



EQUIPES ET CARRIERES
UNE EXIGENCE : LA REUSSITE.

MEMBRE DE SYNTEC



UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation, la SNECMA bénéficie d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui la place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.
Dans le cadre de notre nouvelle organisation informatique des comptabilités industrielle et générale, nous recherchons des gestionnaires à fort potentiel.

DIPLOMES D'UNE ECOLE DE GESTION

AUDIT - ORGANISATION COMPTABLE - CONTROLE DE GESTION

Plusieurs postes sont à pourvoir :

- Au siège à Paris 15ème
- *Responsable de la centralisation des résultats de la société.* Solides connaissances en comptabilité générale et fiscalité indispensables.
- Organisateur Comptable. Pratique de la micro-informatique et sens pédagogique appréciés.
- A l'établissement industriel d'Evry-Corbeil
- Contrôleur Budgétaire
- Auditeur Comptable.

Diplômé d'une Ecole de Gestion + DECS ou équivalent, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en Cabinet d'audit ou en entreprise industrielle, écrivez vite à notre Conseil EGOR GESTION ET FINANCE - 8, rue de Berri - 75008 PARIS sous réf. M11/1296Y qui traitera votre dossier confidentiellement.

GROUPE SNECMA

CONTESSE

BRAS DROIT DE NOTRE DIRECTEUR FINANCIER

Filiale industrielle d'un puissant Groupe U.S. (CA 220 millions de francs dont un tiers à l'export), nous recherchons notre nouvel :

ACCOUNTING SUPERVISOR

ORLEANS

Vous aurez pour mission d'animer le service Comptabilité Générale/Fiscalité/Reporting et serez étroitement associé à la mise en place des nouveaux logiciels de comptabilités générale et auxiliaires. De plus larges responsabilités pourraient être confiées à un candidat à fort potentiel.

28/35 ans, de formation supérieure et comptable, votre expérience acquise dans un environnement industriel et international vous confère une bonne maîtrise de la comptabilité anglo-saxonne et de l'anglais. Vos qualités de management et de communication seront vivement appréciées.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et rémunération *actuelle, sous référence* C264E, à Ernst & Young Conseil, 6 rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

HAUTE TECHNOLOGIE ET GESTION : UN BON MARIAGE POUR UN JEUNE DIPLOME

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes). Leader européen et premier exportateur mondial de systèmes de détection de signaux sous-marins, nous renforçons l'équipe chargée de la gestion de nos contrats, qui sont à 50 % internationaux, et recherchons pour SOPHIA ANTIPOLIS (06) un jeune cadre qui sera

RESPONSABLE DU REPORTING COMMERCIAL

Au sein du service gestion des marchés, votre mission consistera, à l'aide d'outils informatiques performants, à élaborer, mettre en place et faire vivre un système de reporting pour le compte de la Direction Commerciale : collecte, centralisation et présentation des données sur les prévisions et *les réalisations des commandes* et des contrats, mais aussi mise en évidence des écarts, exploitation et analyse. Très autonome, vous reportez directement au chef du service. Vous serez en relation avec la comptabilité, le contrôle de gestion, les commerciaux.

De formation Ecole de Commerce ou équivalent avec option gestion, vous êtes débutant mais un stage, voire une première expérience d'un an maximum, a favorisé votre rigueur, votre goût des chiffres, a développé votre pratique de la micro-informatique, a mis aussi en évidence votre sens relationnel et votre bonne faculté de communication, et vous a peut être déjà familiarisé avec un environnement industriel et la mise en place de tableaux de bord.

Vous souhaitez aujourd'hui rejoindre un grand groupe français à un poste formateur dans un environnement de haute technologie qui vous offre de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 157/LM à :
BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES PROVENCE - 23 rue de la Buffa - 06000 Nice.



THOMSON

HCA

Financial Manager

Filiale d'une firme américaine, nous réalisons en France et en Europe du Sud 60 MF de CA dans le domaine des ordinateurs scientifiques.

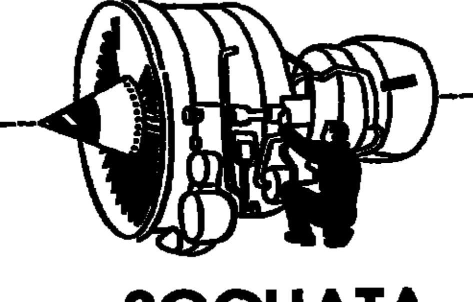
Votre responsabilité très complète recouvre la comptabilité, la fiscalité, le reporting à la maison mère, le suivi des contrats de ventes, les situations mensuelles, les clôtures et déclarations annuelles, les relations avec les banques, le Credit Control.

Ecole de commerce et/ou DECS, votre expérience de la fonction en milieu anglo-saxon vous permet de maîtriser tant les aspects techniques de cette mission que l'anglais. Forte personnalité, autonomie, rigueur, sont parmi les qualités qui vous feront réussir à ce poste qui nécessite une forte implication personnelle.

Poste basé en *Banlieue Sud*.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo, prétentions) sous référence 2068-M à M. Busi qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand consultants — Executive Selection — 3, av. Percier 75008 Paris — C&L



SOCHATA

UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

Spécialistes de la réparation et de la révision des moteurs d'avions civils et militaires, nous disposons de technologies de pointe parfois uniques au monde. La modernité de nos installations permet à nos 1350 collaborateurs de développer des procédés de réparation les plus performants.
Nous recherchons pour notre établissement industriel de St-Quentin en Yvelines (78) :

CHEF DU SERVICE GESTION - COMPTABILITE - FINANCES

Sous l'autorité du Directeur de l'Administration et de la Logistique du site, vous assumez l'entière responsabilité de la comptabilité, de la trésorerie et du contrôle de gestion, animant une équipe d'une vingtaine de personnes dont 3 cadres. Vous élaborez les plans de financement, analysez les tableaux de bord, traitez les problèmes juridiques et d'assurance et réalisez diverses études et synthèses pour la Direction Générale. De plus, vous participez à la rénovation du système d'information.

Vous avez des qualités relationnelles, associées au goût de la rigueur.

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Gestion et possédez une solide expérience du contrôle de gestion industriel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. M11/3176 D à notre Conseil EGOR GESTION et FINANCE - 8, rue de Berri - 75008 PARIS qui traitera votre dossier confidentiellement.

GROUPE SNECMA

CONTESSE

Le Monde de la Gestion



Paris

Directeur financier : poste opérationnel à créer

Secteur d'activité : fabrication presse

Vous prenez en charge l'intégralité de la fonction finance : contrôle de gestion, prévisions de trésorerie, relations avec les banques, procédures... Votre patron : le Directeur Général.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience en audit, contrôle de gestion, relations bancaires... Vous êtes autonome et évolutif.

Spécialiste de la photocomposition, photogravure... tous les grands magazines français sont nos clients. 250 MF de CA, d'excellents résultats, notre groupe connait une forte croissance.

Merci d'envoyer votre CV sous la référence 20-046-62 à notre Conseil



26 rue de Berri, 75008 Paris. Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE • ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

MEDIA-SYSTEM



Auditeurs

Audit Financier et Opérationnel dans un contexte international

1000 collaborateurs, 3 milliards de marge brute, 100 filiales, un des tout premiers groupes français de services au transport international de marchandises, notre réussite tient à une stratégie d'autonomie et d'implication forte des responsables opérationnels liée à une holding dynamique.

Intégrant l'équipe de la Direction Financière et du Développement de la holding, vous effectuerez des audits de gestion axés sur la fiabilité des résultats des filiales, vous mettrez en place ou améliorerez à l'aide de l'informatique les procédures et systèmes en conformité avec ceux du groupe, vous participerez aux audits d'acquisition et à la consolidation des comptes.

Postes opérationnels dans un contexte dynamique nécessitant une formation ESC + DECS, une bonne technique financière et comptable, une capacité d'analyse rigoureuse, une première expérience (2 ans environ) dans une structure de groupe ou en cabinet d'audit international, un excellent anglais. Déplacements à prévoir en France et à l'étranger.

Les perspectives d'évolution sont excellentes à moyen terme.

Adressez votre dossier de candidature + photo, en précisant votre salaire actuel, sous référence LM/07 à Liliane Gaubert - ARCOS & PARTNERS - 6 Avenue d'Eylau 75116 PARIS.



DESSEIN

Un contrôleur de gestion en béton.

Filiale parisienne de Spie Construction, SCGPM réalise un CA de 1,2 Milliard de Francs avec notamment quelques chantiers prestigieux. Véritable entité pilote d'un groupe particulièrement ambitieux dans le domaine du bâtiment, nous avons su apporter à une PME de forte notoriété l'organisation commerciale et la rigueur de gestion de notre groupe.

En appui des contrôleurs de gestion opérationnels dans nos directions de production, vous consoliderez leurs résultats et serez chargé du reporting au groupe. Vous tiendrez les tableaux de bord destinés à la Direction Générale et les commenterez lors des réunions trimestrielles du groupe.

Une expérience de la gestion dans des structures de type BTP nous apparaît indispensable. Elle vous permettra d'évoluer au sein de Spie Batignolles. Vite un CV sous référence 175 712 M à Claude dos Reis, associé de Sirca, 140, boulevard Haussmann 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

MERCURE

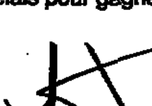
Comptable-Fournisseur à l'abordage.

Société d'économie mixte, nous avons acquis nos lettres de noblesse dans la construction et la gestion de logements à caractère social. Sans changer de cap, nous souhaitons voir souffler le vent de la diversification sur les voiles de notre vaisseau afin de lui faire découvrir d'autres horizons. La conquête de ce nouveau monde nous conduit aujourd'hui à adopter le Responsable de notre Comptabilité-Fournisseurs.

Navigateur avisé, vous saurez tenir le gouvernail et endiguer le flot des factures que nous recevons à chaque étape de notre parcours (8 000 par mois). Ne menant pas la course en solitaire, vous organiserez et contrôlerez le travail de votre équipage (7 personnes) afin de guider nos règlements-fournisseurs à bon port. Aidé d'un outil informatique sophistiqué, vous serez en mesure de répertorier la qualité de nos prestataires et de leur réserver à chaque escale l'accueil qui leur est dû.

De formation supérieure comptable (DECS, BTS de Comptabilité...), vous avez acquis au cours de votre itinéraire professionnel une excellente pratique de la Comptabilité-Fournisseurs, de préférence dans le sillage de la promotion immobilière. Vous saurez motiver une équipe et lui faire respecter les délais pour gagner ce tour du monde en 8.000 factures.

Adressez vite votre bilan professionnel sous référence CFA à notre conseil :



Josiane Agard Développement
67, Avenue Georges Mandel
75116 Paris

Josiane Agard Développement

MERCURE



125 ANS,

DIVISION GRANDS MAGASINS

Le contrôle de gestion recrute son

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Dans le cadre d'une organisation décentralisée, sa mission s'articule autour de deux grands axes :

- Assurer le Contrôle budgétaire de la Division et son reporting.
- Développer le système actuel dans le cadre d'une nouvelle organisation opérationnelle prévue à moyen terme, avec la mise en place de nouveaux logiciels.

Le candidat à ce poste évolutif, de niveau D. E. C. S., devra avoir une première expérience professionnelle de 2/3 ans.

Merci d'envoyer CV, photo, lettre et prétentions au GROUPE PRINTEMPS, JACQUES ISORE, Service Recrutement Cadres, 102 rue de Provence 75009 PARIS.

DESSEIN

Organisme mutualiste

recherche

pour son département vacances
(12 établissements - 60 salariés)
en vue de la mise en place d'un secteur distinct TVA

COMPTABLE

TITULAIRE BTS

(expérience 3 à 8 ans)

LIEU DE TRAVAIL : PARIS CENTRE

Responsabilités :

Animer une équipe de 3 aides-comptables, assurer liaisons comptables avec service du personnel, suivi fournisseurs, clients, banques, mettre en place et contrôler les procédures, contrôler comptabilité établissements, développer informatisation, vérifier résultats analytiques mensuels, établir bilans et comptes de résultats, procéder aux consolidations, établir déclarations TVA.

Qualités requises :

- Parfaites connaissances en matière de TVA.
- Expérience dans un groupe du secteur du tourisme (hôtellerie, restauration, motel) pluri-établissements.
- Aptitude à assurer la formation.

Écrire sous n° 8029
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy – 75007 Paris

ETABLISSEMENT BANCAIRE (Réseau national)

Pour accentuer notre développement et prendre la DIRECTION d'une agence en forte expansion, nous recherchons un

Directeur d'agence

Profil : 30-35 ans, Bac + 4 et diplômes Banque, 5 à 10 ans d'expérience terrain, vous savez animer une équipe jeune (30 ans) de 5 personnes.

Poste basé en proche banlieue de Clermont-Ferrand (63).

Adresser CV + photo et prétentions à Claude Vincent - Florian Mantione Institut - 33 bis bd Berthelot - 63400 Chamalières, sous référence AU0898D, Minitel 3615 Code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Holding d'une Banque d'Affaires de renom, nous recherchons :

Adjoint au Responsable des Participations

Au sein d'une équipe performante, vous interviendrez dans les domaines suivants:

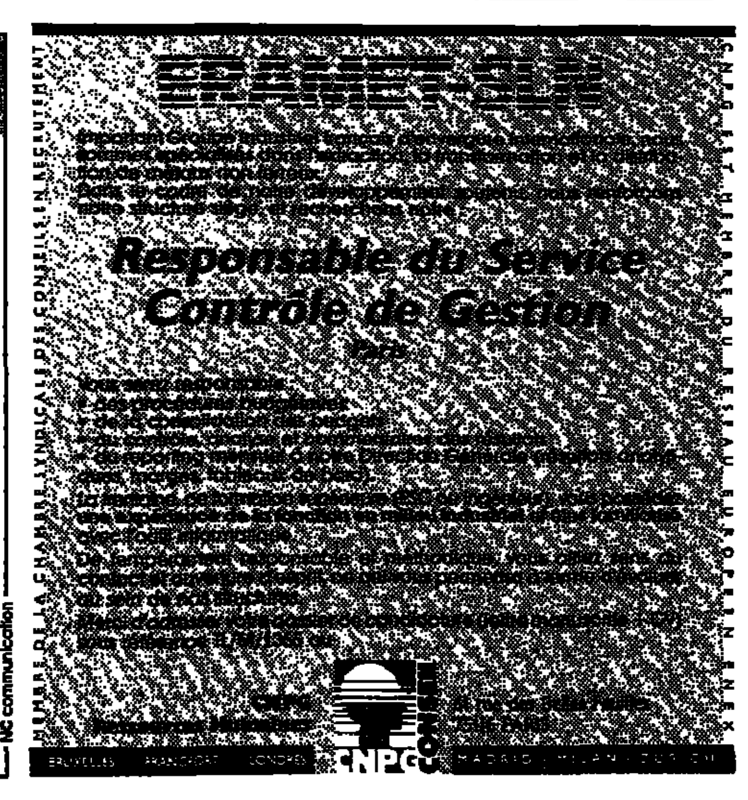
- gestion des participations existantes et de la trésorerie des investissements.
- étude des dossiers de prises de participation nouvelles
- opérations de rapprochement.

Vous avez 30/35 ans, une formation de type Grande Ecole et vous possédez une 1ère expérience réussie dans le Holding d'un groupe financier ou de services.

La pratique courante de la langue anglaise est indispensable et une connaisance du secteur de la communication serait apréciée.

Pour ce poste ouvert et évolutif, merci d'adresser, sous la réf. 9008, lettre manuscrite, cv, photo et rémunération souhaitée à notre Conseil "Audit en Ressources Humaines", 33, rue de Lisbonne - 75008 PARIS, qui étudiera votre candidature en toute discrétion.

NC communication



GROUPE PRODUITS VERRIERS indépendants

recherche

pour l'une de ses jeunes filiales (70 personnes) située en Normandie (76)

son responsable administratif et comptable

Agé de 30-35 ans environ, ce poste conviendrait à un candidat niveau DECF ayant une expérience Cabinet + PME et de bonnes connaissances de l'informatique (mini + micro).

Rattaché à la Direction générale, il sera responsable de la comptabilité générale jusqu'au bilan, trésorerie, comptabilité analytique, contrôle de gestion, reporting, personnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

VIO – BP 20 – 53003 LAVAL CEDEX

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC PARISIEN

recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

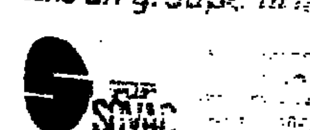
Formation supérieure (type ESSEC, SUP de Co...).
1 an d'expérience ou débutant.
La connaissance de l'outil informatique serait un atout.

◆

Prière d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à :
Hyperbole, sous référence 21267
2, bd de Magenta – 75010 Paris, qui transmettra.







NÉGOCIATEUR JUNIOR H/F TITRISATION

La DIRECTION DES MARCHÉS DE CAPITAUX de la SOCIETE GENERALE renforce son service TITRISATION.

Cette activité nouvelle en développement nous amène à rechercher un Négociateur Junior.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Ecole d'Ingénieurs...), vous êtes débutant avec un fort potentiel ou bénéficiez d'une 1re expérience en Organisation, Audit, Inspection bancaire...

Au sein d'une petite équipe, votre mission consistera à développer cette technique financière novatrice : la titrisation à la française, et à participer au montage des opérations financières.

Votre réussite vous permettra à terme, d'élargir vos compétences en prenant des responsabilités plus importantes (notamment dans le montage complet des dossiers).

Rigoureux et imaginatif, vous avez un réel esprit d'équipe et d'excellentes qualités commerciales. Des compétences en comptabilité et des connaissances en fiscalité et droit des sociétés seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions sous réf. NJ à Frédéric PASTRE Société Générale - Service du Recrutement - 29, rue Taitbout - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

AUTONOMES ET RESPONSABLES

Notre société - **ACP CONSEIL** filiale du **GROUPE ACP**, entreprise à taille humaine, compte parmi les leaders du CONSEIL EN MONETIQUE. Elle intervient également dans la GESTION DES TITRES et dans L'ORGANISATION en général. Nos clients appartiennent au secteur des services, en particulier : banques, organismes financiers et interbancaires, compagnies d'assurance ...

Nous recherchons des

CONSULTANTS DEBUTANTS ET CONFIRMES H/F.

● **PROFIL :** DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LONG: Bac +4 minimum, grandes écoles d'ingénieurs et de gestion, universités. La pratique de l'anglais et/ou d'une autre langue européenne sera appréciée.
Qualités requises : aptitude à initier, mettre en oeuvre et contrôler un projet ; capacité à écouter, communiquer et conseiller ; créativité, rigueur dans l'analyse et la synthèse.

● **ACTIVITES :** être le Conseil autonome de nos clients, **en organisation** (stratégie, études , cahier des charges, coûts, simulations), **moyens de paiement** (systèmes interbancaires de paiement, monétique, cartes bancaires, fraude et sécurité...) et **gestion des valeurs mobilières** (Bourse et titres).

Postes basés à PARIS et pour certains, déplacements possibles à l'étranger ; évolution rapide au sein d'un groupe en expansion.

La rémunération tiendra compte de l'expérience (Cabinet Conseil, SSII, Banque...).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. COM 1 à : ACP Conseil - 36 , rue Etienne Marcel 75002 Paris. Discrétion assurée.

ACP CONSEIL

CONSENSUS

Optimisez nos structures financières en région

Deux marques de prestige AUDI et VOLKSWAGEN, une qualité de produits et de service incontestable permettent aujourd'hui à VAG France d'être le premier importateur automobile français.

Conseillers de Gestion

Dans le cadre d'une mission très complète d'audit et d'assistance, vous intervenez auprès de nos concessionnaires et agents sur un secteur géographique déterminé.
Responsable de la mise en place des structures et de l'application des méthodes financières et comptables préconisées par la société, vous procédez à l'analyse des documents comptables et établissez les recommandations nécessaires à l'amélioration de la gestion des concessions.
Vous contrôlez les projets d'investissement et veillez à leur adéquation avec la politique de la société.
De formation ESC, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de l'audit acquise dans un cabinet ou en entreprise.



Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions à Pascal Cerneau, V.A.G. France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 02601 Villers-Cotterêts.

MEDIA-SYSTEM

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Equipements automobiles
Outillage électroportatif
Techniques de communication
Equipement industriel
Recherche pour son siège basé à SAINT- OUEN

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé d'une école de commerce ou équivalent, et justifiant d'une première expérience du contrôle de gestion en entreprise industrielle, vous intégrerez l'équipe du Contrôle de Gestion et aurez en charge pour l'un de nos départements :
- le contrôle budgétaire : mesure et analyse des écarts en liaison avec la comptabilité générale
- l'analyse des situations de gestion commerciale (ventes, marges, stocks, crédits).

Votre connaissance et votre intérêt pour les systèmes informatiques de gestion, votre aptitude au dialogue et au travail en équipe et votre souci de la qualité de service seront vos atouts pour réussir à ce poste.



BOSCH

Adressez lettre manuscrite. CV et photo à Robert BOSCH (France) S.A., Service du Personnel, 32 avenue Michelet, 93404 SAINT - OUEN Cedex

CONTESSE

L'Inspection Générale dans un groupe financier de 1er plan



Nous sommes l'un des tout premiers groupes français spécialisés dans le financement et les services aux particuliers et aux entreprises. Notre stratégie de développement est fondée sur le partenariat avec des groupes de grande notoriété et sur l'innovation. Nous sommes à l'origine de nombreux produits qui ont fait école dans la profession. Nous recherchons des jeunes diplômés

Ecoles de commerce, IEP, DESS Gestion...

Au sein d'une petite équipe, vous serez formés à l'analyse du fonctionnement de l'ensemble des unités de notre groupe. Ces missions relèvent d'une approche globale, intégrant l'ensemble des aspects techniques, financiers, d'organisation mais également humains. Au contrôle et à l'évaluation, s'adjoint une dimension fondamentale de conseil dans une perspective d'assistance.

Ce savoir-faire de généraliste acquis pendant quelques années vous donnera une excellente connaissance de l'ensemble des mécanismes de notre groupe. Il vous préparera à accéder à une grande variété de postes de responsabilité.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 0098 M à notre conseil SENANQUE, 103 rue La Fayette - 75010 PARIS.

Sénanque

SOURCES

Filiale française (CA 550 MF, 700 personnes) d'un grand groupe industriel international côté en Bourse (CA 5 Milliards), nous sommes leader sur notre marché. Nos acquisitions récentes (3 sociétés) et notre développement nous conduisent à rechercher un :

JEUNE RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

POUR CREER LA FONCTION ET ANIMER NOS OUTILS DE GESTION DECENTRALISEE

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, interlocuteur privilégié des filiales et départements, vous constituerez une petite équipe. Vous aurez une large mission très opérationnelle d'animation et de préparation des budgets et des reportings mensuels, d'analyse des résultats et des écarts, d'harmonisation des procédures internes, de mise en place d'une gestion de trésorerie groupe. Plus généralement, vous contribuerez à l'optimisation de nos résultats.

A 28/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, MSTCF..., niveau DECF minimum), vous avez acquis depuis 3/4 ans environ une bonne maîtrise des techniques et des procédures comptables françaises et anglo-saxonnes dans un contexte industriel au travers de l'audit au sein d'un cabinet et/ou d'une filiale d'un groupe international. Pragmatique et mobile, vous avez le sens de la rigueur et de l'analyse ainsi que d'excellentes qualités relationnelles. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence H 245, à Ernst & Young Conseil, 6 rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Filiale française d'un groupe agro-alimentaire européen crée un poste de

CREDIT MANAGER

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous serez responsable de plusieurs missions :
- ☐ l'analyse des risques
- ☐ la détermination des plafonds de crédit
- ☐ le recouvrement
- ☐ le contentieux

Si vous êtes âgé(e) de trente à quarante ans et avez une expérience comptable et/ou juridique dans un poste similaire et ce, de préférence dans le secteur de la distribution, nous aimerions vous rencontrer.

Votre sens du contact, votre dynamisme et votre capacité d'autonomie seront les atouts en votre faveur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au service du personnel, VAMO, 84 route de Paris 95310 Saint Ouen l'Aumône.

L.B.W.

GROUPE de PRESSE et d'EDITION

Créez la fonction administrative et financière de notre groupe en pleine croissance.

Rattaché directement au PDG, vous développerez les procédures internes et ferez évoluer nos méthodes et notre organisation.
Assisté au départ de 2 personnes, vous assurerez le suivi de notre comptabilité générale (bilan inclus), clients, fournisseurs et la mise en oeuvre de l'informatique. Vous aurez la responsabilité des services généraux ainsi que des questions juridiques, fiscales et sociales.

La trentaine environ, de formation supérieure, type Ecole de Commerce, complétée d'un DECS, homme d'action et de réflexion, vous souhaitez élargir vos responsabilités et valoriser une première expérience (acquise en cabinet ou en entreprise) en prenant en charge l'ensemble des activités administratives et financières au sein d'une société à taille humaine en fort développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence E 638 sur l'enveloppe à notre conseil ORNICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS -

ornicar

JEUNE RESPONSABLE C[redacted]LE F[redacted]F



au coeur du site olympique



vous propose une nouvelle qualité de vie en Savoie.

A 28 ans environ, DECS ou MSTCF, vous aurez la responsabilité des comptes de nos deux sociétés principales et 4 filiales. Jeune, sportif, organisé et disponible, vous êtes prêt à participer à notre développement.
La rémunération est très motivante.

Vous désirez en savoir plus ? Alors appelez dès maintenant notre Conseil au (16) 74.95.65.54 (référence PC/40) qui organisera notre rencontre.

ANALOGIES
74 95 65 54

CONTESSE

REJOIGNEZ LA GMF VIE, SOCIETE D'ASSURANCES DU GROUPE GMF

LE GROUPE GMF EST UN DES TOUT PREMIERS GROUPES FRANÇAIS DE SERVICE, PRESENT DANS DE NOMBREUX SECTEURS D'ACTIVITE : L'ASSURANCE (GMF IARD, GMF VIE, LA SAUVEGARDE...), LA BANQUE (GMF BANQUE...), L'ASSISTANCE (AMI), LA DISTRIBUTION (FNAC, MAISON DE VALERIE), L'AGRO-ALIMENTAIRE, LE TOURISME, LA COMMUNICATION.

Contrôleur de gestion

EXPERIENCE 2 A 4 ANS

De formation supérieure en gestion, vous avez acquis une expérience de 2 à 4 ans du contrôle de gestion et vous maîtrisez la micro-informatique.
Au sein de l'équipe de contrôle de gestion, vous participerez à :
– la conception et l'analyse des tableaux de bord.
– l'élaboration des budgets et leur suivi.
– au développement de la comptabilité analytique.
Nous apprécierons votre capacité à instaurer un dialogue constructif avec les divers responsables opérationnels.
Rémunération 210 à 240 KF environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : GMF Vie Service des RH 27, rue Jean-Goujon, 75008 PARIS



GMF VIE

PARIS

AGENCE MAILLE

MARCHÉS FINANCIERS

M. Gérard Eskenazi quitte toutes ses fonctions au sein de Pargesa

Lundi 10 septembre 1990, à Genève, M. Gérard Eskenazi a quitté la présidence de la holding suisse Pargesa et celle de sa filiale française Parfinance, en même temps que la fonction de vice-président administrateur délégué du groupe Bruxelles-Lambert, dont M. Albert Frère est président. Il sera remplacé par Paul Desmarais, président du groupe canadien Power.

Ces démissions étaient largement prévisibles après la prise de contrôle majoritaire de Pargesa par ses deux actionnaires principaux, MM. Frère et Desmarais, effectuée en février dernier à la faveur d'une baisse du cours des titres de cette société, provoquée par la chute de la maison de courtage new-yorkaise Drexel-Burnhan et Lambert, dans laquelle Pargesa détenait une participation de 20 %.

M. Eskenazi reste, jusqu'à la fin de l'année, président de la banque de gestion privée SIB, filiale de Parfinance, pour mener à bien la vente de cette participation, comme il avait revendu, au printemps dernier, les participations de 20 % dans Schneider et de 12 % dans CFAO, pour plus de 3 milliards de francs, avec une plus-value de 1,5 milliard de francs.

Ces ventes avaient permis à Pargesa de racheter à M. Frère sa participation personnelle de 2,1 % dans Paribas pour porter la sienne à 7 %.

Le départ de M. Eskenazi, directeur général de Paribas de juin 1978 à février 1982, marque la fin d'une belle aventure : la construction de Pargesa, avec les fonds de MM. Frère et Desmarais, pour constituer un ensemble qui, à un moment, « pesa » près de 4 milliards de dollars. Aujourd'hui, MM. Frère et Desmarais reprennent la barre, tandis que M. Eskenazi va s'employer, à cinquante-huit ans, à entamer une nouvelle carrière. Riche d'un formidable portefeuille de relations et d'une réputation d'habileté financière non usurpée, il a déjà reçu plusieurs propositions, mais n'est pas pressé de se décider.

FRANÇOIS RENARD

□ **La Bulgarie bientôt à la Banque mondiale.** – Le responsable de la Banque mondiale pour l'Europe a déclaré vendredi 7 septembre à Sofia que la Bulgarie deviendra probablement membre de la Banque mondiale avant la fin du mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

CNT : OBLIGATIONS PIBOR 3 MOIS – 1988

Les intérêts courus du 14 juin 1990 au 12 septembre 1990 seront payables à partir du 13 septembre 1990 à raison de 499,95 F par titre de *20 000 F nominal (coupon nº 8).*

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélèvement libératoire sera de 84,97 F soit un net de 414,98 F.

CNT : OBLIGATIONS 13,40 % – 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1989 au 23 septembre 1990 seront payables à partir du 24 septembre 1990 à raison de 603 F par titre de 5 000 F nominal (coupon nº 6) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 67 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 46,86 F, soit un net de 556,14 F.

Suivant les dispositions de l'article 9 du décret nº 83-359 du 2 mai 1983, le deuxième tirage de 25 000 obligations a eu lieu le 24 août 1990 pour remboursement au pair le 24 septembre 1990.

L'amortissement est effectué selon les conditions fixées au BAIO du 10 septembre 1984. Le rapport d'amortissement fourni par la SICOVAM est : 14,28571 %.

CNT : OBLIGATIONS T.M.O. – 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1989 au 23 septembre 1990 seront payables à partir du 24 septembre 1990 à raison de 409,13 F par titre de 5 000 F nominal (coupon nº 6) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 45,45 F.

En cas cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 31,78 F, soit un net de 377,35 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 29 décembre 1989

	31 août	7 sept.
Valeurs franç. à rev. variable	83 7	78,5
Valeurs industrielles	85,2	79,3
Valeurs étrangères	85,5	84,1
Pétroles-Energie	122,6	128,9
Chimie	80,3	74,7
Métallurgie, mécanique	70,9	63,5
Electricité, électronique	97,2	89,3
Bâtiment et matériaux	80,8	73,4
Ind. de consom. non alim.	74,8	71,1
Agroalimentaire	84,6	80,1
Distribution	78,9	73,3
Transports, loisirs, services	95,3	89
Assurances	79,8	74,8
Crédit banque	86,8	82,6
Sicomi	87,6	88,9
Immobilier et foncier	88,5	84,8
Investissement et portefeuille	73,8	88,8
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	95,7	95,9
Emprunts d'État	96,7	98,1
Emprunts garantis et assimilés	94,9	96,8
Sociétés	98,3	95,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	3 845,1	3 686,2
Valeurs étrangères	3 989,6	3 934,1
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	564,9	520,6
Valeurs étrangères	534,2	525,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	110,5	110,7
Emprunt d'État	91,8	91,2
Emprunts garantis et assimilés	109,3	110,3
Sociétés	111	110,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	464,8	438,3
Produits de base	372,6	363,9
Construction	478,6	437,9
Biens d'équipement	293,2	273,6
Biens de consom. durables	398,5	358,6
Biens de consom. non durables	564,7	520,3
Biens de consom. alim.	710,6	671,2
Services	487,9	462,5
Sociétés financières	511,2	483,5
Sociétés de la zone franc. exploitant principalement à l'étranger	421,2	404,6
Valeurs industrielles	444,4	418,3

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	284,2	270,4

CHICAGO

Un courtier plaide coupable

Un courtier en graines de soja a plaidé coupable dans une affaire de fraude, mercredi 5 septembre, à la suite d'une enquête du FBI sur des présomptions de corruption sur les deux plus gros marchés mondiaux de matières premières, le Chicago Mercantile Exchange et le Chicago Board of Trade.

M. Bruce Mittelstadt a été reconnu coupable d'information mensongère et de violation des règlements des Bourses de matières premières, a déclaré M. Dan Gillogly, assistant du procureur général. Toutefois, plus de cinquante chefs d'accusation ont été abandonnés en échange, comme c'est souvent le cas dans les affaires américaines de justice, de la coopération du courtier à l'enquête en cours. L'enquête du FBI a conduit à l'inculpation de 48 personnes.

La sentence sera fixée à une date ultérieure. M. Mittelstadt encourt une peine maximum de 6 ans de prison et une amende de 350 000 dollars.

PARIS, 10 septembre ↑

Vive hausse

L'alliance sacrée entre les Etats-Unis et l'URSS contre l'Irak, scellée ce week-end à Helsinki, a fait bon effet lundi sur les places financières.

A Paris, la reprise est très forte, dans un marché toutefois assez étroit sauf sur les grandes valeurs. A l'ouverture, l'indice CAC 40 gagnait 3,47 %. En début d'après-midi, il affichait une plus-value de 3,5 %.

La détente était nette dans les salles de marché après le sommet Bush-Gorbatchev. L'entente entre les deux Super-Grands, en privilégiant une solution diplomatique dans la crise du Golfe, devrait entraîner une baisse des prix du pétrole et, par là, éloigner la perspective d'un regain trop prononcé de l'inflation, déclaraient les analystes lundi matin.

Le prix du baril de brent de la mer du Nord n'a toutefois pas varié lundi matin à Londres. Les opérateurs attendaient la réaction du marché américain du pétrole lundi dans la journée.

Un autre facteur a joué lundi en faveur du marché : la décision vendredi du Trésor français de procéder à *une opération de swap de* taux d'intérêt d'un montant de 1 milliard de francs. Cette initiative a été plutôt bien interprétée sur les marchés car elle signifie, selon les experts, que le gouvernement français cherchera par tous les moyens à maîtriser l'inflation, et donc à abaisser les taux d'intérêt.

Les investisseurs, quand ils achètent, sélectionnent soigneusement les titres, selon trois critères : liquidité du marché des titres, niveau d'endettement de l'entreprise et dépendance énergétique des sociétés.

Les valeurs du BTP, vivement attaquées ces dernières semaines, ont figuré sur la liste des plus fortes hausses. De même Michelin et Peugeot, dont le PDG, M. Jacques Calvet, a déclaré lundi matin s'attendre pour 1990 à des résultats sensiblement identiques à ceux de 1989, en dépit du ralentissement des ventes de voitures.

TOKYO, 10 septembre ↑

Rebond spectaculaire

La Bourse de Tokyo, en vive reprise, a enregistré lundi la sixième plus forte hausse de son histoire, l'indice Nikkei gagnant 4,7 % à 25 80,90 points soit une hausse de 1 118,83 points.

Cette hausse salue la déclaration commune américano-soviétique après le sommet d'Helsinki, affirmant le renforcement de leur coopération dans la crise du Golfe. La vive progression du yen face au dollar a également contribué au redressement du marché, affirmaient les courtiers.

Certains opérateurs étaient *néanmoins sceptiques sur la* pérennité du mouvement, la hausse s'étant faite dans le vide et grâce surtout aux achats d'investisseurs institutionnels.

VALEURS	Cours du 7 septembre	Cours du 10 septembre
Akai	630	670
Bridgestone	1 180	1 240
Canon	1 640	1 680
Fuji Bank	2 210	2 270
Honda Motors	1 490	1 550
Matsushita Electric	1 770	1 810
Mitsubishi Heavy	760	802
Sony Corp.	7 050	7 180
Toyota Motors	1 950	1 970

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Heineken : hausse de 17,6 % du bénéfice semestriel.** – Heineken, le *premier groupe de brasseries néerlan*dais, a dégagé un bénéfice net semestriel de 165 millions de florins (450 millions de francs), en hausse de 17,9 % par rapport au premier semestre 1989. Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 7,6 % pour atteindre 4,15 milliards de florins. Le résultat d'exploitation s'est élevé à 292 millions de florins en hausse de 13,2 %.

□ **Nette progression du chiffre d'affaires de Porsche.** – Le constructeur automobile ouest-allemand Porsche a annoncé une progression de 20,5 % à 3,05 milliards de deutschemarks (environ 11,3 milliards de francs) de son chiffre d'affaires pour l'exercice 1990 clos le 31 juillet. La firme – qui a livré 31 200 véhicules contre 29 200 lors de l'exercice précédent – n'a pas voulu révéler le montant de ses bénéfices.

□ **Campenon Bernard, exportateur français au Danemark.** – Le groupe de travaux publics français Campenon Bernard a reçu le Prix de l'exportateur franco-danois 1990. Institué par la chambre de commerce et d'industrie franco-danoise, ce prix a pour but de souligner *« la qualité des échanges et des réalisations du groupe dans ce pays depuis quinze ans. »* Campenon Bernard a déjà réalisé en 1977 le pont de Sallingsund et en 1984 celui de Faro. Aujourd'hui, l'entreprise participe au chantier du tunnel du Storebaelt qui établit une liaison fixe entre Copenhague et le continent européen.

□ **British Airways veut prendre 49 % d'Interflug, selon « Der Spiegel ».** – La compagnie aérienne britannique British Airways veut prendre une participation à hauteur de 49 % dans le capital de la compagnie est-allemande Interflug, selon l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel.* Le magazine affirme que la direction londonienne de British Airways a pris contact en début de semaine à Berlin-Est avec la Treuhandstalt, holding regroupant les 8 000 entreprises publiques est-allemandes et qui gère leur privatisation. La compagnie britannique a fait part au Treuhandstalt de son projet de deuxième compagnie aérienne allemande (la première étant l'ouest-allemande Lufthansa) et s'est dite prête à partager le capital d'Interflug avec un troisième actionnaire, qui se chargerait notamment du trafic entre les aéroports allemands et Berlin. Lufthansa avait annoncé en mai qu'elle allait reprendre 26 % du capital d'Interflug. La compagnie avait prévu de doubler ultérieurement cette part, mais ce projet s'était heurté à l'hostilité de l'Office fédéral des cartels ouest-allemand.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	406	405	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	129	129
B.A.C.	179 80	185	Loca Investis.	303	298
Bque Tarneaud	170	....	Locamic	109	105
B.I.C.M.	800	819	Matra Comm.	149	150
Boiron (Ly)	400	400	Métall.Minière	190	189
Boisset (Lyon)	205	205	Molex	180	....
Câbles de Lyon	2875	....	Navale-Delmas	820	832
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1078	1120	Olivetti Logabax	590	599
Calberson	433	435	Om. Gest. Fin.	589	591
Cardif	495	504	Presbourg	90	90
C.E.E.	360	360	Présence Assur.	350 40	359 80
C.E.G.E.P.	258 90	256	Publ.Filipacchi	491 80	495
C.F.P.I.	257	....	Razel	570	570
Ciments d'Origny	547	550	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	319	319
C.N.I.M.	1050	....	St-H. Matignon	219	224
Codetour	285	295	S.C.G.P.M.	485	....
Comareg	309	310	Segin (Ly)	280	280
Conforama	820	833	Select Invest (Ly)	103	....
Creeks	310 20	319	Serbo	450	441
Dafsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	199	204 80
Dauphin	555	560	Sopra	185	....
Demachy Worms Cie	575	....	Supra	180	185
Desquenne et Giral	248 40	258 30	TF1	265	266 70
Devanlay	880	915	Thermador H. (Ly)	252	249
Deville	467	453	Unilog	174 90	174 90
Dolisos	166	171	Union Fin. de Fr.	394 90	400
Editions Belfond	254	254	Viel et Cie	139	....
Elysee Invest.	11 80	....	Y. St-Laurent Groupe	820	829
Europ. Propulsion	369	360			
Finacor	170	....			
Garonor	850	....			
GFF (group.fon.f.)	390	384			
Grand Livre	427	429			
Gravograph	185	190 50			
Guintoli	815	820			
I.C.C.	234	234			
IDIA	315	320			
Idianova	133 90	133 90			
I.M.S.	1060	1000			

Marché des options négociables le 7 sept. 1990

Nombre de contrats : 16 315

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	–	–	37	–
CGE	560	6,50	23	45	–
Elf-Aquitaine	680	11	34,50	24	–
Eurotunnel SA-PLC	50	0,50	3,05	7	8
Euro Disneyland SC	100	–	5	–	–
Havas	525	8	32	–	–
Lafarge-Coppée	320	21	–	7,10	16
Michelin	70	–	8,50	4	7,40
Midi	1 100	–	–	220	221
Paribas	520	–	18	–	–
Pernod-Ricard	1 000	–	–	–	60
Peugeot SA	600	7	35	72	80
Rhône-Poulenc CI	260	4,20	–	30	36,90
Saint-Gobain	400	12	29	28	–
Source Perrier	1 200	–	–	8	–
Société générale	480	–	23,50	–	50
Suez Financière	320	10,90	24	12	22
Thomson-CSF	100	–	5,50	7	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 sept. 1990

Nombre de contrats : 64 690.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	97,50	97,50	97,46
Précédent	97,48	97,54	97,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS DE VENTE Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Mars 91
99	0,91	1,42	2,31	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,28 F ↑

Le dollar s'inscrivait nettement en hausse, lundi 10 septembre, à Paris clôturant à 5,28 francs contre 5,2285 francs vendredi à la cotation officielle. En revanche, la monnaie américaine cédait toujours du terrain à Tokyo, tombant contre le yen à son plus bas niveau depuis onze mois.

FRANCFORT	7 sept.	10 sept.
Dollar (en DM)	1,5660	1,5759
TOKYO	**7 sept.**	**10 sept.**
Dollar (en yens)	140,25	139,43

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 septembre)	9 3/4-9 7/8 %
New-York (7 septembre)	8-8 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	6 sept.	7 sept.
Valeurs françaises	77,40	77,40
Valeurs étrangères	83,40	84,20
(SBF, *base 100 : 31-12-81)*		
Indice général CAC	446,92	438,32
(SBF, *base 1000 : 31-12-87)*		
Indice CAC 40	1 609,51	1 619,16

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	6 sept.	7 sept.
Industrielles	2 596,29	2 619,55

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	6 sept.	7 sept.
Industrielles	1 639,90	1 638,50
Mines d'or	193,60	194,60
Fonds d'Etat	78,61	78,07

TOKYO

	7 sept.	10 sept.
Nikkei Dow Jones	23 962,07	25 080,90
Indice général	1 845,93	1 903,28

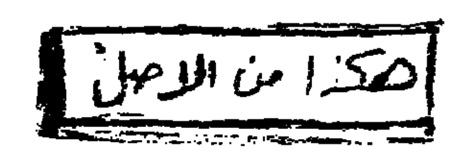
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2250	5,2270	+ 85	+ 95	+ 182	+ 202	+ 600	+ 660
$ can.	4,4888	4,4944	– 112	– 73	– 208	– 161	– 364	– 277
Yen (100)	3,7228	3,7269	+ 50	+ 65	+ 103	+ 133	+ 320	+ 385
DM	3,3496	3,3524	+ 44	+ 57	+ 89	+ 112	+ 251	+ 310
Florin	2,9713	2,9741	+ 31	+ 51	+ 75	+ 98	+ 231	+ 283
FB (100)	16,2976	16,3140	+ 11	+ 195	+ 161	+ 401	+ 697	+ 1239
FS	4,0008	4,0054	+ 56	+ 67	+ 115	+ 142	+ 336	+ 407
L (1 000)	4,4888	4,4944	– 4	+ 35	– 48	+ 7	– 263	– 126
£	9,8857	9,8947	– 404	– 360	– 799	– 730	– 1999	– 1831

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.	7 15/16	8 3/16	8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8
Yen	7 9/16	7 13/16	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8
DM	7 15/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 11/16	8 13/16
Florin	8 1/8	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 5/16	8 11/16	8 13/16
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9	9 1/4	9 3/16	9 9/16
F.S.	7 3/8	7 5/8	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 5/8
L(1000)	3 1/2	4 1/2	9 1/2	10	10 1/8	10 5/8	11	11 1/2
£	14 13/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 13/16	14 15/16
Ffranc.	9 7/8	10 1/8	10	10 1/8	10 1/8	10 1/4	10 7/16	10 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3760	C.N.E 3%	3746	3746	3746	....
980	B.N.P. T.P	986	985	985	-0 10
1140	C.C.F. T.P	1182	1180	1185	+0 25
1100	Cr.Lyon. T.P	1091	....	....	....
1780	Renault T.P	1600	1695	1660	+3 75
1900	Rhone Poul. T.P	1765	1879	1879	+6 46
1080	Saint Gobain T.P	1114	1087	1091	-2 06
1100	Thomson T.P	1120	1120	1120	....
755	ACCOR	760	782	786	+3 42
610	Air Liquide	614	655	650	+6 04
1400	Als.Superm.	1525	1520	1530	+0 33
370	A.L.S.P.I.	393	400	400	+1 78
1570	Arjom. Prioux	1620	1700	1700	+4 94
860	AGF Sté Centrale	945	965	965	+2 12
925	Aux. Entrepr.	929	934	935	+0 65
270	Avenir H. Média	264	268	267	+1 14
181	Axa Midi Ass.	176	186	188	+6 82
245	Bafip	243 10	245 10	246 50	+1 40
179	Bail-Equipem	200	203	210	+5 00
885	Bail Investiss	870	880	875	+0 57
440	Bancaire	402	438	425	+5 72
550	Bazar H.-V	585	590	600	+2 56
710	Beghin-Say	795	795	803	+1 01
1030	Berger (M.)	1080	1080	1070	-0 93
480	Bic	574	573	573	-0 17
780	B.I.P.	750	....	....	....
430	BIS	409	415	414 50	+1 34
345	B.N.P. (CI)	370	376	375 50	+1 49
900	Bolloré Tech	958	958	955	-0 31
2760	Bongrain	2790	2860	2940	+5 38
760	Bon-Marché	755	778	772	+2 25
470	Bouygues	485	500	515	+6 19
104	BP France	115 50	115 50	116	+0 43
720	B.S.N.	793	820	811	+2 27
800	Canal Plus	882	905	902	+2 27
365	Cap Gem.S	398 90	413	410 60	+2 78
3200	Carrefour	3250	3399	3340	+2 77
108	Casino	123	128	128	+4 07
96	Casino ADP	102 90	104 80	104 10	+1 17
955	Castorama D.L	990	890	990	....
151	C.C.F.	168	175	176	+4 17
85	CCMC Ly	89	85 80	93	+4 49
340	C.D.M.E.	363 50	380	377	+3 71
410	C.E.G.I.D.	426 50	445	454	+6 45
250	Centrest (Ny)	235	236	230	-2 13
485	C.E.P. Comm.	487	500	501	+2 87
210	Cerus	206 60	217	217 70	+5 37
420	Cetelem	386	395	400	+3 63
410	C F A O	430	428	429 20	-0 19
375	CF Int.	359	378	375	+4 46
480	C G E	521	537	534	+2 50
315	CGI Info.	313	314	320 50	+2 40
1000	C G I P.	1000	1025	1023	+2 30
485	CGP	500	500	510	+2 00
750	Chargeurs S A	800	815	824	+3 00
675	C I C A (M)	635	639	635	....
1300	Ciments franc.	1275	1300	1289	+1 10
405	Club Méditer.	423	437	440	+4 02
120	CMB Packa.	128 20	135	130 90	+2 11
121	Codetel	116	116	118	+1 72
540	Colas	488	519	530	+8 61

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
245	Cpt. Entrep.	251 50	257	255	+1 39
1030	Compt Mod.	1045	1064	1065	+1 91
250	Concept S.A.	150	160	150	....
....	CPR (Paris Réa.)	350	356	365	+4 29
960	Créd. Foncier	975	985	1000	+2 56
600	Cr Lyon (CI)	675	680	680	+0 74
1000	Crédit Nat.	1125	1150	1151	+2 31
265	CSEE	261	270 10	269	+3 07
2650	Damart	2570	2600	2610	+1 56
425	Dassault Aviation	515	515	532	+3 30
285	Dassault Electr.	305	305	310	+1 64
1540	De Dietrich	1421	1550	1460	+2 74
195	Dév.P.d.C.(Li)	200	203	200	....
250	Dév.R.Sud-Est	282	281	281	-0 35
375	D M C	400	405	405 70	+1 43
2800	Docks France	3320	3350	3400	+2 41
550	Dumez	608	631	639	+5 10
2050	Eaux (Gle)	2190	2280	2280	+4 11
375	Ecco	395	399	382	-3 29
645	Elf Aquitaine	660	672	670	+1 52
450	- (Certific.)	490	490	481 10	-1 82
925	Epeda B.-F.	950	956	999	+5 16
360	Essilor	384	414	403	+4 95
165	Essil.Int.(DP)	186	198	199	+6 85
575	Esso	709	705	700	-1 27
1300	Eurafrance	1445	1463	1465	+1 38
1400	Eurocom	1601	1640	1650	+3 06
84	Eurodisneyland	88 60	89 15	90	+1 58
3290	Euromarché	3220	3199	3160	-1 86
870	Europe 1	955	980	975	+2 09
43	Eurotunnel	43 45	45	45 10	+3 80
1300	Expl.	1469	1401	1468	-0 07
1140	Facom	1355	1402	1410	+4 06
168	Finextel	165	165 50	165 50	+0 30
215	Fives Lille	248	265	267	+7 66
1700	Fromager. Bel	1939	2040	2025	+4 44
1680	Gal.Lafayette	1800	1810	1810	+0 56
1850	G.A.N.	1870	1881	1885	+0 80
320	Gascogne (B)	351	341	350	-0 28
1300	Gaz et Eaux	1245	1260	1250	+0 40
1280	Geophysique	1300	1301	1302	+0 15
436	Gerland Ly	435	435	445	+2 30
710	Groupe Cité	700	710	705	+0 71
1450	GTM-Entrep.	1341	1450	1440	+7 38
860	Guyenne-Gas	947	950	960	+1 37
205	Hachette	209	221	221 90	+6 17
460	Havas	495	520	514	+3 84
490	Hénin (La)	495	500	507	+2 42
820	Hutchinson	830	820	830	....
260	Imétal	256	261	263 90	+3 09
87	Immob. Phénix	96 95	99	98	+1 08
98	Ingénico	103	103	104	+0 97
3800	Inst. Mérieux	3447	3513	3550	+2 99
415	Interbail	446	448	440	-1 35
1040	Intertechnique	1095	1125	1096	+0 09
770	J. Lefebvre	760	780	785	+3 29
815	Labinal	870	870	885	+1 72
2100	Lab. Bellon	2310	2356	2366	+1 99

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
355	Lafarge	331 10	348	348 90	+5 38
940	Lebon	1098	1147	1130	+2 91
3530	Legrand	3375	3485	3475	+2 96
2000	Legrand (DP)	2101	2076	2080	-1 00
535	Legris Industries	570	590	582	+3 37
800	Locabail Imm.	777	780	772	-0 64
415	Locafrance	425	420	422	-0 71
760	Locindus	755	760	769	+1 85
360	Luchaire	385	400	411	+6 75
3200	L.V.M.H.	3460	3590	3584	+3 58
450	Lyon. Eaux	466	490	487	+4 51
250	Magnesie Ly	257	255	254	-1 17
335	Mar. Wendel	340	350	349	+2 65
250	Matra	251	265	264 40	+5 34
490	Merlin-Gerin	500	520	512	+2 40
93	Metaleurop	96 30	103	103 30	+7 27
124	Métrologie In.	130	140	140	+7 69
72	Michelin	70 05	72	74 45	+6 28
870	Midi (Cie)	897	930	934	+4 12
92	Midl. Bk Sa *	106	110	112 90	+6 51
405	Min. Salsig (Ny)	369	359	357	-3 25
103	MMB	104 90	109 80	112	+6 77
77	Moulinex	83	85	85 50	+3 01
1370	Navig. Mixte	1410	1410	1416	+0 35
135	Nord-Est	140 30	142	148 40	+5 77
400	Nordon (Ny)	450	450	450	....
580	Nouv Galeries	568	575	590	+3 87
585	Occid. (Gle)	563	573	565	+0 36
1400	Omn. f. Paris	1316	1355	1350	+2 58
315	Olipar	314	315	318	+1 27
436	Oréal	488	500	499 20	+2 30
480	Paribas	485	500	502	+3 51
1350	Pechelbronn	1449	1440	1435	-0 97
103	Pechiney Int.	113 80	116 50	116 50	+2 37
245	Pechiney (CIP)	237	243	238	+0 42
510	Penhoet	495	490	499	+0 81
915	Pernod Ricard	1060	1092	1092	+3 02
515	Peugeot	539	568	573	+6 31
430	Pinault	430	445	430	....
290	Plasto-Omn.	295	304	295	....
450	Poliet	471	502	495	+5 10
990	Printbail-Sic	1015	1018	1038	+2 27
580	Printemps	635	620	660	+3 94
495	Pomtemps	520	529	526	+1 15
1820	Promodès	1889	1898	1900	+0 58
480	Radiotechn.	478	498	498	+4 18
199	Raff. D.Total	261 20	269	265	+1 45
2510	Redoute (La)	2480	2480	2530	+2 02
320	Rémy et Associés	300	300	300	....
280	R. Poulenc CIP	232	242	237 90	+2 54
295	Rober Franc.	324	325	324	....
47	Rochette(La)	50 05	51 50	52	+3 90
1740	Roussel Uclaf	1990	1998	2000	+0 50
3700	R. Impé.Ly *	3630	3630	3700	+1 93
183	Sade (Ny)	192	192	193	+0 52
1520	Sagem	1470	1477	1480	+0 68
375	Saint Gobain	385 60	403	400	+3 73
1050	Saint Louis	1165	1193	1225	+5 15

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1240	Salomon Ly	1390	1400	1390	....
380	Salvepar (Ny)	420	410	410	-2 38
800	Sanofi	743	760	762	+2 56
1700	S A T	1745	1750	1725	-1 15
235	Saul. Chât.	235	246 80	247 90	+5 49
950	Saupiquet (Ns)	1080	1100	1092	+1 11
730	Schneider	770	800	801	+4 03
15	SCOA	16 50	17 50	17 50	+6 06
1060	S.E.B.	1062	1100	1152	+8 47
430	Sefimeg	420	435	420	....
545	Sextant A.	560	565	581	+2 00
1300	S F I M	1250	1250	1287	+2 96
168	S.G.E.	186 10	201	193 50	+3 98
545	Simco	542	559	559	+3 14
960	Sk. Rossignol	977	986	986	+0 92
900	Sligos	882	900	909	+3 06
420	Société Géné	448	461	470	+4 91
111	Sodecco(B)	115 90	115 90	115 90	....
160	Sodero(Ns)	152	....	....	....
520	Sodexho	457	460	459	+0 44
90	Sogeral(Ny)	93	93 30	93 30	+0 32
470	Sogerap	447	447	450	+0 67
1160	Som-Allib.	1200	1250	1270	+5 83
1250	Source Perrier	1318	1330	1336	+1 37
570	Sovac	515	528	508	-1 36
460	SPEP	479	463	475	-0 84
480	Spie-Batignol	468 90	485	491	+4 71
1010	Strafor	1120	1129	1110	-0 89
310	Suez	319 90	334	332 30	+3 88
495	Synthélabo	535	540	543	+1 50
95	Thomson	93 35	95 60	95 60	+2 41
605	Total	659	663	664	+0 76
98	- (certif.)	104 60	105 50	106	+1 34
300	Truffaut Fin.	288	295	292	+1 39
465	U.A.P.	493	503	500	+1 42
290	U F B Locab.	264	261	277	+4 92
950	U I C	995	1000	979	-1 61
560	U I F	571	589	589	+3 15
820	U I S	835	835	836	....
765	Unibail	785	810	801	+2 04
205	U.C.B.	185	190	198	+7 03
370	Valéo	374	380	377	+0 80
198	Vallourec	283 50	292	293	+3 35
385	Via Banque	379	385	386	+1 85
990	Zodiac	970	985	1000	+3 09
1820	Elf Gabon	1820	1791	1805	-0 82
123	Amax	129	131	131	+1 55
117	Amer. Express	123	127	127 10	+3 33
165	A.T.T.	165	167 20	167 20	+1 33
150	Anglo Amer.C.	139	138 50	138 50	-0 36
495	Amgold	432	431	430 50	-0 35
205	Banco Santander	220 50	223 50	223 50	+1 36
755	B.A.S.F.	748	752	752	+0 53
785	Bayer	770	781	781	+1 43
90	Buffelsfont.	89 80	88	88	-2 00
89	Chase Manh.	90 50	94 80	94 80	+4 75
99	De Beers	103	103	103	....
2160	Deutsche Bank	2205	2270	2270	+2 95

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1290	Dresdner Bank	1336	1357	1357	+1 57
72	Driefontein	65 50	63 50	63 50	-3 05
185	Du Pont-Nem.	187	190 50	190 50	+1 87
196	Eastman Kodak	215	216	216	+0 47
26	East Rand	24 75	23	23	-7 07
80	Echo Bay	69 50	68 10	68 10	-2 01
166	Electrolux	164	163	163	-0 61
970	Ericsson	1030	1048	1048	+1 75
270	Exxon Corp.	265	267	267	+1 39
179	Ford Motor	177 50	185	185	+4 23
62	Freegold	54	52 45	52 45	-2 87
14	Gencor	13 40	13 35	13 35	-0 37
305	Gén. Elect	315	321	320	+1 59
187	Gén. Motors	199 20	198 50	197	+0 61
425	Gén. Belgique	421 50	428	428	+1 54
54	Gd. Métropol.	54	57	57	+5 56
64	Guinness	69	68 80	68 80	-0 29
20	Hanson PLC	19 90	20 50	20 50	+3 02
57	Harmony Gold	49 30	46 50	46 50	-5 68
160	Hewlett Packard	181 50	187 50	187 50	+3 31
44	Hitachi	46 60	49 50	49 50	+6 22
750	Hoechst	766	769	769	+0 52
122	Homestake	107 50	103 10	103 10	-4 09
90	Imp. Chemical	88	87 50	89	+1 14
510	I.B.M.	546	558	559	+3 42
265	I.T.T.	274	277	277	+1 09
111	Ito Yokado	124 10	129	129	+3 95
61	Matsushita	64 95	68 10	68 10	+4 85
17	Maxwell	16 10	16 50	16 50	+2 48
139	Mc Donald's	142 90	148	148	+3 57
400	Merck	425	432	432	+1 65
400	Minnesota M.	411	415	415	+0 97
340	Mobil corp.	352	348 80	348 80	-0 01
164	Morgan J.P.	171 50	180	180	+4 96
29400	Nestlé	29550	30400	30400	+2 88
950	Nixdorf	930	958	956	+2 80
200	Norsk Hydro	208	206	206	-0 96
144	OFSI	122	120 10	120 10	-1 56
1630	Pétrofina	1721	1750	1750	+1 69
215	Philip Morris	237 50	240 50	240 50	+1 26
70	Philips	72 50	74 60	74 60	+2 90
101	Placer Dome	88 50	87 50	87 50	-1 13
240	Quilmès	277	278	278	+0 36
34	Randfontein	28 80	28	28	-2 78
425	Royal Dutch	436	437 50	437 50	+0 34
46	R T Z	45 20	45	45	-0 44
5 50	Saat.& Saatchi	5 15	5 30	5 30	+2 91
59	St Helena	54 50	53 05	53 05	-2 66
325	Schlumberger	341	347 80	347 80	+1 99
47	Shell transp.	48 40	48 20	48 20	-0 41
1930	Siemens	2000	2074	2065	+3 25
245	Sony	263 50	273 90	274	+3 98
64	Sumitomo Bank	66 55	69 90	69 90	+5 03
205	T.D.K.	206	216	216	+4 85
43	Telefonica	43 30	44 60	44 60	+3 00
31	Toshiba	34 60	35 60	35 60	+2 89
415	Unilever	420	430 50	430 50	+2 50
245	Unit. Techno	266 10	264	264	+0 01
480	Vaal Reefs	411	412	412	+0 24
280	Volvo	284 50	286	286	+0 53
215	West. Deep	197	192 50	192 50	-2 28
199	Xerox Corp.	215	218 30	218 30	+1 53
81	Yamanouchi	93	101	101	+8 60
2 50	Zambia Cop.	1 95	1 90	1 92	-1 54

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	117 60	2 65
Emp.Etat 9,8%78	98 98	1 61
10,80% 79/94	101	0 17
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	101 65	8 04
Emp.Etat 13,4%83	108 32	9 85
Emp.Etat 12,2% 84	103 38	11 26
Emp.Etat 11% 85	103 89	6 05
10,26% mars 86	99 85	5 11
OAT 10% 5/2000	98 60	2 90
OAT 9,9% 12/1997	99	7 35
OAT 9,8% 1/1996	98 60	5 98
PTT 11,2% 85	101 65	7 98
CFF 10,30% 86	95 60	5 91
CNB Bques 5000F	99 88	1 88
CNB Paribas 5000F	100 16	1 88
CNB Suez 5000F	100 15	1 88
CNE 11,5% 85	101 80	2 80
CNI 1/82 5000F	99 80	1 88
CNT 9 % 86	91 50	3 46
CRH 10,90% déc.85	101 25	6 82
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1071	....
Carris	....	....
CGE 6 janv. 89/99	536	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1060	....
Applications Hydr.	1358	1201
Arbel	800	....
Assurg	285	....
Bains C.Monaco	979	989
B.Hypoth.Europ.	350	....
B.N.P. Intercont.	250	260 50
Beghin-Say (C I)	635	....
Bénédictine	3900	....
Blanzy Ouest	2893	2895
B T P	83 90	84
Cambodge	700	721
Carbone Lorraine	819	802
Case Poclain	21 45	21
C.E.G.F (Frigor.)	395 50	405
Centenaire Blanzy	535	542
Cerabati	119	....
Champex Ny	135	135
CIC (CIP)	194	191 60
C.I.M.	730	735
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	449	....
Cofimeg	295	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel	1200	....
Cogifi	388	396 90
Comiphos	565	566
Cie Industrielle	4810	4680
Cpt Lyon Alemand	532	530
Concorde	825	840
Conser.Mét.Prov.	34	....
Crédit Gén.Ind.	415	420
Cr Universel (Cie)	622	....
Créditel	125	128
Darblay	705	....
Degremont	1399	1454
Delalande	2150	2100
Delmas Vieljeux	4000	4000
Didot Bottin	1235	1250
Eaux Bassin Vichy	2210	2265
Eaux Vittel	910	924
Ecia	247	255
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	325	325
E.L.M. Leblanc	635	631
[illegible] Bretagne	522	....
Ent.Mag. Paris	4000	....
[illegible]	1910	....
Europ Soutirés Ind.	54	49 30o
Finalens	270	270
F.I.P.P.	156 50	....
F.N.A.C.	1980	1999
Foncière (Cie)	700	690
Fonc.Lyonnaise	875	865
Foncina	470	....
Fougerolle	660	665
France I.A.R.D.	841	....
France SA (La)	1580	1640
From. Paul-Renard	2374	....
Gaumont	900	885
Genefim	298	299
Gévelot	499	510
G.F.C.	432	431
G.F.I.I.	305	305
Gds Moulins Paris	1460	....
Groupe Victoire	1500	1530
G.T.I (Transport)	544	....
Immobail	370	370
Immobanque	773	755
Im.Marseillaise	5910	6020
Imm. Plaine-Monceau	445	454
Immofice	490	490
Invest.(Ste Ce.)	3100	3008
Jaeger	72	74
Lambert Frères	333 10	277 20o
Lille Bonnières	1553	1565
Loca-Expansion	288 70	285
Localfinancière	475	476
Locatel	305	305
Louis Vuitton	720	740
Louvre	3977	4120
Lucia	1885	1930
Machines Bull	46	....
Mag.Uniprix	168	....
Magnant	628	625

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Métal Déployé	510	....
Mors	155 10	155 90
Navigation (Nle)	267	267
Nozal	159 90	....
Optorg	343	345
Oréal (CI)	234	....
Origny-Desvroise	1300	1300
Palais Nouveauté	1051	1074
Paluel Marmont	639	630
Parfinance	200	196 50
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	197	197
Paris Orléans	251	248
Parthena Invest	398	400
Pathé Cinéma	1014	....
Piper Heidsieck	2150	2150
P.L.M.	323	332
Porcher	845	....
Promodès (CI)	795	827 d
Publicis	728	730
Rochefortaise	149 50	144 60
Rosario	269	269
Rougier	399	400
S.A.C.E.R.	413	....
S.A.F.A.A.	480	475
S.A.F.I.C Alcan	405	....
SAFT	1620	1668
Saga	202	205
Salins du Midi	585	580
Satam	114 10	111
Savoisienne M.	180	....
S.C.A.C.	780	780
Senelle Maubeuge	425	421
S.Fand.Pan. (M)	179	....
Sific	730	739
Sinvim	360	370 80
S.I.P.H.	390	381
Sofal	689	685
Soffo	500	490
Sofical	1070	1070
Soficomi	800	607
S O F I P (M)	449	450
Sofragi	1441	1480
Sophia-Bail	419	407
Sopagri	179	179
Soudure Autogène	830	847
Sovabail	509	505
Sterni	728	....
Suez (CIP)	272 50	283
Taittinger	4425	4410
Télémécanique Elect.	4450	4400
Testut-Aequitas	880	880
Tour Eiffel	298	286 10o
Ufiner	950	963
U.T.A.	2150	2349 d
Vicat	380	389
Viniprix	1740	1790
Virax	176	175
Waterman	1500	1500
Maroc Sté Brasserie	281	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	850	....
Akzo Nv Sico.	278 50	....
Alcan Aluminium	110	....
Algemene B.Ned.	99 70	....
American Brands	340	....
Arbed	630	....
Asturienne Mines	176	....
Banco Popular Espa.	425	....
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	29810	....
Can.Pacifique	81 10	....
Chrysler Corp.	68 10	....
C.I.R.	16 20	....
Commerzbank	861	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	214	....
GBL (Brux Lamb.)	558	....
Gevaert	1310	....
Glaxo Holdings Ltd.	71 50	....
Goodyear Tire	121	120
Grace and Co (WR)	131	130
GTE Corp.	125	....
Honeywell Inc.	500	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	32	....
Lasonic	310	310
Midland Bank	26 20	23 50o
Norande Mines	78	....
Olivetti priv.	14 40	....
pakhoed hold.	600	600
Pfizer Inc.	369	....
Procter Gamble	390	....
Ricoh	30	....
Robeco	261 20	....
Rodamco NV	220 50	220 50
Rolinco	251 10	....
Saipem	8 10	7 90
Sema Group	51	51 40
SKF Aktiebolaget	108	....
Tenneco Inc.	295	....
Thorn Electrical	59 50	58 60
Toray Ind.	27 50	22 40o
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1590	....
West Rand Cons.	14 40	13 20
Whitman Corp.	104 50	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	300	....
[illegible]	815	....
Calciphos	192	191
C G H Cogenhor	102	....
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Copemex	675	685
Drouot Assurances	174 90	185
Elf Antargaz	1901	....
Europ. Accum.	68	66 20
Gachot S.A.	75 20	78 80
Guy Degrenne	436	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	312	....
Marie Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Paternelle RD	800	....
Particip. Perrier	348	....
Rorento N.V.	175	176
St-Gobain-Emballage	1995	....
Sema Metra	310	....
S.E.P.R.	1522	....
Sicil	378	....
S.P.R. act. B	395	354
Ulimer	380	....
Wonder	968	755 o

SICAV (sélection) 7/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	982 57	958 60
Action	207 74	202 18
Agepargne	727 02	695 71
Ageplacement	6911 04	6911 04
Agepremière	105 34	105 02
AGF Actions ex CIP	1063 59	1037 65
A.G.F. 5000	607 35	592 54
AGF ECU	1008 69	998 70
AGF Foncier	115 32	112 51
AGF Invest Sicav	108 14	105 50
AGF Interfonds	406 14	396 23
AGF Oblig.	1068 80	1063 48
AGF Sécurité Sicav	10859 08	10859 08
A.G.F.I.M.O.	634 53	619 05
AMERI-GAN	5760 62	5529 44♦
Amplitude	590 61	573 41
Arbitrages Court.T.	6134 72	6122 46
Associc	1115 16	1115 16
Atout Futur	337 26	329 03
Aurecic	1269 37	1232 40
Avenir Alizes	1539 65	1509 46
Avenir CIC	101 60	98 64
Axa Capital	140	133 97
Axa Europe	118 07	112 99
Axa Investissements	112 71	107 86
Axa NPI	100 39	96 07
Axa Valeurs PER	117 40	112 34
Capimonétaire	5428 40	5422 98
Capoblig	5539 17	5457 31
Capitacic	1105 51	1089 17
Capital-Monde	353 88	345 25
Cœurs Pierre	30 79	30 04
Coexis	1122 77	1096 39
Comptavalor	6002 15	5993 16
Convertimmo	376 95	362 45
Creditor	449 37	436 28
Crédit Mutuel Capital	1097 19	1075 68
Desse	1129 69	1102 04
Drouot France	767 62	734 56
Drouot Investiss.	936 24	895 92
Drouot Sécurité	234 61	224 51
Drouot Sélection	136 33	130 46
Ecucic	1052 42	1036 87♦
Ecupar	120 27	115 09
Ecureuil Capitalisation	2167 35	2135 99
Ecureuil Invest.	363 49	352 90
Ecureuil Monepremière	57055 16	57055 16
Ecureuil Monétaire	33623 18	33623 18
Ecureuil Trésorerie	2096 45	2088 45
Ecureuil Trimestr.	1940 56	1921 35
Elicash	373242 63	373242 63♦
Energie	282 52	269 71♦
Eparcic	3068 08	3068 08
Eparcourt-Sicav	4278 13	4267 46
Epargne Associat.	24819 04	24781 87
Epargne Capital	8903 26	8815 11
Epargne Court Terme	579 16	579 16
Epargne Croissance	1512 95	1472 46
Epargne Industrie	88 14	85 78
Epargne J.	59739 94	59739 94
Epargne Long Terme	186 04	181 06
Epargne Monde	1190 60	1158 73
Epargne Obligat.	184 77	179 82
Epargne Premières	12396 29	12304 01
Epargne Oxaere	1091 16	1061 96
Epargne-Unie	1250 24	1219 75
Epargne Valeurs	417 13	405 97
Epsilon	1164 89	1143 46
Euforwest	621 56	603 46♦
Eurocic Leaders	981 80	953 20
Eurodyn	1101 12	1074 26
Euro Gan	6857 91	6594 14♦
Euromat	26 66	26 27
Fonsicav	12228 75	12228 75
FRANCE-GAN	8808 42	8469 63♦
France Garantie	259 13	258 61
France Investiss.	439 69	428 97♦
France Oblig.	448 49	444 05
Francic	416 27	404 15
Francic Pierre	108 11	104 96
Francic-Régions	1216 84	1181 40
Fructi-Association	30 51	30 51

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Capi	35 30	34 78
Fructi Court	121361 99	121361 99
Frucador	230 65	227 24
Fructi-Ecu	550	541 87
Fructi-Epargne	28 62	27 92
Fructifrance	793 68	774 32
Fructimmo	29 38	28 66
Fructi-Premiere	10251 30	10099 80
Fructivar	4661 75	4650 12
Futuroblig	1197 62	1168 31
Gestilion	12481 85	12450 72
Gest. Associations	150 82	147 50
Gest. F. Sécur	10217 56	10166 73
Horizon	1110 93	1078 57
Interepar	101687 48	98725 71
Interoblig	11751 42	11299 44
Intersélection Fce	499 48	484 93
Japacic	156 36	151 81
Jeunepargne	248 21	244 54
Laffitte Amerique	193 28	184 62
Laffitte Europe	259 92	248 13
Laffitte Expan.	253 71	242 21
Laffitte France	309 08	295 06
Laffitte Immobil.	235 78	225 09
Laffitte Japon	411 33	392 68
Laffitte Oblig.	134 53	128 43
Laffitte Rendement	178 37	170 28
Laffitte Tokyo	356 69	340 52
Lozarde	5801 62	5792 93
Leumi C.T.	10820 02	10820 02
Leumi L.T.	5902 86	5730 93
Lion Association	11295 31	11295 31
Lion Institution	24638 11	24576 67
Lionplus	824 31	808 15
Lion Trésor	2086 32	2085 66
Lion 20 000	22819 73	22819 73
Livret Bourse Inv.	490 09	475 82
Livret Portefeuil	641 63	622 94
Méditerranée	174 68	167 16
Mensuel CIC	10051 83	9851 31
Mondial Investissem.	390 91	373 18
Monecic	5401 32	5401 32
Moneden	57676 70	57676 70
Mone.J.	62294 94	62294 94♦
Monévalor	70052 63	70052 63
Mutualité dépôts	11565 79	11532 72
Mutuelle Unie Sél.	142 53	136 39
Natio Court Terme	241947 00	241947
Natio-Epargne	14935 89	14788 01
Natio-Ep. Ret.	113 16	110 13
Natio Epargn. Trésor	6613 81	6600 61
Natio-Immo.	1168 34	1137 07
Natio-Inter	1153 09	1122 23
Natio-Monétaire	21814 63	21814 63
Natio Obligations	498 22	484 89
Natio-Patrimoine	1380 64	1343 69
Natio-Placements	65210 09	65210 09
Natio-Revenus	986 43	976 66
Natio Sécurité	12121 35	12121 35
Natio-Valeurs	767 22	746 66
Nippon-Gan	5580 90	5358 25♦
Nord Sud Dévelop.	1276 68	1274 13
Obli-Associations	124 03	122 80
Oblicic-Mondial	2301 87	2267 85
Oblicic-Régions	1003 92	989 08
Oblig. tres carl.	151 70	149 46
Oblilion	1115 53	1104 49
Oblisécurité	10993 82	10993 82
Optimat	31549 14	30630 23
Oraction	1067 31	1041 28
Orvalor	8098 47	5878 04
Paribas Epargne	17734 06	17698 66
Paribas Opportunités	113 98	109 33
Paribas Patrimoine	515 11	484 11
Paribas Revenus	88 55	87 67
Patrimoine Retraite	188 71	185 01
Parvalor	618 67	600 85
Phenix Placement	283 64	275 38
Pierre Investissements	715 03	697 59
Placement A.	1172 30	1149 31
Placements C.T.	7844 28	7829 02
Placement J.	6171 18	6168 86

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement Premier	5809 01	5597 81
Pléniude	116 94	113 81
Poste Gestion	55950 45	55950 45
Première Oblig.	10723 49	10712 78
Prév. Ecureuil	108 16	105 27
Privassociation	25170 22	25170 22
Proficus	1046 60	1021 07
Quartz	120 71	117 77
Réalvalor	875 22	849 73
Rentacic	158 26	155 92
Revenus Trimestr.	5214 01	5162 39
Revenu-Vert	1123 94	1107 33
St Honoré Bio-Alim.	852 75	814 08
St Honoré Global	243 23	232 20
St Honoré Mat Plac.	209 52	200 02
St Honoré Pacifique	573 40	547 40
St Honoré PME	500 05	477 37
St Honoré Real	12821 36	12770 28
St Honoré Services	472 37	454 20
St Honoré Techno	718 64	686 05
Sécuricic	1504 09	1504 09
Sécuri-Gan	13026 81	12771 38♦
Sécuri-Taux	1196 18	1196 18
Scandea	688 79	678 61
Sicav Associations	1590 56	1588 18
S.F.I. fr. et etr.	632 49	614 07
Sicav 5.000	386 21	375 87
Sicav C.T.A. Plus	....	.... ♦
S.I. Est	1350 76	1292 59
Silvafrance	628 98	612 15
Sivam	396 56	385 95
Sivarente	203 62	199 63
Sivanter	407 85	396 93
S.N.I.	1129 64	1098 74
Sogépargne	340 50	328 19
Sogéroc	53298 12	51745 75
Sogevar	1000 49	955 12
Sogister	1212 39	1157 41
Soleil Investissements	499 49	480 28♦
Solstice	2059 02	2053 89
Stratégie Actions	880 17	846 32
Stratégie Rendements	1201 28	1163 47
Technocic	1001 44	972 27
Techno-Gan	5532 96	5320 15♦
Thesora	554 43	548 94
Transplus	131 15	125 50
Trésor Avenir	104 25	103 22
Trésor Plus	1087 45	1076 68
Trésor Real	12286 43	12286 43
Trésoricic	110250 79	110250 79
Trilion	5106 20	5055 64
U.A.P. Investiss.	428 75	413 25
U.A.P. Act. F.	538 61	519 14
U.A.P. Act. Sél.	587 30	566 07
U.A.P. Aedif.	611 73	589 62
U.A.P. Alizé	198 03	190 87
U.A.P. Alto	162 50	156 63
UAP Moyen Terme	117 61	113 36
Uni-Associations	117 05	117 05♦
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 228	5 280	5 020	5 470
Ecu	6 939	6 933	....	....
Allemagne (100 dm)	334 990	334 890	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 283	16 296	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 280	297 200	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 482	4 491	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 670	87 710	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 908	....	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 386	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	402 100	....	390	415
Suède (100 krs)	90 950	....	86 500	94 500
Norvège (100 k)	86 550	....	82	90
Autriche (100 sch)	47 611	....	46 100	49 200
Espagne (100 pes)	5 339	....	5 150	5 750
Portugal (100 esc)	3 785	....	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 490	....	4 380	4 760
Japon (100 yens)	3 721	....	3 660	3 680

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/9
Or fin (kilo en barre)	65600	65350
Or fin (en lingot)	65700	65500
Napoléon (20f)	412	410
Pièce Fr (10 f)	390	.....
Pièce Suisse (20 f)	481	476
Pièce Latine (20 f)	382	385
Souverain	486	480
Pièce 20 dollars	2300	2280
Pièce 10 dollars	1320	1320
Pièce 5 dollars	835	.....
Pièce 50 pesos	2480	2450
Pièce 10 florins	385	384

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

La crise du Golfe

Après la visite de M. Tarek Aziz à Téhéran

L'Iran et l'Irak vont renouer leurs relations diplomatiques

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, est arrivé dimanche 9 septembre à Téhéran pour une visite historique, dix ans après le début de la meurtrière guerre irano-irakienne et en pleine crise du Golfe. Selon la radio officielle iranienne, les deux pays se sont mis d'accord pour organiser la réouverture de leurs missions diplomatiques.

L'accueil réservé à M. Tarek Aziz par les dirigeants de la République islamique a été discret. Il n'y avait *aucun drapeau irakien à l'aéroport*, où le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a fait attendre un quart d'heure son hôte dans son avion immobilisé sous le soleil, avant de venir lui serrer la main au pied de la passerelle.

M. Aziz était arrivé à bord d'un Boeing 727 des Iraqi Airways, appelé Salah al-Din (Saladin), nom du sultan qui écrasa les croisés chrétiens et prit Jérusalem en 1187.

Les dirigeants iraniens ont été invités à *« ne pas en faire trop »* pour M. Aziz par le fils de l'imam Khomeiny qui déclarait la semaine dernière : *« Il ne peut y avoir de doute que Saddam est notre ennemi et que ses mains sont tachées du sang de centaines de milliers d'Iraniens. »*

MM. Velayati et Aziz, après avoir quitté rapidement l'aéroport sans même passer par le salon d'honneur, ont commencé dans l'après-midi leurs pourparlers politiques, portant sur le processus de paix entre l'Iran et l'Irak et la situation dans le Golfe. Téhéran, qui a condamné le 2 août l'invasion du Koweït par l'Irak, a toujours refusé d'établir un lien entre ces deux problèmes.

Les ministres irakien et iranien du pétrole, MM. Issam al-Jalabi et Gholamreza Agazadeh, ont eu des entretiens séparés. La possibilité que Téhéran et Bagdad établissent une jonction entre leurs oléoducs pour permettre l'exportation du pétrole irakien par l'Iran a été évoquée dans plusieurs capitales occidentales. Dans les milieux diplomatiques de Téhéran, on exclut généralement cette hypothèse mais on rappelle que l'Iran considère que la fourniture de vivres et de médicaments n'est pas interdite par les résolutions de l'ONU. – *(AFP.)*

L'ESSENTIEL

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-10 septembre 1990 a été tiré à 546 739 exemplaires.

Des pays arabes seraient partisans d'une opération militaire contre Bagdad

selon M. Cheysson

TUNIS

de notre correspondant

Même s'ils ne le disent pas explicitement, les dirigeants égyptiens et saoudiens appellent de leurs vœux une opération militaire contre l'Irak. C'est du moins l'impression que M. Claude Cheysson a tirée des entretiens qu'une délégation du Parlement européen, dont il faisait partie, a eus la semaine dernière avec le président Moubarak et le roi Fahd.

Les parlementaires s'étaient rendus successivement en Egypte, en Arabie saoudite, en Syrie, en Jordanie et ont terminé, vendredi 7 et samedi 8 septembre, cette *« tournée d'information et de contacts »* à Tunis où ils se sont entretenus avec le président de l'OLP, M. Yasser Arafat, et plusieurs dirigeants tunisiens.

« Il était clair chez certains de nos interlocuteurs que la seule évacuation du Koweït ne suffit pas, nous a déclaré M. Claude Cheysson. *Il serait trop bête, selon eux, qu'une telle mobilisation de forces dans le Golfe ne soit pas mise à profit pour écarter le danger du potentiel militaire irakien. »* Les chefs d'Etat égyptien et saoudien ne l'ont pas dit nettement, reconnaît l'ancien ministre des relations extérieures, mais leur désir de *« se débarrasser de Saddam Hussein »* lui a semblé évident. *« En Egypte et aussi en Arabie saoudite, il est apparu que l'on caressait sans angoisse l'idée d'une opération militaire américaine efficace, chirurgicale »*, a-t-il ajouté.

En revanche, et bien que lors du sommet arabe du Caire la Syrie se soit rangée aux côtés des pays du Golfe et de l'Egypte, les dirigeants de Damas ont, selon M. Cheysson, une position beaucoup plus nuancée. *« Les Syriens,* a-t-il remarqué, *connaissent mieux les réalités du monde arabe que les Saoudiens et ne sont pas vexés personnellement comme l'est le président Moubarak. Aussi, pour le président Assad l'idée d'une opération militaire américaine est tout à fait inacceptable. »*

En Jordanie, M. Cheysson a été frappé par le contraste entre l'attitude *« responsable »* des autorités et celle des parlementaires que la délégation européenne a rencontrés *« exprimant la rue qui couvre les Occidentaux d'insultes et glorifie Saddam Hussein »*.

MICHEL DEURÉ

Plusieurs centaines d'Occidentaux évacués sur la Grande-Bretagne et les Etats-Unis

Un Boeing-747 des Iraqi Airways en provenance de Bagdad avec environ 430 Occidentaux à bord, pour la plupart des femmes et des enfants, est arrivé, dimanche soir 9 septembre, à l'aéroport de Londres-Gatwick. Parmi ces otages libérés par l'Irak figurent 186 Britanniques, 165 Américains, 32 Irlandais et 55 ressortissants de divers autres pays.

Il s'agit du deuxième vol de la compagnie irakienne à destination de l'Europe depuis l'instauration de l'embargo contre l'Irak. Le 2 septembre, un appareil avait atterri à Paris, puis à Londres et à Washington, rapatriant des ressortissants américains et européens. Au retour, l'avion avait emmené à Bagdad des ressortissants irakiens qui se trouvaient à Londres. Des Irakiens de Londres profiteront également de ce deuxième vol pour rentrer à Bagdad.

Selon des sources diplomatiques occidentales à Bagdad, un troisième vol des Iraqi Airways doit quitter Bagdad mercredi ou jeudi. La compagnie irakienne a décidé de ne plus emmener de ressortissants étrangers à Amman, en raison de *« l'encombrement »* de l'aéroport de la capitale jordanienne ; mais elle loue ses appareils vers d'autres aéroports pour ces rapatriements. Quelque 250 femmes et enfants britanniques étaient arrivés vendredi matin à Londres en provenance d'Amman à bord d'un avion de British Airways.

Par ailleurs, un avion transportant plus de 300 Américains vivant au Koweït est arrivé dimanche en début de soirée à Charleston (Caroline du Sud). Le Boeing-747 était parti d'Amman dans la nuit de samedi à dimanche et a fait une escale à Francfort. Selon les évaluations officielles américaines, il reste environ 2 200 citoyens des Etats-Unis au Koweït et en Irak.

Enfin, six Français (deux hommes *ainsi que deux femmes et deux* enfants) ont pu quitter l'Irak samedi et rejoindre Amman. A Koweït, l'ambassade du Danemark a été évacuée, après celles de Suède et de Norvège. En revanche, Berne a demandé à son chargé d'affaires de rester à son poste. – *(AFP, Reuter.)*

L'arrêt éventuel de la manne financière provenant des pays du Golfe inquiète les dirigeants palestiniens

La véritable crise de confiance, qui a éclaté entre les riches émirs du Golfe et l'OLP, pourrait entraîner l'interruption de la manne financière dont la centrale palestinienne a bénéficié jusqu'à présent et, indirectement, l'asphyxie de l'Intifada dans les territoires occupés.

Dans les milieux palestiniens, sans dramatiser la situation, on reconnaît l'existence d'une crise qui a déjà entraîné l'expulsion par certains de ces Emirats de plusieurs centaines de travailleurs palestiniens. Elle a pris la forme d'un conflit ouvert avec le *Qatar où deux diplomates palestiniens* ont été expulsés au cours des deux dernières semaines. Au siège de l'OLP à Tunis, on indique que quelque 250 autres personnes ont été expulsées du Qatar, sans explication officielle, alors que selon des informations en provenance des territoires occupés, près de 1 500 travailleurs palestiniens (5 000 personnes si l'on compte leurs familles) ont vu leur permis de séjour non renouvelé en Arabie saoudite. – *(AFP.)*

Prêtre russe proche des milieux dissidents

Le Père Alexandre Men assassiné près de Moscou

Le Père Alexandre Men, prêtre orthodoxe de la région de Moscou, proche des milieux dissidents, a été assassiné *dimanche 9 septembre*, frappé à coups de hache, alors qu'il sortait de son domicile pour aller célébrer l'office.

Le Père Men était l'un des théologiens les plus en vue de l'Eglise *russe orthodoxe. Il s'était distingué* en prenant l'initiative de donner des cours de religion dans les écoles de son village, Novaïa Derevnia. Ses obsèques sont prévues mardi 11 septembre.

□ **POLOGNE : demande officielle de négociations sur le retrait des troupes soviétiques.** – Le Sénat polonais a voté vendredi 7 septembre une résolution proposant *« l'adoption du principe du retrait de la Pologne des structures militaires »* du pacte de Varsovie, et une note a été remise à l'ambassadeur d'URSS proposant des négociations, a annoncé, samedi, le quotidien du gouvernement *Rzeczpospolita.* – *(Reuter.)*

Série d'attentats en Corse-du-Sud

Un commando détruit la villa du banquier Jean-Marc Vernes

Trois nuits de suite, des opérations commando non revendiquées, ont été menées contre des villas touristiques de la Corse-du-Sud. Lundi 10 septembre, à 1 h 30, une habitation de Portigliolo, à 40 kilomètres au sud d'Ajaccio, a été prise d'assaut par six hommes armés et cagoulés. Ils ont tout d'abord maîtrisé le gardien et son épouse pour les conduire dans une villa inoccupée, avant de disposer des charges explosives autour de l'habitation et de répandre de l'essence. L'explosion, suivie d'une incendie, a détruit une bonne partie de la villa, qui appartenait à M. Jean-Marc Vernes, président de la Banque industrielle et commerciale du Marais, à Paris.

Le même scénario s'était déroulé les jours précédents dans la région de Bonifacio. Cinq hommes armés et portant des cagoules ont ainsi fait sauter à l'explosif, samedi 9 septembre, une villa d'un lotissement à Balistra (Corse-du-Sud). Ils sont arrivés sur le site touristique à 21 h 30, et ont ligoté les quatorze habitants de six villas avant de placer des charges explosives sur deux habitations. Une seule, propriété d'une entreprise de Porto-Vecchio, a explosé vers 1 heure du matin. L'attentat n'a cependant fait aucune victime. La veille, un commando d'une dizaine d'hommes avait conduit la première de ces trois actions à *Cala-Longa*, détruisant trois bungalows et une grue de chantier (*le Monde* daté 9-10 septembre).

Ces actions attentats n'avaient toujours pas été revendiquées lundi *matin. Les cibles visées et l'explosif* utilisé (nitrate de fioul couplé à des bouteilles de gaz) font penser à l'ex-FLNC, qui, cependant, a pour habitude de revendiquer rapidement ses attentats et même de les signer. A Balistra, les slogans *« Terra corsa a u populu »* (« la terre corse au peuple ») et *« Mafia : no »* avaient été peints sur les lieux de l'attentat.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Le chemin des écoliers

TROP d'élèves, pas assez d'enseignants, c'est la grande complainte de la rentrée. Là, aujourd'hui, ils tombent *dru comme grêle, les chiffres* des classes surchargées. Il y en a quand même un qui devrait vous rassurer, c'est le nombre de gamins tués sur le chemin des écoliers. Cinq cent seize mômes *de moins de quinze ans tués* dans des accidents de la route en 1989 et vingt et un mille blessés, ça fait toujours ça de moins ! D'autant que près de la moitié d'entre eux ont été chopés, leur *cartable sur le dos, alors qu'ils se* rendaient à pied au collège ou au lycée, adroitement fauchés par des as du volant qui font preuve d'un admirable sens civique en les arrachant à leurs pupitres *pour les envoyer sur un lit* d'hôpital ou dans un tiroir de la morgue...

La Prévention routière pousse un grand cri d'alarme : 54 % des enfants vont seuls à l'école, il *faut absolument les dresser, leur* apprendre à affronter un univers hostile peuplé de tueurs qui bousillent avec une joie sauvage tout ce qui gambade ou sautille dans la rue. Entre sept et neuf ans, on a beau se repaître de films d'horreur à la télé, on est confiant. Trop. On a tendance à prendre le trottoir pour un espace protégé et même à chahuter pareil qu'en cour de récré avec un petit copain rencontré en route.

Aux parents de les mettre en garde. Et surtout aux profs. Dix mille manuels pédagogiques vont être distribués dans les collèges pour les aider à initier les élèves de CM1 et CM2 aux dangers du *trajet scolaire. Avouez que c'est* assez fabuleux ! Alors qu'on est obligé, faute d'enseignants, de rogner sur les heures de cours, de faire l'impasse sur les maths et la physique, va falloir multiplier *les cours de survie pour ne pas* vider les boîtes en remplissant les cercueils.

Bien sûr, c'est pas inutile. Mais, à ce compte-là, est-ce qu'on ne pourrait pas exiger des *chauffards pris sur le fait de venir* grossir les rangs des mères de famille et des maîtres auxiliaires en leur confiant le soin – ils sont vraiment bien placés pour ça – de montrer, craie en main, aux *potaches en culottes courtes* comment échapper au massacre. Vous me direz, ils n'ont pas reçu de formation pédagogique et ils risquent de se faire drôlement chahuter. Tant mieux ! Ça leur *servira de leçon : plus facile pour* un adulte de fixer son attention que pour un enfant.

La création d'Eurotrustees

Cinq compagnies de cinéma se lancent dans la distribution européenne

Cinq compagnies européennes indépendantes devaient annoncer, lundi 10 septembre au Festival de Venise, la création d'Eurotrustees. Ce consortium doit investir environ 80 millions de francs dès sa première année dans la distribution de cinq ou six films européens mais se portera aussi acquéreur des œuvres des producteurs indépendants américains. C'est la première fois qu'un regroupement de sociétés indépendantes européennes concurrence directement les grandes compagnies américaines qui *dominent 60 % à 70 % du marché du* Vieux Continent.

Le consortium dont les bases ont été jetées lors du dernier Festival de Cannes réunit Bac Film de Jean Labadie pour la France, Palace Group pour la Grande-Bretagne, Concorde Telemunchen pour l'Allemagne, Iberoamericana pour l'Espagne et la filiale cinématographique de Rizzoli pour l'Italie. Il est appuyé par un pool d'investisseurs constitué par la banque néerlandaise Pierson Heldring and Pierson.

« Eurotrustees pourra rivaliser avec les « majors » américaines, seules capables aujourd'hui d'assurer une distribution européenne, explique Jean Labadie. *Fort d'un bon catalogue de films, le consortium pourra ensuite produire chaque année un ou deux films de chacun de ses partenaires en apportant 30 % à 35 % du financement et l'accès à cinq grands marchés ».*

J.-F. L.

Football : semaine décisive pour les Girondins de Bordeaux

L'avenir du club de football des Girondins de Bordeaux devrait être scellé dans les jours prochains. Confronté à de graves difficultés financières *(le Monde* daté 8-9 septembre), le club est dans une situation précaire alors que, dans le même temps Claude Bez, son président, fait l'objet d'une information judiciaire pour recel, abus de confiance, faux et usage de faux.

Samedi 8 septembre, tandis que son équipe recevait Toulouse au stade municipal, la rumeur d'une prochaine démission de M. Bez circulait avec insistance dans Bordeaux.

Interrogé sur Sud Radio, le dirigeant bordelais a confirmé qu'il était prêt à abandonner ses fonctions dans les jours à venir si un plan de relance permettant de renflouer les caisses du club lui était proposé.

Deux plans de sauvetage semblent, en fait, en préparation. L'un émane de M. François-Xavier Bordeaux, le chef de file (PS) de l'opposition municipale, qui assure pouvoir réunir 150 millions de francs pour les Girondins. Il exige le départ immédiat de Claude Bez. L'autre plan, celui du maire de la ville, M. Jacques Chaban-Delmas, devrait être dévoilé mardi 11 septembre à Paris. Dans l'entourage de M. Chaban-Delmas, on laisse entendre que la ville apporterait 30 millions de francs et demanderait à M. Bez d'en trouver autant très rapidement.

Ph. Br.